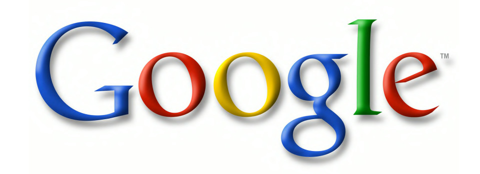
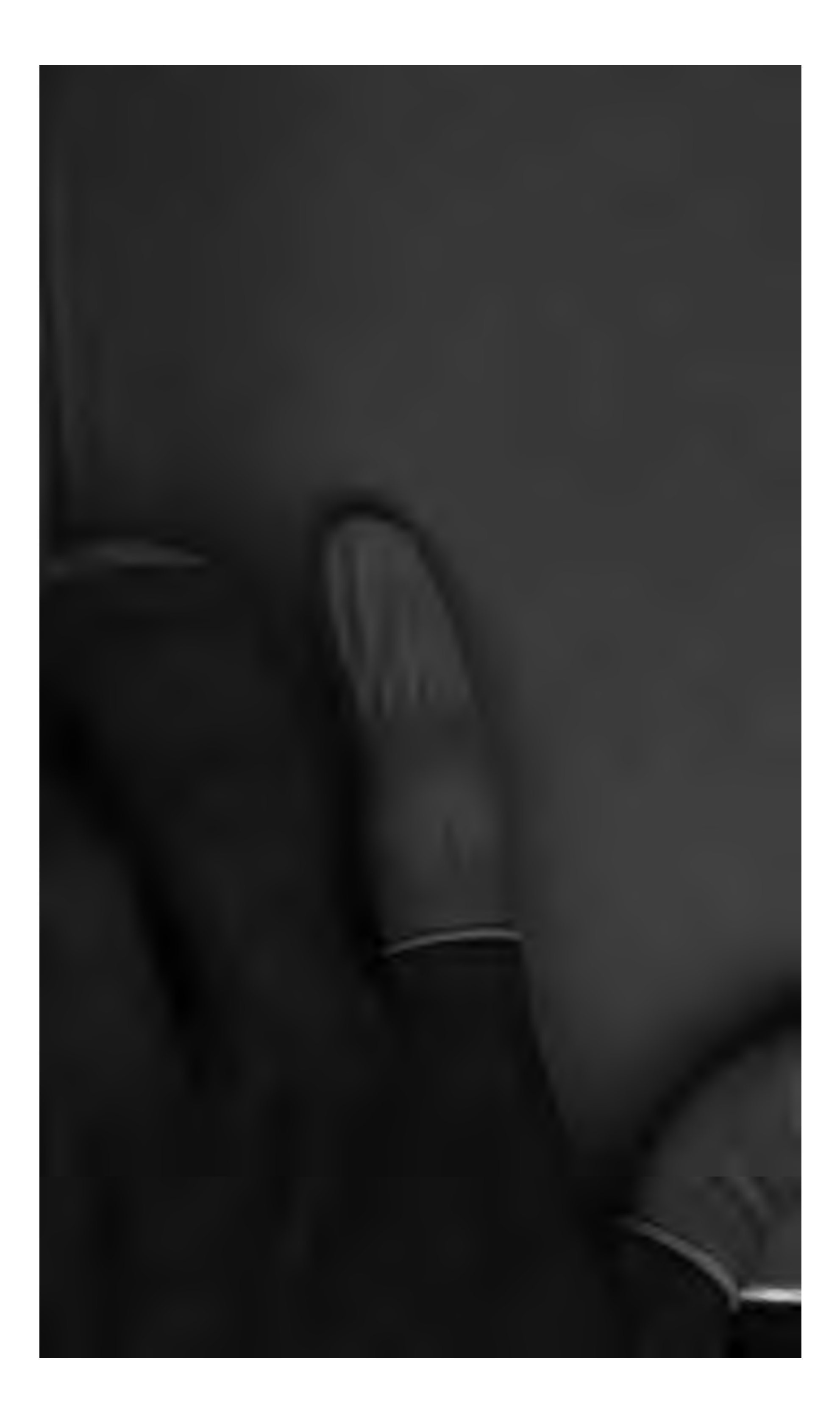
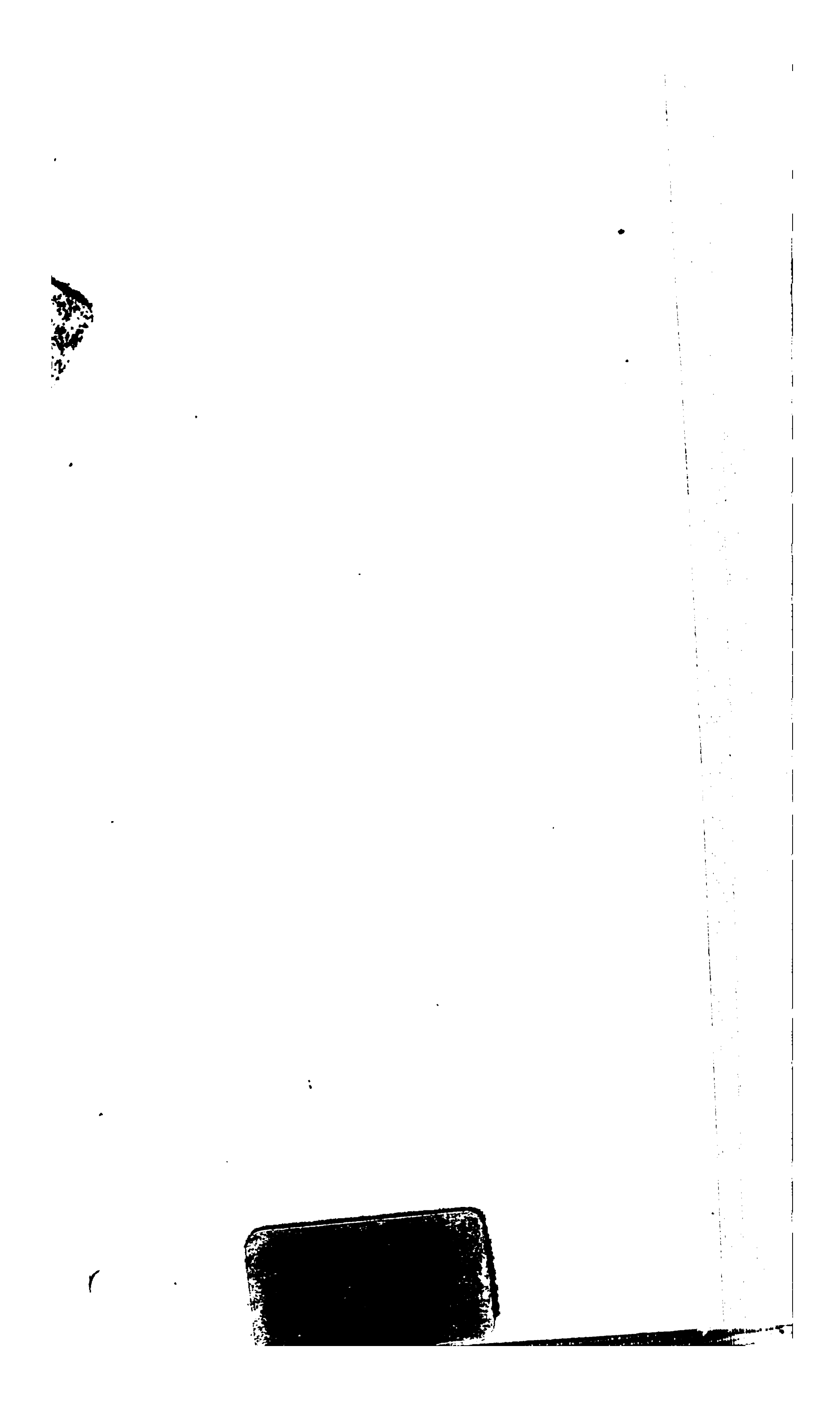


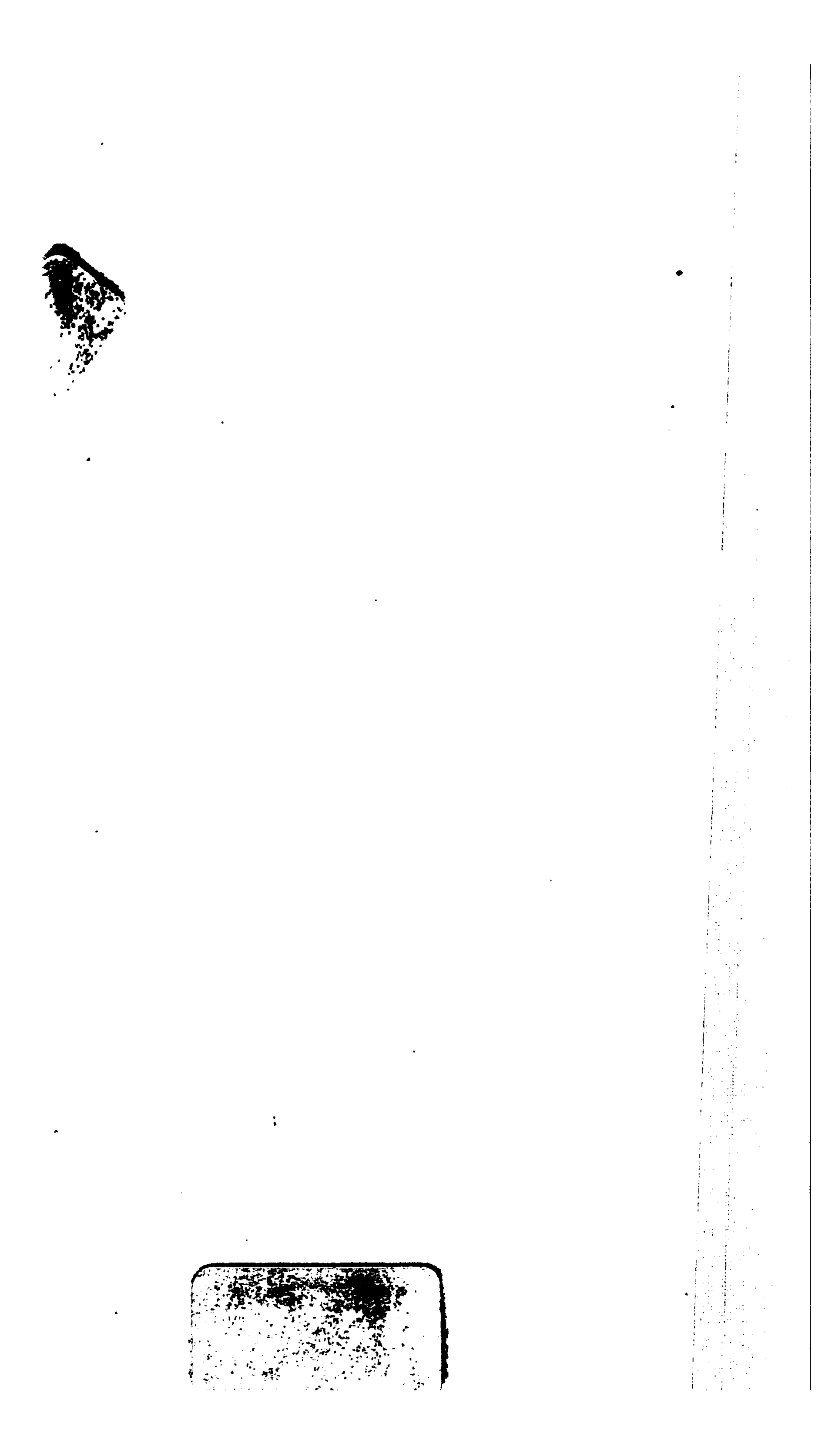

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06183925 8













VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

Le Tome second est accompagné de sept planches, dont trois doubles ; ce qui forme dix planches.

Le tome troisième, qui paraîtra à la fin de juin, contiendra les plans de la bataille navale du 13 prairial, du siége de Bastia, d'Ypres, de Charleroy, de la bataille de Fleurus, du siége de Landrecies, de Nieuport, du Quesnoy, de Condé, de l'Écluse, de la bataille d'Aldenhoven, du siége de bois-le-Duc, de Venloo, etc., etc.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME SECOND.



PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue et hôtel Serpente, n°. 16.

1817.

AVIS.

La Souscription est toujours ouverte.

MM. les souscripteurs de Paris sont priés d'envoyer chercher les volumes à mesure que la publication en est annoncée par les journaux, chez l'éditeur, rue et hôtel Serpente, n°. 16.

Nous renouvelons la prière de nous adresser les notes et documens *à l'avance;* le tome troisième est entièrement imprimé, il ne pourra paraître qu'à la fin de juin, parce que c'est toujours en rapport avec le *texte imprimé* que l'on trace les plans. Les personnes intéressées à nous faire connaître des détails voudront bien nous les faire parvenir le plus promptement possible.

D'après la demande de beaucoup de souscripteurs, nous placerons en tête de chaque volume trois tables, la première, des plans contenus dans le volume; la deuxième, des événemens militaires avec les dates; et la troisième, de tous les noms des personnes désignées dans le volume avec les renvois aux pages. Les tables du tome premier doivent y être transportées.

C'est au moyen de la table des noms que nous réunirons la plus grande partie des matériaux nécessaires pour composer la Biographie militaire qui terminera notre entreprise; mais il est essentiel que l'on

nous fasse parvenir une note très-exacte 1°. des époques et des lieux de naissance; 2°. des prénoms, 3°. un état de service des divers grades, 4°. tous les détails, anecdotes, faits, etc. Cette biographie comprendra aussi tous les individus *existans aujourd'hui*.

Nous avons pensé qu'il serait intéressant de joindre aux volumes les articles des principaux journaux de France. Si, chez les étrangers qui ne recherchent pas moins notre ouvrage que les Français, il paraît quelque notice, nous en présenterons la traduction.

EXTRAITS

DES JOURNAUX.

(*Journal de Paris du 18 mai 1817*).

Retracer tous les faits d'armes que contient l'époque la plus féconde en événemens militaires, faire succéder au tableau des actions générales, l'intérêt des faits particuliers, et montrer les Français, tantôt enchaînant la Victoire à force d'audace, tantôt triomphant de la mauvaise fortune, à force de constance; dans le récit des combats, placer l'histoire de la science militaire, de ses changemens et de ses progrès; se montrer partout admirateur des Français sans cesser d'être impartial envers leurs ennemis; dire avec la même sincérité les fautes, les succès, les revers, et, dans cette longue période d'années, où tant de concitoyens, presque toujours égaux en courage, mais souvent divisés d'opinion, figurent tour-à-tour sur les champs de bataille, louer indistinctement tous ceux dont les paroles, les sentimens, les actions, portent l'empreinte du caractère national, dans ce qu'il a de plus brillant, de plus noble et de plus belliqueux : tel est le but de l'ouvrage important dont nous recommandons le premier volume à l'attention de nos lecteurs. L'idée d'un pareil ouvrage annonce le patriotisme des écrivains qui l'ont conçu; le plan qu'ils ont suivi dans son exécution honore leur impartialité. Semblable à ce temple où la tolérance des Romains admettait tous les dieux, ce recueil sera comme un monument consacré à la mémoire de tous les Français, qui, sous quelque étendard qu'ils aient marché, dans quelque rang que les ait placés la fortune, et quels que soient les lieux témoins de leurs exploits, auront fait admirer dans les combats, cette habileté, ces talens, ce vaste génie, ce courage calme, ou cette intrépidité brillante, qui préparent, disputent et fixent la victoire.

Au moment où la guerre éclata, en 1792, la nation française fit revivre ces temps où des peuples anciens défen-

dirent, avec le plus d'héroïsme, la cause de leur indépendance. Nos soldats, étrangers à tous les égaremens, et détestant tous les crimes qui souillèrent cette époque de notre histoire, n'étaient animés que du désir de repousser l'invasion. La fortune sourit aux premiers essais d'une armée, plus dévouée qu'habile, qui attendait la victoire des inspirations du courage. Plus tard l'enthousiasme de la liberté fit place à l'amour de la gloire. On attacha plus de prix aux qualités du guerrier qu'aux vertus du citoyen. La France dicta des lois à l'Europe; mais, rassasiée de gloire, elle s'étonna d'entendre encore parler de conquête. La fortune, dont une volonté inflexible avait tant de fois lassé la constance, se démentit enfin. Le courage de l'armée ne se démentit pas. Au milieu des revers dont son chef était l'auteur et dont elle n'était que la victime, sa fermeté fut inébranlable; et peut-être montra-t-elle plus de grandeur en 1814, quand, réduite à un petit nombre de braves, elle arrêtait toutes les armées de l'Europe à vingt lieues de la capitale, que lorsqu'elle campait, victorieuse, sous les remparts de Vienne ou près des tours du Kremlin. Ainsi brilla notre gloire militaire, comme ces jours resplendissans de l'éclat le plus pur à leur aurore, ardens à leur midi, et jetant encore de vives clartés, au milieu des nuages d'un couchant triste et sombre.

Cet élan d'un peuple que révolte l'idée du joug étranger; ce cri de reconnaissance et d'admiration qui s'élève du sein d'une nation, à la nouvelle d'un triomphe qu'elle avoue et qui l'honore; ce silence désapprobateur qui condamne des guerres sans nécessité et des victoires sans fruit pour la gloire nationale; ce contraste d'un gouvernement anarchique expirant, comme le directoire, dans les langueurs de la faiblesse, avec un gouvernement absolu courant à sa perte par l'excès d'un pouvoir aveugle; cette incroyable succession de victoires remplacée tout-à-coup par d'étonnans désastres; les causes qui favorisèrent les unes; les fautes et les malheurs qui précipitèrent le cours des autres; les traits, les détails, l'ensemble, les nuances différentes ou opposées de ce vaste tableau, sont rendus avec autant de vérité que de chaleur, dans un discours d'introduction placé en tête de l'ouvrage. Ce beau morceau, qui a l'éclat, la rapidité et souvent la grandeur des événemens qu'il retrace, est écrit avec tous les sentimens d'un cœur passionné pour la patrie, et toute la supériorité d'un écrivain fait pour l'honorer par ses talens.

De cette introduction passons-nous au récit des faits contenus dans le premier volume qui vient d'être mis au jour? Quelle gloire accompagne le début de cette longue carrière!

quel assemblage d'actions mémorables ! et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, quelle variété dans l'héroïsme ! Là, sur les hauteurs de Valmy, Kellerman, élevant son chapeau sur la pointe de son épée, l'agite à la vue de l'armée, et s'écrie : « Vive la patrie ! allons vaincre pour elle ! » Et ce cri, répété sur toute la ligne, sera long temps désormais le gage de la victoire. Ici, une forteresse défendue par cent pièces de canon et quatre cents hommes (1) se rend à quatorze dragons français. La scène change. Au bruit de deux cents bouches à feu qui les foudroient, au milieu du fracas de leurs remparts qui s'écroulent, à la lueur de leurs maisons qui s'embrasent, les braves habitans d'une de nos cités (2) jurent de mourir plutôt que de se rendre, et l'opiniâtreté de l'attaque la plus meurtrière cède à l'héroïsme de la défense. Au même moment, Mayence, cette place qui passait pour imprenable, ce boulevard de la Germanie, se rendait au général Custine, qui n'avait eu que la peine de se présenter sous ses murs. Nos troupes préludaient par d'aussi brillans faits d'armes, à cette bataille de Jemappes, où Dumouriez fit les dispositions d'un capitaine habile, où le général Dampierre s'immortalisa par les actions d'un héros, et qui ouvrit, pour la première fois, la route des Pays-Bas à nos armées victorieuses.

Ces combats si importans par leurs résultats, si dignes de remarque par le caractère de bravoure et d'enthousiasme qu'y déployèrent les troupes françaises, offrent encore un autre genre d'intérêt. On y voit figurer, pour la première fois, des hommes qui, la plupart, simples officiers dans l'armée, s'associant dès lors à tous ses travaux, mêlant leurs noms à tout ce qu'elle a fait de grand, sont parvenus, par leurs exploits, au faîte des honneurs militaires. Les remparts de Lille comptaient parmi leurs défenseurs le capitaine Marescot (3). Au combat de Château-Pignon, le capitaine Moncey (4) s'élançait à la victoire à la tête des chasseurs cantabres. Les carrés autrichiens, à la prise d'Arlon, sont enfoncés par l'artillerie légère du colonel Sorbier (5). En présence des troupes espagnoles, Pérignon (6), colonel aussi, rallie ses troupes ébranlées, en se plaçant comme simple tirailleur dans leurs rangs. Dans le nombre des officiers qui se signalèrent la

1 Villefranche, dans le comté de Nice.
2 Lille.
3 Lieutenant-général.
4 Maréchal et pair de France.
5 Lieutenant-général, premier inspecteur-général de l'artillerie.
6 Maréchal de France et membre de la chambre des pairs.

capitulation de Valenciennes que sur ses murs réduits en cendres, on distingue déjà les capitaines Dambarère et Lauriston (1). Voilà par quel chemin se sont élevés ces guerriers qui servent encore aujourd'hui leur Roi et leur pays. Chaque grade n'a été pour eux que la récompense d'une action d'éclat; chacune de leur dignité rappelle un souvenir glorieux pour la France; et leurs concitoyens, juges sévères, mais admirateurs passionnés du vrai mérite, les voient jouir sans surprise, sans envie, mais avec respect et presque avec orgueil, de ces honneurs achetés par tant d'années de service, tant de combats livrés, tant de blessures reçues et tant de sang versé pour la patrie.

Aussi ces guerriers, s'animant entre eux de la plus noble émulation, ont-ils rempli, pendant vingt-cinq ans, l'Europe entière du bruit de leurs exploits et de leur renommée. Des traits d'une bravoure plus qu'humaine, des actions inspirées par le plus pur dévouement, des mots heureux, saillies d'une ame vive, et modèles d'éloquence militaire, ont été recueillis par les éditeurs de l'ouvrage avec un soin religieux. « *Laissez, mes amis*, s'écrie le vieux général Lukner, en parlant à ses compagnons d'armes, qui, sous les murs de Courtrai, s'effrayaient de son audace; *laissez, les balles respectent les braves.* » Que voulez-vous que l'on vous rende? disait-on à Marceau, après la capitulation de Verdun, où il avait perdu tous ses bagages. *Un sabre pour venger nos défaites*, répond le bouillant jeune homme. Quelquefois un désintéressement sublime perce dans les paroles de ces généreux citoyens : à Lille, un canonnier bourgeois servait une pièce sur les remparts; il apprend que sa maison est la proie des flammes : *Rendons-leur feu pour feu*, dit-il, et il continue de servir sa pièce. Souvent aussi la gaîté nationale se mêle au cri de l'honneur indigné. On offre à Wimpfen, commandant de Thionville, un million s'il veut livrer la place : *Volontiers*, répond-il en riant, *pourvu que l'acte de donation soit passé devant notaire.* Il faut se faire une espece de violence pour ne pas multiplier les citations de ce genre. En recueillant cette foule d'anecdotes qui ne sont pas seulement des titres honorables pour un grand nombre de familles, mais qui appartiennent encore à la nation toute entière, en consultant, sur les points importans, les autorités les plus graves, en puisant dans les mémoires manuscrits de plusieurs généraux, des détails jusqu'alors inconnus, et surtout en rattachant cette multitude de faits séparés à un but utile, les progrès de l'art

(1) Lieutenans-généraux et pairs de France.

militaire, à une idée grande, l'intérêt de la gloire nationale, les éditeurs du recueil que nous annonçons ont assuré le succès de leur ouvrage.

Il entrait dans leur plan de rappeler ces tristes jours, où la guerre civile, allumée dans les provinces de l'Ouest, menaça la France entière d'un vaste embrasement. On sait quelles causes en préparèrent le développement, quelles circonstances en secondèrent les progrès, et par quels événemens l'ardeur en fut plutôt assoupie qu'éteinte. Les uns s'élançaient au combat avec cet enthousiasme que donne la cause la plus légitime et la plus sacrée. Le fanatisme de la liberté égarait, armait, enflammait les autres. Plût au ciel que les deux partis eussent montré moins d'acharnement dans leur haine, moins de courage sur les champs de bataille, moins de constance à réparer leurs pertes, moins d'ardeur à poursuivre leurs avantages; la France, aujourd'hui réconciliée au pied du trône de son Roi, n'aurait point à gémir sur la funeste issue de tant de combats, et sur la perte de tant de braves qui tous étaient ses enfans, qui seraient tous ses défenseurs! Où le sang français coule par la main des Français, des deux côtés, je ne vois pas de victoires, je ne vois que des désastres; des deux côtés les vainqueurs ont des larmes à répandre sur la destinée des vaincus, et si la peinture avait à retracer le souvenir de ces calamités, il faudrait qu'elle représentât la muse de l'histoire, couvrant d'un crêpe de deuil les pages qui en contiendraient le récit déplorable. Y.

(*Constitutionnel du* 30 *avril* 1817).

Qui osera faire l'histoire de la révolution française? Qui se sentira assez de courage pour s'élever au-dessus des opinions intéressées, des jugemens dictés par l'esprit de parti, des considérations de circonstances, et pour faire entendre la vérité? A quel nouveau Tacite cette tâche si difficile est-elle réservée? Jusqu'ici nous n'avons eu que des esquisses incomplètes, des ébauches timides, indignes des regards de la postérité; le grand tableau est encore à composer; il sollicite les pinceaux du génie. Quelle époque fut jamais plus favorable à l'historien; où trouver une source plus abondante d'intérêt et d'instruction que dans ce mouvement général des idées qui a fait naître tant de résistances et qui les a vaincues; dans ces vicissitudes inouïes, ces catastrophes solennelles, ces luttes longues et sanglantes, où la gloire a été si chèrement payée, et qui ont renouvelé la face des empires? Au milieu du choc des intérêts divers, au milieu du soulèvement des passions irritées, plus d'un attentat déplorable a fait

gémir l'humanité; d'innocentes victimes ont été immolées à la fureur aveugle des factions; mais il est permis de dire, comme l'historien que j'ai déjà nommé : « Ce siècle ne fut pas si stérile en vertus qu'il n'offre aussi des actions louables. Des mères accompagnèrent la fuite de leurs enfans; des femmes partagèrent l'exil de leurs époux; des proscrits trouvèrent dans leurs familles de la constance et du dévouement; de grands hommes, condamnés à mourir, subirent avec intrépidité leur arrêt, et s'illustrèrent par des morts comparables aux plus belles de l'antiquités. »

On ajoutera sans doute à ces nobles et touchantess idées, que la gloire nationale, réfugiée dans les camps, ne fut jamais obscurcie; que l'amour de la patrie enfanta des prodiges d'héroïsme; que des guerriers plébéiens, illustrés par la victoire, associèrent toutes les classes du peuple aux priviléges du courage et du génie; enfin, qu'abandonnée de la fortune, éprouvée par les revers, la nation française ne perdit jamais le sentiment de sa force ni celui de sa dignité.

Tous les peuples ont subi l'inconstance du sort; mais rien n'est irréparable quand l'honneur reste dans les âmes, et quand les citoyens connaissent le prix de la liberté. Alors les calamités ne sont que passagères; la certitude d'un meilleur avenir rend tous les sacrifices faciles, et réunit les élémens épars de la prospérité publique. L'Europe conjurée a vaincu la France, mais n'a pu lui ravir ni l'estime des peuples, ni sa propre estime, ni ses glorieux souvenirs.

C'est sans doute à la puissance de ces souvenirs qu'il faut attribuer le succès de l'ouvrage dont j'annonce aujourd'hui la première partie. A peine le prospectus fut-il publié, que des souscripteurs de toutes les classes se présentèrent en foule; jamais entreprise littéraire ne mérita et ne reçut plus d'encouragement. Le volume que j'ai sous les yeux contient les événemens militaires qui se sont passés pendant les deux premières années de la révolution. On y remarque un discours préliminaire qui me paraît l'ouvrage d'un écrivain éloquent et d'un bon Français. L'auteur parcourt avec rapidité les diverses périodes des guerres que nous avons soutenues, depuis vingt-cinq ans, contre les diverses puissances de l'Europe; il rend hommage à l'intrépidité des armées françaises, au patriotisme, au talent de leurs chefs, et ne refuse point un juste tribut d'éloges à la bravoure des soldats et à l'habileté des généraux ennemis. Lorsqu'il rappelle quelque trait héroïque, lorsqu'il nomme un de ces vaillans guerriers dont le sang fut versé pour la défense de la patrie, il exprime son admiration ou ses regrets avec cette éloquence

du cœur qui est au-dessus des efforts de l'art. Il touche quelquefois; il instruit toujours. Des idées neuves et fécondes animent fréquemment ses récits, et laissent dans la mémoire des sujets importans de méditation. Quelques citations suffiront pour justifier ces éloges. L'auteur parle de ces armées dont les premiers exploits élevèrent si haut l'honneur du nom français.....

L'auteur de ce discours, fidèle à la vérité, reproche avec justice à Bonaparte d'avoir altéré le principe de l'institution militaire que le temps et la nécessité nous avaient donnée, et qui aurait mis pour jamais la France à l'abri des invasions étrangères. Toutes les forces du monde se seraient mille fois brisées contre ces légions invincibles armées, non pour la cause d'un homme, mais pour celle de la liberté; tant l'amour de la patrie est supérieur au désir des richesses, à celui des honneurs et à l'enthousiasme même de la gloire!

Ce discours, écrit avec chaleur et avec talent, ouvre d'une manière convenable le récit de ces premières campagnes, où les armées françaises essayèrent leurs forces et se perfectionnèrent dans la tactique militaire, par leurs victoires et même par leurs revers. Il y eut peu d'ensemble dans les premières opérations; une défiance générale s'était emparée des esprits. Le général La Fayette, qui avait appris l'art de la guerre sous un grand maître, et qui s'était montré digne de marcher sur les traces de Washington, donna de sages conseils et ne fut point écouté. On lui doit l'introduction de l'artillerie légère dans l'armée. Poursuivi par les partisans de l'anarchie, dont l'audace avait renversé le trône constitutionnel, il fut forcé de quitter son armée, et prit, avant son départ, toutes les précautions nécessaires pour la mettre en sûreté. Sa destinée le fit tomber entre les mains des ennemis, qui ne surent pas respecter le malheur.

On connaît le résultat de la première expédition des Prussiens en Champagne, et la gloire que le général Kellermann, aujourd'hui pair de France, acquit à Valmy. Ce premier triomphe excita l'enthousiasme, et prépara les succès que Dumouriez obtint en Belgique. A Jemappes, l'armée française fit usage, pour la première fois, de la baïonnette, de cette arme terrible qui a décidé tant de victoires en sa faveur.

De grands revers suivirent ces premiers avantages. Dumouriez évacua la Belgique en moins de temps qu'il n'en avait mis à la conquérir. La France fut ouverte de nouveau aux invasions des armées étrangères; mais la terreur, qui multipliait ses victimes dans l'intérieur, ne passa point dans

les camps. L'honneur, comme je l'ai déjà dit, y trouva un refuge, et la générosité, si naturelle aux Français, résista constamment aux révolutions sanguinaires d'un gouvernement oppresseur.

Pendant ce temps, la guerre civile s'organisait dans la Vendée, où de simples paysans rivalisèrent de courage avec les soldats les plus exercés. On peut faire à ce sujet un rapprochement curieux : Cathelineau, simple tisserand, commandait en chef les troupes royales de la Vendée, et le duc de Biron se trouvait à la tête des forces républicaines. Tel est l'effet des révolutions, où chaque homme reprend sa valeur individuelle, et où le talent sort de la foule avec éclat, avantage qui ne peut compenser le malheur général et les funestes excès de l'anarchie.

Le récit des événemens militaires s'arrête à l'occupation du port de Toulon par les flottes anglaise et espagnole. Cet ouvrage, rempli d'intérêt, renferme d'excellens matériaux, ordonnés avec soin, et qui seront utiles aux annalistes futurs de la révolution. Les hommes de lettres chargés de la rédaction, se distinguent par un esprit de modération qui inspire la confiance, et qui leur fait honneur. L'esprit de parti ne s'y fait reconnaître nulle part ; c'est le plus bel éloge que puisse aujourd'hui mériter un écrivain. A. J.

(*Journal général*, 16 *mai.*)

Un grand nombre d'ouvrages militaires ont été mis au jour et annoncés au public par des auteurs français, depuis la fin de la guerre de la révolution; ces productions sont autant d'heureux fruits de la paix; le souvenir des actions glorieuses pour nos armes, soit dans tout l'éclat de leur prospérité, soit dans les revers qui n'ont pu le ternir, plaira toujours à la nation; il la console de ses malheurs; c'est pour l'avenir et pour la génération qui nous suit, le germe d'une noble émulation, et peut-être pour nous-mêmes aujourd'hui, le gage le plus sûr de notre indépendance.

La société de militaires et de gens de lettres qui entreprend de recueillir les relations de tous les événemens de cette étonnante guerre a donc *bien mérité*, expression trop souvent profanée, et qui, pour cela, ne doit pas être bannie du langage des peuples.

Presque toutes les familles françaises, celles qui s'enorgueillissent avec raison de devoir leur illustration à d'anciens faits d'armes, et celles plus nombreuses qui, grâce à la noble égalité des braves, se sont élevées au même rang dans l'estime de leurs contemporains et de la postérité, trouveront consignés dans

cette intéressante collection leurs titres irréfragables, le prix du sang versé pour la défense de la patrie, la *vie de l'histoire.*

Le but de l'ouvrage que nous annonçons est parfaitement exprimé dans le passage suivant du prospectus publié par les éditeurs :

« Lorsque le projet d'un temple de la Gloire fut conçu, on n'y eût sans doute inscrit qu'une portion des noms des guerriers français....... »

La première livraison de l'*Histoire des conquêtes, désastres et guerres civiles des Français*, est précédé d'un discours préliminaire qui présente un tableau rapide et bien ordonné de tous les événemens de cette immense guerre, depuis 1792 jusqu'à 1815. La matière était si riche, que le mérite du style était surtout dans la clarté, et l'on doit ce juste éloge à l'écrivain de cette introduction, qu'il a su prendre le ton vrai, et qu'il n'a pas trop recherché le succès trop ordinaire de nos modernes rhéteurs, toujours éblouissans, et qui sont satisfaits si l'on a pu dire de leurs amplifications, *materiam superabat opus.*

C'est ainsi que l'auteur de ce résumé historique peint, d'un seul trait, l'inexpérience des armées françaises dans la première campagne : « Il fallut, dit-il, payer cher l'apprentissage des soldats et des chefs. » On lit avec un vif intérêt l'exposé très-concis, mais très-exact, de ces premiers essais.

Il fait aussi très-bien connaître l'esprit militaire de nos premières armées et le véritable secret de leur force morale.

Si les bornes de cette feuille nous le permettaient, nous pourrions citer d'autres passages très-intéressans, celui où l'expédition d'Égypte « qui semble être le roman de notre histoire militaire » est décrite et caractérisée en quelques lignes, celui de la bataille de *Preussich-Eylau*, où le mot prophétique du maréchal Lannes est fidèlement rapporté; et d'autres morceaux très-remarquables.

Le soin qu'ont pris les auteurs d'indiquer les sources auxquelles ils ont puisé, les absout d'avance aux yeux des plus sévères critiques, de la partialité, des erreurs, de l'esprit de système et de la couleur de parti, que leurs contemporains pourraient remarquer dans quelques-unes de leurs relations, et que la postérité aurait à leur reprocher, s'ils s'étaient présentés comme les juges du camp et les distributeurs des couronnes.

Les éditeurs, nécessairement astreints à l'ordre des dates, et forcés de changer brusquement de sujet et de théâtre, n'ont cependant pas négligé d'enchaîner les événemens lorsqu'ils ont pu saisir entre eux quelque connexité, et ménager des transitions toujours difficiles dans ce genre d'ouvrage.

Les petites cartes et les plans du format in-8°., placés en regard des articles auxquels ils se rapportent, sont suffisans et

commodes pour le lecteur : nous avons surtout remarqué ceux des batailles de *Valmy* et de *Jemappes*, et des places d'*Anvers* et de *Mayence*; ils sont nettement gravés et dans un très-bon genre.

Nous ne doutons point que cette utile entreprise ne soit encouragée par le succès de la première livraison.

(*Mercure de France du 17 mai* 1817).

Suum cuique decus posteritas rependit, dit Crémutius Cordus, répondant devant Tibère en présence du sénat assemblé, à l'accusation intentée par deux satellites de Séjan, *nec deerunt, si damnatio ingruit, qui non modò Cassii et Bruti, sed etiam meminerint*. La justification de la noble entreprise dont nous allons rendre compte, est toute entière dans ces paroles du sénateur romain : aussi l'adage historique qu'elles renferment sert-il d'épigraphe au cadre dans lequel une société de militaires et de gens de lettres se sont proposés de réunir les actions guerrières qui ont illustré la nation française pendant la plus étonnante période de son histoire, époque à jamais mémorable, et consacrée pour la postérité sous la dénomination spéciale de *la révolution*.

Toutefois le but proposé ne pouvait pas être entièrement atteint, si les auteurs eussent renoncé à placer, à côté des exploits les plus remarquables, des actes les plus sublimes de courage et de dévouement, les désastres, les revers et les fautes qui deviennent, dans l'ordre immuable de la nature, le contrepoids des triomphes éclatans, le correctif d'une gloire mondaine, l'opposition nécessaire dans le grand tableau des actions humaines.

Quel spectacle que celui d'une nation luttant avec enthousiasme contre des peuples unis d'intérêt contre elle, bien qu'alors même qu'elle fait les efforts les plus héroïques, elle soit tourmentée par l'anarchie, et déchirée par les dissensions civiles ! Au fort des calamités publiques, on voit s'élever tout-à-coup une génération guerrière qui oppose un rempart d'airain aux attaques combinées des ennemis extérieurs, et les empêche de profiter de l'occasion la plus favorable qu'ils puissent rencontrer pour partager ses dépouilles, et la réduire en esclavage. A l'amour de la patrie, premier mobile du véritable courage, succèdent bientôt les illusions de la gloire. L'impulsion est donnée; le sentiment prolongé de la vengeance ne peut plus s'arrêter aux frontières affranchies, et les peuples agresseurs éprouveront à leur tour tous les malheurs d'une invasion. La même cause doit amener les mêmes effets, et cependant ce sera peut-être encore un

nouveau sujet de gloire. La lutte va rester toujours inégale : les nations de l'Europe, quoique fortes individuellement du sentiment de leur indépendance, auront besoin de se liguer encore une fois, de se réunir en masse pour combattre et désarmer le peuple qui combattit seul contre tous au temps des dangers que courait son indépendance.

Tel est l'ensemble des faits que doit renfermer l'ouvrage dont M. Panckoucke publie aujourd'hui le premier volume. Première pierre du monument national que des amis de la patrie élèvent en l'honneur des guerriers qui l'ont défendue, ce volume se recommande déjà par le haut intérêt qu'inspire naturellement le sujet qui s'y trouve traité. Une introduction éloquente déroule d'abord à nos yeux l'esquisse de cette longue guerre européenne commencée et terminée en France. On y voit comment s'est formé l'enthousiasme qui a enfanté les grandes choses dont l'ouvrage entier retracera les détails.

. . . .

Parcourant ensuite avec rapidité la vaste carrière de nos exploits et de nos revers, fixant l'attention sur les époques les plus remarquables, sur les guerriers les plus dévoués et les plus intrépides, sur les chefs les plus recommandables, l'énergique auteur de ce discours préliminaire le termine par une péroraison dont nous allons citer quelques fragmens, parce qu'ils feront connaître les honorables sentimens qui paraissent diriger les membres de cette association de citoyens dans la rédaction des *Annales militaires* dont M. Panckoucke est l'éditeur. . . . .

. . . .

C'est ainsi que les auteurs de ces intéressantes Annales de la gloire française préparent la lecture de leur récit. Un exposé succinct des premiers événemens politiques qui amenèrent les souverains de l'Europe à prendre les armes contre la France, précède la narration militaire.

La guerre commence enfin sous de funestes auspices. Les troubles de l'intérieur n'avaient point encore fixé les idées de la nation sur sa véritable situation à l'égard des puissances étrangères. Les officiers de l'armée avaient émigré en grande partie. Un esprit d'insubordination et de révolte, suite inévitable d'une révolution inattendue, s'était introduit dans l'armée, qui ne montait pas, en 1791, à plus de cent mille hommes. Des bataillons de volontaires, exercés dans les garnisons, ne paraissaient point encore en état de se mesurer avec de vieilles bandes. Le premier engagement sur la frontière est une déroute préparée par la licence, organisée par la

lâcheté. Les anciens soldats ayant perdu, soit par conviction, soit par suggestion, toute confiance dans leurs chefs, se portent à tous les excès qui excluent le courage. Le général Théobald Dillon est mis en pièces par de lâches furieux qui cherchent à couvrir leur infâme conduite par un crime plus grand encore.

Bientôt l'arrivée des soldats-citoyens dans les rangs de l'armée, permet à quelques généraux auxquels on ne saurait refuser au moins beaucoup d'estime, de faire entendre le langage de la raison, de rétablir quelque discipline. Si leurs généreux efforts ne furent pas d'abord couronnés par les brillans succès qui suivront les premiers désastres, il faut en accuser la marche lente des choses, et surtout ce ferment intérieur qui tendait incessamment à désorganiser les plans les plus sages et les mieux combinés qu'on aurait pu prendre. Le général La Fayette, l'élève et le digne ami du héros de l'indépendance américaine, était sans doute appelé à jouer un rôle brillant dans nos premières campagnes, puisque dans ces temps de désorganisation il ne désespéra point de la chose publique. Plus habile, mais plus malheureux que le consul Varron, il devint, par sa confiance même, l'objet spécial des persécutions de l'ignorance et de l'intrigue, et fut forcé de s'éloigner d'une patrie que des hommes méchans ou ingrats le mettaient dans l'impossibilité de servir désormais avec honneur. « *Avant de quitter son armée*, disent les Annales, *ce général, vraiment patriote, avait pris toutes les précautions nécessaires à la sûreté des corps qui la composaient.* » Le général La Fayette répondit ainsi, par un bienfait, aux mesures injustes que la calomnie faisait prendre contre lui.

Cependant, au milieu du tourbillon de l'anarchie, apparaît le génie de la patrie. Il a commandé à ses défenseurs de résister aux efforts des ennemis réunis contre elle. Le combat de Valmy, ce beau titre de gloire du maréchal Kellermann, arrête la marche victorieuse des Prussiens vers la capitale, et devient le signal des victoires nombreuses qui vont placer la France au plus haut degré de splendeur. La Savoie, le comté de Nice sont conquis. Dumouriez, à Jemappes, s'ouvre les portes de la Belgique. Custine s'empare de Mayence et de Francfort. Les Français sont déjà parvenus à l'embouchure de la Meuse et au-delà des rives de la Roër et du Mein. Mais ce rapide élan n'est point soutenu par la science que donne une expérience qui ne s'acquiert souvent que par des revers. D'ailleurs, l'esprit national, contrarié dans sa marche par des

événemens politiques qui peuvent lui donner une autre direction, a besoin du retour du danger pour reprendre une nouvelle énergie. Nos soldats sont repoussés, vaincus : nos places frontières sont envahies ou entourées.

La plus déplorable des guerres vient ajouter encore aux malheurs imminens de la patrie. La Vendée, blessée dans ses affections, s'insurge contre l'oppression intérieure ; sa position ne lui permet pas de voir le danger plus lointain qui menace la France entière. Des hommes rapprochés de la nature par leurs mœurs et par leurs habitudes, des paysans bons et simples, voient dans ce qu'ils regardent comme l'avilissement de leur antique religion, dans la destruction de la monarchie, un péril plus certain que celui d'une invasion étrangère. Ils sont dirigés, dans leurs mouvemens, par des chefs dont les intérêts sont encore plus directement froissés. Une lutte sanglante s'engage entre deux partis qui ne veulent faire aucun sacrifice pour opérer un rapprochement. Les uns voient dans leurs adversaires les instrumens d'une faction dominante ; ceux-ci regardent les autres comme les auxiliaires des ennemis de la France. L'exaspération est à son comble, le sang ruisselle, l'incendie menace de gagner toutes les parties du territoire. Toulon livre son port aux Anglais, et préfère le joug de l'étranger aux fureurs d'une odieuse anarchie. Le volume dont nous rendons compte se termine à ce dernier événement.

Les auteurs de cette attachante compilation de nos premiers faits d'armes dans la guerre de l'indépendance, ont pris une marche variée qui sauve au plus grand nombre des lecteurs les inconvéniens d'un récit continu. Leur ouvrage n'est point, à proprement parler, une histoire toujours suivie et raisonnée ; il présente plutôt des éphémérides militaires. Les différens combats y sont placés comme sur une colonne triomphale, aux époques précises, sans avoir égard au brusque changement du théâtre sur lequel ils ont été livrés C'est, si l'on veut, un recueil d'anecdotes guerrières qu'on peut quitter un moment, mais qu'on reprend toujours avec un nouvel intérêt, parce que les faits qu'il retrace se lient naturellement entre eux ; et que rien de ce qui peut éclairer l'opinion, guider le jugement, consacrer les belles comme les mauvaises actions, exciter les souvenirs, n'est omis dans cette première partie des Annales militaires de la révolution.

Le style souvent simple, presque toujours clair et facile, et quelquefois élevé, nous a paru se plier aux différens genres de narration, et être à la portée de toutes les classes de lecteurs.

Nous bornons ici notre analyse. Nous ajouterons toutefois de nouveaux développemens aux idées que nous a suggérées ce premier volume, lorsque le second, qui doit être publié très-incessamment, suivant la promesse de l'éditeur, aura paru.

Th. B.

PLANS

CONTENUS DANS LE TOME PREMIER.

Pages.

TABLE

DES

CHAPITRES DU PREMIER VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms des Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le premier volume.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

V.

W.

Y.

Z.

Armées françaises et étrangères [1].

[1] Tous les corps étrangers sont désignés par un astérisque.

Armées françaises et étrangères [1].

[1] Tous les corps étrangers sont désignés par un astérisque.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU PREMIER VOLUME.

PLANS

CONTENUS DANS LE TOME SECOND.

TABLE

DES

CHAPITRES DU TOME SECOND.

CHAPITRE III.

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms des Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le second volume.

A.

B.

Armées françaises et étrangères [1].

[1] Tous les corps étrangers sont désignés par un astérisque.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU SECOND VOLUME.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1793.

Siege de Dunkerque et bataille de Hondschoote. — Combats de Tourcoing, de Lannoy et de Menin; de Thouars, de Pirmasens, de Beaulieu. — Batailles de Torfou, de Truillas. — Siége de Lyon. — Évacuation des lignes de Weissembourg. — Combat de la Tremblaye. — Batailles de Watignies, de Chollet. — Passage de la Loire, etc., etc.

Nous voici arrivés à la seconde période de l'année 1793. On 1793.
a pu voir, dans notre chapitre II, combien la première fut malheureuse pour la France. Vaincus sur presque tous les

1793. points, excepté dans les Alpes, où cependant ils se soutenaient avec peine, les Français, du nord au midi, voyaient leurs frontières envahies. Et quand les puissances étrangères poussaient en avant leurs armées formidables, la guerre civile faisait de rapides progrès, et menaçait de s'étendre sur tout le territoire de la république. Lyon, Marseille, Toulon, avaient à leur tour arboré l'étendard de l'insurrection contre le gouvernement conventionnel, et les hommes qui composaient ce nouveau parti auraient pu, s'ils eussent été guidés par un patriotisme plus sage et plus dépouillé de tout intérêt personnel, donner la main aux insurgés des départemens de l'Ouest et de la Normandie, et combiner une vaste opposition sur toute l'étendue de la France. Quelle nation n'eût pas succombé dans ces circonstances difficiles! Cependant les différens combats que nous avons eu occasion de décrire, auront sans doute prouvé que les Français, même quand la victoire leur était infidèle, la disputaient encore avec gloire. Écrasés par le nombre et guidés par des généraux inhabiles, ou peut-êre perfides, ils n'avaient cédé qu'à la longue et pied à pied le territoire de la patrie. Tous les lieux envahis par l'ennemi étaient teints de leur sang, et illustrés par leurs exploits. Que pouvait-on espérer davantage dans l'état de désorganisation où se trouvait la France depuis la chute de la monarchie? Heureux les Français de ce que les puissances réunies contre eux n'agissaient point avec ce concert qui fait la force des coalitions! Si la mésintelligence n'eût point tenu divisés d'intérêts les cabinets de l'Europe dans leurs efforts pour dissoudre la république, quel eût été le sort de la France? N'ayant point de digue assez forte à opposer au torrent d'hommes armés qui se débordait contre elle, elle eût vu sans doute s'exécuter les conditions secrètes du traité de Pilnitz, ses belles provinces partagées entre ses conquérans; et, comme la Pologne, elle pleurerait le malheur de

ses divisions, et celui d'avoir détruit le gouvernement qui faisait sa force. 1793.

Mais pour avoir hésité quand il fallait frapper de grands coups, les puissances étrangères ne tardèrent point à s'apercevoir, qu'à la guerre encore plus qu'ailleurs, le temps perdu ne se répare jamais. On va voir, dans cette seconde période, les Français reprenant leur énergie, et effaçant le plus souvent leurs échecs par des victoires. Si leurs succès n'eurent pas tous les résultats qu'on aurait été en droit d'en attendre avec des généraux plus habiles ou mieux secondés par le gouvernement, ils n'en furent pas moins utiles, en ce qu'ils relevèrent le courage et la confiance du soldat, et prouvèrent que l'ennemi, malgré la supériorité du nombre, pouvait être vaincu. Les batailles de Hondtschoote et de Watignies, gagnées enfin à la suite de tant de revers, effaceront la honte des défaites précédentes, rendront aux Français leur audace, donneront au gouvernement la puissance de l'opinion, le mettront à même de porter enfin, sur le théâtre de la guerre civile, des forces suffisantes pour arrêter les progrès des Vendéens, et préluderont, d'une manière glorieuse, aux succès brillans obtenus dans l'année qui va suivre.

Nous allons reprendre le fil des événemens arrivés depuis l'occupation de Toulon par les Anglais : et d'abord nous parlerons d'un avantage remporté dans les Pyrénées par le général Dagobert.

Attaque et prise du camp de Mont-Louis [1]. — Maîtres de Villefranche, les Espagnols, commandés par Crespo, avaient continué de manœuvrer pour se rapprocher de Perpignan, et forcer les Français de s'en éloigner. Mais ceux-ci, vainqueurs dans plusieurs rencontres, avaient contraint leurs 28 août. France.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — de Marcillac.

1793. France. ennemis de rentrer eux-mêmes dans leurs positions. Le 28 août, Dagobert, à la tête d'une brigade, vint les attaquer dans celle qu'ils occupaient à Mont-Louis.

Poinsot, commandant l'avant-garde, se présente aux avant-postes, et surprenant les Espagnols, il égorge plusieurs sentinelles. L'alarme se répand dans le camp. L'ennemi se défend avec bravoure. Dagobert accourt pour soutenir Poinsot. Il charge lui-même, à la tête de sa colonne, avec une telle impétuosité, que bientôt les Espagnols lâchent pied, et cherchent leur salut dans la fuite. Le combat avait duré deux heures. Il fut meurtrier pour les deux partis; et les Français eurent à regretter plusieurs officiers. Un lieutenant reçut plus de vingt coups de sabre, et survécut à ses blessures. Les Espagnols firent de leur côté une grande perte; quatre cents dragons du régiment de Sagonte, qui se mesurèrent plusieurs fois avec les cavaliers français, restèrent presque tous sur la place. L'ennemi, poursuivi avec acharnement, fut contraint d'abandonner toute son artillerie.

5 septembre. Vendée. *Attaque du camp sous Nantes* [1]. — La Convention venait de décréter que la garnison de Mayence, qui était sortie de cette place sous parole de ne plus servir contre les armées coalisées, serait envoyée dans la Vendée. Déjà les troupes valeureuses qui la composaient, et dont la bravoure avait étonné ses propres vainqueurs, s'avançaient vers ce nouveau théâtre de guerre, et chaque jour elles étaient attendues à Nantes. La nouvelle de ce renfort rassurait autant les patriotes qu'elle inspirait de crainte aux royalistes. Ils s'agitèrent dans la Basse-Vendée, et firent un appel aux braves, dont les nouveaux rassemblemens se formèrent à Villeneuve et à Torfou. Le camp de Villeneuve, qui s'étendait jusqu'aux Sorinières, était commandé par de Goulène, et celui de Tor-

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Mémoires manuscrits, etc.

sou par la Sécherie et Massip. Ces deux chefs firent une tentative sur le camp qui couvrait Nantes, dans le dessein sans doute de prévenir la jonction de l'armée de Mayence. Le 31 août, ils s'y présentèrent à la portée du canon. A leur approche, le général Emmanuel Grouchy, qui commandait le camp, sort de ses retranchemens, attaque lui-même les Vendéens, les poursuit l'épée dans les reins, emporte leurs propres retranchemens, et s'empare des villages voisins, que les Vendéens avaient crénelés. 1793. Vendée.

Le lendemain, les Vendéens, renforcés par la division que commandait Lyrot, se présentent de nouveau devant le camp et cherchent à le tourner. Attaqué sur deux points différens, le général Grouchy y fait face; et se mettant lui-même à la tête d'une colonne, il sort du camp avec impétuosité, disperse et met en fuite les Vendéens qui lui sont opposés. Les autres ne tardent pas à les imiter. Les assaillans laissent sur le champ de bataille cinq à six cents hommes tués, et une pièce de canon. Le soir même de cette journée, l'avant-garde de l'armée de Mayence entra dans Nantes. Quelques Vendéens, ralliés, reviennent encore sur le camp, et engagent une fusillade. Le député conventionnel Merlin de Thionville se transporte sur ce point : emporté par la fougue de son caractère, et bravant les balles qui sifflent à ses côtés, il s'avance sur les royalistes, et leur apprend, d'une voix de Stentor, l'arrivée de l'armée de Mayence. A cette annonce, les Vendéens, interdits et découragés, prennent le parti de la retraite.

Combat de Chantonay [1]. — Le même jour où Lyrot, Massip et la Sécherie se portaient pour la seconde fois contre le camp de Nantes, d'Elbée et Royrand, à la tête de quinze mille Vendéens, attaquaient Chantonay où le général Tuncq 5 septembre.

[1] Moniteur, — Beauchamp.

1793. Vendée. s'était imprudemment avancé, et où commandait, pendant son absence, Lecomte, chef du bataillon le Vengeur, et fait récemment général de brigade. Ses forces s'élevaient à six mille hommes. Royrand, à la tête d'une colonne, se charge d'entamer les républicains, tandis que d'Elbée devait tourner le camp. A quatre heures du soir, les royalistes commencent leur feu. Les patriotes ripostent avec avantage. Aux coups de canon succède une vive fusillade qui se prolonge long-temps pendant la nuit. Mais la cavalerie républicaine ayant refusé de donner, et le général Lecomte ayant été blessé mortellement, le désordre se met dans les rangs des patriotes; tous les corps se débandent; deux bataillons, seulement, tiennent bon et protègent la retraite. Accablés par le nombre, ils sont bientôt eux-mêmes écrasés; et les royalistes tombant alors sans obstacle sur les fuyards, ils en font un affreux carnage. De six mille patriotes, quinze cents seulement échappèrent à leur vengeance. Vivres, munitions, artillerie, chariots, chevaux, effets de campement, tout tomba au pouvoir du vainqueur. Mais la victoire même coûta cher aux royalistes; ils perdirent près de trois mille combattans, qui, voulant forcer les retranchemens, y périrent presque tous au combat de l'arme blanche. Le général Lecomte, couvert de blessures, échappé miraculeusement à l'affreux carnage de cette journée, éleva, de son lit de mort, des plaintes contre le général Tuncq. « Il a, disait-il, quitté son poste l'avant-veille de la bataille, sans avoir fait aucune des dispositions propres à assurer les derrières de sa troupe avancée à huit lieues de Luçon, sans postes intermédiaires; il est parti sans laisser aucuns renseignemens, et emportant avec lui les cartes, les livres d'ordre, les notes secrètes; c'est lui qui doit supporter la honte de notre défaite. » En conséquence de ces plaintes, les commissaires conventionnels ordonnèrent l'arrestation de Tuncq; mais ce général allégua

qu'il n'avait quitté l'armée que par suite de la destitution prononcée contre lui. 1793. Vendée.

Attaque du camp de Peyrestortes[1]. — La guerre entre les Français et les Espagnols se continuait toujours avec une lenteur égale de part et d'autre. Cependant les derniers, établis sur le territoire de la république, semblaient par cela seul avoir l'avantage. Au peu d'activité qu'on remarquait parmi leurs généraux, on eût dit qu'ils avaient ordre de se tenir sur la défensive et de ne point aller plus avant. Le roi d'Espagne apportait pourtant une grande franchise dans la guerre qu'il faisait à la république. C'était véritablement pour venger la mort de Louis XVI qu'il avait pris les armes, et non, comme tant d'autres, pour satisfaire une vaine ambition. Mais le peu de forces que la pénurie de ses finances lui avait permis de mettre sur pied, était la cause réelle qui empêchait ses généraux de tenter des entreprises plus décisives. Les deux partis se contentaient donc de s'observer mutuellement. Car la Convention, obligée de faire face sur presque toutes les frontières, n'avait elle-même que des forces très-peu considérables à opposer aux Espagnols. Les opérations militaires se bornaient à de simples escarmouches, à des attaques partielles ou même à des reconnaissances. Ainsi, aux Pyrénées-Orientales, les Espagnols, après avoir attaqué, les 5 et 6 septembre, le poste français de Peyrestortes, et celui du Vernet, s'en étaient emparés après un léger combat où les deux partis avaient fait une perte médiocre et à peu près égale. Les Français avaient opéré leur retraite sur Perpignan, et s'étaient réunis aux troupes campées sous les murs de cette ville. Le général Daoust, qui commandait le camp, forme le dessein de reprendre Peyrestortes; il le communique au général Gogué qui occupait aussi un camp retranché du côté de 8 septemb. France.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — de Marcillac, — Mémoires communiqués, etc.

1793. France. Salces, et l'invite à concourir au succès de l'entreprise. Les deux détachemens partent en même temps. Gogué passe la Gly avec trois colonnes, ayant la cavalerie sur sa gauche, et se rend le 8 à Rivesaltes, endroit convenu pour la réunion. Daoust, avec son détachement renforcé par un détachement du camp de l'Union, au nombre de sept à huit mille hommes, ne tarde point à l'y joindre. Tous deux attaquent en même temps les Espagnols dans leurs retranchemens de Peyrestortes et du Vernet. Le général Lemoine et le chef de brigade Soulheirac, qui occupaient, deux jours auparavant, cette dernière position, se dirigent de ce côté, prennent les Espagnols en flanc, les chargent à la baïonnette et les mettent en déroute. De son côté, Gogué se portait en silence, à la tête d'une colonne, sur l'ennemi qui faisait un feu violent d'artillerie, tandis que d'autres troupes, auxquelles il avait fait passer le pont, s'avançaient sur la gauche. Quand enfin le bruit du canon français lui annonce que Daoust est aux prises avec les Espagnols, il fond sur les retrachemens du camp de Peyrestortes, essuie sans riposter tout le feu de la mousqueterie; et, la baionnette en avant, s'empare du côté gauche du camp et s'y fortifie. A la droite, le combat se maintenait encore; mais bientôt, animées par l'exemple de leur général et des conventionnels Cassane et Favre qui combattaient eux-mêmes à la tête des colonnes, les troupes de Daoust pénètrent également dans le camp; et appuyées par celles de Gogué, elles contraignent les Espagnols de l'évacuer en entier. Ils se retirent, abandonnant quarante-six bouches à feu, six étendards, un drapeau, cinq cents morts, parmi lesquels le général Solano, environ mille blessés, cinq cents prisonniers, dont quinze à vingt officiers faisaient partie. La perte des Français, beaucoup moindre, était de deux cent cinquante hommes tués; mais la victoire coûtait la vie aux officiers-généraux Jouye et Vidal-Saint-Urbin. Les commissaires

HONDTSCHOOTE, du 6 au 9 7bre 1793.

Langhemarck
Dixmude
Woumen
Merckhem
Ypres
Ft. de Knocke
Zuidschoten
Noordschoten
Vlamertinghe
Loo
Canal de Loo
Reninghelst
Furnes
Elsendam
Poperinghe
Oostkercke
Hoogstade
Bulscamp
Yser
Beveren
Rousbrugghe
Houthem
Watou
HONDTSCHOOTE
Moëre
Killem
Crustrade
Houtkercke
Steenvoorde
Ghyvelde
Bambecke
Rexpoëde
Herzeele
Leffrinckoucke
Cassel
Teteghem
Rosendael
Bergues
Wormhout
Dunkerque
Peene R.
Yser R.
Grande Rade de Dunkerque

de la Convention s'étaient tellement exposés, que tous deux furent légèrement blessés. Le succès de cette journée était très-important pour le rétablissement de la communication entre Salces et Perpignan, et par la confiance qu'il rendit aux troupes françaises, auparavant découragées par de nombreux revers. 1793. France.

Siége de Dunkerque; bataille de Hondtschoote; levée du siége [1]. — Les alliés, malgré leur marche lente et méthodique, faisaient des progrès et gagnaient chaque jour du terrain. Condé et Valenciennes étaient tombés en leur pouvoir; il ne leur manquait que Maubeuge pour être en possession des points les plus importans de la base de leurs opérations au centre des frontières de la France. Tout annonçait que le projet des alliés était de faire une grande invasion sur le territoire de la république. Leurs avant-postes s'étendaient déjà jusqu'à Péronne et Bapaume. Avec plus d'audace et plus d'ensemble dans leurs opérations, ils pouvaient tout-à-coup forcer ces dernières barrières, culbuter la faible armée française, qui, disséminée sur toute l'étendue des points menacés, ne pouvait opposer qu'une résistance disproportionnée; ils pouvaient marcher droit à Paris, et, chassant la Convention, terminer peut-être, dans un court espace de temps, cette révolution française qui, dès son origine, inspirait tant de terreur au reste de l'Europe; mais le temps n'était pas encore venu où la France devait être exposée, deux fois en deux années, aux malheurs d'une invasion rapide; et malgré les moyens formidables des coalisés, l'élan extraordinaire que les gouvernans surent imprimer à la nation, préserva, cette fois, la France de ce fléau, et la fit sortir victorieuse d'une lutte où tout lui présageait sa perte. 9 septemb.

[1] Moniteur, — Galerie militaire, — Cornelius Nepos français, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Histoire de France, — Jomini, — Mémoires communiqués, etc.

1793. France. Cette longue suite de revers, éprouvés depuis la bataille de Neerwinden par les armes françaises, avait porté l'effroi dans le sein de la Convention; mais cette fière assemblée, à laquelle l'exagération même de ses principes inspirait une grande énergie, sut rapidement passer de la crainte à la confiance, et menacée d'une prochaine destruction, elle trouva dans son désespoir même les armes qui allaient lui procurer la victoire. Déjà sûre de la puissance presque magique que certains mots pouvaient exercer sur l'esprit du plus grand nombre des Français, elle fit retentir de toutes parts ceux de *liberté, d'honneur* et *d'indépendance nationale*. Elle appela aux armes toute cette jeunesse belliqueuse qu'animait l'enthousiasme des idées républicaines, et sa voix, qu'on prenait pour celle de la patrie, fit accourir des milliers de soldats, dont la levée se trouva organisée presque aussitôt qu'elle avait été décrétée, et qui se hâtèrent de quitter leurs foyers pour défendre les frontières envahies. Partagées entre les différentes armées, ces nouvelles levées ranimèrent la valeur des anciens militaires, découragés par leurs revers précédens, et bientôt rappelèrent, sous le drapeau national, la victoire qui l'avait abandonné.

En même temps, le comité de salut public organisait tout le matériel destiné à rendre utile le dévouement généreux de tant de citoyens. Des ateliers d'armes étaient établis dans presque toutes les villes. Paris seul en renfermait plus de deux cents. De nouveaux procédés étaient mis en œuvre, à Grenelle, par le chimiste Chaptal, pour fabriquer la poudre avec plus d'activité. Cet établissement, long-temps fameux, en fournissait chaque jour deux cent milliers. Meudon, sévèrement soustrait à la vue du vulgaire, voyait des savans illustres s'occuper du soin de tirer parti de la pyrotechnie et de l'art encore nouveau des aérostats. Tout était en mouvement sur tous les points de la France, et malgré la haine qu'inspirait

à la saine partie de la nation française la tyrannie conventionnelle, les dangers de la patrie et la crainte d'être vaincus semblaient avoir réuni tous les partis, et leur avoir inspiré un même sentiment, celui de repousser par la force les étrangers qui voulaient les subjuguer et leur dicter des lois. 1793. France.

Au moment donc où les alliés se préparaient à envahir la république, le général Houchard, qui avait succédé au général Kilmaine dans le commandement de l'armée du Nord, voyait accourir dans ses rangs une foule de braves, jaloux de verser leur sang pour la patrie. Mais il fallait du temps pour mettre à profit cet enthousiasme et ce zèle des Français nouvellement arrivés sous les drapeaux. Les puissances alliées pouvaient, en mettant plus de franchise et d'ensemble dans leurs opérations militaires, dissiper facilement ces nouvelles recrues, encore inhabiles au métier de la guerre. Au lieu de combiner sagement leur plan, et de marcher de concert, en avant, à la poursuite de l'armée qui se retirait devans leurs bataillons, les deux généraux en chef des armées coalisées se séparèrent, pour agir particulièrement. Le prince de Cobourg, à la tête des Autrichiens, se dirigea sur Maubeuge et le Quesnoy, pour en former le siége. Le duc d'Yorck, qui avait sous ses ordres les Anglais, les Hanovriens, les Hollandais et les Hessois, se jeta du côté des places maritimes de France, dans l'intention d'assiéger Dunkerque et de s'en emparer. Depuis long-temps l'Angleterre ambitionnait la possession de cette place, qu'elle avait eue autrefois, et qu'elle avait rendue à des conditions si humiliantes, par le traité d'Utrecht; elle lui semblait le prix le plus avantageux de ses efforts, et un juste dédommagement de tous les trésors qu'elle prodiguait pour le soutien de la coalition contre la république : et peut-être est-ce à cette ambition déplacée que la France dut son salut à cette époque.

Le duc d'York, avant de quitter son camp de Tourcoing,

1793. France. pour commencer son mouvement, avait divisé son armée e deux corps, dont le premier, commandé par le maréchal Frey tag, était destiné à couvrir l'armée de siége, comme corp d'observation. Ce corps se mit en marche le 20 août. Le len demain, le duc d'Yorck, à la tête du deuxième corps, qui de vait former l'armée de siége, marcha sur trois colonnes. L première, composée de l'avant-garde, défila par Ostende passa l'Yser à Elfendam, longea la chaussée jusqu'à Furne et campa au-delà de cette ville, faisant face à Dunkerque; l seconde colonne suivit la même route que l'avant-garde; l troisième marcha par Zuutschoten, passa à Nooordschote sur un pont de bateaux, et se dirigea ensuite, par Loo, l long du canal de Furnes. L'artillerie et les bagages filèrent par Louxerne, Merckhem, Wooomen et Dixmude, à Furne

Après avoir séjourné pendant deux jours dans ces diffé rentes positions, le duc d'Yorck, apprenant que les Franç faisaient un mouvement pour évacuer leur camp de Gyvelde se mit en marche, afin de leur couper la retraite. Mais la pre mière ligne, dont le général Alvinsy avait le commandement n'ayant point mis assez de promptitude dans ses manœuvres trouva, en arrivant à Gyvelde, le camp français évacué; le troupes qui le composaient avaient eu le temps de se retire dans Dunkerque. L'avant-garde anglaise partit sur-le-champ et vint prendre position entre Teteghem et Lefferynchoucke Dès le même jour, le duc d'Yorck fit sommer la place; ma les généraux O'Moran, Duhem et Larcques, qui y comman daient, répondirent suivant l'usage, et se préparèrent à un vigoureuse résistance. Cependant on avait prévu si peu le ca d'un siége, que la place était dans le plus grand délabrement et eût été, sans nul doute, emportée, si la flottille de bombar dement se fût présentée devant la ville en même temps qu l'armée de terre; mais, contre l'attente du duc d'Yorck, e malgré ses messages réitérés en Angleterre, cette flottille n

importante aux yeux des Anglais, pour que les Français en restassent tranquilles possesseurs. A huit heures du soir, ils sont attaqués par le maréchal Freytag et le prince Adolphe d'Angleterre. Ceux-ci, blessés l'un et l'autre dans une charge de cavalerie, sont faits prisonniers, après avoir vu leur attaque repoussée. Témoin de ce désastre, le colonel Mylius se met à la tête des gardes hanovriennes, et vient fondre sur les cavaliers français; il les repousse à son tour, et délivre le prince Adolphe. Le village de Rexpoëde est en même temps attaqué par le général Sporken, qui s'en empare et dégage le maréchal Freytag. Mais Jourdan arrive, reprend le village, et s'y arrête, tandis que Sporken opère sa retraite sur Hondtschoote, où lés Anglais prirent position, et s'arrêtèrent aussi, tandis qu'épuisés de fatigue, les Français profitaient de l'obscurité de la nuit pour se retirer à Bambecke. Ce mouvement rétrograde, au moment où le succès des combats de la journée restait indécis, fut depuis reproché à Houchard, comme une trahison; il ne prouvait que son incapacité pour commander en chef. Houchard, célèbre partisan, qui, à cette époque, avait déjà reçu cinquante-cinq blessures au service de la république, était incapable de trahir la cause pour laquelle il se battait; mais dans ce temps d'exaspération, l'intérêt et la politique des gouvernans étant de persuader aux Français républicains qu'ils étaient invincibles, ils avaient soin de rejeter sur les généraux tous les revers éprouvés à la guerre. 1793. France.

Le lendemain 7 septembre, Houchard revint attaquer Hondtschoote; mais l'ennemi s'y était retranché, et les Français furent repoussés avec perte. Désespéré de ce contre-temps, et effrayé de l'énorme responsabilité qui pesait sur sa tête, Houchard voulait borner là ses efforts, et se tenir sur la défensive. Le but de son arrivée devant Dunkerque étant de faire lever le siége de cette ville, et ce but ne pouvant être rempli qu'en battant l'armée anglaise, l'hésitation de Houchard, dans cette

1793. France.

circonstance, était une seconde preuve de son incapacité, pouvait avoir, pour la république, les suites les plus funeste Aussi tous les généraux de son état-major, et les commissair conventionnels présens à son armée, s'opposèrent-ils vigo reusement à cette résolution. Ils pressent tellement Houcha de mener ses troupes au combat, qu'il s'y décide presque m gré lui, et, le 8 au matin, il mit en mouvement son arm pour une action générale. La droite, commandée par Collau était placée entre Beverem et Killem; le centre, aux ordres Jourdan, en avant de ce dernier poste; et la gauche, ent ce village et le canal. Vandamme, à la tête de l'avant-gard commence la journée en attaquant les avant-postes anglais Hondtschoote. Le duc d'Yorck avait rassemblé dans la plai qui environne ce village, une grande partie de ses troupe Cette plaine unie, sans aucun mouvement de terrain qui prête aux manœuvres, est coupée par une infinité de haie de fossés et de canaux, dont tout l'avantage est pour celui q se défend. Le succès de cette journée, où les Français com mençaient l'attaque, ne pouvait donc dépendre que nombre ou de la valeur. Le combat commença par un f d'artillerie et de mousqueterie, également bien soutenu part et d'autre. Les Anglais, favorisés par le village qu'ils o cupaient, eurent quelque temps l'avantage; mais ils firent vains efforts pour chasser les troupes qui occupaient les tail en avant d'Hondtschoote. Après un combat très-vif, dans l quel le général ennemi Cochenhausen fut blessé à mort, Français restèrent maîtres de ce point. Dans le même temp le général Leclerc, sorti de Bergues, et longeant le can arrive, amenant, avec une partie de la garnison, la gend merie à pied de Paris. Ce corps, dont l'indiscipline avait j qu'alors effrayé tous les généraux qui l'avaient eu à leurs dres, était néanmoins d'une grande bravoure, et le prou dans cette circonstance. Il se présente à l'instant où les trou

du général Houchard recommençaient un second combat avec les Anglais, ralliés derrière leurs retranchemens d'Hondtschoote. Aussitôt Leclerc s'élance, et les attaque avec une valeur extraordinaire. Deux fois repoussés, les gendarmes se rallient deux fois, retournent à la charge, et par leur bravoure étonnent l'ennemi et le frappent de terreur; les Anglais prennent la fuite, ou sont massacrés dans leurs retranchemens. Le général Walmoden, qui avait remplacé le maréchal Freytag après sa blessure, voyant que les Anglais sont rompus sur toute leur ligne, ordonne la retraite. Celle de la droite s'effectua par Houthem, sur Furnes; la gauche se retira par Hoghestade, en longeant le canal de Loo. L'armée prit alors une position en potence, pour couvrir le corps de siége, et elle s'appuya la droite à Bulscamp, et la gauche à Steenkercke. Les alliés avaient perdu, dans ces trois journées, près de quatre mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers; la perte des Français fut à peu près égale. 1793. France.

Il est facile de concevoir que si Houchard eût donné l'ordre de poursuivre les vaincus, les succès de la journée pouvaient devenir inappréciables pour les Français. Avec de l'audace et de la sagesse, il eût facilement réussi à couper toute communication avec Furnes, enfermé l'armée anglaise qui assiégeait Dunkerque, et ne lui eût laissé d'autre moyen de salut que celui de capituler. Cette faute, bien plus impardonnable que la première, fut le principal motif dont se servirent les ennemis de ce général, pour le faire mettre en jugement. Accusé dans le sein de la Convention par le représentant Levasseur et par Robespierre, le général français paya de sa tête le malheur de n'avoir pas eu l'expérience nécessaire pour tirer de sa victoire tout le parti possible.

Pendant que la grande armée républicaine relevait la gloire du nom français dans les journées du 6, du 7 et du 8, la garnison renfermée dans Dunkerque ne s'était point tenue oisive, et

1793. France. avait cherché à entamer les lignes anglaises du duc d'Yorck. Tandis que Houchard attaquait le corps d'observation du maréchal Freytag, la garnison faisait des sorties, et donnait beaucoup d'inquiétude au duc d'Yorck, en l'empêchant de se porter au secours de ce corps. Ce fut dans une de ces actions où le régiment ennemi Jordis perdit seul plus de trois cent cinquante hommes, tués ou blessés, que la belle conduite du jeune Hoche, alors adjudant-général, lui mérita, de la part des commissaires conventionnels, sa nomination au grade de général de brigade. La perte des Anglais fut de plus de huit cents hommes, parmi lesquels se trouva le colonel du génie Moncrif, qui dirigeait les travaux du siége : celle des Français fut moindre; mais ayant manqué l'attaque du village de Rosendal, ils rentrèrent dans Dunkerque.

Cependant l'occupation de Hondtschoote par les Français rendait la position des Anglais insoutenable; ils étaient entièrement dépassés; et à leur gauche, les Français se trouvaient plus près qu'eux de Furnes. Ignorant si Houchard commettrait la faute de ne point poursuivre l'armée vaincue, le duc d'Yorck craignit avec raison de se voir coupé. Il assembla pendant la nuit son conseil de guerre; et les dangers parurent si imminens, que la résolution de lever le siége fut prise à l'unanimité. Les alliés s'enfuirent avec tant de précipitation qu'ils abandonnèrent toute leur artillerie de siége [1]. La garnison de Dunkerque, sortant, le 9, de grand matin, ne trouva plus d'ennemis, s'empara de cinquante-deux pièces de gros calibre, de presque tout le bagage, et d'une quantité immense de munitions que l'armée fugitive avait jugé à propos de ne point emmener, pour se retirer avec plus de rapidité. Partie à minuit, elle se mit en route par les ailes et par le centre. L'aile droite, aux ordres du général Alvinzi, marcha par la gauche

[1] Il est vrai de dire qu'elle se composait en grande partie de pièces de marine d'un transport difficile.

en suivant le canal; l'aile gauche, commandée par le général Biela, marcha par Lafferynchoucke, en longeant le grand marais. Le général Werneck conduisait l'arrière-garde qui occupa les lignes jusqu'au départ de l'armée, et qui fut soutenue, en échelons, par les bataillons de la queue de chaque colonne. L'armée entière arriva à dix heures du matin dans le camp de Furnes, qu'elle avait déjà occupé, et y prit aussitôt position, en s'y retranchant. Ainsi, quoique le général Houchard se fût maladroitement privé du principal avantage que devait lui procurer sa victoire, celui de couper l'armée anglaise, le but de ses efforts avait néanmoins été rempli, puisque Dunkerque était délivré, et que le duc d'Yorck avait été contraint de se retirer. La bataille de Hondtschoote, par ses résultats, fut aussi décisive que celle de Jemappes[1]; elle rendit aux soldats français le sentiment de leur force, leur confiance accoutumée, prépara les succès inouïs de la campagne

[1] On a cité le trait suivant, de bravoure et de sang-froid, d'un cavalier français, dans les relations particulières des combats successifs d'Hondtschoote.

Un cavalier du sixième régiment, nommé Mandement, avait été chargé de porter des cartouches à l'infanterie qui attaquait le village d'Hondtschoote. Il aperçut, dans un pré, un groupe de soldats qui gardaient un drapeau. Trompé par les apparences, il les prend pour des Français, s'avance vers eux, et, à travers la haie qui environnait le pré, il leur crie : « Camarades, voilà des cartouches. » On lui répond : « Apportez. » Mandement franchit la haie. Il était entouré, quand il reconnaît son erreur. On saisit son cheval par la bride, et on lui dit de se rendre. Mandement laisse échapper son sac de cartouches; et, tandis que ceux qui l'arrêtaient s'occupaient à ramasser ces munitions, il tire son sabre, s'empare du drapeau, se fait jour à travers les soldats, et franchit la haie. A peu de distance, il trouve le bataillon dont il venait de saisir le drapeau, aux prises avec les Français. Il traverse cette troupe au milieu des baïonnettes et d'une grêle de balles. Barré dans sa course, il se retrouve encore dans la mêlée, et entouré de soldats ennemis. Il distingue le chef qui commandait, et se précipite sur lui en s'écriant d'une voix formidable : « C'est la cavalerie française qui accourt pour vous charger; » et, profitant avec adresse du premier effet que produisent ces paroles sur des soldats déjà étonnés de son audace, pour se dégager d'entre eux il jette son drapeau et entraîne leur commandant, qui devient son prisonnier.

1793. France. suivante, et mit bientôt à même le gouvernement républicain de reporter sur le pays ennemi la terreur dont, pendant quelques instans, il avait été frappé.

9 septembr. Vendée. *Combat du port Saint-Père* [1]. — Après la levée du siége de Nantes, le général Canclaux avait reçu du comité de salut public l'ordre de se jeter dans la Basse-Vendée, et d'employer, pour cette expédition, une partie des troupes de la garnison de Mayence. Canclaux avait promptement obéi, et de nombreuses colonnes de républicains parcouraient ce malheureux pays, portant partout le fer et la flamme, et poussant devant elles les divisions royalistes effrayées. Mais pour opérer avec plus de sûreté, Beysser, qui commandait une de ces colonnes, résolut de s'emparer du port Saint-Père, qui passait pour une des clefs du pays, et que défendaient La Cathelinière et Pajot. Le 9 septembre, il se présente devant la place. Les républicains y lancèrent les premiers obus qu'on eût encore vus dans la Vendée. Ces terribles projectiles, inconnus aux paysans, jetèrent parmi eux la terreur, et déjà l'effroi les faisait songer à se retirer, lorsque le lieutenant-colonel Targe, de la légion des Francs, qui, le sabre entre les dents, avait traversé la rivière, paraît tout-à-coup sur la rive opposée. Suivi de quelques braves aussi audacieux que lui, il tombe, la baïonnette en avant sur les royalistes, et par cette attaque imprévue, il achève de les mettre en déroute. La Cathelinière, obligé de fuir, opéra sa retraite sur Saint-Philibert-de-Grand-Lieu, où se trouvait Couëtus.

11 septembr. France. *Combat de Preux-aux-Bois* [2]. — Pendant que Houchard manœuvrait pour délivrer Dunkerque, et gagnait la bataille de Hondtschoote, la division du général Ihler, chargée de défendre la forêt de Mormal, avait été attaquée et repoussée par le prince Hohenlohe. Ihler, obligé de céder, s'était rejet

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Mémoires manuscrits, etc.

[2] Communiqué par le général Thiébault.

sur Landrecies ; et le Quesnoy, bloqué par l'effet de ce mouvement, avait été aussitôt assiégé par les vainqueurs. 1793. France.

Cette place était assez connue, les moyens de l'ennemi assez faciles à évaluer, pour qu'il ne restât aucun doute, qu'abandonnée à elle-même, elle ne pourrait résister plus de vingt à trente jours. Il fallait donc la secourir dans ce laps de temps, ou renoncer à l'idée de la débloquer ; et cependant on ne fit ni l'un ni l'autre. Le Quesnoy avait commencé à être assiégé le 17 août, et ce ne fut que le 10 septembre qu'on se décida à lui faire passer des secours. Entreprenant sans à-propos, après avoir été mal-à-propos très-circonspect, on hésita au lieu d'agir pendant que l'on pouvait agir avec succès, et l'on fit un effort quand il n'y avait plus rien à en espérer. Quoi qu'il en soit, on prit tout-à-coup la résolution de tenter le déblocus du Quesnoy. Indépendamment de la division Ihler, de quelques troupes tirées des garnisons d'Avesnes et de Landrecies, des camps ou cantonnemens voisins, on employa à cette opération douze mille hommes du corps d'armée qui défendait le camp retranché et les approches de Maubeuge.

Les troupes se mirent en marche avec toutes les précautions qui pouvaient couvrir cette entreprise de tous les voiles du mystère. L'attaque résolue devait être une attaque de point du jour, destinée à surprendre l'ennemi. C'était donc de nuit que les troupes devaient se rendre à leur destination. Mais lorsqu'elles se présentèrent pour traverser Landrecies, les rues se trouvèrent tellement encombrées, les haltes devinrent si longues et si nombreuses, qu'il était dix heures du matin lorsquelles purent se déployer devant cette place.

Le plan arrêté consistait à exécuter des attaques secondaires sur les deux ailes de l'ennemi, campé en avant de Preux-aux-Bois, à tâcher de le déborder, et lorsqu'il aurait dégarni son centre pour soutenir ses ailes, à marcher sur sa ligne avec un corps de dix mille hommes, tenu à cet effet en réserve, à

1793. France. la rompre, à enlever Preux-au-Bois, et à se porter de là sur le Quesnoy, afin d'en faire lever le siége; de ravitailler la place, si elle pouvait encore être défendue; et dans le cas contraire, d'achever de détruire ses moyens de défense, et d'en emmener la garnison.

L'indication seule de ce plan suffit pour prouver combien il était mauvais; et cependant, la disposition des troupes était telle, qu'elles marchaient à un ennemi supérieur en forces avec la certitude de le battre. Pour que cette confiance ne fût pas trompée, il fallait néanmoins que la garnison du Quesnoy la secondât, et que cette affaire fût mieux conduite que conçue. mais, d'une part, elle fut loin de l'être; et, de l'autre, le Quesnoy avait capitulé depuis le 9.

On fit donc, dans cette occasion, toutes les fautes que l'on put faire; on combattit pour sauver une place qui était prise; on attaqua l'armée d'observation lorsque, loin de pouvoir être menacée par la garnison du Quesnoy, elle était renforcée par les troupes du siége, et appuyée à la place même : on manœuvra à la fois sur les deux ailes de l'ennemi, ce qui ne pouvait avoir d'autre effet que de rassembler ses forces et de diviser les nôtres : on fit attaquer la gauche de l'ennemi, quand les troupes destinées à l'attaque de sa droite étaient encore en arrière de Landrecies : on fit donner celles-ci, quand celles de la première attaque étaient prêtes à battre en retraite : on engagea les troupes par bataillons et même par compagnies, c'est-à-dire, de manière à les faire accabler : on les jeta, sans guides et sans instructions, dans des bois qu'elles ne connaissaient pas : aucun officier-général ou d'état-major ne parut sur la ligne, et personne, par exemple, ne fut chargé de diriger l'attaque de gauche : on fit retirer les troupes comme on les avait fait avancer, ou plutôt, on fit donner l'ordre de la retraite aux pelotons les moins engagés, et cela par des dragons; et on laissa à l'ennemi le soin de ramener

autres : enfin, on ne fit pas faire un pas aux dix mille hommes 1793.
qui devaient frapper le coup décisif; de sorte que l'action se France.
borna à ce qui ne devait être que préliminaire; les attaques secondaires furent les seules exécutées, et les hommes sacrifiés en cette occasion le furent en pure perte.

Malgré cette série de fautes, qu'on regarda comme complète, les troupes, électrisées par le dévouement de quelques officiers, suivirent leur exemple avec enthousiasme, et se battirent avec la plus grande valeur. Sur la gauche surtout, et malgré les abattis qui en défendaient les approches, plusieurs redoutes furent enlevées, et le village de Fontaine fut pris et repris plusieurs fois, et finit par être disputé, au milieu des flammes qui le consumaient.

Cette affaire coûta plus de trois cents hommes.

Le retour des corps à leurs anciennes positions se ressentit du malheur de la journée; il fut impossible, pendant la nuit surtout, de faire observer à la plupart de ces troupes aucune espèce d'ordre.

Il se présente ici une vérité à consigner : l'offensive seule convient à nos soldats. Terribles tant qu'ils la conservent, ils s'indignent et se découragent dès qu'on les réduit à y renoncer. Ce qui ne peut avoir de grands résultats leur semble indigne d'eux. Il n'y a avec eux aucun intermédiaire entre les extrêmes. La confiance et l'admiration les exaltent, un juste mécontentement les anéantit. Avec d'autres troupes que les nôtres, les fautes d'un chef peuvent n'avoir d'autre effet que de faire manquer une opération entreprise par lui, ou de faire réussir une opération entreprise par l'ennemi; avec nos troupes, il faut vaincre, sous peine de cesser d'avoir une armée. Une armée française est une chose *sacrée*, qu'aucun profane ne doit manier. L'ennemi a donc eu par moment, et de fait, de véritables auxiliaires dans la faiblesse de quelques-uns de nos

1793. France. généraux, et rien ne prouve davantage combien il fallut de génie, de vigueur et de dévouement à un si grand nombre d'entre eux, pour réparer de grandes fautes ou de grands malheurs, pour triompher de l'Europe entière, enfin pour acquérir et conserver pendant un si grand nombre d'années, cette illustration militaire qui, malgré nos défaites, n'a laissé parvenir à notre niveau aucune autre nation du monde, et ne nous laisse rien à envier, à ceux mêmes qui nous ont accablés.

13 septembre. *Combats de Tourcoing, de Lannoy et de Menin* [1]. — Au lieu de poursuivre le duc d'Yorck, après sa défaite à Hondtchoote, le général Houchard avait porté sur Ypres, une forte division, qui canonna la ville à boulets rouges pendant trente-six heures. Mais instruit de la prise du Quesnoy, et menacé par le général Walmoden qui accourait pour délivrer Ypres, le général Houchard se hâta de lever le siége, et se retira sur Bailleul, abandonnant ainsi une entreprise sans but. Le général Walmoden prit alors une position plus rapprochée d'Ypres, et l'armée du duc d'Yorck se porta, le 12 septembre, à Dixmude, tandis qu'une division française, conduite par le général Vandamme, s'emparait de la ville de Furnes, que défendait une garnison de huit mille hommes.

Les alliés commirent la faute de disséminer leurs forces sur une ligne trop étendue, faute sans laquelle cette campagne pouvait être décisive pour eux. Houchard, du moins, profita habilement de cette mauvaise disposition, et, après avoir calculé avec justesse qu'en se portant sur une de leurs divisions, les autres resteraient inactives dans leurs positions, il vint, le 12 septembre, attaquer les Hollandais campés à Menin. Le prince d'Orange était dans cette ville, avec le gros de ses troupes ; le général Reizenstein était à Lannoy, avec une brigade allemande à la

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Jomini, — Mémoires manuscrits, etc.

solde de la Hollande; et le général Gewsau occupait Tourcoing. Houchard attaque d'abord ces deux derniers postes. Reçus vigoureusement par l'ennemi, qui se tenait sur ses gardes, les Français sont obligés de faire les plus grands efforts pour réussir. Enfin le poste de Tourcoing est emporté, et les vainqueurs courent aussitôt renforcer la colonne qui pressait le général Reizenstein dans Lannoy. Les Allemands, à la vue de ce secours, perdent leur assurance, et abandonnent le poste qu'ils avaient jusque là défendu avec courage. Les Français avaient combattu avec la plus grande intrépidité. Au moment où, après l'action, le général Houchard faisait la visite de l'ambulance, un des blessés lui demande si Lannoy est occupé; le général lui répond par l'affirmative: « Ah! si cela est, s'écrie-t-il, je ne regrette pas ma jambe. » Un autre à qui on venait de couper le bras, dit à ceux qui l'environnait: « N'importe, il m'en reste encore un pour exterminer les ennemis de la patrie. » Tel était, à cette époque, le soldat français. Il combattait pour la patrie, il s'intéressait personnellement à ses succès, et ce sentiment devait tôt ou tard amener et fixer la victoire.

1793. France.

Voyant Lannoy et Tourcoing emportés, le prince d'Orange, craignant d'être forcé lui-même dans Menin, résolut de prendre une position plus concentrée, entre la Lys et Courtray. Déjà il opérait ce mouvement, lorsque la nouvelle que le général Beaulieu lui amenait un renfort de six mille Autrichiens le fit changer de projet. Il rentra dans Menin, et se mit en mesure d'y attendre les Français. En effet, Houchard ayant réuni ses forces, s'avançait avec vingt-cinq mille hommes, décidé à engager encore une affaire générale. Le prince d'Orange commit encore la faute de tenir ses troupes dispersées. Dix mille hommes, commandés par le général Gewsau, postés du côté de Courtray, ne prirent point part à l'action, parce que les Français ne vinrent pas sur ce point; la brigade

1793. France. de Reizenstein, qui était entre Werwick et Ypres, se retira sur cette dernière place, qu'elle croyait menacée; enfin Beaulieu, qui était venu au secours des Hollandais, et qui campait à Vevelghem, à trois-quarts de lieue de Menin, se borna à envoyer, au prince d'Orange, un faible secours de six cents chevaux. Houchard n'eut donc affaire qu'au seul corps du prince héréditaire, quand, par la réunion de ses troupes, celui-ci pouvait lui opposer des forces supérieures. Aussi l'événement fut tel qu'on devait l'attendre d'après des mesures aussi mal prises. Le prince, qui était à Halluin, fut repoussé sur Aelbecke; et, de même que la veille, les Français se réunirent pour attaquer, et accablèrent le corps du prince Frédéric d'Orange, qui était à droite de Werwick. En vain l'infanterie hollandaise, animée par l'exemple du prince qui combattait à sa tête, fait des prodiges de valeur, et soutient long-temps toute la fougue des Français; ceux-ci parviennent enfin à la rompre. Le prince Frédéric est grièvement blessé, et il a besoin de toute la bravoure des siens pour ne pas tomber entre les mains des assaillans, devenus furieux par la résistance. Ils forcent le village de Werwick, et le livrent aux flammes. En même temps, une colonne que Houchard venait de détacher de son armée, pénètre dans Menin, et s'en empare. Les Hollandais, près d'être cernés, sont forcés de songer à la retraite. Les vainqueurs les poursuivent, et ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'ils parviennent à se retirer, d'abord sur Roulers, et ensuite sur Deynse et Bruges. Les Hollandais perdirent, dans ces deux journées, au moins quatre mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et quarante-deux pièces de canon; perte immense, qu'ils durent attribuer au défaut d'intelligence et d'union de leurs généraux, et qui coûta à peine, aux vainqueurs, cinq à six cents hommes.

Combat de Thouars [1]. — Nous avons fait remarquer que la Convention, tout en portant son attention aux frontières du Nord, venait de faire de nouveaux efforts pour terminer la guerre civile des départemens de l'Ouest. Non contente d'avoir augmenté les forces régulières destinées à agir dans ce malheureux pays, elle avait encore décrété la levée en masse de tous les hommes susceptibles de porter les armes dans les départemens environnans. Le 12 septembre, un tocsin général se fit entendre dans tous les districts désignés. C'était le signal arrêté pour rassembler, aux chefs-lieux de districts, les républicains compris dans cette grande mesure. Les peines les plus sévères étaient décernées contre ceux qui manqueraient de répondre à cet appel, et de se représenter au jour dit pour être dirigés auprès des divisions actives dont ils devaient faire partie. Mais cette mesure même, au lieu de remplir le but que se proposait la Convention, ne servit qu'à neutraliser les efforts des troupes de ligne. Une masse effroyable d'hommes de tout âge et de toutes conditions, se trouva tout-à coup rassemblée. Inhabile à la guerre, dénuée de vivres et manquant entièrement de discipline, elle ne fit qu'augmenter le mal en répandant le désordre en tous lieux, et accrut l'exaspération des Vendéens, en portant parmi eux tous les excès du pillage et de la dévastation. 1793. 14 septembre. Vendée.

De leur côté, les chefs vendéens, rassemblés à Châtillon, méditaient les moyens de s'opposer avec quelque succès aux forces formidables de la Convention. D'Elbée adressait à tous les Français des pays envahis et à envahir par les Vendéens, une proclamation énergique, dans laquelle il invitait à se joindre à lui tous ceux qui portaient encore dans leur cœur l'amour de la royauté, et qu'animait la haine du gouvernement conventionnel. Cette proclamation était ainsi conçue :

[1] Beauchamp, — Madame Larochejacquelein, — Mémoires manuscrits, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers.

1793. Vendée. « *Au nom de sa majesté très-chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre, le général en chef et les commandans des armées catholiques, à tous les bons Français, salut :*

» Français catholiques et fidèles au roi, vos amis, vos parens, vos libérateurs, vous appellent; ils vous tendent les bras. Les soi-disant patriotes ont juré de vous arracher tous des bras de vos femmes et de vos enfans, pour vous faire marcher contre des hommes qui ne combattent que pour assurer votre bonheur. Au lieu de cette paix profonde, au lieu de ce bonheur si durable qu'ils vous avaient promis, ils n'ont apporté jusqu'ici chez vous que la désolation et la mort. Ils vont vous forcer, le sabre à la main et le pistolet sous la gorge, à soutenir une cause barbare et impie, à maintenir des lois de sang que vous abhorrez. Et nous, nous vous disons, au nom de votre bon roi, qui va sous peu de jours remonter sur le trône de ses pères, d'où il se prépare à vous combler de bienfaits et de faveurs, si vous vous déclarez pour lui : venez, nos amis, vous joindre à nous sous les drapeaux de notre sainte religion; venez : nous avons tous juré de vaincre ou de périr pour notre Dieu, pour notre roi. Le terme de nos travaux est proche. Les puissances généreuses, qui combattent pour le rétablissement de l'ordre et de la monarchie française, sont aux portes de Paris. Mais nous voulons vous associer à notre gloire et aux récompenses qui attendent les courageux défenseurs de la religion et du roi. Ainsi, que tous les habitans qui sont en état de porter les armes viennent avec des fusils, des piques, des fourches et toutes autres armes de guerre qu'ils pourront se procurer, pour être prêts à marcher avec nous où il leur sera commandé.

» Ceux qui se réuniront à nous seront exempts, conformément aux intentions de sa majesté, du paiement des impositions jusqu'à l'entier rétablissement de l'ordre et de la monar-

chie, et susceptibles, ainsi que leurs femmes et leurs enfans, des généreux secours réservés aux braves défenseurs du trône et de l'autel; et ceux, au contraire, qui refuseraient de marcher sous nos drapeaux; ou qui, par leurs menaces ou leurs insinuations perfides, chercheraient à détourner leurs compagnons d'armes de leurs devoirs, seront de suite assujétis au paiement de leurs impositions, regardés comme complices des crimes de la soi-disant Convention nationale de France, et traités comme tels, en juste représaille des horribles traitemens exercés jusqu'ici envers les véritables amis du roi et de la religion, plongés dans les cachots ou égorgés dans leurs foyers, ainsi qu'envers nos prisonniers, indignement massacrés par nos ennemis. »

Cette proclamation était signée : d'Elbée, généralissime; de Donnissan, gouverneur des pays conquis; prince de Talmont, chevalier Desessarts, de Lescure, de Laroche-Jacquelein, de Beauvollier l'aîné, Duhoux-d'Auterive, de la Ville-de-Beaugé, Stofflet, chevalier de Beauvollier, et Duris-de-Beauvais, secrétaire du conseil.

Ce manifeste produisit le même effet que le décret de la Convention ordonnant la levée en masse. L'insurrection vendéenne devint plus générale que jamais. Au bruit du tocsin, ordonné par les chefs royalistes, la population entière courut aux armes, dans les contrées qui s'étaient soustraites au pouvoir de la république. Mais de même que dans le parti patriote, cette mesure d'appeler sous les drapeaux tous les citoyens, d'arracher à leurs occupations paisibles des hommes à qui l'âge ne permettait plus de soutenir les fatigues de la guerre, eut des suites extrêmement funestes pour le succès de la cause qu'ils devaient défendre; elle fut l'origine de ce découragement universel qui s'empara de tous les esprits après les premières défaites. Des soldats pour ainsi dire improvisés, qui traînaient avec eux leurs femmes et leurs enfans, ou qui

1793. Vendée. s'éloignaient trop de ces objets chers à leur cœur, ne devaien aspirer qu'au moment de rentrer dans leurs foyers, et ne pou vaient que se battre faiblement pour une cause qui compro mettait ainsi leurs intérêts les plus directs.

Cependant, en même temps que les royalistes répondaien avec empressement à l'appel de leurs chefs, la levée en mass s'organisait avec un zèle égal parmi les républicains. Lescure instruit que le contingent du district de Thouars devait s rassembler dans cette ville le 14 septembre, prend la résolu tion de le dissiper. Il marche d'abord sur Airvault, à la têt de sa division, pour inquiéter les républicains aux ordres d général Rey; puis se rabattant tout-à-coup sur Thouars, arriva, peu avant la nuit, à deux lieues de cette ville. Le gardes nationales, et les levées en masse qui s'y trouvaient formaient à peu près vingt mille hommes. Lescure n'en ava guère avec lui que quatre mille, et cependant il eût empor Thouars, si les Vendéens, moins attachés à leurs préjugés eussent profité des ombres de la nuit pour fondre sur les ré publicains, et répandre parmi eux la terreur et la confusio Mais n'ayant pu vaincre leur répugnance pour les attaque nocturnes, il ne s'avança que vers le point du jour contre l ville. Les royalistes eurent d'abord un succès marqué. I s'emparèrent du pont de Vrinne, pénétrèrent dans les fau bourgs, dispersèrent la levée en masse, qui couvrit aussit la plaine de ses fuyards. Ils allaient se rendre maîtres d Thouars, lorsque le général Rey, qui s'était aperçu q Lescure l'avait joué, parut tout-à-coup avec sa div sion. A cet aspect inattendu, le général vendéen rassemb à la hâte ses soldats occupés à la poursuite des fuyards; présente à l'ennemi un front menaçant, et opère, sous le f des patriotes étonnés, la première retraite régulière des Ve déens. Les gendarmes de Rey voulurent la troubler; ma Lescure et ses officiers les attendirent de pied ferme, et

n'osèrent avancer. Ce fut après ce combat que les républicains ramassèrent, parmi les morts, le corps d'une femme, qui devint parmi eux, dans le temps, la source des bruits les plus absurdes. Les uns disaient que c'était madame de Lescure; d'autres soutenaient que c'était la sœur de ce général, qui n'avait point de sœur; et enfin une troisième opinion voulait qu'elle passât, aux yeux des Vendéens, pour une femme miraculeuse, comme Jeanne d'Arc. Or, cette prétendue femme miraculeuse n'était autre chose qu'une paysanne de Courlay, nommée Jeanne Robin, qui, depuis le commencement de la guerre, n'avait cessé de combattre avec le plus grand courage. 1793. Vendée.

Combat de Doué[1]. — Pendant que Lescure se battait à Thouars, avec les républicains, Talmont, d'Autichamp et Perault attaquaient imprudemment, et contre l'avis de d'Elbée, la division de Santerre, postée à Doué. Averti de leur mouvement, ce général avait pris quelques mesures, et sa troupe était rangée en bataille, hors de la ville, au moment où les Vendéens parurent sur une seule colonne, et se formèrent sur la route d'Angers. L'aile gauche des républicains plia d'abord au commencement de l'attaque; mais Scépaux, et quelques jeunes officiers, s'étant trop approchés des rangs ennemis, et ayant été obligés de revenir au grand galop, portèrent le désordre dans leurs rangs. En même temps, l'aile gauche des royalistes, enfoncée pas le général Turreau, se mit à fuir, et bientôt toute l'armée imita son exemple. Le résultat de ce combat fut d'ailleurs à peu près nul pour les deux partis. Le général Dembarère, de l'arme du génie, en indiquant la position et formant la ligne de la division de Santerre, avait eu la plus grande part au succès des patriotes. 14 septembre.

[1] Mémoires particuliers du général ***, — Beauchamp, — Madame de Larochejacquelein, — Turreau, etc.

1793. 14 septembr. France.

Combat de Pirmasens [1]. — Depuis la prise de Mayence les alliés s'étaient avancés jusque sur les frontières de la France et occupaient l'espace compris entre la Sarre et le Rhin, derrière la Lauter. Le prince de Prusse bloquait Landau; un division autrichienne était devant le fort Vauban. Les Français occupaient déjà les fameuses lignes de Weissembourg, et les deux armées, qui semblaient se craindre mutuellement se trouvaient ainsi en présence sur une vaste étendue de terrain, sans oser rien entreprendre de décisif. Plusieurs petits combats, ou plutôt des escarmouches, avaient lieu presque tous les jours; mais les résultats étaient également nuls pour les deux partis.

L'armée de la Moselle occupait trois camps défensifs. Celui de gauche, vers Saint-Ingbert et Rohrtbach, couvrait la route de Sarrebruck, et faisait face à Kalkreuth; celui du centre était sur les hauteurs de Seelbach et de Bliescastel, et observait le prince de Hohenlohe. Le camp principal était celui de la droite, dans l'excellente position de Hornbach; il devait se lier, par Bontdel, avec les lignes de Weissembourg. Le général Moreaux [2], qui commandait ce dernier camp, entretenait une excellente discipline. Contre son avis, les commissaires de la Convention, présens à cette armée, voulurent qu'il attaquât les Prussiens retranchés à Pirmasens ayant sur leur front une batterie formidable de cent pièces de canon. Le 14, les Français quittent les retranchemens qu'ils avaient formés au camp de Hornbach, et s'avancent sur la chaussée qui va de Deux-Ponts à Pirmasens. Ils rencontrent d'abord plusieurs corps d'avant-garde et de cavalerie; soutenus par leur artillerie légère, ils les repoussent

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, Mémoires manuscrits, etc.

[2] Ce n'est pas le même que le fameux général de ce nom.

les font rétrograder jusqu'à leur camp, en vue duquel ils se trouvent bientôt eux-mêmes. Les représentans du peuple comptaient sur la bravoure française, et s'imaginaient que rien ne pouvait lui résister; mais la bravoure ne réussit pas toujours, surtout quand on l'emploie maladroitement à vouloir surmonter des obstacles invincibles. Ces conventionnels se mettent à la tête des troupes, et gravissent avec intrépidité la forte position ennemie. A ce moment, quarante bouches à feu de 16 faisaient sur les assaillans des décharges continuelles à mitraille. Pendant plus de dix minutes, les Français restèrent exposés à ce feu meurtrier, qui emportait des rangs entiers. Cependant, à force de courage, ils étaient parvenus à s'approcher des retranchemens, et déjà ils se préparaient à les attaquer à la baïonnette, lorsque la colonne de droite, commandée par le général Guillaume, accueillie presqu'à bout portant par la mitraille d'une batterie masquée de plusieurs pièces de canon, recule à moitié renversée. Son mouvement porte la confusion dans l'armée; la terreur s'y répand; son courage se refroidit; elle ne voit plus devant elle qu'une mort certaine. L'infanterie et la cavalerie se mettent à fuir pêle-mêle et dans le plus grand désordre. Les troupes mitraillées se retiraient avec tant de précipitation, que l'artillerie ne pouvait les suivre. Si les Prussiens eussent poursuivi les vaincus, elle tombait toute entière en leur pouvoir. La confusion était si grande, que plusieurs bataillons, emportés par la terreur, s'égarèrent en plein jour dans les bois et les défilés qui entourent Hornbach, et ne revinrent que le soir au camp. Cette attaque mal calculée, et qui prouva le danger d'avoir dans les armées des hommes qui, sans être militaires, peuvent commander aux généraux, eut des suites long-temps funestes pour les Français. Ils y perdirent quatre mille hommes tués, blessés ou prisonniers, vingt canons, et cette confiance audacieuse qui fut toujours la cause des grands succès militaires. L'armée fran-

1793. France.

1793. France. çaise, après cette déroute, opéra sa retraite sur Sarguemines après un nouvel échec qu'elle essuya à Charleville.

14 septembre. *Combat du camp de Nothweiller* [1]. — Tandis que le général Moreau échouait dans l'attaque du camp de Pirmasens les Français reprenaient celui de Nothweiller, dont l'ennemi s'était emparé par surprise. Ce camp, l'un de ceux que l'armée du Rhin avait retranchés avec le plus de soin, faisait partie des lignes de Weissembourg. Le général Darlande l'avait commandé jusqu'au mois d'août. Mais à cette époque, ce général dégoûté du républicanisme, et qui penchait en secret pour la cause royale, avait passé à l'ennemi, et pris du service dans le corps que commandait le prince de Condé. Le 11 septembre, il vient, à la tête d'un parti autrichien, attaquer et surprendre le camp de Nothweiller. Connaissant toutes ses issues, il y pénètre facilement sans être reconnu, force les troupes qui le composaient, leur prend cinq canons, et s'y établit. Cet échec piquait l'honneur des conventionnels présens à l'armée. Le camp de Nothweiller, placé à l'entrée des gorges de Weissembourg, était d'ailleurs important pour les Français. En conséquence, il fut résolu de l'attaquer dès le lendemain. Trois colonnes furent employées à cette action. La première, formant l'aile gauche, aux ordres du général Fleury, repoussa l'ennemi, qui déjà s'était avancé jusqu'à Dabnbruck. En même temps l'aile droite, dirigée par les généraux Dubois, Desaix et Michaux, attaquait les Autrichiens dans la forêt de Bienwald, où ces derniers s'étaient retranchés. Après un combat très-long, les Autrichiens plièrent, et abandonnèrent leur position, laissant au pouvoir des vainqueurs leurs munitions, leur artillerie, et, sur le champ de bataille deux mille morts et cinq cents blessés. Pendant que la gauche et la droite remportaient ces avantages, le centre était au

[1] Moniteur,—Dictionn. des siéges et batailles,—Jomini,—Tabl. hist.

prises avec un corps de l'armée de Condé, campé dans les villages de Barbeltoth et Blusweiller. Les émigrés opposèrent une longue et forte résistance; mais, rompus par une charge des hussards dits de la liberté, ils cédèrent, et opérèrent leur retraite en bon ordre, jusqu'à Niderhorbach. 1793. France.

Cependant le but de l'attaque n'était point rempli; le camp de Nothweiller était toujours occupé par l'ennemi. Le 13, les Français passèrent la journée à canonner et à détruire le fort de Kehl. Mais le 14, à la pointe du jour, le premier bataillon de la Haute-Saône, le premier des Vosges et le septième d'infanterie légère, sortent de Bodenthal, et attaquent l'ennemi par la gauche, dans le camp retranché. Six autres bataillons se portent sur la droite. La résistance était vigoureuse, le succès indécis, lorsque deux bataillons gravirent les hauteurs pour attaquer le centre. L'action devient alors très-chaude; mais le septième bataillon d'infanterie légère saute audacieusement dans les redoutes; les autres bataillons le suivent, chargent l'ennemi à coups de baïonnette et de crosse de fusil; en un moment sa déroute est complète. Mitraillé par l'artillerie portée à bras sur ces hauteurs, il fait une perte immense. Poursuivi vivement, il abandonne ses armes, ses munitions, et court se rallier à Niderhorbach. Le camp de Nothweiller, le vallon qui était au bas, la redoute et le village de Bodenthal, étaient jonchés de ses morts et de ses blessés.

Combat de Montaigu [1]. — Les colonnes républicaines opéraient en toute hâte leur mouvement dans la Basse-Vendée, et répandaient sur leur passage la terreur et la dévastation. En vain Charette, à l'imitation des autres chefs royalistes, avait fait un appel général à tous les habitans des contrées qu'il occupait; saisis d'effroi à la vue des patriotes, qui mettaient tout à feu et à sang pour exécuter les ordres de la Con- 16 septembre. Vendée.

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, — Turreau, etc.

1793. Vendée. vention, les Vendéens semblaient avoir perdu pour un mo ment leur courage et leur énergie, et les drapeaux de Cha rette ne rassemblaient plus qu'un petit nombre de braves, dé voués à la cause royale, et qui aimaient mieux périr que d l'abandonner. Trop faible pour résister ainsi partiellement au forces républicaines, le général vendéen fuyait en désordr devant elles. Cependant il s'arrête à Montaigu, et dépêche d là des courriers à la grande armée vendéenne, pour lui deman der des secours. Mais avant qu'il ait pu les recevoir, il est at taqué par la colonne de droite de l'armée du général Can claux, aux ordres de Beysser. Malgré la désertion de la plu part des siens, Charette veut disputer le terrain, et lui-mêm s'avance jusqu'au bourg de Saint-Georges, à la rencontre d l'ennemi, dont l'avant-garde paraissait déjà sur les hauteur qui dominent la ville. Le combat commence aussitôt, et dans cette première charge, les Vendéens ont un moment l'a vantage. Mais Beysser arrive par la route de La Rochelle, ave le reste de sa division. A cette vue, la terreur s'empare de Vendéens; ils se pressent, en fuyant, les uns sur les autres se fusillent entre eux, et se retirent en toute hâte vers Mon taigu. L'ennemi les poursuit au pas de charge, entre aussitô qu'eux dans les rues de la ville, et les massacre à coups d baïonnette. La déroute des royalistes était générale, et cepen dant Beysser, qui venait de leur tuer au moins six cents sol dats, et qui restait maître de Montaigu, ne jugea point à pr pos de les poursuivre[1].

[1] Un trait singulier eut lieu dans cette affaire. Au moment où les royaliste saisis de terreur, se précipitaient vers Montaigu, une vingtaine de hussards rép blicains s'étaient jetés dans le groupe le plus épais, et sabrèrent long-temps ava de trouver la mort. Un d'eux, Louis Guillaume, dit *le Téméraire*, noir afi cain, est renversé avec son cheval qu'il croit mort. Il veut se brûler la cervell pour ne pas tomber au pouvoir de l'ennemi; mais un Vendéen court à lui; Tém raire l'ajuste, et le tue du même coup de pistolet qu'il se destinait. L'explosi fait relever son cheval; l'Africain saute dessus, traverse les Vendéens, qui fo

Combat de Coron [1]. — Le succès obtenu à Doué, par le général Santerre, avait enhardi ce dernier, qui d'ailleurs venait de recevoir des renforts. Il marchait de Coron sur Vezins, lorsqu'il fut attaqué par le chef vendéen Piron, à la tête d'une division de l'armée royale renforcée par une partie de celle aux ordres de Laroche-Jacquelein. Ces troupes réunies formaient à peu près douze mille hommes. Les républicains étaient au nombre de quarante mille hommes, la plupart de la levée en masse, et occupaient, marchant sur une seule colonne, une ligne de quatre lieues sur la grande route. Piron profita de cette disposition vicieuse; il attaqua avec vigueur le centre de cette immense colonne. Après une heure et demie de combat, les nouvelles levées, effrayées, jetèrent leurs armes. Leur ligne fut coupée en tant d'endroits, que le désordre fit rompre tous les rangs. Le combat ne fut plus qu'une déroute. L'artillerie des républicains, envoyée trop tard, défilait à ce moment, dans la rue longue et étroite du bourg de Coron. Piron, sans perdre de temps, se porte en force en avant et en arrière du village. Les canons des patriotes, dont les royalistes s'emparèrent, furent aussitôt dirigés contre eux. Cette mesure acheva leur défaite; chacun chercha son salut dans la fuite. Les Vendéens fondent avec fureur sur les fuyards. La levée en masse, qui, la première, avait lâché pied, fut aussi la plus maltraitée. La terreur des républicains était telle, qu'ils coururent l'espace de quatre lieues sans s'arrêter, et que plusieurs, se croyant encore poursuivis, se tuèrent entre eux, parce qu'ils se prenaient, les uns les autres, pour des ennemis. Dix-huit canons et leurs caissons, beaucoup de fusils et une quantité prodigieuse de piques, seules armes dont se servait encore la levée en masse, furent, pour les royalistes, le fruit

1793.
Vendée.
18 septembre.

sur lui une décharge terrible de mousqueterie. Il les écarte à coups de sabre, et regagne son corps sans avoir reçu une seule blessure.

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, etc.

1793. Vendée. de cette journée, dans laquelle l'impéritie de Santerre parı encore plus grande que la pusillanimité du plus grand nombı de ses soldats.

19 septembr. *Combat de Beaulieu*[1]. — Vainqueur de Santerre à Coroı le chef vendéen Piron se hâta de détacher une partie de ı division pour l'envoyer au secours du chevalier Duhoux, qı avait ordre de d'Elbée, de s'opposer aux progrès d'une colonı républicaine, sortie d'Angers, et se dirigeant sur Chollet pı le pont de Cé. Duhoux, ainsi renforcé, se met aussitôt en maı che, et trouve les patriotes campés à Beaulieu, petite bourgad de l'Anjou, peu éloignée du pont de Cé. Par l'un de ces hı sards trop communs dans les guerres civiles, le général Dı houx, commandant les républicains, était opposé au chevı lier Duhoux, son neveu, qui commandait les royalistes. Cı lui-ci n'est point arrêté par les liens du sang, ou plutôt, cetı circonstance même lui inspire une nouvelle ardeur; il fon avec impétuosité sur l'avant-garde des patriotes, et la forc de se replier derrière la rivière de Layon, par le pont Barı Ce passage était défendu par une tête de pont hérissée d'artiı lerie, dont les décharges multipliées contraignirent les Veı déens de s'arrêter. Pendant ce temps, le général Duhou avait rangé en bataille la moitié de ses troupes au-dessous d pont Barré; mais une imprudence, qui, depuis, lui devint fı tale, lui fit placer le reste dans un enfoncement coupé pı les chemins vicinaux, et entièrement contraire à toute espèı d'évolution.

Cependant les Vendéens auraient peut-être remis l'attaqı au lendemain, sans un incident qui vint leur faciliter le pa sage de la rivière de Layon. A un quart de lieue au-dessoı du pont Barré, était un autre pont qui avait été coupé p

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Dictionna des siéges et batailles, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, Turreau, — Lequinio, — Mémoires particuliers du général ***.

les républicains. Guidée par un paysan, nommé Bernier, une troupe de Vendéens traverse la rivière à la nage, s'empare du pont, le répare, et livre un passage facile aux royalistes. Ceux-ci s'élancent rapidement sur les patriotes; mais le général Duhoux s'oppose à leur impétuosité. Les deux ailes des royalistes, effrayées par le feu roulant des batteries républicaines, reculent en désordre. Le chevalier Duhoux, Cadi et Desorinières, qui venaient de forcer le pont Barré, arrivent à leur secours, et, se mettant à la tête du centre, rétablissent le combat. Les patriotes, écrasés, lâchent pied à leur tour. Les bataillons de Jemappes et d'Angers sont hachés par les Vendéens. En un moment, la déroute des républicains est générale; ils fuient avec précipitation, sans avoir pu tirer parti de leur artillerie : enfoncée dans des chemins effroyables où il était impossible de la faire mouvoir, elle tombe toute entière au pouvoir de l'ennemi. Tel était le désordre de cette affreuse déroute, que, pour s'échapper plus vite, la levée en masse jetait ses armes, fuyant à travers les champs. Cinq cents pères de famille, tant d'Angers que des environs, ayant été coupés au pont Barré, sont presque tous égorgés par les Vendéens, que la victoire rend impitoyables. La perte des républicains, dans ce combat, fut immense. Quatre mille des leurs, tués, blessés ou prisonniers, restèrent sur le champ de bataille. L'artillerie, les bagages, tout le matériel de l'armée des patriotes, furent pour les royalistes les trophées de leur triomphe. Le général Duhoux, à l'arrivée du centre des Vendéens, avait pris lâchement la fuite, et avait ainsi donné l'exemple de la défection. Cette circonstance, jointe à ses mauvaises dispositions, le fit accuser par les républicains d'avoir été d'intelligence avec son neveu le chevalier Duhoux, pour faire écraser les troupes sous ses ordres. On prétendit que le chevalier avait dit à ses soldats, qui se plaignaient de ne pas avoir de

1793.
Vendée.

1793. Vendée. munitions avant le combat : « Prenez patience, mon oncle nous en laissera pas manquer. » Le général Duhoux, mis jugement sur cette accusation, porta sa tête sur l'échafaud.

19 septembre. *Bataille de Torfou* [1]. — Cependant l'armée du géné Canclaux avançait rapidement dans la Basse-Vendée, et co tinuait les opérations ordonnées par le comité de salut publi Le port Saint-Père, Pornic, Bourgneuf, Machecoul, Vill neuve, Aigrefeuille, Legé, Palluau, Montaigu et Clisso avaient éprouvé successivement l'épouvantable effet des me sures de destruction arrêtées contre ce malheureux théâtre d la guerre civile. Charette, accablé par le nombre, affaibl journellement par la désertion, ne cessait d'envoyer courriers sur courriers au conseil de la grande armée royaliste, afin de solliciter de prompts secours, et alléguant que leur cause était à jamais perdue, s'ils laissaient l'ennemi s'établir dans la Basse-Vendée. Les chefs de cette armée sentirent enfin toute l'importance des raisons de Charette, et se déterminèrent à lui envoyer des renforts. Ils rassemblent toutes les forces que le besoin de la défense leur permet de détacher des points qu'ils occupent, et viennent se réunir à Charette dans la ville de Chollet. Les chefs royalistes, à l'exception de Henri de Laroche-Jacquelein, se trouvaient tous présens à ce rendez-vous général. Leur armée pouvait compter quarante mille combattans. Charette la passa en revue dans la plaine de Chollet, et chaque division défila sous ses yeux en bon ordre. La vue d'un si grand rassemblement ranime le courage des Vendéens ; chacun promet de faire bien son devoir, et tous demandent à grands cris qu'on les mène à l'ennemi. Charette, témoin de leur ardeur, résolut cependant d'attendre la principale co-

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Boutier-Desmortiers, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Notes communiquées par le général ***.

lonne républicaine qui, maîtresse de Clisson, suivrait la ligne de la Sèvre pour envahir Tiffauges et Mortagne. Il apprend qu'elle-même est en marche pour le joindre, et que l'incendie de Tiffauges signale son passage; c'était le 19 octobre. Alors, ne consultant plus que leur courage et la haine qui anime leurs soldats, les chefs royalistes se mettent en route, et arrivent au moment où le général Kléber faisait ses dispositions de défense.

1793. Vendée.

Les Vendéens s'étaient rangés en bataille, occupant l'espace compris entre Tiffauges et Chollet, faisant face à Torfou. Déjà ils se préparent à charger; mais pressé par l'ardeur de ses troupes, Kléber, au lieu d'attendre, commence lui-même l'attaque. Les Mayençais, qui faisaient la plus grande partie des troupes républicaines, se jettent sur le village de Boussay-sur-Sèvre, et l'emportent à l'arme blanche; ils avancent ensuite sur Torfou, s'emparent encore de cette position, et placent deux bataillons en avant du village. Au premier feu, les Vendéens prennent la fuite, principalement les soldats de Charette, que leurs précédens revers avaient découragés. Alors Lescure, mettant pied à terre avec quelques-uns de ses officiers, s'écrie : « Y a-t-il quatre cents hommes assez braves pour venir mourir avec moi? » Quinze cents se présentent, commandés par Bourasseau, paysan de la commune des Echambroignes. A la tête de ce bataillon d'élite, Lescure soutient pendant deux heures le combat, et occupe les Mayençais, qui, dans ce pays couvert et inégal, ne pouvaient point s'apercevoir du petit nombre de leurs adversaires. Sur ces entrefaites, Bonchamp arrive avec sa division; il tombe sur les fuyards de Charette, et les force de revenir à la charge. Alors les royalistes commencèrent à se répandre sur la gauche des républicains. Kléber, qui s'y trouvait, reçut leur choc à la tête de ses grenadiers, et fut blessé. Ses soldats le sauvèrent, en

1793. Vendée. l'emportant au milieu de la mêlée. Les haies et la dispositio du terrain dérobaient à ceux-ci les mouvemens de l'armé vendéenne ; ils ne savaient sur quel point porter leurs forc pour se défendre. Enfin, une vive fusillade s'étant engagé sur les derrières, près de leur artillerie, ils craignirent de l perdre ; et les dispositions qu'ils tentèrent pour la conserve jetèrent tout-à-fait le désordre dans leurs rangs. Leurs colonn s'engagent dans des chemins tortueux et profonds, et sont ex posées au feu des Vendéens. Un bataillon de la Nièvre, q gardait les canons des Mayençais, cède aux efforts des assai lans. Les canonniers sont hachés sur leurs pièces, et l'artill rie toute entière tombe au pouvoir de l'ennemi. Bientôt l bruit de ce succès se répand sur toute la ligne vendéenne. L royalistes, sentant accroître leur courage avec l'espoir de l victoire, se précipitent en masse, et font partout un affreu carnage.

Kléber, quoique grièvement blessé, parvient cependan par son sang-froid et son habileté, à rétablir un peu l'ord dans son armée, et à prévenir une déroute complète. L Mayençais, entourés de tous côtés, se déterminent enfin à qui ter le champ de bataille ; ils opèrent leur retraite par échelons en faisant toujours face à l'ennemi. Les Vendéens, peu accou tumés à de semblables retraites, s'obstinent à les pousser av plus d'acharnement. En vain, une partie d'entre eux cherch à couper le chemin à ces troupes valeureuses ; en vain, à pl sieurs reprises, la cavalerie vendéenne s'élance sur eux ; u feu terrible, autant de fois, les écarte et repousse les plus t méraires. Cependant, après une retraite de six lieues, peu être auraient-ils été rompus, sans une mesure de leur sava et intrépide général. Kléber, arrivé au pont bâti sur la Sèvr auprès de Clisson, y fait placer deux pièces de canon, et d à Schouardin, commandant le bataillon des chasseurs de Saôn

et-Loire : « Faites-vous tuer là avec votre troupe. — Oui, mon général, » répond cet officier, avec un sang-froid héroïque. Schouardin fait servir ses pièces avec vivacité, demeure long-temps immobile dans ce poste périlleux, y meurt avec cent des siens, et assure ainsi, par son noble dévouement, la retraite de ses camarades. Pendant qu'il servait ainsi de rempart aux fuyards, Kléber avait rallié les Mayençais, et s'était mis en mesure d'arrêter les Vendéens, qui n'allèrent pas plus loin.

1793. Vendée.

Deux brigades, envoyées de Clisson par le général Canclaux, et commandées par Vimeux et Dubayet, prirent un instant l'offensive, mais sans pouvoir recouvrer les canons et les obusiers enlevés au commencement de l'action. Charette et Bonchamp conservèrent le champ de bataille.

Tel fut l'événement de la célèbre journée de Torfou. Les républicains y perdirent beaucoup de monde; car les chef vendéens, regardant les Mayençais comme violateurs de l'article de la capitulation, par lequel ils avaient promis de ne pas servir d'un an contre les puissances coalisées, et se considérant eux-mêmes comme faisant partie de ces puissances, avaient, avant le combat, défendu de faire quartier à aucun d'eux. Trois mille morts restèrent sur le champ de bataille, et le nombre des blessés surpassa encore celui des morts. Les royalistes perdirent environ mille des leurs. Le conventionnel Merlin de Thionville faillit d'être massacré, et son secrétaire, Rifle, tomba percé de coups à ses côtés.

Combats de Montaigu et de Clisson[1]. — Après la bataille de Torfou, Charette et Bonchamp firent halte à Tiffauges, et se décidèrent à attaquer la colonne républicaine, entrée le 16 à Montaigu, sous les ordres de Beysser, afin d'empêcher sa jonction avec celle des Sables-d'Olonne, qui déjà était à Saint- 21 septembre.

[1] Mémoires manuscrits, — Beauchamp, — Madame de Larochejacquelein, — Bourniseaux, — Bouviers, etc.

1793. Vendée.

Fulgent. Le 21, Charette marche par la route de Clisson, e Bonchamp par celle de Boussay. Ils paraissent au moment o Beysser y pensait le moins. Le feu des royalistes, qui déj étaient aux prises avec son avant-garde, le tire de sa sécurité il se hâte de prendre quelques dispositions; mais déjà il n'éta plus temps, et son avant-garde, où se trouvait le convention nel Cavaignac, avait été repoussée. Beysser veut faire avan cer l'artillerie; les Vendéens se précipitent sur les canons, s'e emparent, et les tournent aussitôt contre les républicains. E vain Beysser tente encore de nouveaux efforts; il est attein par un biscayen, et tombe. Les patriotes, qui le croient mort se débandent aussitôt, et la déroute devient générale. E même temps, les Vendéens se précipitent dans la ville. Tou ceux qu'une prompte fuite n'a pas mis en sûreté, sont impi toyablement massacrés par les royalistes, qui restent maître de Montaigu. La garnison du château se fit jour courageuse ment l'épée à la main, tandis que le reste des troupes se réfu giait à la Sorinière.

Instruit de la défaite de Beysser, le général Canclaux, qu était à Clisson, pensa qu'il était prudent de faire replier s division sur Nantes. Il se met, en conséquence, en marche Mais déjà Bonchamp et Lyrot de la Patouillère, avec Talmon et d'Isigny, étaient partis pour l'attaquer. Ils l'atteignent à s sortie de Clisson, et se jettent tout à la fois sur les flancs e sur la queue de sa colonne. Trois fois Bonchamp revient à l charge avec un courage et une ardeur héroïque, et trois foi il est repoussé, quand tout lui présageait une victoire signalé Charette, qui avait promis de venir le joindre, n'arrivait point ce manque de parole achève de jeter le découragement parm les Vendéens. Canclaux en profite, et parvient à rompre leu colonnes. Bonchamp fait de vains efforts pour rallier ses sol dats et les ramener au combat. Le bruit se répand parmi eu qu'ils sont trahis, puisque Charette, au secours duquel il

sont venus, les abandonne. Il n'est plus possible de les retenir; chacun cherche son salut dans la fuite : Bonchamp et les autres chefs sont contraints de suivre le mouvement de leurs soldats. Cependant Canclaux ne jugea point à propos de les poursuivre. Il profita de leur retraite pour se retirer plus sûrement, et continua, en bon ordre, son mouvement rétrograde sur Nantes. 1793. Vendée.

Bataille de Truillas [1]. — Enhardi par les succès remportés à Pesrestortes et sur d'autres points, le général Dagobert avait formé le dessein de dégager Perpignan, que les Espagnols tenaient investi, d'engager avec ceux-ci une affaire générale, et de leur couper la retraite sur leur territoire. Ce grand résultat dépendait d'une seule victoire, qui eût décidé du sort de la campagne aux Pyrénées-Orientales; et peut-être l'Espagne, abandonnant la coalition, eût-elle été plus tôt disposée à faire sa paix avec la république. 22 septembre 1793 (1er vendém. an II *.) France.

L'armée ennemie, toujours sous les ordres du général Ricardos, occupait des positions très-avantageuses, que les Espagnols avaient encore rendues plus formidables en les fortifiant. La droite de cette armée était à Mas-Deu, le centre à Truillas, et la gauche sur Thuir. Ses avant-postes s'étendaient jusqu'à Ponteilla. Le 22, à sept heures du matin, Dagobert fit avancer ses troupes en ordres de bataille, et bientôt elles se trouvèrent en présence des Espagnols. Aussitôt l'attaque principale commença sur leur gauche, appuyée sur Thuir. Une vive décharge d'artillerie, servie avec beaucoup d'habileté

[1] Tableau historique, — De Marcillac, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits, etc.

* Notre intention était de suivre le calendrier grégorien dans tout le cours de cet ouvrage; mais les événemens militaires de 1793 à 1804 étant pour la plupart relatés sous la date de l'ère républicaine, dans les documens historiques que nous avons employés, nous avons cru devoir conserver ces dates à côté de celles de l'ère vulgaire, pour éviter les recherches que cette omission occasionerait à un grand nombre de lecteurs.

1793—an II. France. par les canonniers républicains, est le prélude du combat. Ell est si terrible, qu'au premier coup de feu le désordre se me dans les rangs de la division espagnole. Ricardos, qui s'e aperçoit, se porte aussitôt sur Thuir, ranime ses soldats, e donne ordre à la réserve, commandée par le général Courten et campée à Mas-Deu, d'accourir pour renforcer ses troupe ébranlées. Le combat se rétablit, et se soutient quelque temp avec avantage. Mais les difficultés mêmes inspirent aux Fran çais une nouvelle audace; ils se précipitent une seconde foi sur les bataillons ennemis, la baïonnette en avant, et parvien nent encore à rompre cette seconde ligne. Le général comt de la Union est aussi obligé de se porter sur Thuir, avec quatr bataillons d'élite et deux régimens de dragons, afin de soute nir cette importante position.

Tous les efforts des Français s'étaient portés sur cette gau che, défendue par douze pièces de 24, et commandée par l duc d'Ossuna. Cette batterie formidable faisait, contre les as saillans un feu terrible, et cependant la valeur française n'e était point ébranlée. Une colonne, à la tête de laquelle étai le brave régiment de Champagne, s'avançait avec intrépidité dans l'espérance de s'en emparer. Le duc d'Ossuna, qui s'a perçoit de ce mouvement, ordonne à ses canonniers de discon tinuer leur feu. Les Français, qui s'imaginent que les Espa gnols cherchent à les éviter, redoublent d'ardeur, et se préci pitent en avant; mais à peine sont-ils à demi-portée de canon que le général espagnol fait faire une nouvelle décharge. L régiment de Champagne est abîmé. De nouveaux bataillor succèdent en vain à ces braves; ils trouvent également la mo sur les cadavres de ceux qui les ont précédés. Les Franç sont forcés de renoncer à cette attaque.

Pendant l'horrible boucherie qui avait lieu en avant de cett batterie des Espagnols, une seconde colonne française cher chait à la tourner par la gauche. Après avoir forcé de nou

breux abattis d'arbres qui couvraient une petite redoute, et en avoir chassé le détachement qui la défendait, elle s'était présentée devant cette même redoute. Le commandant, se voyant coupé, croit devoir l'abandonner aux Français, et va se réunir au détachement qui s'était retiré sur une hauteur voisine, et y faisait une vigoureuse résistance. Cependant les Français allaient probablement parvenir à les déloger, lorsque le comte de la Union fait un mouvement pour les prendre en flanc, et les oblige à faire face à son attaque. Dans cet instant, le duc d'Ossuna avait éloigné de sa batterie la première colonne; il tourne une partie de ses canons sur la seconde. Pris ainsi en front par le comte de la Union, en flanc par le duc d'Ossuna, et en queue par les Espagnols restés sur la hauteur, les Français se défendent avec intrépidité. Malgré l'infériorité de leur nombre, ils font face de toutes parts à l'ennemi, et peut-être se seraient-ils ouvert un passage à travers ces bataillons qui les cernaient, si le général Ricardos, à la tête des carabiniers royaux et des chasseurs de Pavie, ne fût accouru pour leur fermer toute issue, et les charger avec impétuosité. C'est en vain qu'ils cherchent à se défendre; bientôt rompus de toutes parts, ils perdent toute leur force en se désunissant. Le combat n'est plus qu'une déroute complète. Sur ces quatre mille Français qui avaient commencé l'attaque, à peine quelques cents parviennent à s'échapper. Cette partie du champ de bataille, et celle en avant de la grande redoute, étaient tellement couvertes de cadavres, que la cavalerie espagnole ne put qu'avec peine se mettre à la poursuite du petit nombre de fuyards que le fer ou les boulets avaient épargnés. Néanmoins le plus grand nombre, atteints dans leur course, furent faits prisonniers.

1793—an II.
France.

Ainsi se trouvait presque détruite la plus belle partie et la mieux disciplinée de l'armée des Pyrénées-Orientales. Elle

1793—an II. France. était composée des régimens de Champagne, Médoc, Vermandois, Boulonais, et des gardes nationales des deux départemens du Gers et du Gard.

Vaincus dans leur attaque de droite, les Français n'avaient pas un meilleur succès dans celle du centre. La droite de l'ennemi, étant regardée comme peu importante par Dagobert, avait été négligee, et quelques bataillons de tirailleurs avaient seulement été détachés contre elle, pour inquiéter les Espagnols, et les tenir en échec. Mais le centre avait été attaqué par deux fortes colonnes, non moins braves que celles qui venaient de succomber. Elles avaient d'abord forcé avec assez de facilité les avant-postes ennemis, et se portaient en bon ordre sur le quartier-général, à Truillas. Le général Courten, qui y commandait, fit des dispositions aussi sages que celles du duc d'Ossuna. Les Français sont obligés de ralentir leur marche, et d'avancer dans un ordre de bataille plus serré. En même temps, le général Ricardos, qui venait de s'apercevoir que l'intention de Dagobert n'est point d'attaquer sérieusement sa gauche, détache, de cette partie de son armée, quatre mille hommes, infanterie et cavalerie, commandés par le baron de Kesel, pour prendre les Français par le flanc droit, et le brigadier don Diego Godoy, avec deux régimens de cavalerie seulement, pour les prendre par le flanc gauche, pendant que Courten les attaque en front avec toute son infanterie et son artillerie. Ces mouvemens réussissent au gré du général espagnol. Au moment où Godoy s'avançait pour exécuter sa manœuvre, il est encore renforcé par la moitié de la brigade des carabiniers et un corps d'infanterie que la Union lui envoyait. Ces différentes forces s'avancent avec précision; et tandis que les Français étaient occupés à assaillir le général Courten, leur colonne de gauche se trouve tout-à-coup cernée et menacée de toutes parts. En vain quelque

braves demandent à mourir les armes à la main, plutôt que de se rendre. Avant d'en venir à cette extrémité, le commandant de cette colonne sollicite vingt minutes, pour recevoir les ordres de Dagobert, qui se trouvait à l'arrière-garde de l'armée française; quinze seulement lui sont accordées. Instruit du danger où se trouve cette colonne, le général français accourt pour la délivrer; il tombe sur les troupes de Godoy, et tire indistinctement sur les Français et sur les Espagnols. La colonne cernée sent ranimer son courage. Le combat recommence avec tout l'acharnement qu'on doit attendre du désespoir. Mais la bravoure devient inutile contre le nombre et l'avantage du terrain. Les Français sont impitoyablement massacrés par un ennemi que leur résistance et le refus de se rendre précédemment avaient rendu cruel. Truillas est bientôt, ainsi que Thuir, jonché de cadavres et de blessés. Dagobert, repoussé, ne peut empêcher la perte entière de sa colonne de gauche; et celle de droite, occupée à combattre Courten, ne peut porter aux vaincus aucun secours. Bientôt écrasée elle-même par toutes les forces espagnoles réunies, elle est obligée de céder.

Une partie des troupes chercha, après cet événement, à se jeter dans les montagnes qui entourent Terrats et Sainte-Colombe, et ces deux villages furent même occupés. Mais le comte de la Union suivit les Français dans ce mouvement, trop important pour le maintien du succès des Espagnols.

Quoique la victoire fût décidée en faveur de ces derniers, elle ne pouvait cependant être complète que lorsque les troupes françaises seraient délogées des hauteurs qu'elles occupaient, et il était déjà quatre heures du soir avant que les Espagnols fussent en mesure de pouvoir forcer la position formidable que venaient de prendre leurs ennemis; mais le général Ricardos ayant donné l'ordre au général Courten de se joindre

1793—an II. France. au comte de la Union, et ce dernier ayant reçu quelques b
taillons de renfort, une dernière attaque obligea les Franç
de se retirer encore, et de fuir après avoir rompu leurs ca
sons, mis le feu aux poudres, et précipité dans les ravi
l'artillerie qu'ils ne pouvaient enlever. Cette sanglante b
taille, où les généraux espagnols montrèrent de l'habilet
coûtait aux vaincus plus de six mille hommes tués, blessés
faits prisonniers. Les Espagnols, favorisés par leur positio
en avaient à peine perdu quinze cents.

23 septembre. (2 vendém.) Vendée. *Combat de Saint-Fulgent* [1]. — Charette et Lescure,
lieu de seconder Bonchamp, qui se battait avec sa valeur
coutumée à Clisson, s'étaient dirigés sur Saint-Fulgent,
se trouvait, sous les ordres du général Mieskouski, le tr
sième corps de l'armée républicaine, qui avait pénétré da
la Basse-Vendée. Charette, avant d'attaquer, donne ordre
Royrand, campé près les Herbier, de s'embusquer, avec tr
mille hommes, aux Quatre-Chemins, et de fondre sur l
troupes républicaines au moment où elles seraient chassées
Saint-Fulgent, et poursuivies. Mais Charette, qui espér
commencer le combat le matin, ne put arriver qu'une heu
avant le coucher du soleil. Néanmoins il s'élance sur les rép
blicains, qui le repoussent. Secouru par Lescure, Beauvoll
et le chevalier de Mondyon, il reprend l'avantage. Il était nu
et malgré la répugnance des Vendéens pour les engageme
nocturnes, ils étaient si animés, que cette fois ils se battir
avec une grande intrépidité. Eparpillés dans la campag
pour éviter les effets de l'artillerie républicaine, ils se fusil
rent pendant quelque temps entre eux. Enfin, après six heu
de combat, et presque sans s'en douter, ils entourent les ré
blicains, et répandent parmi eux la terreur. Ceux-ci se croi

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Mémoires manus., et

coupés, jettent leurs armes, et fuient en désordre. Les muni- 1793—an II. tions, les bagages et vingt-deux pièces de canon tombent au Vendée. pouvoir du vainqueur. Si Royrand fût resté à son poste des Quatre-Chemins, les républicains pouvaient être tous exterminés; mais, ennuyé d'attendre, il s'était retiré, et le bruit du canon l'ayant seul averti du combat, il était accouru avec trois cents chevaux, qui furent d'un faible secours. Lescure, Beauvollier et Mondyon, emportés par leur ardeur à la poursuite des fuyards, faillirent être tués par plusieurs soldats qui s'étaient cachés dans les genêts. Lescure, pensant que ce pouvait être de ceux qu'il commandait, leur crie: « Ne tirez point; ce sont vos généraux. » A ces mots, une autre décharge a lieu presqu'à bout portant. Lescure eut ses habits criblés de balles, et Mondyon fut blessé grièvement à la main.

Combat de Saint-Symphorien [1]. — Bonchamp, que Cha- 30 septembre. rette venait d'abandonner à la suite de quelques discussions (9 vendém.) pour un partage de butin fait sur les républicains, résolut de marcher avec sa seule division, qui consistait à peu près en huit mille hommes, sur les Mayençais, campés à Saint-Symphorien, entre Tiffauges et Mortagne. Le général vendéen avait inspiré à sa troupe une telle ardeur, que, malgré la grande supériorité de l'ennemi, il eut d'abord l'avantage. A la première charge, les Mayencais ébranlés reculaient, lorsque Kléber les ranime en se portant lui-même en avant. Après deux heures et demie d'un combat opiniâtre, Bonchamp, rompu sur toute la ligne, prend le parti de la retraite. Il laissait sur le champ de bataille deux canons et deux mille morts. Le général en chef Canclaux était présent à cette affaire, et ce fut en arrivant à son quartier-général qu'il trouva sa destitution; la Convention venait de nommer à sa place le général Lechelle.

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Mémoires particuliers, etc.

1793—an II. (13 vendem.) 4 octobre. Espagne.

Prise et évacuation de Campredon[1]. — La victoire des E
pagnols, à Truillas, ne leur procura d'autre avantage que c
lui d'avoir affaibli momentanément l'armée française; ma
ayant reçu des renforts de l'intérieur, le général Dagobert
tarda pas à reprendre l'offensive. Ses demonstrations et que
ques légers avantages lui permirent enfin de franchir la fro
tière, et de porter la guerre sur le sol ennemi. Il avait for
le général Ricardos d évacuer son camp d'Argeles. Ardent
poursuivre les Espagnols, il les atteint, le 3, aux environs
la ville de Campredon, en Espagne. L'ennemi, qui craigna
de nouveaux revers, se hâte de mettre cette ville entre lui
les Français. Dagobert forme aussitôt l'attaque de cette plac
De quatre canons dirigés sur ses murailles, deux, à la pr
mière décharge, crèvent avec fracas, et cependant ne blesse
personne. Dagobert n'en envoie pas moins un trompette som
mer la ville de se rendre. La garnison tire dessus, et le re
verse, au mépris des lois de la guerre. Le général françai
au lieu d'ordonner l'assaut, et de venger cette violation,
contente de renvoyer une seconde fois en parlementaire,
Espagnol déserteur. Cette fois, le parlementaire est reçu,
le commandant demande vingt-quatre heures pour consu
ter son conseil, et s'engage à ne point tirer durant tout
temps; cependant, par une nouvelle perfidie, les batteries d
remparts ne cessent point de tirer. Dagobert, qui ne sou
çonne pas que le délai demandé est un moyen dont les Esp
gnols profitent pour évacuer la ville, se contente d'éloign
un peu ses troupes, et le lendemain seulement il renvoie so
mer la ville, et ne lui accorde que deux heures de délai. D
les riches propriétaires de Campredon étaient sortis, emp
tant avec eux tout ce qu'ils avaient de précieux. Le délai
piré, quatre colonnes s'avancent pour livrer l'assaut. Les E

[1] Moniteur, — Mémoires de B***, — de Marcillac.

pagnols font une molle résistance, et au bout de deux heures Campredon est emporté à la baïonnette. Dagobert traverse rapidement la ville, et poursuit les troupes espagnoles sur le chemin de Ripol. Pendant ce temps, Campredon était livré au pillage; mais les habitans riches étant tous absens, il fut impossible d'y lever des contributions. Dagobert espérait pouvoir se maintenir dans Campredon. Il avait, en conséquence, donné ordre au reste de son armée, campé à Mont-Louis, de venir le joindre à Ripol; mais des deux généraux qui commandaient ces troupes, l'un étant tombé malade à Quillam, et l'autre ayant été rappelé au même moment dans l'intérieur, cette circonstance empêcha leur mouvement. Trop faible alors pour garder sa position avancée, le général français abandonne le même jour Campredon, et retourne à Mont-Louis, pour concerter de nouvelles opérations. 1793—an II. Espagne.

Combat de Saint-Maurice [1]. — Kellermann était occupé au siége de Lyon, et pendant son absence, son armée, affaiblie par le départ des bataillons qu'il en avait détachés, n'avait pu tenir en respect les Austro-Sardes. Déjà même elle avait été obligée de se replier, et les progrès des Piémontais devinrent tels, que la présence du général en chef fut jugée nécessaire. Kellermann revient à son armée. Les Piémontais, après avoir fait une trouée par le comté de Nice, s'étaient jetés dans le département du Mont-Blanc, et occupaient, sur l'extrême frontière, le poste de Saint-Maurice, qu'ils avaient fortifié en y plaçant une batterie de deux pièces de canon. Kellermann se met en mouvement pour les en chasser. Son avant-garde y arrive à sept heures du matin; la canonnade était vivement engagée, et les Piémontais se défendaient vigoureusement, lorsqu'à dix heures, le gros de l'armée des Alpes parut avec l'artillerie. Pendant que ce corps faisait taire le canon de l'ennemi, 4 octobre. (13 vendém.) France.

[1] Monit., — Dict. des siéges et batailles, — Tableau hist., — Galerie mil.

1793—an II. France. Kellermann en fit tourner la gauche par un bataillon de gr
nadiers et de chasseurs. La résistance alors devint superflu
les Piémontais, forcés de céder, se retirent en toute hâte,
ne s'arrêtent que sur le petit Saint-Bernard. C'est après av
remporté cet avantage que Kellermann écrivait à la Conve
tion : « Le Mont-Blanc a été envahi par des forces supérieur
le Mont-Blanc est évacué aujourd'hui. La frontière de Nic
Genève est libre. La retraite des Piémontais de la Tarentai
nécessitera celle de la Maurienne. L'expulsion des Savoyar
du territoire du Mont-Blanc leur a coûté deux mille homm
et une immense quantité d'argent [1]. »

8 octobre. (17 vendém.) Vendée. *Combats de Châtillon* [2]. — Pendant que le parti royali
remportait quelques avantages dans la Basse-Vendée, il épro
vait un échec dans le Poitou. Chalbos, général républic
commandant la division de Fontenay, fait, le 7, à Bressui
sa jonction avec l'armée de Saumur. Dès le lendemain, il p
avec Chabot et Westermann pour attaquer Lescure et Bea
repaire, qui, campés sur les hauteurs du moulin du Bois-d
Chèvres, couvraient avec leurs divisions la ville de Châtill
Les républicains arrivent sur trois colonnes, et placent le
artillerie sur les hauteurs, vis-à-vis le moulin du Bois-d
Chèvres. Le bouillant Westermann, qui, des trois généra
patriotes, était celui qui connaissait le mieux le pays, co
mence l'attaque à la tête de sa brigade; mais, quelle que
l'impétuosité de son mouvement, il est repoussé par les V
déens, non moins braves que lui. Attaqué à son tour par
corps d'élite commandé par Lescure en personne, il est obl
de céder, pendant que la droite et la gauche des républica

[1] Ce rapport se ressent, sans doute, du vague des relations du temps; ma
est le seul document que nous ayons pu recueillir sur une affaire qui, par son
sultat, méritait cependant des détails plus circonstanciés.

[2] Moniteur, — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Bour
seaux, — Mémoires manuscrits, etc.

pliaient sous le feu des Vendéens, qui, suivant leur usage, évitait le feu de l'artillerie en se jetant ventre à terre. Dès le commencement de l'action, le général Chambon, atteint d'une balle dans la poitrine, meurt en criant *vive la république!* De part et d'autre on se signale par des efforts inouïs; pendant trois heures la victoire est incertaine. Chalbos et Chabot font tout ce qu'on peut attendre de généraux qui ont de l'expérience; mais leurs troupes, rompues par les royalistes, commençaient à se retirer, lorsque Westermann, que le brave Lescure poursuivait toujours, rencontre le bataillon de grenadiers de la Convention, qui marchait à son secours. Aussitôt il fait volte-face, se met à la tête du renfort, culbute l'aile gauche des Vendéens, et la met en déroute. En même temps, le général Chalbos rétablit le combat sur la gauche, et remporte le même avantage sur la droite de l'ennemi. Blessé mortellement, Beaurepaire ne dut qu'au dévouement de quelques braves de ne point tomber entre les mains des républicains, qui entrent en vainqueurs dans Châtillon.

1793—an II. Vendée.

Cependant Lescure, que les généraux républicains laissaient fuir sans le poursuivre, atteint Bonchamp, qui accourait en toute hâte à son secours. Celui-ci, après avoir fait reposer les deux troupes, n'hésite point à marcher de nouveau sur Châtillon, qu'il espère surprendre. Arrivé à la vue de l'ennemi, il attaque avec impétuosité. Son choc est tellement violent, que tout cède devant lui; canons, caissons, vivres, bagages, trésor, tout est abandonné. Mais l'immensité même du butin fut la cause de sa perte. Ses soldats, surtout les Allemands, se gorgèrent de vin et d'eau-de-vie; plongés bientôt dans l'ivresse, ils avaient perdu toute leur ardeur.

9 octobre. (18 vendém.)

Pendant ce temps, les républicains se retiraient sur Bressuire. Westermann, à la tête des grenadiers de la Convention, protégeait la retraite. Averti, par ses espions, de l'état d'ivresse

1793—an II. Vendée. où se trouvaient les royalistes, il revient sur ses pas au milieu de la nuit, et arrive aux portes de Châtillon. Au *qui vive* des sentinelles, il répond *royalistes*, et avance en faisant crier par toute sa troupe, *vive le roi!* Les postes sont égorgés. Les Vendéens étaient épars dans les rues, étendus ivres-morts; il en fait le plus grand carnage, met le feu à la ville, et s'en rend entièrement maître. Les chefs ont à peine le temps de monter à cheval, et de se sauver à Mortagne. Stofflet et Beauvolier s'échappent en sautant par dessus des haies. Durivault fut blessé grièvement, et Lescure eut le pouce effleuré d'une balle.

9 octobre. (18 vendém.) France. *Siége de Lyon* [1]. — Tandis que les efforts des puissances alliées, sur la frontière, étaient contenus par le dévouement et la valeur des généreux soldats de la France, la discorde civile continuait a secouer, dans l'interieur, les torches qu'avaient allumées le gouvernement révolutionnaire; de nouveaux incendies se manifestaient chaque jour, et provoquaient l'emploi des moyens les plus terribles pour les éteindre.

Nous avons vu l'insurrection d'une partie du midi de la France tenter de se lier avec celle dont la journée du 29 mai, à Lyon, avait présenté le premier développement; mais, plus mesurés dans leur mouvement, les Lyonnais, en mettant en liberté les deux commissaires de la Convention arrêtés dans cette journée [2], n'avaient exigé de ces derniers que la condition d'envoyer à Paris un rapport fidèle des événemens qui venaient de se passer dans leur ville, et des causes qui les avaient fait naître. Les députés conventionnels firent en effet, à leur assemblée, un premier rapport favorable, arraché à leur mauvaise foi par la crainte du moment; mais, quatre jours après,

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Hist. de la guerre civile, — Histoire du siége de Lyon, — Mémoires manuscrits, — Notes communiquées par le général ***.

[2] Voyez le paragraphe : *Troubles civils à Lyon*, tome I, page 155.

ils peignirent les Lyonnais comme autant de rebelles, que la Convention, indignement outragée dans la personne de ses membres, devait punir de la manière la plus sévère et la plus rigoureuse. Cependant le parti qui avait vaincu les montagnards [1], composé de la plus grande partie de la population lyonnaise, avait choisi de nouveaux magistrats, et créé une commission pour juger les individus arrêtés le 29 mai. Châlier, condamné à mort, avait été aussitôt exécuté; les autres furent épargnés et gardés comme ôtages. En même temps que les Lyonnais prenaient ces mesures, ils donnaient à la patrie des preuves de leur zèle et de leur dévouement. L'armée des Alpes, qui bientôt devait s'avancer contre eux, ayant eu besoin d'artillerie et d'objets d'approvisionnement, ils s'empressèrent de lui en envoyer. Mais déjà la Convention parlait de sévir, et ce fut en vain que Robert Lindet, l'un de ses commissaires, et Kellermann, commandant en chef l'armée des Alpes, essayèrent de détourner les foudres révolutionnaires qui allaient tomber sur cette malheureuse cité. La partie modérée de la Convention ayant succombé le 31 mai, la faction victorieuse, débarrassée de ses rivaux, ne pensa plus qu'à donner à sa domination tyrannique l'essor le plus funeste et le plus désastreux. Lyon, menacé, jeta alors les yeux sur les insurgés de la Provence, et ceux-ci marchaient à son secours au moment où, combattant pour la même cause, Toulon venait d'ouvrir son port aux Anglais. Le général Cartaux, chargé par Kellermann d'aller combattre cette armée, l'avait dissipée, et Lyon, privé de ce renfort, crut devoir faire quelques démarches de conciliation. Voici comment les accueillit un commissaire de la Convention : « Rebelles, dit-il à la députation envoyée pour faire ces offres de paix, confessez votre crime, ouvrez vos portes, montrez-vous obéissans, soyez désarmés, et ren-

[1] Nous avons déjà dit qu'on nommait ainsi le parti ultra-révolutionnaire, ou des membres exagérés de la Convention.

1793—an II. France. dez-vous, à force de repentir, dignes de la clémence de la Convention. » Les Lyonnais connaissaient trop bien quelle était cette clémence pour s'abandonner aveuglément à ces promesses; ils résolurent de défendre leur cause les armes à la main, et, de son côté, la Convention ordonna que Lyon serait assiégé. Kellermann, nommé contre son gré commandant de cette affligeante expédition, parut, avec une grande partie de l'armée des Alpes, devant la cité menacée. Les gardes nationales des départemens environnans, levées en masse par un décret, se joignirent à ces troupes, et bientôt Lyon se trouva investi par soixante mille hommes, dont quinze mille de troupes réglées. Cent pièces de canon furent préparées pour le siége, et cinq cents canonniers exercés furent envoyés pour les servir.

Kellermann aurait voulu terminer cette guerre fatale sans effusion de sang. Avant de commencer les hostilités, il tenta tous les moyens qui pouvaient épargner aux Lyonnais les horreurs d'un siége; il entretenait une correspondance active avec eux, tandis que ces mêmes Lyonnais refusaient toute espèce de relation avec les commissaires conventionnels Dubois-Crancé et Gauthier, présens à son armée. Peut-être cette circonstance contribua-t-elle à rendre ces derniers inflexibles. Ces députés de la Convention répondaient à toutes les propositions de Kellermann, qu'il fallait que Lyon se rendît à discrétion. C'était forcer ses habitans à se vouer à la mort. Aussi les Lyonnais, résolus de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, adressèrent-ils à ces hommes implacables ces terribles paroles : « Citoyens représentans du peuple, vos propositions sont encore plus atroces que votre conduite. Nous vous attendons; vous n'arriverez à nous que sur des monceaux de cadavres, ou la cause de la liberté triomphera. » Toute espèce d'accommodement étant désormais impossible, les deux partis ne songèrent plus qu'à combattre. La haine inspirée par la

Convention avait exalté jusqu'à la fureur l'enthousiasme des Lyonnais pour leur noble cause. Hommes, femmes, enfans, tous voulurent contribuer à la défense générale, tous travaillèrent à élever à la hâte des fortifications autour de la ville. Chenelette, ingénieur, dirigea les travaux. Les maisons furent crénelées; on construisit des batteries, on fondit de l'artillerie, on fabriqua de la poudre, et bientôt Lyon, entouré de redoutes, et renfermant une population irritée par l'injustice de ses ennemis, fut dans le cas de soutenir un siége.

1793—an II. France.

Lyon, situé au confluent de la Saône et du Rhône, est dominé au nord par des hauteurs qui couvrent une partie de ses faubourgs; mais la partie de la ville bâtie sur la rive méridionale du Rhône, et habitée par les plus riches négocians, était exposée à tout le feu des batteries républicaines. Quelques redoutes, que Chenelette avait fait construire sur le quai, ne pouvaient garantir de leur atteinte les belles maisons de ce quartier de la ville. Kellermann, forcé d'agir, avait formé trois attaques qui se correspondaient l'une à l'autre. Le premier camp, où se trouvait le général lui-même, établi au levant de l'isthme, entre le confluent des deux rivières, faisait face au faubourg de la Croix-Rousse; le second s'étendait au nord, occupait la plaine environnant le faubourg de Vaize; enfin un troisième camp resserrait les assiégeans dans le terrain nouvellement conquis sur les eaux par l'ingénieur Perrache. Les troupes de la Convention occupaient encore les villages d'Oulins et de Sainte-Foi.

Lyon, cependant, avait armé environ vingt-cinq mille hommes, commandés par M. de Précy, ancien officier supérieur; Virieu, député à l'Assemblée constituante, et Nervo. Ces trois chefs, qui seuls possédaient le secret intime de l'insurrection, qui seuls avaient eu l'art de la lier avec les autres insurrections du Midi, et de la diriger vers le même but, le rétablissement de la monarchie, entretenaient une correspon-

1793—an II. France. dance très-active avec les chefs des contrées insurgées, et même avec les puissances qui, dans ce moment, occupaient avec leurs armées les frontières de la France. Ils avaient proposé aux Prussiens et aux Autrichiens de chasser les Français des lignes de Weissembourg, et de les tenir en échec pendant que le prince de Condé, à la tête d'un corps d'armée, se jeterait dans la Franche-Comté, et s'avancerait vers Lyon, où ils promettaient de faire proclamer aussitôt Louis XVII et la restauration du gouvernement des Bourbons. Mais à cette époque désastreuse des troubles révolutionnaires, la politique des puissances alliées était loin d'être franche. Les souverains de l'Europe se servaient du nom des Bourbons pour diviser la France, et montraient peu d'empressement pour seconder les efforts des princes français et de leurs zélés serviteurs. Le mouvement que devait opérer le prince de Condé échoua, faute d'avoir été appuyé par les armées alliées. Il en fut de même d'un corps d'émigrés rassemblés et réunis en Suisse. Au moment où ils se préparaient à faire une invasion sur le territoire français, le corps helvétique, appréhendant la vengeance de la Convention, refusa de leur livrer passage, et s'obstina à vouloir garder une neutralité absolue.

Dénués de tout espoir de secours, les Lyonnais se virent donc réduits à leurs propres forces. Afin d'épargner à leur ville les ravages inséparables d'un siége, ils avaient poussé leurs reconnaissances militaires à de grandes distances de son enceinte. Leurs troupes occupaient le pont d'Oulins, à une lieue de Lyon, et les hauteurs de la Croix-Rousse et de Sainte-Foi. Elles communiquaient, par une chaîne de postes, avec Saint-Etienne et Montbrison, d'où elles tiraient leurs vivres. Mais en vain les assiégés avaient pris toutes les précautions que leur suggérait la prudence, la justice de leur cause devait bientôt succomber sous le poids des forces immenses que la Convention avait rassemblées contre eux.

Kellermann avait épuisé toutes les voies de la conciliation; les commissaires conventionnels repoussaient toutes ses propositions : il fut contraint par eux de commencer les opérations du siége. Mais avant d'envoyer sur cette malheureuse ville les premières bombes, ce guerrier généreux, qui portait à regret les armes contre ses concitoyens, exigea de ces commissaires impitoyables l'ordre écrit d'employer la rigueur, voulant montrer par là combien il était loin de les approuver. Il s'occupa d'abord de déposter les Lyonnais des positions qu'ils possédaient hors de l'enceinte de leur ville. Ces opérations partielles, ces combats peu décisifs, où les deux partis avaient tour à tour l'avantage, faisaient traîner le siége en longueur, et Kellermann espérait toujours que, pendant ce temps, la Convention pourrait se relâcher de sa sévérité. De leur côté, les Lyonnais comptaient sur une diversion que devait opérer, en leur faveur, l'armée que le roi de Sardaigne opposait aux Français dans le Piémont. Cette armée, victorieuse depuis que Kellermann avait affaibli la sienne, s'approchait de la frontière, et ses progrès devinrent tels, que Kellermann fut obligé, comme on l'a vu, d'abandonner pour quelque temps le siége de Lyon, et d'en remettre la direction au général Dumuy, pour aller reprendre le commandement de l'armée des Alpes. Quinze jours lui suffirent pour repousser les Piémontais, et rétablir les Français dans leurs positions. Furieuse de ce que les Lyonnais avaient osé appeler les étrangers à leur secours, la Convention donna l'ordre à Kellermann de pousser le siége avec vigueur, et d'incendier la ville. Pendant plusieurs jours, les batteries des trois camps tirèrent sans relâche. Les bombes et les boulets rouges incendièrent plusieurs quartiers. Celui de Bellecourt renfermait les plus beaux édifices et une partie des établissemens publics; ils devinrent la proie des flammes, ou furent renversés par les boulets. Le feu prit à l'arsenal, qui sauta avec une explo-

1793—an II.
France.

1793—an II. France. sion terrible. Cet événement fit frémir d'indignation tous les Lyonnais, quand ils s'aperçurent que la scélératesse de quelques habitans, et non le feu des assiégeans, en était la cause. Plus de cent maisons furent écrasées sous les débris; des magasins immenses de fourrages et de munitions furent consumés par cet incendie. Pendant ce siége, où tous les genres d'horreur devaient se commettre, des misérables, les mêmes peut-être qui avaient incendié et fait sauter l'arsenal, indiquèrent, dit-on, par des signaux faits aux assiégeans, les lieux sur lesquels ils devaient diriger les bombes et les boulets. Averti par cette infâme trahison, un conventionnel eut la barbarie de faire pleuvoir ces projectiles sur l'Hôtel-Dieu, celui peut-être de tous les hôpitaux de France où les secours étaient administrés avec le plus de philanthropie et de générosité. Tandis que les délégués conventionnels faisaient sans pitié fusiller tous les prisonniers qui tombaient entre leurs mains, les Lyonnais, dans cet asile du malheur, faisaient soigner avec une égale sollicitude les blessés de la ville et ceux des assiégeans, sans aucune distinction de parti. Ne pouvant imaginer qu'il y eût de la préméditation dans cette direction donnée aux bombes et aux boulets, les Lyonnais, pour empêcher les assiégeans de le continuer, placent sur l'hôpital un drapeau noir; ce drapeau devient le point de mire des batteries!... Il fallut retirer les malades de ce lieu trop exposé.

Cependant le fléau de la famine commençait à se répandre dans Lyon. Les troupes conventionnelles, en resserrant leurs lignes, étaient parvenues à couper toutes les communications de la ville avec l'extérieur. Animées par ce patriotisme qui a si souvent distingué les femmes françaises, celles de Lyon prirent la résolution de ne manger que du pain d'avoine, tandis que le pain de froment et de seigle serait exclusivement réservé pour les combattans. Malgré ces précautions, le manque de vivres ne tarda point à se faire sentir d'une manière

effrayante, et les Lyonnais se décidèrent à renvoyer de leurs murs toutes les bouches inutiles. 1793—an II. France.

L'armée des assiégeans se grossissait des nouvelles levées ordonnées par la Convention, tandis que celle des assiégés s'affaiblissaient tous les jours. Les assiégeans, maîtres de tous les postes extérieurs de la place, se sentirent assez forts pour tenter en plein jour une attaque générale. Ils réussirent malgré la bravoure des intrépides défenseurs de Lyon, et parvinrent à s'emparer des deux quartiers de la pointe Perrache et des Brotteaux, qu'ils incendièrent, dans la crainte de ne pouvoir point s'y maintenir. Tous ceux qui, dans la ville, n'avaient pris qu'une part forcée au mouvement insurrectionnel, et ceux qui, par leur peu d'influence, se voyaient à l'abri de la vengeance de la Convention, commencèrent à craindre de se trouver victimes de l'obstination de leurs concitoyens, si la ville était prise de vive force. Les sections s'assemblèrent, et elles parlèrent d'entrer en négociations. Des commissaires furent nommés pour entamer un accommodement. Les chefs de la révolution lyonnaise sentirent qu'il était temps de se soustraire aux dangers qui les menaçaient. Accompagnés de trois mille citoyens que leur opinion ou la crainte attachait à leurs pas, Virieu et Précy firent une sortie par la porte de Vaize, et tentèrent de se frayer un passage à travers les assiégeans, en côtoyant le cours de la Saône. Leur dessein était de se retirer en Suisse. Mais bientôt atteints par les colonnes de l'armée de siége, le plus grand nombre périt en combattant avec tout le courage du désespoir : le reste se jette dans les bois, espérant y trouver un asyle; mais le tocsin sonne de toutes parts; les paysans se rassemblent, armés de fourches, de croissans et de faux; ils cernent la forêt, et les infortunés fugitifs sont massacrés sans pitié! Quatre-vingts d'entre eux parvinrent cependant à s'échapper, et à gagner la Suisse; Précy

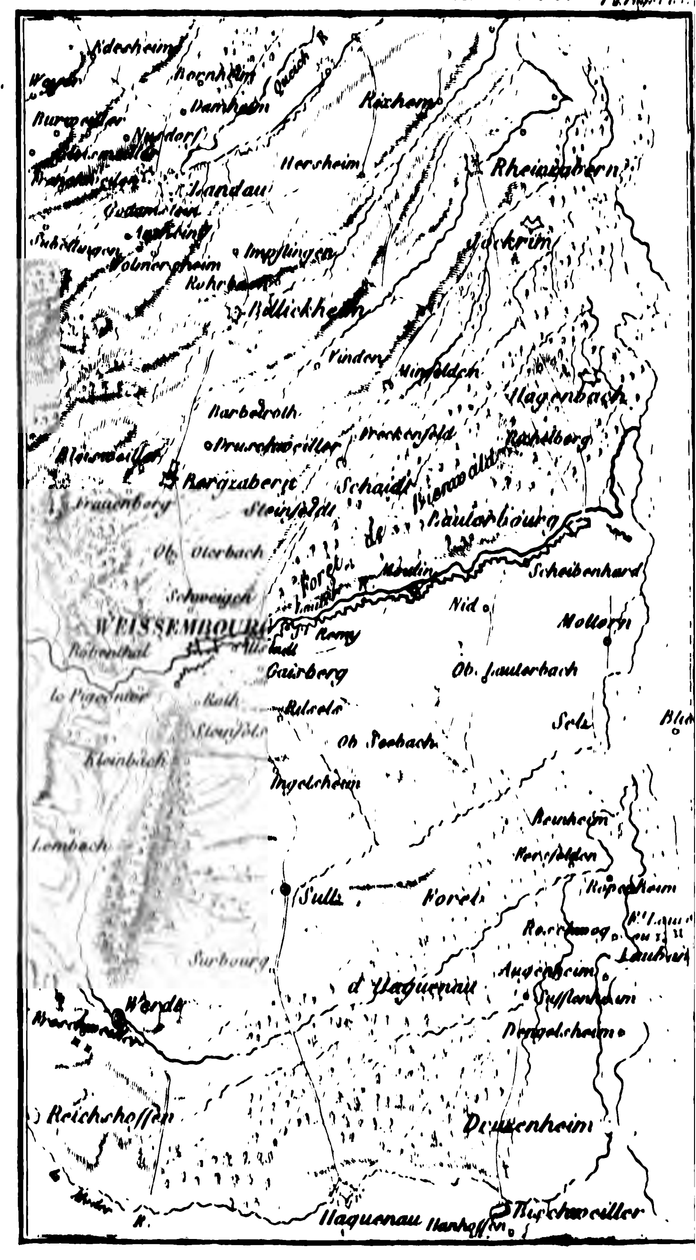
1793—an II. France. et Virieu furent de ce nombre. Pendant ce temps, les habitans de Lyon avaient fait une espèce de capitulation, et, le 9 octobre, les troupes républicaines prirent possession de la ville. On y avait jeté vingt-huit mille bombes, et les assiégeans consommèrent trois cent mille livres de poudre, d'après le rapport fait à la Convention.

Laissons tomber un voile sur les horreurs qui se commirent dans cette malheureuse cité, après sa reddition; ces affligeans détails nous écarteraient trop de notre sujet, et nous nous estimons heureux de pouvoir les passer sous silence.

11 octobre. (20 vendém.) Vendée. *Prise de l'île de Noirmoutier*[1]. — Quelle que fût la nécessité où les royalistes se trouvaient de réunir toutes leurs forces contre l'ennemi commun, Charette n'avait pas plutôt vu le territoire délivré de la présence du gros de l'armée républicaine, que, contre l'avis de tous les chefs, il s'était retiré dans la Basse-Vendée. Le but de cette démarche, au moins imprudente, était l'espoir de s'emparer de l'île de Noirmoutier. Cette île ne communique au continent que par une langue de terre ou banc d'une lieu de long, appelé le Goa, qui, à chaque marée, se couvre de plusieurs brasses d'eau. C'est par ce banc, et pendant la nuit, que Charette prend la résolution d'attaquer l'île. A dix heures du soir, il s'avance sur la chaussée, à la tête de trois mille hommes de ses meilleures troupes. Tous les historiens assurent que Wieland, qui commandait la garnison républicaine, était d'intelligence avec lui. Aussi les patriotes ne firent aucun mouvement jusqu'à l'instant où le chef vendéen parut aux avant-postes. Alors l'alarme se répand parmi les républicains, la garnison est sous les armes. Au premier bruit du canon, celle de Barbatre, poste voisin, dont les habitans favorisaient Charette, répon-

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Notes manuscrites, etc.

LIGNES DE WEISSEMBOURG.



½ 1 2 3 Lieues

dit par une décharge de ses pièces. Charette, pris entre deux feux, marche contre les républicains de Barbatre, tue le canonnier Richer sur sa pièce, et s'empare de la place. En même temps, Bodereau, l'un de ses officiers, pénètre dans Noirmoutier, à la tête de la cavalerie. Charette ne tarde point à le suivre. Après un léger combat, il somme la garnison de se rendre, et Wieland vint lui remettre son épée, que le général vendéen lui rendit aussitôt. La garnison resta prisonnière, et fut transférée à l'île de Bouin. 1793—an II. Vendée.

Évacuation des lignes de Weissembourg par les Français[1]. — Pendant que les Français, vainqueurs à Hondtschoote, à Lannoy, à Tourcoing et à Menin, s'efforçaient de repousser les ennemis hors de leur territoire, ils éprouvaient, par une compensation trop commune à la guerre, des échecs et des revers sur les rives de la Lauter. Depuis les combats malheureux de Pirmasens et de Nothweiller, l'armée du Rhin, commandée par le général Carles, s'était concentrée dans les lignes de Weissembourg, et espérait s'y maintenir long-temps; mais l'armée coalisée des Autrichiens et des Prussiens, dont le roi de Prusse, obligé de se rendre dans ses possessions polonaises, avait remis le suprême commandement au duc de Brunswick, se préparait à poursuivre ses avantages, et voulait forcer, s'il était possible, les Français à abandonner leurs retranchemens. Elle occupait les positions suivantes : l'avant-garde, aux ordres du prince de Hohenlohe, entre Lemberg et Bitche-Rorbach; le corps d'armée, commandé par le général Wurmser, sur les hauteurs entre Bitche et Pirmasens; la division Kalkreuth, vers Frauenberg, Knabelsdorf et Douschweiller. Un corps de blocus était devant Landau. De cette manière, les alliés touchaient l'extrême gauche des lignes de Weissembourg; ils pouvaient facilement les tourner ou forcer 13 octobre. (22 vendém.) France.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des sièges et batailles, — Tableau historique, — Jomini, — Mémoires communiqués, etc.

1793—an II. France. l'armée française à changer de front, pour faire face aux dé bouchés des Vosges, ce qui eût exposé sa droite aux attaque de Wurmser, et l'eût adossée au Rhin.

C'est effectivement ce qui arriva, par l'obstination du gé néral français à rester dans sa même position. Les alliés ayan arrêté le dessein de forcer ces lignes, Wurmser fut chargé d la grande attaque de front qui devait s'effectuer le 13, à quatı heures et demie du matin, sur six colonnes, et sans tirer u coup de fusil. Les cinq premières étaient disposées sur l front des lignes; le prince de Waldeck, avec la sixième, de vait passer le Rhin à Selz, s'emparer de cette ville, et prendr ensuite une position de revers en arrière de la droite des Fran çais, entre Lauterbach et leur camp, tandis que le duc d Brunswick, avec dix mille Prussiens, arrivant par Lembach tournerait la gauche des lignes par les gorges des Vosges, afi de contenir cette aile, et de l'empêcher de porter des troupe au centre.

Le prince de Waldeck exécuta les ordres qui lui étaien donnés avec la plus grande précision. Il passa le Rhin à Blie tersdorff, dans la nuit du 12 au 13. Aussitôt il se porte su Selz, égorge les postes avancés, et, dans le plus grand silence surprend la ville, et s'en empare presque sans coup férir L'occupation de ce poste rendant le passage du fleuve désor mais plus facile, le prince en donne le signal convenu pa l'explosion de trois grenades. Dès-lors Wurmser attaque l centre des lignes sur trois points à la fois. La première colonn formant la gauche, sous les ordres du général Jellachich, s dirigeant sur Lauterbourg, et combinant ses mouvemens ave ceux du prince de Waldeck, devait couper les Français su ce point; le centre, conduit par le général Hotze, se porte par la forêt de Bienwald, contre les retranchemens du mouli de même nom, et sur les batteries et le camp de Steinfeld et de Saint-Remy; enfin la troisième colonne formant la droite,

et commandée par le général Kospoth, vient attaquer les redoutes entre Steinfeldt et Haftelhof. Cette dernière était divisée en deux parties, dont l'une composée du corps d'émigrés français du prince de Condé, devait longer les montagnes et les bois en partant de Bergzabern et Ober-Oterbach, pour se tenir à la hauteur de Weissembourg. 1793--an II. France.

Quoique le succès ait couronné toutes ces attaques, cependant elles étaient très-mal combinées, et furent presque toutes exécutées à contre-temps; et si les Français eussent été commandés par un général plus habile, ils auraient certainement fait échouer cette grande entreprise des alliés. Le prince de Waldeck, après avoir emporté Selz, s'était porté à Moltorn, et y attendit long-temps la division française que le général Jellachich devait repousser sur Lauterbourg : ne voyant rien arriver, préaumant que l'entreprise était manquée, et n'osant rester dans une position aventurée où il était facile de se placer entre lui et le Rhin, il se décida à repasser le fleuve. Pendans ce temps, le général Jellachich avait passé les lignes à gauche de Lauterbourg, et croyant dès-lors n'avoir plus rien à faire, il prit position, et fit même mettre pied à terre à sa cavalerie. Cette imprudence faillit lui devenir très-funeste. La garnison de Lauterbourg, qui se retirait, aperçoit les Autrichiens dans le désordre, fond sur eux à l'improviste, et les aurait entièrement détruits, si les hussards hessois, qui s'étaient mieux gardés, ne les eussent sauvés par une charge brillante et heureuse. Ainsi les alliés n'éprouvaient, à leur gauche, aucun avantage.

Mais il n'en était pas de même de l'attaque du général Hotze. Après un combat très-vif, il réussit à emporter les redoutes de Bienwald et de Saint-Remy. Celle sur Ober-Oterbach eut un succès égal. D'abord repoussés de Steinfeldt, les alliés reviennent à la charge, et s'emparent du poste, malgré la forte résistance des Français. Le seul régiment de Pélegrini perdit,

1793—an II. France. à cette attaque, six cents hommes tués ou blessés. En mêm temps, les émigrés français attaquaient les retranchemens d Bergzabern, et se conduisaient avec une haute valeur. Com battant Français contre Français, animés par une haine mu tuelle, c'était à qui montrerait une plus grande bravoure; mai cette fois, les émigrés l'emportèrent sur les républicains, e contribuèrent puissamment au succès remporté par les allié dans cette journée. Conduits par le prince de Condé, qu marche à leur tête, ils se portent en avant avec intrépidité bravent le feu des redoutes, et en emportent plusieurs. Char geant à la baïonnette, ils s'emparent de dix-sept canons après avoir massacré ou dissipé les soldats qui les gardaient La légion de Mirabeau en prit onze à elle seule. Non conten de cet avantage, les émigrés se portent sur Weissembourg l'attaquent avec la même impétuosité, triomphent de la résis tance des républicains, et les forcent d'évacuer la place, don ils restent maîtres. Cet avantage assurait désormais le succè de l'entreprise. Alstadt fut aussi emporté de vive force. Le Français se voyant près d'être coupés par le duc de Bruns wick, qui venait d'exécuter son mouvement par Lembach se hâtèrent d'évacuer tous leurs postes, et la retraite se fit e désordre, par Geïsberg au centre, et, à la droite, par Fort felden et Irflenheim. La gauche seule, commandée par le braves généraux Ferrières et Desaix, et qui avait défendu se positions jusqu'à la dernière extrémité, se retira avec beau coup d'ordre, et vint se réunir pendant la nuit au reste d l'armée, sur les lignes de la Moder. Cette évacuation des ligne de Weissembourg, qui fut un événement très-malheureu pour la république, n'avait cependant coûté aux Français qu deux mille hommes. Les alliés en perdirent plus du double

15 octobre. (24 vendém.) Vendée. *Combat de la Tremblaye* [1]. — Westermann, en s'empa

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux

rant de Châtillon, n'avait fait qu'un trait d'audace qui présentait peu d'avantage au parti républicain. La surprise et l'effroi lui avaient livré cette place; mais sa division était encore entourée de plusieurs divisions royales qui pouvaient l'attaquer tout-à-coup, et la tailler en pièces. Aussi, pour éviter le sort dont il était menacé, il se hâta de se retirer, et d'abandonner Châtillon. Ce ne fut pas sans y commettre tous les excès usités alors entre les deux partis, à titre de représailles. Le lendemain de son évacuation, les royalistes se présentèrent devant cette ville, et y entrèrent sans éprouver de résistance. Un spectacle affreux s'offrit à leurs regards. La ville était en feu; un grand nombre d'habitans à demi brûlés, ou écrasés sous les ruines de leurs maisons, obstruaient les rues, faisant de vains efforts pour échapper aux flammes, et poussant des cris de désespoir et de vengeance. Cette image effrayante de la rage des guerres civiles, arrêta les Vendéens. Une division demeura à Châtillon, pour porter du secours aux malheureux habitans; le reste de l'armée se dirigea sur Chollet, où le rendez-vous général était assigné.

1793—an II. Vendée.

Sur ces entrefaites, le général Lechelle venait d'être nommé au commandement en chef de l'armée de l'Ouest, composée de celles qu'avaient commandées les généraux Canclaux et Rossignol. Voulant signaler son arrivée sur le théâtre de la guerre, il avait donné ordre à toutes ses colonnes de marcher en avant. Celles de Luçon et de Mayenne se portèrent aussitôt sur les royalistes, qui venaient de se retirer à Chollet. Le plus grand accord était nécessaire aux Vendéens pour résister au nouveau danger qui les menaçait; et cependant Charette, que les chefs de la grande armée étaient venus secourir; Charette s'obstina à s'isoler, pour entreprendre son inutile expé-

Bouvier-Desmortiers, — Turreau, — Lequinio, — Dictionnaire des siéges et batailles, etc.

1793—an II. Vendée. dition contre l'île de Noirmoutier. Réduits à leurs propres forces, Bonchamp, d'Elbée et les autres chefs n'en prirent pas moins la généreuse résolution de ne point attendre les républicains, et de marcher à leur rencontre. Pendant qu'ils opéraient ce mouvement, les troupes qui marchaient sur eux avaient dissipé trois mille Vendéens de la division de Royrand et étaient entrées dans Mortagne. Quinze cents prisonniers républicains se trouvaient renfermés dans cette ville; entassé depuis long-temps, et presque les uns sur les autres, dans u espace trop étroit, ils ressemblaient à des spectres. Au momen où les portes de leurs cachots furent brisées, l'impression su bite du grand air faillit les faire mourir aux pieds de leurs li bérateurs. Furieux de ce spectacle, les républicains s'en ver gent en livrant Mortagne aux flammes, comme ils avaient dé fait a Châtillon; en même temps ils se précipitent hors de ville, et demandent à grands cris qu'on les mène à l'ennem

Les royalistes s'étaient arrêtés dans une position avant geuse, autour du château de la Tremblaye, à moitié chem de Chollet et de Mortagne. C'est là que se rencontrèrent deux armées, brûlant également du désir d'en venir aux mai Lechelle et Beaupuy commandaient les républicains; Bo champ, d'Elbée, Lescure, Royrand, Laroche-Jacquele Talmont, étaient à la tête des royalistes. Il était une he après midi. Aussitôt que les deux armées furent rangées bataille, le général en chef Lechelle donne ordre à la divis de Luçon de marcher en avant. Elle obéit. Les Vendéens l cueillent par une vive canonnade et par un feu bien sout de mousqueterie. Cette double décharge étonne les répu cains; déjà fatigués par plusieurs marches forcées, ils pl au premier mouvement que font sur eux les Vendéens. P les appuyer et rétablir le combat, les conventionnels Tur et le trop fameux Carrier font avancer la division mayenç commandée par Beaupuy. Ce général fait un long cir

tourne les Vendéens postés sur une hauteur d'un accès difficile, et, les prenant par derrière et en flanc, il sème parmi eux la terreur, et les force de plier à leur tour. A la vue du désordre qui commence à se répandre parmi les soldats de sa division, Lescure, à la tête de ses plus braves guerriers, s'élance avec le jeune Beauvollier. Ce mouvement arrête les républicains. Une partie des royalistes se rallient autour de lui, et recommencent le combat. Mais frappé d'une balle qui, entrée par l'œil gauche, sortit derrière l'oreille, le héros vendéen tombe. Ce fatal événement porte aussitôt le découragement parmi les soldats, dont Lescure était adoré. Chargés par les républicains, à peine peuvent-ils réussir à retirer leur brave général de la mêlée, et à le mettre hors du pouvoir de l'ennemi. La déroute des Vendéens devient générale; ils fuient de toutes parts, et leur terreur est telle, que, sans s'arrêter à Chollet, ils poursuivent leur retraite jusqu'à Beaupréau, où, avant même de connaître l'issue de la bataille, le prince de Talmont avait fait filer l'artillerie. 1793—an II. Vendée.

Combat nocturne du camp de Boulou[1]. — Le général Turreau avait succédé à Dagobert dans le commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales, et semblait vouloir suivre les plans et les vues de son prédécesseur. Profitant de l'ardeur que la prise de Campredon avait inspirée aux troupes françaises, il s'était appliqué à resserrer ses forces, et poursuivait activement les Espagnols. La cour de Madrid, effrayée des progrès de l'armée française, avait envoyé à Ricardos un renfort de huit mille hommes. Harcelé sans cesse par les Français vainqueurs, ce général, pour résister avec plus d'avantage, s'était enfin décidé à concentrer ses forces, trop disséminées. Il occupait la forte position de Boulou. Turreau, plein de confiance dans ses troupes, apprit avec joie la détermination du 15 octobre. (24 vendém.) Espagne.

[1] Moniteur, — Tableau historique, — de Marcillac, — Mémoires de B***.

1793—an II. Espagne. général espagnol. Il entreprit de terminer la campagne par un coup d'éclat, et fit toutes ses dispositions pour une attaque générale. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, les différentes brigades de son armée se mettent en mouvement, et s'approchent du camp de Boulou avec un ensemble et un ordre qui devaient lui présager la victoire. A dix heures et demie, les Français attaquent sur six colonnes, et remportent d'abord l'avantage sur presque tous les points attaqués. Le général Courten, qui commandait la droite de la ligne espagnole, pressé vivement par les troupes républicaines, cède le premier à leurs efforts, et se retire à quelque distance pour reformer ses bataillons rompus. Cette forte attaque sur la droite des Espagnols, avait pour but d'attirer l'attention du général Ricardos de ce côté; mais les colonnes françaises, en obligeant ainsi le général Courten à leur céder le terrain, au lieu de songer à le poursuivre et d'achever sa défaite, se jettent avec impétuosité sur le village de Montesquiou, désigné par Turreau comme point central de l'attaque. Ricardos s'aperçoit de ce mouvement, et, prévoyant les conséquences qu'il peut avoir, il se hâte d'envoyer des secours à l'officier chargé de défendre le village. En même temps, Courten ramenait ses troupes au combat, et rappelait à son tour l'attention des attaquans. Un combat opiniâtre, et long-temps indécis, s'engage sur ce point. Sur ces entrefaites, deux autres colonnes attaquaient les Espagnols dans le dessein de tenir en échec la gauche de Ricardos, et même de la forcer. Par l'effet des localités, cette colonne se trouvait en arrière du front de la ligne ennemie, de manière que, une fois enfoncée, le centre se trouvait tourné. La manœuvre ordonnée par le général français, était habilement conçue, et sans doute elle eût décidé du succès de l'attaque, si elle n'eût été prévue par le général espagnol. Celui-ci avait déjà détaché quatre bataillons et quelque cavalerie pour s'opposer au mouvement des Français, en même temps qu'il renforçait son centre.

Turreau, s'apercevant que son plan était découvert, se porte en personne vers la gauche des Espagnols, et fait attaquer les batteries que le général ennemi avait fait établir sur ce point. Placées sur un plateau appelé *el Pla del Rey*, elles étaient d'un difficile accès à cause de l'âpreté des lieux, et défendues d'ailleurs par quatre bataillons de grenadiers espagnols. Cependant, malgré tous ces obstacles, les Français, animés par la présence et par l'exemple de leur général, marchent avec la plus grande résolution, et sont reçus avec une intrépidité égale à leur valeur. Sept fois ils montent au pas de charge et la baïonnette en avant, sept fois ils sont repoussés; ils parviennent jusqu'aux batteries, mais ils sont obligés de les abandonner presque aussitôt. Revenant avec une ardeur toujours nouvelle, les Français se précipitent encore une fois sur le plateau, et réussissent enfin à s'y établir. Après avoir défendu glorieusement le poste qui lui était confié, le lieutenant-colonel Taranco, commandant les grenadiers espagnols, est obligé de céder. Il se retire en laissant les retranchemens jonchés de ses soldats et de ceux de leurs adversaires. Plus de mille Espagnols avaient perdu la vie dans cette mêlée. Taranco n'avait plus que six cents hommes; il prend poste avec eux au bas de la hauteur *el Pla del Rey*, sous les canons dont les Français venaient de se rendre maîtres.

C'en était fait de l'armée espagnole : leur gauche allait être forcée et leur centre entièrement tourné, si l'obscurité de la nuit eût permis au général Turreau de s'apercevoir du petit nombre d'ennemis qu'il avait encore à combattre. Mais ne pouvant imaginer qu'une aussi belle résistance eût été faite par moins de deux mille hommes, sans être soutenus par d'autres troupes, il hésita, et ne donna point l'ordre de se mettre à la poursuite de Taranco. Ce répit donne le temps au général espagnol d'envoyer des renforts à ce brave officier. Les gardes

1793—an II. Espagne. wallones viennent le joindre dans sa position au-bas de la hauteur enlevée par les Français. A la vue de leurs camarades, les six cents soldats de Taranco oublient leurs fatigues, et sentent leur courage se ranimer. Ils demandent qu'on les reconduise au combat, et jurent de reprendre la batterie qu'ils viennent de perdre. Les gardes wallones se précipitent sur leurs pas, et disputent avec eux de bravoure. Les Français, étonnés, soutiennent cependant l'attaque avec leur vigueur accoutumée. Un grand nombre d'Espagnols tombent sous le feu du canon et de la mousqueterie; mais, sans perdre de leur impétuosité, ces derniers se précipitent dans la batterie. Le carnage y est horrible; la nuit était si sombre que les soldats du même parti se massacraient entre eux. Enfin les Français, qui se croyaient attaqués par des forces bien supérieures, abandonnent cette position, qui venait de leur coûter tant de sang. La perte du plateau *el Pla del Rey*, effectuée sous les yeux mêmes de Turreau, fit juger à ce général que ses efforts pour vaincre les Espagnols pendant cette nuit désastreuse, seraient désormais infructueux; il ordonna la retraite. Le camp de Boulou fut canonné sans succès par les Français, le 18 octobre et jours suivans.

16 octobre. (25 vendém.) France. *Blocus de Maubeuge et bataille de Wattignies* [1]. — D'après le plan arrêté par les puissances coalisées, la prise de Maubeuge devait terminer les opérations de la campagne. Bornant leurs succès à ce qui devait en être la conséquence, les alliés, au lieu de marcher hardiment en avant, et d'empêcher la république de recruter et de réorganiser ses armées, semblaient n'avoir en vue que de prendre quelques places. Cependant tout justifiait leurs desseins sur Maubeuge. Sous les rapports de la

[1] Moniteur, — Galerie militaire, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau histor., — Jomini, — Notes communiquées par le général Thiébault, etc.


Sambre R.
Sambre
Beaumont
Lieues

guerre, la possession de cette ville achevait d'appuyer et d'étendre la ligne des armées ennemies, les rendait maîtresses de nombreux débouchés, et les mettait d'autant plus à même de pousser plus loin leurs opérations ultérieures, que, Maubeuge rendu, Avesnes et Landrecies ne pouvaient plus résister. Sous le rapport des ressources, Maubeuge, qui commandait à un pays riche, abondant et fertile, offrait des moyens immenses aux coalisés. Toutes les chances de succès étaient d'ailleurs réunies en faveur de l'entreprise. Maubeuge, situé à la pointe de l'angle saillant que la Sambre forme dans cette partie de son cours, était, à l'époque de la bataille de Hondtschoote, aux trois quarts enclavé dans les positions occupées par l'ennemi, qui n'avait qu'à fermer le triangle pour le bloquer.

Depuis la bataille de Hondtschoote, les circonstances étaient devenues encore plus favorables. Le général Houchard ayant, comme nous l'avons dit, rassemblé toutes ses forces disponibles pour marcher au secours de Dunkerque menacé par le duc d'Yorck, avait, pour ainsi dire, dégarni entièrement les parties de la frontière qui avoisinent la ville de Maubeuge. Pendant que, d'une part, Houchard se portait sur Dunkerque, et que, de l'autre, le duc d'Yorck manœuvrait sur la ligne droite des alliés pour s'emparer de cette ville, le prince de Cobourg s'était renforcé à la gauche; et, profitant de l'absence des troupes françaises, il avait obtenu les plus grands avantages. Le Quesnoy s'était rendu; Landrecies, cerné, avait perdu toutes ses communications; et Maubeuge, entièrement investi, se vit promptement bloqué par des forces imposantes.

Cependant, si, à cette époque désastreuse, l'imprévoyance et l'incurie n'avaient pas été portées à l'excès dans presque toutes les parties du service militaire, Maubeuge aurait eu tous les moyens de soutenir un long siége, et de faire une vigoureuse résistance. Outre la garnison renfermée dans ses

1793—an II. France. murs, vingt mille hommes de troupes régulières occupaient un camp retranché en avant de la ville; mais l'ennemi, résolu à bloquer ces vingt mille hommes eux-mêmes, n'ignorait pas qu'aucune précaution n'avait été prise pour approvisionner la place, et que les vivres et les munitions y manquaient également. Le grand nombre même des défenseurs de Maubeuge, qui, dans toute autre circonstance, aurait été pour les alliés un obstacle invincible, devenait pour eux, par le fait même, une nouvelle cause de succès. En effet, faute de subsistances, plus la garnison était forte, et moins la résistance devait être prolongée. Telle est pourtant la confiance naturelle aux Français, qu'entourés de dangers, et sans moyens pour les repousser, les soldats de la garnison et du camp se croyaient dans une sécurité parfaite, lorsque, le 28 septembre, le prince de Cobourg, qui avait passé la nuit à jeter des ponts sur la Sambre, vint tout-à-coup les attaquer dans toutes leurs positions.

Ses colonnes de droite passèrent la rivière près Berlaimont. Les cantonnemens français de Baschamps, de Lantinée, de Saint-Remi, accourus pour s'opposer à ce mouvement, furent vigoureusement repoussés. Le premier perdit ses deux pièces de canon, et ne put se réunir aux autres que dans le bois de Beaufort, sur lequel ils se replièrent, pendant que les troupes cantonnées à Hautmont prirent position au bois du Quesnoy.

Les colonnes de gauche de l'armée de Cobourg exécutèrent le passage de la Sambre et de la Thure, près Marpent, Jeumont, Solre, l'abbaye de Bersilliers et Consolz, surprirent et culbutèrent les troupes qui défendaient ou observaient ces différens points. La déroute des Français fut complète, et c'est à peine s'ils purent parvenir à sauver une partie de leurs bagages et de leur artillerie.

Au premier coup de canon, le vingt-quatrième bataillon d'infanterie légère, cantonné à Cerfontaine, avait pris les armes. Son chef ne recevant aucun ordre, mais prenant con-

seil de son zèle, se porta en avant, et se réunit d'abord aux troupes qui résistaient encore; bientôt il couvrit seul cette désastreuse retraite; et, se reployant avec ordre et à petits pas, se remettant en bataille, de distance en distance, il ne s'arrêta qu'au ruisseau qui traverse Ferrière-la-Grande, ruisseau derrière lequel il prit position.

Ainsi les avant-postes français avaient été repoussés sur toute la ligne, sans que les troupes renfermées dans le camp retranché eussent fait un mouvement pour les soutenir. Avertis cependant par quelques fuyards qui s'y étaient retirés, les généraux, voyant que l'attaque était sérieuse, résolurent de faire quelques efforts pour repousser les Autrichiens. Vers neuf heures, une colonne de sept à huit mille hommes déboucha du camp par la lunette de Philippeville, et se dirigea sur Cerfontaine. Les septième et douzième régimens de dragons couvraient sa droite, pendant que le vingt-quatrième d'infanterie légère, dont nous venons de parler, flanquait fort à propos sa gauche, en s'emparant (sans ordre) des bois de Bompaire, où l'ennemi avait déjà établi des postes.

Aussitôt les hussards de Blankenstein, les dragons de Cobourg, et deux batteries d'artillerie légère, traversant rapidement Cerfontaine, se portèrent à la rencontre de cette colonne, avant même qu'elle fût rangée en bataille. Les deux batteries ennemies font sur le front une décharge terrible; celles des Français y répondent à mesure qu'elles arrivent à leur place de bataille. La canonnade devint très-vive. Un seul boulet, ayant frappé dans un peloton français au moment de sa conversion, tua onze hommes. L'ennemi s'aperçut d'un moment de fluctuation, et voulant en profiter, et ne pas rester sous un feu qui, pour lui-même, devenait meurtrier, chargea la ligne française qui achevait de se former.

Cette charge fut digne des deux régimens qui l'exécutèrent;

et la manière dont elle fut reçue, digne des troupes fran çaises. Elle fut faite à fond, et soutenue avec intrépidité ; le chevaux arrivèrent jusque sur les baïonnettes, et n'ébranlè rent personne. Arrêté par cette ligne de fer, l'ennemi reçut bout portant une décharge qui abattit le cinquième de ses ca valiers. Les colonels des septième et douzième de dragons, qu à ce moment, arrivaient à la hauteur de l'infanterie, jugean ce que cette situation critique commandait, cédèrent sponta nément au noble élan d'une valeur généreuse ; et rivalisan d'ardeur et de vitesse, chargèrent à leur tour la cavalerie au trichienne, la sabrèrent jusqu'au-delà de Cerfontaine, lu firent éprouver une perte énorme, et ramenèrent entre autre prisonniers, trois officiers et le colonel Blankenstein grièvement blessé.

Ce fait d'armes fut brillant, mais il ne pouvait changer la position de l'armée française. Maître des hauteurs qui entou raient le camp, l'ennemi s'occupa de suite à les couvrir d'ou vrages. La nuit même n'interrompit point ses travaux ; et, sans doute, il eût encore employé la journée du lendemain à les avancer, sans une circonstance aussi extraordinaire qu'elle devint fatale aux Français.

Mus par un mouvement d'ardeur inconsidéré, quatre cents grenadiers de différens corps se réunirent dans le camp vers cinq heures du soir, forcèrent tout-à-coup les gardes et les consignes, et allèrent attaquer les postes que l'ennemi avait dans le bois de Seru.

Aussitôt une forte colonne, marchant avec du canon, sortit de Cerfontaine, et repoussa ces tirailleurs, qu'aucun corps ne soutenait. Mais elle ne s'en tint pas là ; renforcée par d'autres troupes, qui bientôt se joignirent à elle, elle s'avança sur Ferrière-la-Grande et sur le poste de la manufacture, les attaqua avec vigueur, chassa les troupes qui les occupaient, mit

le feu à la manufacture, qui était un des magasins de grains et de fourrages des Français, et brûla sans pitié toutes les fermes environnantes. 1793—an II. France.

Ce spectacle de destruction était épouvantable, et bientôt il le devint davantage, lorsqu'on vit les habitans de ces lieux dévastés venir chercher dans le camp un asile, en poussant des cris lamentables, et donnant tous les signes du plus affreux désespoir. L'impression que cette scène faisait sur les soldats était sérieuse. Les généraux craignirent qu'elle n'eût des suites funestes, et ne favorisât l'ennemi, si, profitant de ce moment de désordre, de l'obscurité de la nuit et du grand nombre de forces dont il pouvait disposer, il venait tout-à-coup tenter d'enlever le camp d'assaut. Toutes les troupes eurent donc ordre de prendre les armes; on garnit les banquettes; on couvrit extérieurement les points les plus importans. On forma et on plaça des réserves, et chaque barrière fut gardée par plusieurs bataillons serrés en masse. Heureusement l'ennemi ne crut pas devoir s'exposer à une attaque de nuit, et resta dans ses lignes.

C'est à dater de ce moment que la ville et le camp de Maubeuge se virent étroitement bloqués et resserrés par les Autrichiens, et perdirent toutes les communications avec l'intérieur. L'ennemi passa plusieurs jours à se fortifier dans ses positions. Sûr que les Français manquaient de vivres, et ne voyant à la proximité aucun corps d'armée capable de l'inquiéter, Cobourg semblait se restreindre à réduire Maubeuge par famine, et ne faisait aucun mouvement offensif; mais les Français le forcèrent de combattre.

Un des ouvrages les plus importans du camp de Maubeuge était la redoute du Loup, construite sur la route de Landrecies; mais elle n'était point achevée, et la tranchée qui devait la lier aux autres ouvrages du camp, n'était pas faite. A peu de distance de cette redoute, était une cense, ou ferme, nom-

1793—an II. France. mée la *cense du Château.* L'ennemi y avait établi un post nombreux, et cette circonstance était d'autant plus sérieuse que, d'une part, il incommodait fortement, de cette position les travailleurs, et que, de l'autre, il pouvait en déboucher l'improviste pour enlever la redoute du Loup. On prit don la résolution de raser cette cense.

Le 6 octobre, on l'attaqua; elle fut prise. Mais les mur en étaient si durs et si épais, qu'il ne fut pas possible de le abattre avec les moyens ordinaires. On s'apprêtait à employe la mine pour les faire sauter, lorsque l'ennemi vint en nombr attaquer les Français, et les força de l'abandonner.

Le lendemain, on voulut recommencer l'attaque de la cens du château. Munis de ce qu'il fallait pour couper les arbre qui l'entourent, la brûler et en faire sauter la maçonnerie les Français s'y présentèrent à l'improviste. L'ennemi y avai placé un bataillon de grenadiers hongrois et trois pièces de canon; mais le mouvement des assaillans fut si brusque et si rapide, qu'en un instant les pièces furent enlevées. Déjà le bataillon de grenadiers hongrois allait mettre bas les armes, lorsqu'une terreur panique s'empara d'un bataillon de l'Eure[1], et fournit à ces grenadiers le moyen de s'échapper. Néanmoins la cense fut prise une seconde fois; on abattit même une partie des arbres qui la couvraient; mais l'ennemi ayant marché sur les Français avec des forces considérables et plusieurs pièces de canon, les empêcha encore de miner les murs, et tout ce qu'on put faire fut de mettre le feu à cette ferme.

La saison continuant à être belle, les Autrichiens en profitèrent pour avancer leurs ouvrages et se rapprocher de ceux

[1] Ce bataillon fut en partie sabré dans sa fuite par les autres troupes, irritées de cette défection. En vain le major du dixième bataillon de chasseurs à pied, arracha la cravatte du drapeau de ces fuyards; il fut impossible de les retenir, et ils se sauvèrent jusqu'au camp.

des Français. Chacun des deux partis faisait d'ailleurs de mutuels efforts pour se nuire dans ces opérations. Il en résultait des canonnades, qui, dans la journée du 9 octobre, furent très-vives, et coûtèrent quelques hommes de part et d'autre. Pour ôter à l'ennemi des points de mire, les Français abattirent tous les moulins à vent et les arbres de la liberté qui se trouvaient dans le camp.

Mais déjà le manque de subsistances se faisait sentir d'une manière effrayante. Dès le 10 octobre, on fut obligé de réduire au quart les rations de vivres et de fourrages. Les officiers-généraux d'état-major et les chefs de corps furent eux-mêmes obligés de se soumettre à cette réduction.

Le 13 octobre, le général qui commandait le camp de Maubeuge, fit donner aux troupes l'ordre de se tenir prêtes pour le combat. Il voulait attaquer les Autrichiens dans le bois du Tilleul, et s'emparer des moyens de siége qu'ils y avaient rassemblés. Peut-être cette résolution était-elle téméraire; car l'ennemi avait rempli ce bois d'ouvrages, et s'y tenait sur ses gardes. Cette circonstance n'était pas ignorée, puisqu'on avait pris soin de le faire reconnaître d'avance. Quoi qu'il en soit, l'attaque ayant été résolue, les troupes se mirent en marche à la pointe du jour. Les dispositions les plus sages avaient été prises pour assurer le succès de cette expédition. Deux colonnes avaient été formées; elles étaient composées des meilleurs bataillons du camp et de la moitié des troupes disponibles. Le bois, ainsi que nous l'avons dit, avait été reconnu la veille; les généraux devaient eux-mêmes se trouver sur le terrain; aussi les soldats oublièrent que l'ennemi pouvait être en mesure, et marchèrent avec plaisir et confiance.

L'attaque commença par le bataillon de chasseurs de Hainaut, le bataillon franc et le vingt-quatrième bataillon d'infanterie légère, troupes d'élite. Aucun coup de fusil ne fut tiré, et quoique les postes avancés de l'ennemi eussent été

1794—an II. France.

doublés, parce qu'il avait eu vent du projet d'attaque, l'arme blanche suffit aux éclaireurs français pour les forcer sur tous les points, et s'emparer d'une partie du bois. Mais bientôt, en avançant, ces mêmes eclaireurs se trouvèrent devant une ligne de redoutes armées de canons, et liées entre elles par des troupes rangées en bataille. Cette disposition était formidable, et plus de sang-froid de la part de l'ennemi l'eût mis à même d'en tirer un meilleur parti; mais il eut de suite recours au feu de toutes ses pièces et de toutes ses troupes : les Français en conclurent qu'il était ébranlé. La charge fut battue, les éclaireurs marchèrent sur les redoutes; le reste des trois bataillons nommés plus haut s'élança sur les lignes la baïonnette en avant, et sans aucun tâtonnement : elles furent rompues, les redoutes enlevées, et tout ce qui s'y trouva fut passé au fil de l'épée.

La seconde ligne de l'ennemi, soutenue par des redoutes comme la première, présenta plus de résistance. Le terrain lui était favorable. Quelques pièces de bataille, bien placées, occasionèrent une grande perte aux Français. Cette ligne se renforçait d'ailleurs des corps de la première, à mesure qu'on parvenait à les reformer. Les Français cependant continuaient à gagner du terrain; mais au moment où ils s'attendaient à être joints et soutenus par quelques nouveaux bataillons, qui auraient achevé de décider un succès complet, elles reçurent à leur droite et par derrière une décharge de mousqueterie qui renversa deux cents hommes.

Ce feu aussi meurtrier qu'extraordinaire, dont on ne pouvait apercevoir la cause, continua avec la plus grande vivacité. Assaillis de tous côtés, les bataillons s'arrêtèrent. L'ennemi, profitant alors de son immense supériorité, s'ébranla, et marcha sur eux. La retraite s'opéra entre deux feux. Mais quelles furent la rage et l'indignation des soldats, lorsque, rapprochés de la lizière du bois, ils reconnurent que c'était par

leurs propres camarades, par les bataillons envoyés pour les soutenir, qu'ils avaient été ainsi fusillés !... Ceux-ci, par un inconcevable aveuglement, les avaient pris pour l'ennemi, et avaient tiré dessus à outrance. 1793—an II. France.

On ordonna une seconde attaque. Le général Vesu, l'adjudant-général Haquin, officiers du plus grand mérite, et qui possédaient l'estime de toute l'armée, firent les plus grands efforts pour ramener les troupes à la charge. Mais l'ennemi avait repris ses redoutes, ses pièces et sa première position, dans laquelle, à la réserve près, il avait réuni toutes ses forces. Les Français, découragés par leur première échec, et épouvantés de ce nouvel appareil, refusèrent de marcher. Il fallut rentrer au camp. Heureusement que l'ennemi ne songea point à les poursuivre.

Depuis ce moment le camp changea de physionomie ; à l'ardeur et à la confiance que les soldats avaient montrées jusqu'alors, succédèrent l'abattement et la tristesse. Ces deux sentimens furent encore augmentés par une seconde diminution des vivres, réduits à moitié du taux ordinaire. Les maladies consumaient tous les jours une quantité effrayante de victimes. Les hôpitaux étaient exclusivement réservés pour les blessés ; les autres malades étaient entassés dans des caves, où l'insalubrité de l'air et le défaut de soins terminaient rapidement leur existence. Vainement les généraux faisaient tous leurs efforts pour ranimer les esprits abattus ; vainement ils parcouraient tous les quartiers, et employaient toutes les ressources de leur éloquence pour rendre aux troupes quelque énergie [1],

[1] Le général Chancel, pour lequel les soldats avaient une juste vénération, dit à cette occasion plusieurs mots qui furent cités. En voici un que nous nous plaisons à rapporter. Pendant qu'il parlait à un des bataillons du camp, et l'exhortait à continuer de donner un exemple toujours honorable, un jeune soldat lui fit observer que ce n'était pas le danger qu'il craignait ; qu'il ne demandait pas mieux que de se battre, mais qu'après de grandes fatigues, il fallait du repos et de la

1793—an II. France.

le camp de Maubeuge avait perdu sans retour sa plus grand force, la confiance : et désormais la place ne devait plus at tendre de secours que de l'extérieur.

Dans la nuit du 14 au 15, l'ennemi s'approcha du camp l'aide de nouveaux ouvrages, et, le jour venu, il essaya l portée de ses nouvelles batteries. Plusieurs boulets parvin rent jusque dans la place, et y répandirent la terreur. L bruit courut aussitôt dans le camp, que, pour ôter aux as siégés leur dernière ressource, les Autrichiens allaient incen dier la ville.

Cette idée était alarmante ; mais, au milieu de ces nouveau sujets d'inquiétude, le canon se fit tout-à-coup entendre dans l lointain ; bientôt il sembla se rapprocher, et se mêler à de décharges de mousqueterie. L'idée que des Français se bat taient peut-être dans ce moment, accourus pour délivre leurs frères de Maubeuge, inspira à tous les soldats du cam le plus vif enthousiasme. Aussitôt il se rassemblent, et de mandent à grands cris qu'on les mène au combat, promet tant qu'ils ont retrouvé tout leur courage, et qu'ils seconde ront vaillamment les efforts de leurs libérateurs. Mais, pa un entêtement difficile à expliquer, les généraux s'obstinèren à ne pas croire qu'ils étaient secourus ; ils prétendirent que le feu entendu était celui du siège d'Avesnes, qui n'avait pa lieu ; et les soldats, frémissant de rage, furent obligés d rester dans leur camp.

Cependant c'était bien en effet le canon des Français, aux

nourriture.... « Eh ! quel mérite et quelle gloire auriez-vous, lui répondit le gé néral Chancel, si vous alliez au champ de bataille en sortant d'un bon logemen et d'une bonne table ? Apprenez, jeune homme, ajouta-t-il après avoir dévelop son idée, que c'est par une longue suite de travaux et de privations *qu'il fau acheter l'honneur de combattre et de mourir pour sa patrie.* » Ce mot fit une grande sensation, et excita des applaudissemens qui faisaient autant d'honneur à ceux qui l'admiraient qu'à celui qui l'avait dit.

prises avec l'ennemi, que les braves de Maubeuge avaient entendu. A la première nouvelle des dangers qui menaçaient cette place importante, l'armée du Nord était accourue, et c'était pour arracher aux Autrichiens une proie qu'ils regardaient comme facile, que le général Jourdan préludait à ce moment à la bataille de Wattignies. Mais avant d'entrer dans les détails de cet événement si glorieux pour les armes françaises, il convient de reprendre les choses d'un peu plus haut, et de dire comment Jourdan se trouvait en présence de l'armée du prince de Cobourg.

1793 — an II France.

Houchard, accusé d'avoir trahi les intérêts de la république dans les actions importantes de Hondtschoote, avait été traduit au tribunal révolutionnaire, pour y être jugé et condamné. Le comité de salut public avait nommé Jourdan, qui s'était déjà distingué comme général de brigade à cette même affaire de Hondtschoote, pour le remplacer dans le commandement en chef de l'armée du Nord. Le nouveau général, à peine arrivé à son quartier-général de Gavarelle, s'était appliqué à réorganiser son armée. Instruit du dessein du prince de Cobourg sur Maubeuge, il forme aussitôt le dessein de voler à sa rencontre, et de tenter un prompt et vigoureux effort pour faire échouer l'entreprise du général autrichien. Aussitôt il appelle à lui les troupes du camp de Cassel et de la Madeleine. Il joint à ce rassemblement cinq mille hommes de l'armée des Ardennes. Ces différentes forces réunies pouvaient monter environ à cinquante mille combattans, nombre bien inférieur à celui de l'ennemi; mais on pouvait faire entrer en compte les vingt-cinq mille hommes du camp retranché de Maubeuge, que le prince de Cobourg ne pouvait perdre de vue, et qui devaient l'empêcher de disposer entièrement de son armée pour s'opposer à celle du général français. Jourdan assigna Guise pour rendez-vous à ses troupes, et se disposa à marcher à l'ennemi par Avesnes. Le 10 octobre,

1793—an II. France.

son avant-garde était à la portée des avant-postes des alliés.

A cette époque, le prince de Cobourg, auquel s'étaient jointes deux divisions hollandaise et hanovrienne, fortes chacune de dix-huit mille hommes, avait à peu près sous ses ordres quatre-vingt mille combattans. Le prince de Colloréd occupait la rive droite de la Sambre, ayant sous son commandement le comte de Latour, qui était posté du côté de la chaussée de Beaumont, près d'Austregnies et de Cerfontaine. Un autre corps était placé près de la chaussée d'Avesnes, la gauche en arrière de Beaufort, la droite au ravin sur la direction de Wattignies. Le corps d'observation était aux ordres du général Clairfait, et plusieurs petites divisions, commandées par les généraux Wenckheim, Benjouski et Haddick, étaient chargées d'observer sur la forêt de Mormal.

Cobourg, pressentant que le dessein de Jourdan serait de débuter dans la carrière du commandement en chef par livrer une bataille décisive, avait détaché de son armée dix mille hommes et les avait envoyés auprès de Philippeville, pour contenir l'armée des Ardennes, et pour lier leurs opérations avec celles du général Beaulieu. Quand le mouvement des troupes de Jourdan fut connu, Clairfait, à la tête de l'armée d'observation, composée d'à peu près trente mille hommes, se porta en avant, afin d'inquiéter les Français dans leur marche. Les deux avant-gardes se rencontrèrent, le 14, dans les environs d'Avesnes, et se canonnèrent long-temps sans résultat. C'était cette canonnade qui avait été entendue du camp de Maubeuge.

Mais Jourdan avait fait ses dispositions pour que l'attaque du lendemain fût générale. Cobourg, dont l'armée occupait, suivant l'usage des Autrichiens, des positions fortement retranchées, était dans une grande sécurité, et attendait les Français avec beaucoup de confiance. On prétend qu'il avait dit la veille : « J'avoue que les Français sont de fiers républi

cains; mais s'ils me chassent d'ici, je me fais républicain moi-même. » Ces paroles, que Jourdan eut soin de faire répandre dans l'armée, furent pour les soldats un nouveau sujet d'émulation. Tous jurèrent de se conduire de manière à rendre *républicain* le prince de Cobourg.

1793—an II. France.

Le centre de l'armée autrichienne occupait le village de Wattignies; ses deux ailes étaient distribuées sur les hauteurs du Val de Berlaimont de Saint-Waast, de Saint-Remy et de Saint-Aubin; son arrière-garde était campée sur les hauteurs de Dourlers. Toutes ces positions, couronnées de bois épais, étaient, par la nature même du terrain et par leur escarpement, très-avantageuses. Cobourg les avait rendues plus fortes encore, en établissant sur les faces de nombreuses batteries disposées par échelons, qu'il fallait affronter et emporter avant d'arriver jusqu'à lui. Cependant Jourdan, sûr de la valeur de ses troupes, ne désespère point de vaincre un ennemi qui avait encore sur lui l'avantage du nombre.

Le 15 octobre, il fit déboucher des bois son armée, et il fit filer plusieurs colonnes devant le front des Autrichiens. Ce front était la partie la mieux fortifiée des positions qu'occupait le prince de Cobourg; il était pour ainsi dire hérissé d'artillerie; car le prince soupçonnait que les Français commenceraient par là leur attaque. Mais le général Jourdan, malgré le grand développement de l'armée autrichienne, se décida à prendre l'ennemi en flanc, et à tenter de tourner ses ailes. En passant devant le front de l'armée ennemie, les colonnes françaises reçurent sans se déconcerter toute la bordée des batteries autrichiennes. Les républicains s'élancent avec ardeur, et c'est à travers une grêle de boulets et d'obus qu'ils marchent aux différentes attaques qui leur sont désignées. Arrivés au pied des hauteurs, et au moment où ils commençaient à les gravir, ils sont reçus par une décharge de mitraille qui emporte des rangs entiers. Les soldats français se pressent

1793—an II. France. aussitôt les uns contre les autres, et font disparaître les intervalles. Leur valeur intrépide semble s'accroître à l'aspect du danger. Electrisés par leurs généraux et par la présence et les discours des commissaires conventionnels Carnot, Bar et Duquesnoy, qui, bravant eux-mêmes le péril, se tenaient à la tête des colonnes et les haranguaient, ils franchissent les hauteurs au pas de charge, et, après des efforts inouïs, parviennent enfin aux retranchemens. Les Autrichiens s'étonnent de tant d'intrépidité, mais se préparent à se défendre vigoureusement. Au feu de la mousqueterie succède la terrible baïonnette, et les deux partis s'en servent long-temps avec un égal avantage. Pendant trois heures un combat opiniâtre et meurtrier se soutient avec cette seule arme. Repoussés deux fois, les Français pénètrent deux fois dans les redoutes avec un acharnement sans exemple. En même temps le général Fromentin, à la tête de la division de gauche, s'était emparé des hauteurs de Saint-Remy et de Saint-Aubin.

Jourdan se croyait sûr de la victoire; mais les Autrichiens, renforcés par des détachemens envoyés du centre, se sont ralliés: ils reviennent à la charge avec une nouvelle furie, et forcent une troisième fois les Français d'abandonner une partie des retranchemens qu'ils avaient conquis. Il était tard, et Jourdan, pour donner à ses braves soldats le repos si nécessaire après tant de fatigues, remet au lendemain le soin de reprendre ses avantages et d'achever la victoire. Les deux armées bivouaquent sur le champ de bataille.

Le lendemain 16 octobre, Jourdan renouvelle ses attaques. Il avait considérablement renforcé sa droite, qu'il destinait, dans cette journée, à frapper le coup décisif, en se jetant avec vigueur sur le quartier-général des Autrichiens à Wattignies, et cherchant à le dérober. Le centre, également un peu renforcé, devait alors achever la défaite de l'ennemi, en attaquant et repoussant sa droite. Quelques corps de tirailleurs furent

seulement placés sur la gauche des Autrichiens, pour les contenir. Le prince de Cobourg n'avait pris aucune des dispositions propres à déjouer celles de Jourdan; son armée occupait les mêmes postes, et les différens corps n'avaient souffert ni augmentation ni diminution; tout était dans le même ordre que la veille.

Au point du jour, les Français se rangent en bataille à la faveur d'un brouillard épais qui dérobait à l'ennemi la connaissance de leurs différens mouvemens, et ce n'est qu'au moment où le soleil achevait de le dissiper, qu'il fut permis aux Autrichiens d'apercevoir que déjà les Français étaient en présence, et préparés à les attaquer. Le feu de leurs batteries commence aussitôt à se faire entendre. Aussi bien servies que la veille, elles produisent d'abord les mêmes ravages. Mais Jourdan avait eu soin lui-même de disposer une artillerie formidable sur les hauteurs dont il était resté maître; elle riposte avec avantage aux décharges multipliées de l'ennemi, tandis que des batteries volantes, masquées derrière les bataillons français, jetaient le désordre dans les rangs des Autrichiens. Ces batteries, dont les bataillons permettaient le jeu en s'entr'ouvrant avec art, furent servies avec tant d'activité, et leur feu devint si terrible, que le prince de Cobourg lui-même avoua n'en avoir jamais entendu un semblable. Le mal qu'elles faisaient à l'ennemi était en raison de la rapidité de leurs manœuvres. Les régimens de Klebeck et Hohenlohe sont presque détruits; celui de Stein, ayant perdu tous ses officiers, est obligé de quitter le champ de bataille. Le général Terzy, qui commandait sur le point attaqué, fut obligé d'abandonner toutes ses dispositions, après avoir inutilement demandé et attendu des renforts qu'on ne pouvait lui envoyer, parce que le combat était engagé sur toute la ligne.

Au même instant les colonnes françaises, au milieu d'une fumée épaisse, se dirigeaient sur les retranchemens ennemis

1793—an II. France.

établis au village de Boulers, et défendus par les grenadiers bohémiens. Les jeunes soldats, enivrés de tous les prestiges du jour, s'avançaient à la charge en entonnant ces hymnes belliqueuses qui alors répandaient l'enthousiasme dans les armées. Une vive fusillade succède au bruit de l'artillerie. Les Français se précipitent sur les bataillons déjà presque tous ébranlés; l'impétuosité de leur attaque glace de terreur les vieux grenadiers bohémiens. Le poste de Boulers est emporté avant qu'ils aient songé à se défendre; c'est avec peine qu'ils parviennent à regagner un bois qui est en arrière, et ils ne le firent pas sans éprouver une perte considérable. Les vainqueurs étendent leurs ailes, tournent le camp de Wattignies, et forcent tous les corps qui étaient en arrière de se replier dans son enceinte.

Dans le même moment, le général Duquesnoy, à la tête du centre, exécutait le mouvement indiqué par Jourdan. Il chasse les Autrichiens de leurs positions, et s'empare de leurs batteries, qui sont aussitôt dirigées sur le grand point d'attaque. Servies par d'habiles et braves canonniers, elles plongent sur le camp de Wattignies, et le prennent en flanc, tandis que Jourdan pressait lui-même l'attaque du camp. Les Autrichiens, animés par les exhortations et les reproches de leurs chefs, protégés par leurs retranchemens, opposaient aux Français une résistance non moins valeureuse; néanmoins, après un combat long et meurtrier, ils allaient plier, et se mettre en déroute; l'armée alliée allait pour ainsi dire être détruite, lorsqu'une faiblesse de la part du général Gratien faillit arracher aux Français une victoire qu'ils avaient si bien méritée. Ce général devait attaquer la gauche du camp de Wattignies, et, par ce mouvement, prendre l'ennemi en flanc; mais Gratien, rencontrant quelque obstacle, se replia tout-à-coup, quand déjà Jourdan se félicitait de son concours. Sa marche rétrograde jette le trouble dans l'armée. Le général Benjouski

en profite. Il se jette sur les Français, par leur flanc droit, avec son corps qui était vers Beaumont. Secondé par le colonel Haddick et le général Latour, il culbute les bataillons qui veulent résister, et s'empare de onze pièces de canon. 1793—an II. France.

Cet échec pouvait devenir fatal à toute l'armée, et déjà la droite des Français, inquiète de ce mouvement, s'ébranlait et en faisait un rétrograde, lorsque le chef de brigade du génie Carnot, frère du représentant, dirige tout-à-coup une batterie à l'endroit où les Autrichiens, vainqueurs, s'élançaient à la poursuite des Français. La mitraille renverse une partie des combattans, et jette parmi eux la confusion; ils rebroussent, et les Français, se ralliant aussitôt à la voix de leurs chefs, font volte-face, et reviennent avec une nouvelle impétuosité. En un moment les retranchemens du camp de Wattignies sont franchis, emportés. Les colonnes républicaines fondent sur les Autrichiens déjà rompus. Ceux-ci fuient et évacuent leur camp en désordre. Malheureusement la nuit était survenue; le même brouillard du matin la rendait plus obscure encore; il fut impossible de poursuivre les fuyards. A la faveur de ce brouillard, qui dura jusqu'au lendemain midi, l'armée autrichienne passa la Sambre au-dessus et au-dessous de Maubeuge, et opéra sa retraite sans être inquiétée. Mais le but du général Jourdan était rempli; il avait chassé les Autrichiens de leurs positions, il les avait forcés de repasser la Sambre, et il avait délivré Maubeuge: quels plus beaux résultats attendre d'une victoire?

On s'étonne encore aujourd'hui, et sans pouvoir en dire le motif, de ce que l'armée qui occupait un camp retranché sous les murs de Maubeuge, n'ait fait aucun mouvement pour seconder les efforts de Jourdan pendant la bataille, quoique le bruit du canon et celui d'une vive fusillade eussent, dès le 15, convaincu tous les soldats du camp qu'on se battait pour les délivrer; M. le général Thiébaut, dont les notes nous

ont été de la plus grande utilité pour ce qui est relatif à ce blocus, et qui faisait partie du camp de Maubeuge, observe cependant que cette inaction ne peut être imputée qu'aux énergumènes qui, alors, ne laissaient à beaucoup de chefs militaires que l'apparence du pouvoir, que partout les jacobins usurpaient par la terreur. C'est donc à eux qu'il attribue le tort de s'être borné, dans les journées des 15 et 16, à échanger quelques coups de canon insignifians.

On peut même ajouter comme preuves de cette assertion, les faits suivans : le général Chancel avait ouvert l'avis d'ébranler l'armée toute entière, de fondre sur les Autrichiens pendant que l'armée du Nord se battait si vaillamment, et de contribuer ainsi à une victoire qui avait pour but principal la délivrance de Maubeuge. Son avis fut rejeté; on fit prévaloir la résolution *de ne sortir du camp que lorsqu'on pourrait donner la main aux chefs de l'armée de secours*. Le général Carnot, dans son rapport sur le déblocus de Maubeuge, signala cette inaction, et ne désigna personne comme coupable. Le comité de salut public ordonna une enquête, et elle n'eut aucun résultat. Mais le général Chancel, qui seul avait opiné pour une sortie, fut accusé, arrêté, conduit à Paris, mis en jugement, pour se servir des expressions du temps, et assassiné pour une faute qui lui était étrangère!.... Nouvel exemple de ce qu'on nommait alors *justice nationale* [1].

Quoi qu'il en soit, la victoire de Wattignies fut un coup

[1] Le vainqueur de Wattignies, Jourdan, qui venait de rendre un si grand service à sa patrie, faillit, quelque temps après, avoir un sort semblable à celui de l'infortuné Chancel. Après la prise de Menin et de Marchiennes, événemens qui suivirent presque immédiatement la bataille de Wattignies, il lui fut ordonné de tenter une invasion dans la Belgique, et de faire, en cas de revers, dans ce beau pays, les ravages que Louvois avait autrefois forcé Turenne d'effectuer dans le Palatinat. Jourdan, trop généreux pour devenir incendiaire, offrit sa démission. Devenu suspect par cette honorable résistance aux volontés d'un Gouvernement

bien important pour la France, puisqu'elle empêcha la prise d'une armée bloquée, et qu'elle procura sur le point où elle avait été gagnée, un repos de près de cinq mois, pendant lequel les nouvelles levées eurent tout le temps de s'effectuer, de s'organiser, et de s'instruire assez pour être mises en campagne l'année suivante. Elle coûta aux Français à peu près trois mille hommes tués ou blessés; les Autrichiens avouèrent une perte beaucoup plus considérable. 1793—an II. France.

Combat d'Haguenau [1]. — Après l'évacuation des lignes de Weissembourg, l'armée française s'était établie derrière les anciennes lignes de la Moder; la droite était au village de Druzenheim, le centre à Haguenau, et la gauche dans la vallée de Reicshoffen; elle occupait cette petite ville et Monckenhoffen, pour conserver une libre communication avec Bitche. Les généraux Brunswick et Wurmser veulent encore essayer de déposter les Français de leurs nouvelles positions. Une attaque générale est ordonnée sur tous les points; et, le 17 octobre, les républicains ont à se défendre contre toutes les forces réunies des coalisés. Le centre et la gauche de leur armée font d'abord des prodiges. Assaillis par des forces bien supérieures, ils conservent long-temps leurs positions, et parviennent même à faire perdre du terrain à l'ennemi; mais le général Dubois n'ayant pu lui résister, se retire en désordre 17 octobre. (26 vendém.)

qui n'en avait que d'absolues, il fut mandé à Paris, éprouva tous les honneurs de la persécution, fut menacé d'être mis en jugement, et enfin fut destitué et remplacé par Pichegru. Barrère, dans le rapport qu'il fit à ce sujet à la Convention, disait, tout en annonçant la destitution de Jourdan : « Mais le vainqueur de Wattignies, le libérateur de Maubeuge, ne doit pas rester sans un témoignage de la reconnaissance nationale; nous vous proposons de lui accorder sa retraite, conformément aux lois établies. » Comment pensait-on à destituer un général qui méritait la *reconnaissance nationale*? Heureusement pour la France qui allait lui devoir de nouveaux triomphes, le général Jourdan ne jouit pas long-temps de cette retraite qu'on lui accordait comme témoignage de reconnaissance.

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Jomini, — Mémoires manuscrits, etc.

1793—an II. France. à Honheim, près de Strasbourg. Ce mouvement met à découvert toute la droite du centre, et bientôt le général en chef se voit obligé de porter l'armée entière derrière la rivière de Souffel, et son quartier-général à Schilligheim, aux portes de Strasbourg. Ce dernier désastre, que plusieurs autres avaient précédé sur ce point, transporta de fureur le comité de salut public; il s'en prit aux généraux, qu'il destitua tous, en les accusant de trahison, parce que la plupart étaient d'anciens nobles. Il nomma, pour les remplacer, et choisit dans les rangs des plébéiens, les hommes auxquels il supposa assez de génie ou assez d'audace pour se charger du commandement, dans cette circonstance critique où le premier pas à faire était de réparer des revers. Pichegru et Hoche, nommés les premiers, l'un, au commandement de l'armee du Rhin, et l'autre, à celui de l'armée de la Moselle, devaient en effet, par leurs succès, justifier cette mesure aux yeux de la nation.

17 octobre. (26 vendém.) Vendée. *Bataille de Chollet*[1]. — Vainqueurs à la Tremblaye, les troupes républicaines marchèrent sur Chollet, et occupèrent cette ville, le 16 octobre. Les divisions, également victorieuses à Châtillon, se réunirent, le même jour, à celles du général Léchelle; et l'armée de l'Ouest se trouvant ainsi complète, prit position sur les hauteurs qui dominent la ville à l'est.

L'armée vendéenne acheva de se rallier à Beaupréau. Les chefs tinrent de suite conseil pour concerter de nouvelles mesures. Talmont, qui exerçait une grande influence sur quelques cantons de la Bretagne, ouvrit l'avis de se retirer dans cette province; il avait déjà fait une proposition semblable, le matin du combat de la Tremblaye, engagé presque contre

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, — Turreau, — Lequinio, — Mémoires manuscrits du général ***, etc.

son opinion. Cette fois, il trouva beaucoup moins d'opposition; un grand nombre de chefs se rangèrent de son avis, et il fut résolu qu'on marcherait pour se réunir aux nombreux partisans de la cause royale, que renfermait la Bretagne. Mais le valeureux Bonchamp ne se décidait qu'avec regret à quitter une contrée qu'il avait illustrée par ses exploits; il obtint qu'on tenterait encore un dernier effort avant d'effectuer le fatal passage de la Loire. D'Elbée, Royrand, Laroche-Jacquelein, et une grande partie des autres chefs, appuyèrent la proposition, et l'attaque de Chollet fut résolue.

Le 17 au matin, les Vendéens, au nombre d'à peu près quarante mille hommes, se mettent en marche, et se dirigent sur Chollet. A la nouvelle de l'approche de l'armée royaliste, Léchelle range ses troupes en bataille sur la lande, en avant de Chollet, et place la garnison de Mayence en réserve. Les dispositions de l'armée vendéenne parurent, en cette circonstance, beaucoup plus militaires qu'elles ne l'avaient encore été; et c'est à Bonchamp qu'il faut en attribuer l'honneur. Cet homme extraordinaire, qui n'a pas été assez apprécié, même par ceux de son parti, avait l'instinct de la guerre, et était appelé à parcourir une carrière brillante, si la mort ne l'eût frappé trop tôt pour le succès de la cause royale. Mais n'anticipons point sur cet événement.

Les troupes de Stofflet et de Laroche-Jacquelein commencent l'attaque en colonnes serrées, sur la droite et sur la gauche de l'armée républicaine. Bonchamp et d'Elbée marchent sur le centre que commandait le général Chalbos. Ce premier choc est si vigoureux, que la ligne républicaine en est ébranlée. Les troupes de Chalbos sont enfoncées; le général Bard est blessé, en chargeant à la tête d'une colonne de grenadiers[1]. En ce moment, la réserve se portait en avant

[1] C'était la garde de la Convention, envoyée depuis quelque temps à l'armée

1793-an II. Vendée. pour rétablir le combat. Bard, malgré sa blessure, rallie ses grenadiers qui commençaient à céder aux efforts des Vendéens, et leur dit, en montrant les colonnes mayençaises qui arrivaient au pas de charge : « Camarades, voulez-vous passer pour des lâches aux yeux de ces braves? » Les grenadiers se reforment, et font face à l'ennemi. La réserve arrive, et le combat recommence avec une nouvelle fureur. L'artillerie des Mayençais jette le désordre parmi les Vendéens qui cèdent à leur tour. En vain Bonchamp, d'Elbée, Laroche-Jacquelein, et les autres chefs, cherchent, par leur exemple, à ranimer le courage de leurs troupes, et s'efforcent de les rallier. La cavalerie se débande et prend la fuite. L'infanterie ne tarde pas à prendre le même parti. Bonchamp, Laroche-Jacquelein, d'Elbée, parviennent cependant à rallier deux cents cavaliers et quelque infanterie, et se jettent en désespérés dans les rangs républicains où ils portent la terreur et la mort. Le général Baupuy se trouve serré par eux et se défend avec un grand courage; mais son cheval étant tombé sous lui, il allait périr, quand il est sauvé par un bataillon mayençais. La faible troupe des Vendéens ne pouvait résister long-temps à tous les efforts réunis contre elle. Laroche-Jacquelein s'échappe de cette sanglante mêlée; Bonchamp et d'Elbée tombent, couverts de blessures. Cependant, la division de Lyrot de la Patouillère, qui n'avait pu se réunir au gros de l'armée vendéenne, au départ de Beaupréau, accourait, en toute hâte, pour prendre part à l'action; mais il était trop tard. Une troupe d'avant-garde, commandée par Piron, parut seule sur le champ de bataille, au moment même où le généralissime d'Elbée et le héros vendéen Bonchamp succombaient sous les coups de leurs ennemis. Piron écarte tous ceux qui entouraient ces

pour y combattre les Vendéens. Ce corps se composait de presque tous vieux soldats, anciens gendarmes ou gardes-françaises.

deux chefs, et parvient à les soustraire à la mort sur le champ de bataille. D'Elbée fut transporté d'abord à Beaupréau, et de là à Noirmoutier. Bonchamp, porté par ses soldats, gagna Saint-Florent. L'effort de Piron fut le dernier que firent les Vendéens dans cette action. Tous s'enfuirent, dispersés, jusqu'à Beaupréau. L'armée républicaine était elle-même si fatiguée de la journée, qu'elle ne s'attacha point à poursuivre les débris de celle des royalistes. 1793—an II. Vendée.

La perte des Vendéens, dans les deux journées de la Tremblaye et de Chollet, fut évaluée à dix mille morts. Les troupes républicaines éxécutèrent, à la rigueur, les terribles mesures de la Convention contre le territoire insurgé. Chollet fut livré au pillage et incendié.

Combat de Beaupréau [1]. — Les Vendéens, vaincus à Chollet, ne s'étant point vus poursuivre par l'armée victorieuse, se croyaient pour quelques intans tranquilles à Beaupréau. Tout-à-coup le canon se fait entendre, les cris *aux armes* retentissent de toutes parts. Les républicains sont sous les murs de la ville. Westermann, accouru de Châtillon pour se réunir à l'armée de l'Ouest, n'était arrivé qu'après la défaite des royalistes. Furieux de n'avoir pu prendre part au combat, il avait sollicité et obtenu l'ordre de se mettre d'abord à la poursuite des vaincus pour les empêcher de se rallier. Les divisions des généraux Haxo et Beaupuy devaient appuyer son mouvement. Westermann, après avoir égorgé les avant-postes, pénètre dans Beaupréau, renversant et taillant en pièces tout ce qui s'oppose à sa marche. 18 octobre. (27 vendém.)

Henri de Laroche-Jacquelein, devenu l'espoir des Vendéens après la perte de Bonchamp et de d'Elbée, cherche, mais en vain, à rallier quelques soldats. Sa voix n'est point écoutée au milieu du désordre que l'irruption imprévue de Wester-

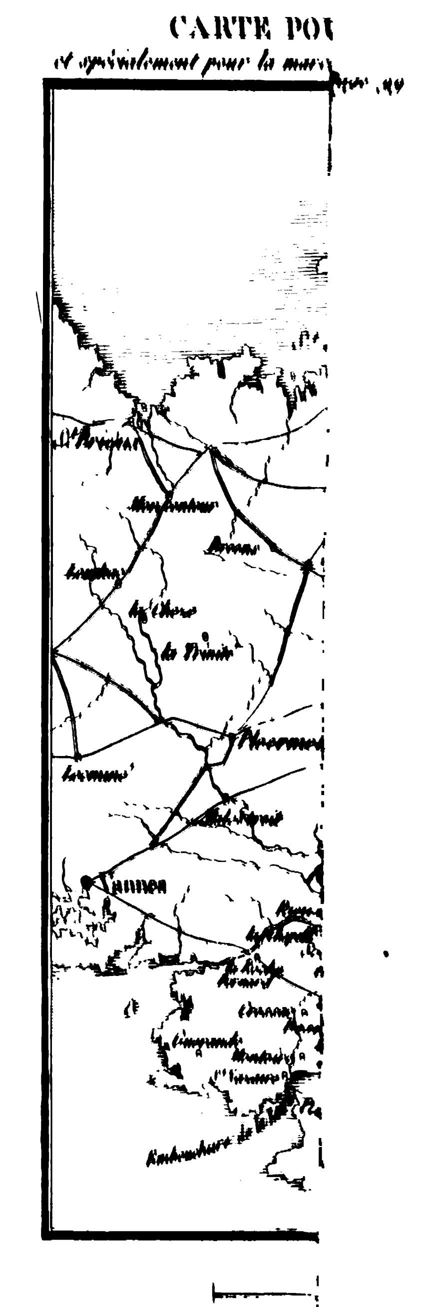
[1] Journaux du temps, — Beauchamp, — Madame Laroche-Jacquelein, — Notes manuscrites, etc.

1793—an II. Vendée. mann a fait naître; chacun fuit épouvanté. Dix
tillerie, trente mille rations de pain, un magasi
un grand nombre de prisonniers sont abandonnés
cains. Ceux-ci, comme à Chollet, entraînés par
pillage, et fatigués d'ailleurs par les marches
venaient de faire pendant une partie de la nı
Beaupréau, au milieu des excès de tous gen
favorable aux Vendéens.

19 octobre. (28 vendém.) France. *Combat de Gilette* [1]. — La guerre civile d
nécessité l'emploi d'une partie des troupes des
les frontières et à maintenir la conquête des
vées aux Piémontais. D'un autre côté, ceux-ci
forcés par quelques troupes autrichiennes, et l
pris la dénomination d'*austro-sarde*. L'occa
rable pour agir offensivement, et ils voulur
mais leur entreprise échoua. Les postes qu'
surprendre et à enlever, furent repris presq
Français conservèrent leur terrain. De tout
eurent lieu à cette époque, une seule mérite
parce qu'elle fait honneur au courage des
à l'habileté du chef qui les commandait.

Huit mille Austro-Sardes, aux ordres du
venaient de descendre par la vallée de la
et le Broc. Le général Dugommier, qu
troupes dans cette partie, avait son quarti
Le but du général ennemi, en s'emparant
surtout de celui de Gilette, était d'y for
et d'en faire la base de ses opérations ultéri
de passer le Var à volonté, il pouvait se
rières du corps français, occupant le comt

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, —
Jomini, — Mémoires manuscrits, etc.


CARTE
Vannes

pointe en France, et couper les communications avec l'intérieur. Gilette fut donc occupé par quatre mille Autrichiens, Croates et Piémontais, et six pièces de canon. Dugommier, à la nouvelle de cette invasion, prend avec lui trois cents chasseurs et grenadiers, confie la défense d'Utelle à l'adjudant-général Despinois, et fait passer l'ordre au chef de bataillon Martin de marcher de Broc sur Gilette. Martin surprend l'ennemi dans le village de la Roque qu'il était occupé à piller, l'en chasse, et délivre une compagnie de son bataillon qui s'était retranchée dans un vieux château auprès du village, quand les Austro-Sardes s'étaient présentés pour s'emparer de ce village. Quatre-vingt-huit Autrichiens furent faits prisonniers dans cette attaque partielle. Dugommier, qui venait de faire une marche de sept lieues pendant la nuit, et qui, chemin faisant, avait réuni tous les détachemens qui se trouvaient sur son passage ou à proximité, se trouve en présence de l'ennemi, le 19 octobre, au point du jour. Il n'avait pas mille hommes sous ses ordres; mais cette grande infériorité ne l'arrête point. Il attaque avec la plus grande impétuosité, et culbute les Austro-Sardes, qui le croyaient bien éloigné. Tout cède à ce choc aussi vigoureux qu'imprévu. Gilette est évacué; l'artillerie, les munitions, les tentes du corps d'armée du général de Wins, restent au pouvoir des Français. Huit cents morts, sept cents prisonniers sont les résultats du combat; la province est garantie d'une invasion, et la sûreté des troupes françaises, dans le comté de Nice, n'est point compromise.

1793—an II.
France.

Passage de la Loire par les Vendéens [1]. — La petite ville de Saint-Florent, sur la Loire, était devenue le refuge des malheureux Vendéens, après les sanglantes défaites qu'ils

19 octobre.
(28 vendém.)
Vendée.

[1] Mémoires particuliers du général ***, — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux, — Bouvier, — Turreau, etc.

1793—an II. Vendée. venaient d'essuyer consécutivement à la Tremblaye, à Chollet et à Beaupréau. Déjà même, par une utile prévoyance, quelques centaines d'hommes des compagnie bretonnes avaient été détachées de l'armée royalistes pour occuper le poste de Varades, village sur la rive droite de la Loire, afin d'assurer, à tout événement, le passage de ce fleuve. Ce passage était résolu, comme nous l'avons dit plus haut, avant la désastreuse journée de Chollet, et d'ailleurs, le danger imminent rendait cette mesure plus que jamais indispensable et urgente. Ainsi la contrée qui avait été le premier foyer de l'insurrection royaliste, allait être abandonnée par ses habitans, par le plus grand nombre de ses valeureux défenseurs. Charette restait seul pour soutenir, sur la rive gauche de la Loire, tout le poids d'une guerre terrible, d'une guerre d'extermination.

La plage de Saint-Florent offrait en ce moment le spectacle le plus déchirant.. Quatre-vingt mille individus de tout âge, de tout sexe, de toutes conditions, soldats, femmes, enfans, vieillards, un nombre considérable de blessés, remplissant l'air de leurs cris et de leurs imprécations, étaient réunis, pressés dans un étroit espace. Tourmentée par la crainte de voir s'approcher les républicains, dont l'épaisse fumée des villages réduits en cendres annonçait les ravages, cette population, au moment de quitter avec un empressement forcé le sol natal, invoquait l'appui et la vengeance célestes, et versait des larmes de sang au souvenir de ses anciens triomphes. Epouvantable tableau, et bien propre à inspirer la plus profonde horreur pour les dissensions civiles!!! La désolation générale s'accroissait encore par l'aspect du désespoir moins prononcé, mais non moins effrayant, des chefs de cette multitude. Bonchamp et Lescure, blessés à mort, et qui, tous deux, ne devaient plus revoir les champs vendéens, étaient bien moins sensibles à leurs douleurs physi-

ques qu'à celle de voir la ruine totale et prochaine du parti qu'ils avaient embrassé et défendu avec tant de dévouement et un si noble courage. Lescure surtout, qui n'avait jamais approuvé le passage de la Loire, à l'effet de transporter le théâtre de la guerre en Bretagne; Lescure, attaché aux lieux qui l'avaient vu naître, et pour la défense desquels il avait tant de fois versé son sang, s'écriait qu'il voulait mourir sur le sol vendéen, et se faire tuer de la main des républicains. Le jeune et bouillant Laroche-Jacquelein, ami de Lescure, et partageant toutes ses opinions, voulait aussi mourir les armes à la main, en courant se précipiter dans les rangs d'un ennemi irrité, devenu même impitoyable.

En cette circonstance désespérante, une nouvelle scène va nous faire ajouter un dernier trait au tableau que nous esquissons à regret, mais que nous devons autant à la vérité historique qu'au besoin de reproduire quelques faits héroïques, qui reposeront du moins l'imagination agitée si cruellement par ces déplorables récits.

Cinq mille républicains faits prisonniers, en différentes occasions, par les Vendéens, étaient renfermés dans l'église de Saint-Florent. L'excès de l'infortune et du désespoir exaspère tous les hommes, et les porte souvent aux actes les plus atroces. Il ne paraîtra donc pas étonnant que les Vendéens, dans l'extrémité où ils étaient réduits, songeassent à se venger des maux que leur faisaient éprouver les partisans de la république, sur ceux de ces derniers que les chances de la guerre avaient mis en leur pouvoir et à leur discrétion. Un immense attroupement se forma autour de l'église. La multitude demande à grands cris qu'on lui livre les prisonniers, pour les massacrer. Il est affligeant de dire qu'à la tête de ces furieux se trouvait un homme qui, par son éducation et le caractère dont il était revêtu, n'était point appelé, malgré ses récriminations personnelles, à jouer un rôle dans cette

1793—AN II. Vendée. scène hideuse. Nous voudrions pouvoir taire son nom ; mais l'impartialité dont nous faisons profession nous le défend. Oubliant à la fois les préceptes de la religion dont il s'était déclaré le défenseur en prenant les armes pour elle, et les lois de la guerre, qu'il ne pouvait méconnaître en sa qualité de membre d'un ordre militaire respectable, Cesbron d'Argogne, commandant de Chollet [1], vieux chevalier de Saint-Louis, échauffait les esprits des soldats vendéens par ses discours; il les excitait à la vengeance, en leur rappelant toutes les atrocités commises par les républicains. Il était écouté avec enthousiasme, et déjà les soldats s'avançaient pour égorger les prisonniers, quand la digne épouse du généreux Bonchamp parut sur la place. Elle fit à d'Argogne des reproches si vifs sur son étrange conduite, que celui-ci, honteux de ses emportemens, se retira.

Cependant les cris de mort se faisaient toujours entendre. Le conseil des Vendéens, rassemblé pour délibérer sur le sort des prisonniers, entraîné sans doute par le mouvement général et par un sentiment personnel de vengeance mal calculé, donna l'ordre de fusiller les cinq mille républicains. Le loyal Lescure, presqu'au lit de la mort, s'écrie à cette occasion : « Voilà un acte infâme. » Bonchamp, qui lui-même était dans une situation encore plus désespérée, mais qui exerçait pourtant la suprême autorité militaire par l'absence du généralissime d'Elbée, s'oppose formellement à l'exécution de cette délibération barbare. Il fait à l'instant même proclamer un ordre du jour qui défend, sous peine de mort, d'attenter à la vie des prisonniers. C'est par cet acte de générosité et de courage magnanime que le héros de la Vendée termina sa glo-

[1] Cesbron d'Argogne avait été chargé de conduire et d'escorter ces mêmes prisonniers de Chollet à Saint-Florent; ainsi ces derniers étaient placés sous sa sauvegarde, ce qui rend encore sa conduite plus odieuse. (*Mémoire de Mad. de Laroche-Jacquelein.*)

rieuse carrière. Il mourut dans le bateau qui le transportait de l'autre côté de la Loire. 1793—an II. Vendée.

Parmi les prisonniers sauvés ainsi de la fureur des Vendéens, était un négociant de Nantes dont le nom doit figurer dans l'histoire, à côté de celui des hommes qui se sont le plus distingués par l'élévation de leur caractère, et surtout par leur constance à la foi jurée. Le trait que nous allons rapporter ne peut être étranger aux annales de la gloire française. Haudaudine, fait prisonnier en combattant contre les Vendéens à l'affaire de Légé, fut renvoyé à Nantes sa patrie, avec deux autres habitans de cette ville, sous la promesse solennelle qu'ils firent de revenir se constituer prisonniers si la mission dont on les chargeait ne réussissait point. Il s'agissait de négocier un échange de prisonniers; le délai était fixé à trois jours, et la vie des autres prisonniers républicains répondait du retour de ces envoyés. La proposition des Vendéens ne fut point agréée, et l'on défendit aux négociateurs de retourner chez l'ennemi. Deux d'entre eux se laissent intimider ou persuader. Haudaudine, fidèle à la parole qu'il a donnée, ne veut rien écouter, et, nouveau Régulus, malgré les sollicitations, les instances, les prières de sa famille, les menaces mêmes que lui font ses concitoyens de le traiter en émigré, il part pour remplir sa promesse et sauver la vie à ses compagnons d'infortune, dont le sort dépendait de son retour. Les Vendéens accueillirent cet homme généreux avec une sorte de respect; mais le voyant inébranlable dans son opinion politique, ils crurent devoir le retenir dans les fers. Depuis lors, errant de prison en prison, il avait été conduit à Saint-Florent, où l'héroïsme de Bonchamp lui sauva la vie, et le rendit à la liberté.)

Le mouvement de fureur des Vendéens étant calmé, ils ne s'occupèrent plus que d'effectuer le passage de la Loire. Le détachement envoyé, comme on l'a déjà dit, à Varades,

1793—an II. France. y avait réuni une vingtaine de barques ou bateaux en ass mauvais état; mais la terreur était telle, qu'elle ne permit p d'examiner ces moyens de transport, et d'y faire les répa tions nécessaires. Les malheureux fugitifs s'y précipitèrent s'y entassèrent à l'envi les uns des autres. Plusieurs, en s'a tachant aux chevaux ou aux bestiaux qu'ils traînaient av eux, d'autres en se jetant à la nage, essayèrent de travers le fleuve; un grand nombre périt dans le trajet.

Si l'armée républicaine, au lieu de s'arrêter au pillage, à la dévastation et à l'incendie des villes et des villages, se fû présentée en ce moment, avec son artillerie, sur les hauteu de Saint-Florent, c'en était fait du parti royaliste dans ce contrées; un seul jour voyait terminer la guerre vendéenne. Mais ce fut seulement le troisième jour après l'occupation de Beaupréau que les vainqueurs songèrent sérieusement à poursuivre leurs ennemis.

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1793.

Marche des Vendéens après le passage de la Loire. — Bataille d'Entrames. — Prise de Menin et de Marchiennes. — Combat de Guise. — Siége de Granville. — Bataille d'Antrain. — Combat de Ceret, de Kayserslautern. — Déroute du Mans. — Siége de Toulon. — Déroute de Savenay. — Combat et prise du fort Saint-Elme, de Port-Vendre, et de Collioure. — Reprise des lignes de Weissembourg, et déblocus de Landau, etc., etc.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, comment, après avoir été forcés de céder la victoire sur presque tous les points pendant la première période de 1793, les armées

françaises avaient tout-à-coup effacé la honte de leurs dé- 1793 — an II.
faites momentanées par des succès éclatans, et prouvé à l'Europe qu'elles n'avaient point dégénéré de l'antique valeur de leur nation. La prise des grandes places du Nord [1], qui d'abord avait répandu un sentiment général de terreur parmi les républicains, était devenue pour eux comme le signal et la cause des efforts les plus héroïques, tentés pour réparer ces pertes. Une foule de citoyens s'étaient volontairement enrôlés dans les bataillons destinés à renforcer les armées, et portant dans les rangs des soldats tout leur enthousiasme, avaient inspiré à ces vieilles phalanges la généreuse ardeur et la confiance propres à la jeunesse. Le gain presque inespéré de la bataille de Hondtschoote, en rendant au gouvernement conventionnel l'appui si formidable de l'opinion, l'avait mis à même d'organiser avec plus d'ordre tous ses moyens de défense. Il avait profité du moment de répit que donnait ce grand avantage remporté sur l'ennemi, pour compléter les cadres des armées, et augmenter leur matériel. Plus tranquilles sur les événemens du Nord, les membres du comité de salut public chargés de diriger les opérations militaires, prêtèrent alors une attention plus particulière à ce qui se passait dans l'Ouest. Ils envoyèrent dans la Vendée les garnisons de Mayence et de Venlenciennes, prisonnières sur parole. En même temps l'ordre fut donné aux généraux chargés de les commander, de renoncer au système d'isolement qu'ils avaient gardé jusqu'alors, et d'agir par grandes masses contre les Vendéens. De rapides succès justifièrent promptement toute la sagesse de cette tactique nouvelle. Les royalistes, vaincus, forcés de fuir, avaient passé la Loire pour chercher un asile en Bretagne.

Maintenant nous allons voir le gouvernement républicain

[1] Valenciennes, Condé et le Quesnoy.

1793—an II. recueillir le fruit des mesures qu'il venait de prendre. Le parti royaliste, après quelques brillans efforts dignes d'un meilleur destin, va tout-à-coup se dissoudre, écrasé par les masses républicaines. Les Vendéens, détruits à Savenay le 22 octobre, et les Toulonais, obligés d'abandonner leur ville le 18 du même mois, offriront un rapprochement curieux dans la destinée d'un parti qui combattait pour la même cause aux deux extrémités du royaume. Enfin, Hoche, en chassant les Prussiens des lignes fameuses de Weissembourg, terminera d'une manière glorieuse cette année 1793, qui avait commencé sous des auspices si malheureux.

22 octobre. (1er vendém.) Vendée. *Marche des Vendéens après le passage de la Loire; combat et prise de Laval* [1]. — Retournons sur les rives de la Loire, dans ces champs de la Bretagne où nous avons laissé les valeureux Vendéens, après qu'ils eurent traversé le fleuve.

Dès le 16 octobre, au moment même où les Vendéens se préparaient à livrer la sanglante bataille de Chollet, Bonchamp, suivant le projet déjà adopté de conduire en Bretagne l'armée royale et catholique, avait détaché, sous la conduite de d'Autichamp, deux cents hommes de troupes bretonnes, chargés de passer la Loire, et de s'emparer de Varades, premier poste républicain qu'on devait trouver sur l'autre rive. D'Autichamp, embarqué avec sa petite troupe sur des barques légères, et voguant d'île en île, s'était présenté à la nuit devant le poste de Varades. Le commandant républicain, ne soupçonnant pas même qu'on pût l'attaquer, n'était nullement sur ses gardes. Les Vendéens débarquent en silence, fondent à l'improviste sur les sentinelles, les égorgent, et forcent la garnison entière de prendre honteusement la fuite. Cet événement était très-

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires particuliers du général ***, — Vie de Laroche-Jacquelein, etc.

heureux pour les royalistes. D'Autichamp, maître de Varades, se servit des batteries républicaines pour protéger le passage de l'armée fugitive. Si le commandant républicain ne se fût point laissé surprendre, et surtout si Westermann eût mis son activité accoutumée à poursuivre les vaincus après la bataille de Chollet, les Vendéens, pris entre deux feux sur les bords de la Loire, pouvaient tous être exterminés, ou être forcés de mettre bas les armes.

Quoi qu'il en soit, les Vendéens, débarqués enfin après des peines inouïes, s'étaient aussitôt fortifiés dans Varades et dans Ancenis, dont Rostaing s'était emparé, malgré les efforts du conventionnel Merlin de Thionville. Une batterie de quarante pièces de canon défendait le premier de ces deux endroits, et déjà l'armée poussait ses avant-postes jusqu'à Saint-Georges, à quatre lieues d'Angers. Mais les Vendéens, amoncelés dans cette position, ne pouvaient y rester long-temps; il était urgent de se mettre en marche, et cependant l'armée manquait de général pour la diriger. D'Elbée avait disparu depuis la bataille de Chollet; on ne savait ce qu'il était devenu [1]; Bonchamp était mort de ses blessures pendant la traversée de la Loire; Lescure, la tête fracassée d'un coup de feu, était mourant, et ne pouvait plus se tenir à cheval. Une foule de prétendans s'offraient pour remplacer ces chefs recommandables. Seul entre tous les chefs secondaires, un jeune héros, Henri de Laroche-Jacquelein, que sa modestie, sa bravoure et la grandeur de son caractère, avaient fait chérir de tous les Vendéens, ne songeait point à se mettre sur les rangs. Mais proposé par Lescure lui-même au conseil assemblé à Varades, il réunit tous les suffrages, et est proclamé d'une voix unanime généralissime de l'armée royale et catholique. Henri, qui n'avait alors que vingt-un ans, veut s'excuser sur son ex-

[1] Nous verrons par la suite qu'il s'était retiré à l'armée de Charette, à cause de ses nombreuses blessures.

1793-an II. Vendée.

trême jeunesse. De nobles larmes coulent de ses yeux en apprenant sa nomination; il vient supplier Lescure de reprendre le commandement: « Non, dit Lescure, aussi généreux que son ami; si je me rétablis, je serai ton aide-de-camp: je t'aiderai à vaincre cette timidité qui t'empêche de te livrer à la force de ton caractère, et d'imposer silence aux brouillons et aux ambitieux. Jusque là, c'est à toi de mener les Vendéens à la victoire. » Laroche-Jacquelein est forcé d'accepter le grade qui l'honore. Stofflet fut nommé major-général de l'armée; le prince de Talmont, général de la cavalerie; le chevalier Duhoux, adjudant-général; et Bernard de Marigny, commandant de l'artillerie, comme il l'avait été jusqu'alors. Toutes ces nominations se firent à la pluralité des voix, pour inspirer aux Vendéens plus de confiance, en leur donnant des chefs de leur choix. Quand l'organisation de l'état-major de l'armée fut ainsi terminée, on délibéra sur la direction à prendre. Il fut décidé que les Vendéens marcheraient sans délai sur Laval.

Cependant les généraux républicains, sur l'autre rive de la Loire, étaient honteux d'avoir laissé échapper les royalistes. Réunis aux commissaires conventionnels présens à l'armée, ils s'assemblent précipitamment à Beaupréau, pour tenir un conseil de guerre, et délibérer sur les opérations ultérieures. Le général Lechelle était d'avis de passer la Loire, et de se mettre sans délai à la poursuite des Vendéens. Mais on manquait de toute espèce de moyens de transport; les royalistes étaient devenus formidables, en se fortifiant sur la rive opposée, et déjà leur artillerie avait répondu vigoureusement à celle de Westermann, arrivée trop tard sur les hauteurs de Saint-Florent; enfin, comme il était à craindre que les Vendéens se portassent sur Nantes ou sur Angers, et s'en emparassent, il fut décidé que l'armée prendrait la double direction de ces deux villes, et passerait le fleuve vis-à-vis. La

plus forte colonne se mit en marche sur Nantes pour y arriver le 20, et en repartir le 21 en deux divisions, l'une se dirigeant sur Rennes; l'autre, aux ordres du général en chef Lechelle, sur Ancenis. L'avant-garde marchait déjà, sous le commandement du général Beaupuy, pour garantir Angers. Quelques bataillons seulement restèrent dans la Vendée, afin d'en contenir les habitans. 1793-an II. Vendée.

Mais déjà les royalistes avaient pris les devants, et menaçaient Laval. Dès le 18, Desessarts, Dehagues et le chevalier Duhoux, à la tête de deux mille Vendéens, avaient repoussé jusqu'aux portes d'Angers le peu de troupes que l'adjudant-général Savary avait envoyées à leur rencontre. Les deux partis s'étaient rencontrés à Ingrande, poste intermédiaire entre Varades et Angers. Savary fut repoussé, et perdit deux canons. En vain, pour le soutenir, une partie des anciennes garnisons de Condé et de Valenciennes, accourut du Pont-de-Cé; le général Aulanier, qui commandait ce renfort, ne fut pas plus heureux que Savary, et les républicains, en s'enfuyant, allèrent répandre l'alarme dans Angers.

La terreur devint à son comble lorsqu'on apprit que les royalistes poussaient des reconnaissances à deux lieues de la ville. Le général Aulanier, qui avait rassemblé les fuyards d'Ingrande, bivouaquait sous les murs d'Angers. Dans ces fatales circonstances, l'administration départementale de Maine-et-Loire, qui se méfiait des généraux, envoya auprès d'eux des commissaires chargés de les surveiller, et d'accélérer leurs opérations. Les royalistes s'étaient arrêtés à Saint-Georges, entre Angers et Ingrande, et y passèrent la nuit du 20. Si, n'écoutant que l'impatience de leurs soldats, ils eussent marché droit à Angers, la ville était prise. Mais, craignant de n'être pas en force pour tenter ce coup de main, ils se replièrent sur Condé. Ce mouvement rétrograde rendit aux républicains le sentiment de leur valeur. Aulanier se met aussitôt

1793-an II. Vendée. à leur poursuite, et les atteint dans ce même Ingrande où l'on s'était battu le 18. Honteux de fuir devant un ennemi vaincu la veille, les Vendéens font volte-face, et attendent de pied ferme les républicains, pendant que les éclaireurs se jetaient dans les vignes pour les envelopper. Au moment où la troupe du général Aulanier se trouve enfin à portée, les éclaireurs font sur lui une décharge terrible qui met aussitôt la confusion parmi ses soldats. L'adjudant-général Savary prend lui-même la fuite; le commissaire départemental Duverger est massacré par les royalistes. Les républicains se sauvent du côté de Champtocé, à travers une grêle de balles. Un seul, le gendarme Marchand, préféra se faire tuer à côté du cadavre de son ami Duverger.

Pendant que les royalistes remportaient cet avantage, l'armée vendéenne, conduite par Laroche-Jacquelein, était arrivée à Condé. Bonchamp reçut solennellement, dans ce lieu, les honneurs de la sépulture, et sa mémoire fut honorée des regrets et des pleurs de tous ses anciens compagnons d'armes. Le 21, Laroche-Jacquelein marcha sur Château-Gonthier. A la première nouvelle de l'approche de l'ennemi, cette petite ville s'était mise en état de défense; mais après un combat de quelques heures, les royalistes, animés par le désespoir et le besoin d'avancer dans le pays pour se procurer des subsistances, forcèrent la garnison républicaine de se retirer en désordre, et restèrent maîtres de la place.

La prise de Château-Gonthier fut signalée par ces représailles qui devinrent malheureusement si communes pendant le reste de la guerre civile. Les Vendéens, irrités de ce que les républicains avaient égorgé quelques-uns de leurs blessés à Saint-Georges, massacrèrent, à Château-Gonthier, ceux des habitans qu'on leur désigna comme des patriotes outrés. Treize municipaux de cette ville furent saisis et fusillés. Un curé constitutionnel eut le même sort. Bernard de Marigny, comman-

dant de l'artillerie, n'eut pas honte de servir lui-même de bourreau dans cette circonstance; il tua de sa propre main, sur la place publique, le juge de paix de Château-Gonthier, qu'on avait saisi dans une cave où il s'était caché.

Laroche-Jacquelein ne resta qu'un jour dans sa conquête. Pressé par Talmont, qui lui représentait Laval, dont il était seigneur, comme devant être le foyer d'une seconde Vendée, il partit le 22, et se dirigea sur cette ville. Cinq à six mille gardes nationaux rassemblés à la hâte, et au son du tocsin, de tous les environs, bivouaquaient en avant de la ville pour la défendre. Ces troupes peu aguerries, qu'animait cependant le patriotisme du temps, firent bonne contenance tant qu'ils furent hors de la porté du canon des royalistes; mais quand leurs nombreuses colonnes commencèrent à se déployer à leur vue dans la plaine, le courage qu'ils montraient diminua, et bientôt, attaqués de toutes parts et avec la plus grande vigueur, les patriotes sont saisis de terreur. Au premier choc, leur centre est enfoncé; les royalistes se précipitent, et parviennent à rompre leurs rangs dans toutes les directions. Dès ce moment la déroute devient générale. Deux administrateurs de la Mayenne, combattant à la tête de leurs soldats, tombent percés de coups. L'adjudant-général Letourneux, serré de près par les Vendéens, met son cheval au galop, traverse les lignes républicaines, et achève de semer parmi elles le désordre et l'effroi. Alors la cavalerie vendéenne se met à leur poursuite, et disperse au loin les fuyards.

Laval fut le prix de cette victoire, et les Vendéens fusillèrent sans miséricorde tous les patriotes qui tombèrent entre leurs mains. Ils perdirent à cette attaque le chevalier de la Guerivière et le garde-chasse Bonchamp, officiers d'un rare mérite, et qui furent fort regrettés. Laroche-Jacquelein lui-même faillit être victime de sa trop grande ardeur. Emporté par sa fougue naturelle à la poursuite de l'ennemi vaincu, il

1793—an II. Vendée.

est tout-à-coup surpris dans un chemin creux par un républicain qui, l'apercevant, vient à lui pour le tuer; mais Laroche-Jacquelein, quoique ayant encore son bras en écharpe pousse lui-même son cheval sur le patriote, le saisit de sa main gauche au collet, et, malgré sa résistance, il le retient jusqu'à l'arrivée des Vendéens. Ceux-ci voulaient tuer le soldat républicain; mais le généreux Laroche-Jacquelein, en le laissant échapper : « Retourne vers les tiens, lui dit-il; dis-leur que tu t'es trouvé seul avec le chef des Vendéens, qui n'a qu'une main et point d'armes, et que tu n'as pu le tuer. » Laval, ville assez considérable, fut d'un grand secours aux royalistes. La prise de cette place décida en outre l'insurrection de tous les mécontens des environs, et les royalistes y furent joints par cinq ou six mille Bretons. Cette troupe fut depuis connue sous le nom de *la petite Vendée*.

22 octobre. (1er brumaire) Comté de Nice.

Combat d'Utelle[1]. — Dugommier, par les avantages qu'il venait de remporter à Gilette, avait mis l'armée des Alpes dans une situation moins précaire. Cependant le poste d'Utelle, dont il avait retiré les troupes pour l'aider dans son expédition de Gilette, continuait toujours d'être en danger. Les Piémontais pouvaient d'un moment à l'autre l'attaquer, et Dugommier, sans perdre de temps, se hâte d'y ramener ses troupes. Il eut en effet à se féliciter de sa prévoyance, car dans la nuit même il fut attaqué dans Utelle par le gros de l'armée austro-sarde. Les Piémontais qui venaient avec intention de surprendre le poste, s'en approchèrent dans un grand silence. Ils étaient en outre favorisés par un brouillard épais, qui rendait la nuit plus sombre encore. Enfin les mesures de l'ennemi étaient si bien prises, qu'il arrive, sans être aperçu, jusqu'aux avant-postes français. Ceux-ci, fatigués d'une marche longue et pénible, n'étaient point sur leurs

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Jomini, — Mém. manuscrits, etc.

gardes. Surpris tout-à-coup par un ennemi vigilant et actif, ils sont égorgés avant d'avoir pu se mettre en défense. Cependant la grand'garde, avertie par le bruit, a le temps de faire une décharge de coups de fusil, et se retire en désordre sur le village. Le seul poste de la Madone, placé sur un pic très-élevé, n'avait point été surpris, et tenait encore. La conservation de ce poste était d'une grande importance. Déjà l'ennemi triomphant couvrait les montagnes des feux de ses bivouacs, et attendait le jour avec impatience pour fondre sur les Français, qu'il croyait épouvantés. Mais Dugommier avait pris ses mesures, et arrêtait ses dispositions; il défend d'allumer un seul feu, de tirer un seul coup de fusil, de faire le moindre bruit; il veut qu'on attende paisiblement le moment de l'attaque. Cependant l'ennemi descend des hauteurs dont il est le maître; ses nombreux bataillons défilent à la suite les uns des autres, et marchent avec cette confiance que donne l'espoir de vaincre. Mais pour arriver jusqu'aux Français, les Piémontais ont à traverser un défilé couvert de rochers; nul autre passage ne leur est ouvert, et c'est là que Dugommier a préparé ses moyens de succès. Six cents Français embusqués doivent attaquer l'ennemi au moment où il se présentera; en même temps, deux cents grenadiers et chasseurs, conduits par les capitaines Partouneaux et Guyeux, marchent au secours du poste de la Madone. Ils ne doivent point brûler une amorce. C'est à la baïonnette qu'il leur est enjoint de repousser les assaillans. Ces mouvemens sont ponctuellement exécutés : les Piémontais, qui avaient attaqué à l'improviste, sont à leur tour surpris. Le poste de la Madone est conservé; le jour paraît; l'ennemi, comptant sur une victoire facile, s'enfonce dans le défilé; mais bientôt il est attaqué de toutes parts, et repoussé avec perte; cinq mille Piémontais sont obligés de battre en retraite devant un nombre bien inférieur de Français. Dugommier,

1793—an II. Nice.

1793 - an II. Nice. après cette affaire, partit pour prendre le commandement de l'armée qui assiégeait Toulon.

25 octobre. (4 brumaire.) Vendée. *Bataille d'Entrames*[1]. — Une grande partie de l'armée républicaine, dite de l'Ouest, après avoir passé la Loire à Nantes et à Angers, ne tarda pas à poursuivre sur plusieurs colonnes les débris fugitifs de l'armée vendéenne. Celle-ci, enhardie par les succès qu'elle venait d'obtenir, et surtout par la prise de Laval, se préparait elle-même à prendre l'initiative de l'attaque. L'avant-garde de l'armée de l'Ouest, commandée par Westermann, rencontra les Vendéens à la Lande de Croix-Bataille. Embusqués en partie à droite et à gauche de la route, les royalistes laissèrent Westermann s'avancer avec confiance, et le corps qui se trouvait devant lui parut céder au premier choc; mais bientôt les troupes embusquées enveloppent la colonne républicaine. Séparée du corps d'armée par une distance de six lieues, la position de cette avant-garde, composée d'une partie des troupes de la garnison de Mayence, devient très-critique par cette manœuvre des Vendéens. Le combat se soutient cependant plus de deux heures avec une fortune égale. Les Mayençais y font des prodiges de valeur; mais l'arrivée d'une colonne, commandée par le chef Stofflet, détermine l'avantage pour les royalistes. Les républicains se replient sur le gros de leur armée. L'engagement avait eu lieu à l'entrée de la nuit, ce qui le rendit très-meurtrier, principalement pour les troupes de Westermann, qui furent en quelque sorte surprises. L'obscurité empêcha les Vendéens de profiter de leur succès.

Cependant le général en chef de l'armée de l'Ouest, Léchelle, s'avançait à la tête de vingt-cinq mille hommes. Westermann le rejoint avec ses troupes battues.

De leur côté, les royalistes, réunis sous les ordres de leur

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Mémoires manuscrits.

nouveau généralissime Laroche-Jacquelein, marchaient avec l'intention d'engager une action générale. Les deux armées se rencontrent auprès du bourg d'Entrames, à peu près à moitié chemin de Château-Gonthier et de Laval. Les généraux Westermann et Danican s'empressent de s'emparer des hauteurs qui dominent le champ de bataille. Mais Léchelle, qui n'avait point ordonné ce mouvement, fait dire aux deux généraux d'abandonner leur position; ceux-ci obéissent, non sans regret, prévoyant le funeste résultat d'une mesure aussi contraire aux principes de la guerre, et qui ne peut s'expliquer que par l'impéritie de celui qui l'ordonnait. Léchelle ne voulait former qu'une seule masse pour assaillir les Vendéens. Il supposait que ces derniers ne résisteraient point à un premier choc, et qu'il aurait d'ailleurs le temps nécessaire pour faire des dispositions ultérieures après avoir effrayé son adversaire. Laroche-Jacquelein, trop habile pour se laisser intimider par une manœuvre aussi maladroite, fait harceler la colonne républicaine par une nuée de tirailleurs, qui l'ont bientôt entamée et rompue en plusieurs endroits. Les Vendéens se précipitent dans les intervalles, et bientôt la confusion est dans tous les rangs. Le généralissime avait fait passer dans l'ame de ses soldats sa valeur et son enthousiasme, et il est bien secondé par les chefs qui agissent sous ses ordres.

Une division républicaine, partie le même jour de Château-Gonthier pour venir renforcer l'armée, n'arrive sur le champ de bataille que pour partager la déroute générale. Les troupes de Léchelle se replient en désordre sur Château-Gonthier. Mais dès le commencement de l'action, la division de Stofflet s'était portée, par un chemin détourné, sur cette dernière ville, et s'était embusquée dans les environs. A l'approche des républicains en retraite, Stofflet fait sortir sa troupe et tombe sur eux.

Ce nouveau danger rend aux troupes découragées un mo-

1793—an II. Vendée. ment d'énergie. Le général Beaupuy, à la tête de sa division qu'il avait ralliée, soutient le choc des soldats de Stofflet avec beaucoup de résolution. Cependant, après avoir combattu avec vaillance, il tombe blessé dangereusement, et il est emporté hors du champ de bataille. Cet événement, loin d'abattre le courage de ses soldats, l'augmente encore par le désir de venger leur général.

Le combat se ranime avec plus de fureur. Attaquées en tête, en flanc et en queue, les troupes républicaines se défendent avec intrépidité. La nuit ne met point un terme à l'acharnement des deux partis. La mêlée devient alors terrible; les soldats ne se reconnaissent point, et se fusillent entre eux. Les troupes de Mayence parviennent enfin à s'ouvrir un passage à travers les rangs ennemis, et échappent à cette boucherie.

La perte de l'armée républicaine fut considérable en hommes, bagages et artillerie. Les Vendéens perdirent aussi beaucoup de monde, surtout dans le combat de nuit. Les vaincus, au nombre de quinze à seize mille hommes, se retirèrent sous Angers. L'armée royale rentra dans Laval. Le chef Royrand reçut à la bataille d'Entrames un coup de feu à la tête, et mourut quelques jours après des suites de cette blessure.

Nous avons dit qu'une division de l'armée de l'Ouest, partie de Château-Gonthier, était arrivée trop tard sur le champ d'Entrames pour prendre part au combat. Le général Aulanier, qui la commandait, s'était replié sur Craon, et Laroche-Jacquelein avait envoyé à sa poursuite un corps de huit mille hommes. Se voyant près d'être assailli, Aulanier était d'avis d'évacuer sur-le-champ Craon. Mais les conventionnels Méaulle et Esnue-Lavallée, qui se trouvaient alors dans cette ville, s'y opposèrent. Attaqués sur tous les points à la fois, avec cette ardeur qu'inspire une victoire récente, les républi-

tains sont forcés de se retirer, et se précipitent sur la route de Nantes. Mais les Vendéens, qui s'étaient emparés d'une pièce de 12 dans le château de Craon, la braquent aussitôt sur la colonne en retraite, et jonchent la route de cadavres, en même temps que l'infanterie et la cavalerie se mettent à la poursuite des fuyards. C'en était fait encore de cette division, si Aulanier, en plaçant à la queue de sa colonne deux pièces de 8 servies avec beaucoup d'habileté, n'eût arrêté la cavalerie vendéenne. Sa division parvint à gagner Rennes.

1793 — an II. Vendée.

Prise de Menin et de Marchiennes[1]. — L'armée des alliés, vaincue à Wattignies, avait rapidement passé la Sambre. Les Français, malgré tout l'avantage qu'ils venaient de remporter, n'avaient cependant pas osé poursuivre l'ennemi, et s'étaient établis, sur la rive droite du fleuve, par une chaîne de postes. Les alliés formèrent, de leur côté, une ligne de cantonnemens sur la rive gauche; et les deux armées, occupées à s'observer l'une et l'autre, se tenaient mutuellement sur la défensive. Les Hollandais occupaient le camp retranché de Bettignies, le général Latour était posté à gauche de ce camp, le comte de Colloredo à droite, et le général Clairfait en avant, vers la Sambre. Le duc d'Yorck, après avoir séjourné quelque temps en arrière du camp, s'était rapidement rejeté dans la Flandre maritime, où sa présence devenait indispensable.

25 octobr. (4 brumaire.) Belgique.

En effet, Jourdan, qui ne se croyait pas assez fort pour poursuivre ses avantages, et traverser la Sambre, tant que l'armée ennemie entière en défendrait le passage, avait imaginé de faire faire en Flandre une diversion propre à rappeler de ce côté une partie des forces alliées. Les différens corps, qui composaient le centre de l'armée du Nord, se réunirent donc à Philippeville, et s'étaient promptement mis en

[1] Moniteur, — Tableau historique, — Jomini, — Galerie militaire, — Dictionnaire des siéges et batailles, etc.

1793—an II Belgique. marche. Les Français, depuis la bataille de Wattignies, semblaient avoir recouvré toute leur audace et leur confiance. Ils partaient, avec enthousiasme, aux cris redoublés de *vive la nation! vive la république!* et défiaient maintenant l'ennemi de leur arracher la victoire.

Le général Souham commandait cette armée de diversion et avait sous ses ordres les généraux de brigade Daendels, Macdonald et Dumonceaux. Afin de donner à ce mouvement toute son utilité, Souham attaqua à la fois la ligne des postes ennemis, depuis Arleux jusqu'à Bailleul. La droite de son armée se présenta, le 23 octobre, sous les murs de Menin. Les Hanovriens étaient retranchés dans les villages de Willem et Sailly. Ces postes augmentaient la défense de la ville. Souham fait d'abord attaquer les deux villages, l'action commence par un feu roulant d'artillerie; et la plupart des pièces hanovriennes étant démontées, les Français s'élancent alors à la baïonnette; l'ennemi, fort de son nombre, oppose une vive résistance; mais rien ne peut arrêter la valeur française, rendue à l'enthousiasme par la victoire. Les soldats de Souham franchissent les retranchemens, tombent sur l'ennemi, l'étonnent et le mettent en fuite. Cinq cents Hanovriens mettent bas les armes et demandent grâce. Plusieurs pièces de canon tombent au pouvoir des assaillans. La terreur est dans Menin où viennent de se retirer les vaincus. Souham fait aussitôt ses dispositions d'attaque, et bivouaque sous les murs de la ville effrayée. Le lendemain, ses braves soldats retournent au combat. Le canon commence à battre les murailles; mais les troupes hanovriennes étaient tellement épouvantées des revers de la veille, que, sans engager de combat, et pour éviter la fureur des Français, elles se hâtent d'évacuer la ville, et les Français y entrent. Menin était un des grands magasins de l'armée coalisée. Cette place renfermait un immense dépôt de vivres, de munitions, et d'effets de campement; leur valeur

fut estimée à dix millions de francs par le commissaire conventionnel Isoré. 1793–an II. Belgique.

Le surlendemain de la prise de Menin, c'est-à-dire le 25, une autre colonne de la même armée vient attaquer la ville de Marchiennes que défendait une forte garnison autrichienne. A l'approche des Français, le feu des remparts joue avec une activité extraordinaire. Mais, malgré la grêle des balles et des boulets qui pleuvent incessamment sur eux, les Français courent à la charge, attaquent avec leur valeur accoutumée, et sont bientôt aux prises avec l'ennemi. Au bout de quelques instans de combat, le trouble se met dans la garnison; elle n'oppose plus qu'une faible résistance; et les Français, redoublant d'efforts, entrent dans la place et s'en emparent, après avoir vu fuir les soldats chargés de la défendre. Les coalisés avaient à Marchiennes de nombreux et riches magasins qui, n'ayant point été évacués, deviennent, pour les Français, le prix de la victoire.

Reprise de Marchiennes [1]. — Marchiennes ne resta pas long-temps au pouvoir des Français. Le duc d'Yorck s'était, comme nous l'avons dit, porté rapidement sur le territoire menacé. Son corps d'armée, renforcé d'une division autrichienne, était bien plus nombreux que l'armée aux ordres du général Souham; et son arrivée, au moment où celui-ci remportait des avantages, fit promptement changer les affaires de face. Mais le but de Jourdan n'était pas de gagner du terrain dans cette partie du pays ennemi. En commandant la diversion en Belgique, il avait seulement voulu forcer l'armée ennemie, campée sur la Sambre, à se diviser. Le duc d'Yorck, en se portant contre Souham, avait rempli ses vues; il ne demandait pas davantage. 30 octobre. (9 brumaire.)

Souham, attaqué par le prince anglais, et ne se sentant

[1] Moniteur,—Dictionnaire des siéges et batailles,—Jomini,—Tabl. hist.

1793—an II. Belgique. pas dans le cas de lui opposer une résistance suffisante, pr le parti de se replier à son approche, et se hâta d'occupe ses anciennes positions. Yorck, malgré sa grande supériorit ne tenta point de le poursuivre. Mais quatre mille França qui occupaient Marchiennes, s'étant trouvés isolés de la lign ne purent suivre le mouvement rétrograde de l'armée, et s trouvèrent coupés tout-à-coup par une forte division ennemie envoyée à cet effet, et dirigée par les généraux Kray e Otto. Rentrés dans Marchiennes, les quatre mille França résolvent de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. D leur côté, les Autrichiens juraient de ne point faire de quar tier; ils attaquèrent les Français avec fureur; ceux-ci se dé fendirent en désespérés; on se bat jusque dans les rues e dans les maisons; enfin, après une mêlée qui avait dur quatre heures, et qui avait été un horrible massacre plutô qu'un combat, les Français, réduits à moins de deux mill hommes, et presque tous blessés, furent obligés de se rendre Deux mille étaient restés morts sur le champ de bataille; le deux mille autres furent faits prisonniers.

Les opérations, sur cette ligne, se terminèrent par cette action; il n'y eut plus que de petits combats d'avant-postes; et les deux armées passèrent l'hiver dans les cantonnemens.

3 novembre. (13 brumaire) Vendée. *Combat d'Ernée et de Fougères*[1]. — La victoire d'Entrames était bien propre à augmenter l'audace et la confiance des Vendéens; et leur actif et vaillant généralissime ne pouvait pas négliger de poursuivre avec vigueur les succès de cette campagne d'outre-Loire. Le 2 novembre, l'armée royaliste se présente devant Ernée, ville défendue par une division républicaine, composée de chasseurs de Paris et de quelques bataillons de nouvelles levée. Laroche-Jacquelein avait dérobé la marche de son armée divisée en trois co-

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Notes communiquées, etc.

onnes dont une seule commença l'attaque. Le général qui commandait dans Ernée, croyant n'avoir affaire qu'à un petit nombre d'ennemis, sortit imprudemment avec sa troupe pour les combattre. Les Vendéens reculent pour attirer les républicains dans une embuscade préparée. Les deux autres colonnes de l'armée paraissent alors, et enveloppent cette troupe qui comptait sur une victoire facile. Sa déroute fut bientôt complète. Une grande partie mit bas les armes ; le reste chercha son salut dans la fuite, en se dirigeant sur Fougères. 1793—An II. Vendée.

Laroche-Jacquelein, sans s'arrêter, marcha sur cette dernière ville. L'adjudant-général Brière y commandait quelques bataillons qui refusèrent de seconder les dispositions qu'il avait prises. Une compagnie de canonniers, dite *du Contrat social*, soutint pendant quelque temps, avec ses pièces mises en batterie sur la route de Paris, l'attaque des Vendéens ; mais tournés par la cavalerie, les canonniers furent obligés de céder et d'abandonner pièces et caissons. Cet événement entraîna la déroute des bataillons républicains qui se retirèrent précipitamment jusqu'à Rennes.

C'est à Fougères que George Cadoudal, devenu depuis si fameux, vint rejoindre l'armée vendéenne à la tête de cent cinquante paysans du Morbihan ; et c'est également dans cette ville que mourut Lescure, blessé dangereusement au combat de Chollet. Ce chef intrépide, transporté dans une voiture, avait suivi l'armée des royalistes depuis le passage de la Loire.

Combat de Guise et fin des opérations de l'armée du Nord, en 1793 [1]. — Pendant que le général Souham opérait en Flandre une diversion utile aux projets ultérieurs de Jourdan, ce général se voyait tout-à-coup arrêté dans ses 8 novembre. (18 brumaire.) France.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini, — Galerie militaire, — Mémoires manuscrits, etc.

1793—an II. France. projets par la négligence du gouvernement, qui, tout en ordonnant impérieusement aux généraux de vaincre, leur refusait tous les moyens qui assurent la victoire. Jourdan, depuis la glorieuse bataille de Wattignies, n'avait cessé de demander des secours d'hommes, d'habillemens, de vivres et de munitions. Son armée était dans un état déplorable; ses braves soldats, au milieu de la saison la plus rigoureuse de l'année, manquaient également de pain et de vêtemens. Les maladies s'y multipliaient d'une manière effrayante, et chaque jour augmentait le nombre des morts ou des mourans. Dans une situation aussi critique, il était impossible de songer à marcher en avant, et Jourdan, qui lui-même avait à souffrir du dénûment général où se trouvait l'armée, résolut de cesser ses opérations, et de donner enfin à ses troupes le repos dont elles avaient un si pressant besoin. Il se décida, en conséquence, à reporter l'armée dans les positions qu'elle occupait avant la bataille de Wattignies, et établit son quartier-général à Guise. A l'armée des Ardennes, les divisions des généraux Fromentin et Bureaux furent établies en avant de Philippeville, pour observer Charleroy, place sur laquelle on avait déjà des projets, que nous verrons réaliser l'année suivante, après une alternative étonnante de revers et de succès; les divisions Duquesnoy et Baland prirent position vers Beaumont et Thuin; sept mille hommes de la garnison de Maubeuge campèrent à Jeumont.

L'armée coalisée, qui était loin de se trouver dans un état de dénûment semblable à celui des Français, ne paraissait pas cependant être plus dans l'intention d'agir activement pendant l'hiver : au lieu de s'ébranler toute entière, pour s'opposer au mouvement rétrograde du général Jourdan, l'ennemi s'était contenté de le faire inquiéter sur ses flancs et sur son front par des divisions envoyées à la découverte. Ces divisions se réunirent quand il eut occupé sa position de Guise, et parurent seulement ne vouloir attaquer sérieuse-

1793—an II. France.

ment qu'après que les Français se trouveraient en mesure de se défendre avec avantage. Le prince de Wurtemberg, qui commandait ces différens détachemens de troupes légères, s'approcha, le 8 novembre, des avant-postes établis en avant de Guise, les attaqua avec assez de vigueur, et réussit même, au premier moment, à y établir du désordre; mais les Français, s'étant promptement ralliés, revinrent à la charge, et rétablirent le combat. Cependant l'ennemi tenait toujours, lorsque le cinquième régiment de hussards réussit, par plusieurs charges brillantes, à rompre leurs rangs. L'infanterie française profite de ce succès, s'élance sur les Autrichiens, qui déjà tourbillonnaient sur eux-mêmes, et décide leur défaite. Le prince de Wurtemberg se hâta d'échapper, par une prompte fuite, à la poursuite des hussards français.

Pour réparer cet échec, l'armée entière des coalisés passa la Sambre à Charleroy, Lhuin, Pont-sur-Sambre, campa à Beaumont, et s'avança ensuite entre le Castelet et Saint-Quentin, d'où ses partis firent contribuer les villages environnans; mais ce grand mouvement avait uniquement pour objet d'assurer l'établissement des quartiers d'hiver en arrière. Le prince de Cobourg, après avoir muni Condé, Valenciennes et le Quesnoy, de nombreuses garnisons, transféra son quartier-général à Mons; le prince de Hohenlohe, à Condé; et le général Clairfait, à Tournay. Le prince de Colloredo et le général Beaulieu occupèrent les frontières du Luxembourg, dans les Ardennes. L'armée anglaise et hanovrienne était, comme nous l'avons dit, dans la Flandre maritime, le quartier-général à Gand; et les Hollandais dans le pays de Liége. Le front de cette ligne de cantonnemens s'étendait de Namur à la mer.

Décidé lui-même à rester tranquille dans ses quartiers d'hiver, le général Jourdan divisa son armée en trois grands corps. Le premier, qui était aussi le plus nombreux, vint oc-

1793—an II France. cuper le camp de Cisoing, en avant de Lille; le second fut placé entre Bouchain et Cambray; et le troisième marcha vers Dunkerque, pour y occuper les camps de Rosendal, en avant de cette place.

Mais le comité de salut public, qui brûlait d'impatience de voir l'ennemi abandonner le territoire de la France, fut loin d'approuver les vues de Jourdan, pour rendre à ses troupes le repos et la santé. C'est alors que, préludant déjà au projet de prendre Charleroy, projet qui donnera lieu à tant de combats sanglans et inutiles, ce gouvernement fougueux et despotique commanda au général Jourdan d'exécuter une invasion en Belgique, et lui donna ordre, au cas où elle ne réussirait pas, de mettre tout à feu, à sang, dans cette malheureuse province, en se retirant. Jourdan, qui ne voulait point faire le métier de brigand et d'incendiaire, refusa, ainsi que nous l'avons déjà dit, de prêter les mains à ce projet extravagant, et offrit sa démission. Il se rendit, à ce sujet, à Paris, où bientôt il fut récompensé de la victoire de Wattignies par sa destitution. Cependant l'invasion de la Belgique fut remise, ainsi que nous le verrons, au printemps prochain.

14 novembre. (24 brumaire) Vendée. *Siége de Granville* [1]. — Excités par les Anglais, qui leur avaient promis d'immenses secours s'ils parvenaient à se rendre maîtres d'un port de mer, les royalistes crurent devoir suspendre leur invasion en Bretagne, et former le siége de Granville. Cette place était défendue par environ quatre mille homme, auxquels étaient venus se joindre une partie des fuyards de Fougères. Le conventionnel Lecarpentier avait en outre réuni à Granville tous les volontaires des environs, depuis l'âge de vingt-cinq jusqu'à trente ans. Quinze gros canons garnissaient les remparts. Le 14 novembre, à huit heures du soir, Laroche-Jacquelein, Stofflet, Desessart,

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Mémoires particuliers, etc.

Beauvollier, Talmont, Villeneuve, d'Autichamp, arrivèrent avec une partie de l'armée; Fleuriot, Rostaing et quelques autres chefs étaient demeurés à Avranches, pour y organiser un corps de troupes destiné à couvrir le siége. 1793.-an II. Vendée.

Les chefs royalistes commencèrent par sommer la ville de se rendre, menaçant de lui faire éprouver toutes les horreurs de la guerre si elle persistait à vouloir se défendre. Cette sommation n'ayant produit aucun effet, une attaque générale est ordonnée. Le cavalerie vendéenne occupait les hauteurs du faubourg de Saint-Nicolas, et l'infanterie s'étant portée rapidement dans la rue des Juifs, qui faisait partie de ce faubourg, venait de s'en emparer. Maîtres de cette position, les Vendéens, placés sous les murs de la ville, font pleuvoir une grèle de balles sur les canonniers républicains forcés de se mettre à découvert pour servir leurs pièces. Bientôt ils se glissent au pied des murailles, et essaient de monter à l'assaut. Forestier et quelques autres étaient déjà sur les remparts, quand un déserteur républicain, qui avait pris parti parmi eux, se met à crier à la trahison. On lui brûle la cervelle; mais l'impulsion était donnée. Les Vendéens, qui étaient en trop petit nombre, hésitent, reculent, et culbutent Forestier dans le fossé, où il demeure long-temps évanoui. Les assiégés accourent sur les remparts; bientôt le feu redouble. Un officier municipal, en écharpe tricolore, est tué sur les murailles. Cependant les assiégeans faisaient peu de progrès. Tous les habitans de Granville disputaient de zèle et de dévouement; les femmes et les enfans portaient les bombes et les boulets aux batteries. Etonnés de tant de résistance, les royalistes cherchent un abri contre le feu des assiégés dans les maisons des faubourgs. L'adjudant-général Vachot s'élance hors des murs, à la tête de soldats intrépides portant des torches à la main; en un moment la flamme s'élève de toutes parts, et les Vendéens, étouffés par la fumée,

1793—an II. Vendée. environnés de feux, sont obligés d'abandonner un poste d'où le canon n'avait pu les chasser. Le vent, qui porte les flammes du côté de Granville, fait craindre que bientôt la place elle-même ne devienne la proie de l'incendie. Les mêmes soldats qui venaient de mettre le feu aux faubourgs, et qui n'avaient point pris de nourriture depuis vingt-quatre heures, déposent leurs armes, et font tous leurs efforts pour empêcher les flammes de gagner la ville. La place est ainsi préservée. Mais les Vendéens, s'apercevant de cette occupation de la garnison, veulent en profiter pour tenter un second assaut. Vainement Laroche-Jacquelein et Stofflet parcourent les rangs; ils trouvent partout les esprits abattus, et ne peuvent parvenir à les ranimer par l'espoir de la victoire. L'évêque d'Agra, revêtu de ses habits pontificaux, s'avance alors au milieu des Vendéens, et les exhorte à ne pas abandonner une entreprise qui doit rétablir le trône et l'autel. Ses discours produisent quelque effet sur les soldats royalistes; les chefs en profitent, et se mettent à leur tête. On attaque de nouveau par l'isthme et vers la grève; les uns filent sur les remparts, les autres s'approchent des palissades; le roc est gravi par plusieurs. L'artillerie et des tirailleurs secondent l'attaque; mais partout les assiégés la soutiennent avec une égale valeur. Un grand nombre de pièces vendéennes sont démontées, et les canons des remparts, chargés à mitraille, atteignent par leur longue portée jusques aux derniers rangs des assaillans. Lemaignan, membre du conseil supérieur royaliste, a le bras emporté, et expire faute de secours; Perrault, Roger-Moulinier, Villeneuve et Beauvollier sont dangereusement blessés.

Les Vendéens, tout à fait rebutés, prennent enfin le parti d'abandonner une attaque qui durait depuis vingt-huit heures, et qui leur avait déjà coûté plus de quinze cents hommes tués ou mis hors de combat. Ils s'éloignent de Granville; mais leur fureur se tourne alors contre ceux de leurs chefs qui les

ont arrachés à la terre natale pour venir chercher des défaites au-delà de la Loire. « Dans la Vendée, disaient-ils, après un échec, nous trouvions un asile et des secours; ici nous ne trouvons qu'une plage stérile et la mort. » La voix des chefs est couverte par les murmures et les reproches amers de cette multitude fugitive, qui demande à grands cris qu'on la ramène dans la Vendée. Les mots *fuite, trahison, désertion*, circulent dans toutes les bouches. Les chefs Talmont, Soleyrac, d'Autichamp, Beauvollier et le curé Bernier, intimidés, s'approchent du rivage, et cherchent les moyens de s'embarquer pour l'Angleterre. Cette détermination porte la révolte à son comble; l'autorité de Laroche-Jacquelein est méconnue. 1793—an II. Vendée.

Stofflet seul, conservant encore quelque ascendant sur cette troupe de mutins, leur propose de se mettre lui-même à leur tête, pour arrêter les chefs fugitifs. Il court à cet effet vers le rivage, et trouve Talmont prêt à s'embarquer. Stofflet désarme le prince, le fait saisir et ramener sous bonne escorte, ainsi que ceux qui, comme lui, abandonnaient l'armée. L'aspect de l'humiliation de ce chef excite la compassion d'un grand nombre de soldats vendéens. Talmont fait entendre que lui et ses compagnons ne songeaient à se rendre en Angleterre que pour solliciter le prompt envoi des secours promis par cette puissance. En ce moment les royalistes qui étaient restés à Avranches rejoignent l'armée. Les Vendéens, réunis, reprennent un peu plus de confiance; leur effervescence s'apaise, et bientôt ils se remettent en marche, dans le dessein de se rapprocher de la Loire pour repasser ce fleuve.

Reddition du fort Vauban[1]. — L'un des premiers soins des alliés, après avoir forcé les Français d'évacuer leurs lignes de la Lauter et de Weissembourg, avait été de faire investir le fort Louis, alors appelé, par les républicains, le fort Vau- 14 novembre. (24 brumaire) France.

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Relation des siéges, — Notes communiquées, etc.

1793—an II. France.

ban. Dès le 17 octobre, il fut bloqué complétement par un corps de troupes de sept mille hommes d'infanterie et quatre escadrons aux ordres du général Lauer. Le fort ne renfermait guère que deux mille cinq cents hommes de garnison commandés par le général Durand, ayant sous lui le chef de bataillon du génie Chambarlhac, pour diriger les travaux de défense.

Le camp principal des assiégeans était établi à environ dix-huit cents toises de la place, ayant sa gauche appuyée au village de Roppenheim, sa droite du côté de Reschwog, et la chaussée servant de retranchement devant son front de bandière. Les Autrichiens élevèrent trois redoutes sur la droite, la gauche et le centre de ce dernier village; à la croisière des chemins qui pouvaient conduire à la ville du fort Vauban, fut placée, près de la cense de Vitersbach, une petite batterie de deux pièces de canon, destinée à tirer sur les remparts à la queue de l'île; et une autre de canons et d'obus fut disposée sur la droite du Rhin, proche de la cense de Massesy.

Le 5 novembre, l'ennemi commença à ouvrir la tranchée et à tracer ses parallèles, et, le 8, les travaux étaient arrivés jusqu'à deux cents toises des chemins couverts du fort d'Alsace. Ils formèrent alors une seconde parallèle, dont la droite communiquait à la première par son prolongement. Des batteries d'obusiers, de canons et de mortiers, se trouvaient pratiquées dans la parallèle même.

Dès le lendemain, à dix heures du matin, leurs différentes batteries firent contre la place une décharge générale. Plus de soixante bouches à feu, servies avec la plus grande activité, foudroyèrent le fort et la ville, et y lancèrent une quantité innombrable de bombes, de boulets et d'obus. Les remparts de la place répondirent d'abord avec quelque succès à cette décharge, et parvinrent même à faire taire pendant quelque temps les batteries ennemies; mais le général Lauer ayant

1793 — an II. France.

nt de nouvelles dispositions, le feu recommença avec plus de vigueur qu'auparavant. Il fut si vif, qu'il se communiqua à plusieurs endroits de la ville et du fort à la fois. L'hôpital militaire, qui se trouvait plus à portée des bombes et des boulets rouges, fut incendié le premier. Si le général Durand n'eût heureusement pris la précaution de le faire évacuer quatre jours auparavant, il eût été très-difficile de sauver les malades. Les habitans de la ville voulurent d'abord tenter quelques efforts pour éteindre le feu qui dévorait, dès le second jour du bombardement, plusieurs de leurs maisons; mais la construction de ces maisons, bâties totalement en bois, rendit leurs efforts inutiles, il fallut abandonner les habitations à la fureur des flammes. Le feu s'étant alors manifesté dans toutes les parties de la ville, et gagnant de proche en proche, fit des progrès si rapides, qu'en peu de jours tout fut consumé, à l'exception de quelques maisons situées près de l'église paroissiale, que l'ennemi paraissait vouloir ménager.

Les bâtimens du fort ne furent point exempts de l'atteinte des projectiles enflammés que les assiégeans y lançaient nuit et jour. Plusieurs fois le feu prit aux casernes. On dut alors la conservation du fort au trente septième régiment de ligne. Sans le soin qu'il prit de porter de prompts secours aux endroits où le feu se manifestait, il eût été consumé aussi bien que la ville, ce qui eût fait périr indubitablement tous ceux qui s'étaient retirés dans les souterrains, dont les avenues étaient devenues impraticables. Depuis le commencement du bombardement, les habitans, sans ressources par la ruine de leurs maisons, avaient au moins trouvé un dernier asile dans les souterrains. Plus de douze cents individus s'y trouvaient entassés, et la plupart de ces malheureux n'avaient plus de vivres. La garnison elle-même en manquait. Les munitions étaient épuisées. Les batteries du rempart, démontées ou brisées par le feu de l'ennemi, ne permettaient plus de lui ri-

1793 — AN II. France.

porter qu'à de longs intervalles. D'énormes brèches, pratiquées dans les murs par les assiégeans, faisaient craindre à tout instant d'être pris d'assaut.

Sentant enfin qu'il était impossible de tenir davantage contre un ennemi aussi supérieur en nombre, touché de la misère affreuse où se trouvaient plongées la ville et la garnison, et d'après le rapport du conseil de guerre, qui décida que les moyens de défense étaient épuisés, et qu'une plus longue résistance devait être désormais inutile, le général Durand proposa une capitulation qui fut acceptée par le général autrichien Lauer. La garnison du fort Vauban, au nombre de deux mille cinq cents hommes, déposa les armes sur les glacis de la place, et fut conduite, prisonnière de guerre, au-delà du Rhin.

16 novembre. (26 brumaire.) Vendée.

Combat de Pontorson[1]. — Les chefs vendéens, voulant mettre à profit le retour de la confiance parmi leurs soldats, marchèrent sur Pontorson, pour y attaquer une division républicaine aux ordres du général Tribout. Auprès de la ville se trouve une position très-militaire à l'endroit appelé le Tertre, position dans laquelle un seul bataillon peut arrêter longtemps la marche d'une forte colonne. Au lieu de faire occuper le Tertre, Tribout se laissa attaquer par l'avant-garde vendéenne, dans Pontorson même, déjà encombré par un train d'artillerie considérable, appartenant à l'armée des côtes de Brest. Les troupes républicaines étaient en colonne dans la longue et unique rue de la ville. Au premier coup de feu, la confusion fut telle parmi ces troupes, que le Pont-au-Beau, défendu par de l'artillerie, fut emporté par quatre cavaliers vendéens. La masse républicaine opposa cependant une résistance qui se prolongea depuis quatre heures du soir jusqu'à neuf. Le combat fut presque tout entier à l'arme blanche

[1] Beauchamp, — Madame de Larochejacquelein, — Mémoires manusc., etc.

Mais à la fin, le général Tribout voyant ses soldats faiblir, et craignant de ne pouvoir plus effectuer sa retraite, profita de l'obscurité de la nuit pour abandonner la ville aux assaillans, au pouvoir desquels il laissa un grand nombre de blessés et de prisonniers, ses canons, ses bagages, et jusqu'aux drapeaux de plusieurs de ses bataillons. La perte en hommes tués fut évaluée, pour les républicains, à plus de neuf cents. Celle des Vendéens fut infiniment moins considérable. 1793—an II. Vendée.

Attaque du fort de Bitche[1]. — Les alliés, pour compléter le succès de leur occupation des lignes de Weissembourg, avaient encore à s'emparer du fort de Bitche, situé entre Sarguemines et Weissembourg. Ce fort n'avait pour garnison qu'un bataillon du Cher, de six à sept cents hommes, et une compagnie de canonniers. Dans la nuit du 16 au 17 novembre, un officier émigré de l'arme du génie, conduit une division prussienne sous les murs de la place, dans l'espoir de s'en emparer par surprise. Un bataillon, après avoir brisé les palissades et fraises qui couronnent les glacis, s'était glissé dans le chemin couvert, en laissant derrière lui l'ouvrage avancé appelé *la Queue d'Hirondelle*. Dans le même moment, le reste de la troupe assaillante engageait une fusillade assez vive du côté de la Grosse-Tête, pour distraire l'attention de la garnison. Celle-ci avait déjà pris les armes; mais comme il était difficile de reconnaître, au milieu de la nuit, l'ennemi qu'on avait à combattre, le propriétaire d'une maison en bois, située près du point d'attaque, proposa d'y mettre le feu. « Elle nous servira de torche pour nous éclairer, » dit ce généreux citoyen au commandant du fort. L'offre est acceptée, et, à la lueur de l'incendie, on aperçoit tout le mouvement des Prussiens, dont une partie allait entrer dans la caponnière, sous le pont de la Petite-Tête. Ils sont arrêtés par 17 novembre. (27 brumaire.) France.

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Mémoires particuliers, etc.

1793—an II. France. une fusillade bien nourrie, et par une grêle de pierres et d'autres décombres lancés par les habitans.

Tous ceux qui venaient de pénétrer dans le passage étroit qui conduit à la caponnière, y restent renfermés par l'impossibilité de pouvoir échapper sans s'exposer à une mort certaine. Cependant les Prussiens, d'un autre côté, venaient de faire tomber le pont-levis de l'avancée à la principale entrée, et s'étaient portés en foule sur le grand pont. Au moment où ils faisaient des tentatives pour forcer le passage, une partie de la garnison les repoussait à coups de fusil, tirés du cavalier et des maisons environnantes. L'artillerie de la citadelle ne cessait point de tirer sur les colonnes prussiennes, qui continuaient à descendre des hauteurs qui environnent Bitche, pour venir se former sous ses murs. Quelques soldats ennemis, ayant réussi à pénétrer dans la ville, s'occupaient déjà à piller les principales maisons; mais on parvint sans peine à les chasser. Plusieurs demeurèrent prisonniers. Le colonel Wartensleben, voyant sa surprise manquée, par la vigilance et le courage des défenseurs de Bitche, s'éloigna de cette place à la pointe du jour. Les soldats ennemis renfermés dans le passage dont nous avons parlé plus haut, restèrent au pouvoir de la garnison. Ils étaient au nombre de deux cent cinquante, et parmi eux se trouva l'officier émigré qui leur avait servi de guide.

Le deuxième bataillon du Cher, commandé par le jeune Augier [1], se distingua dans cette occasion, et on lui dut la conservation de la place de Bitche, dont les habitans se firent également remarquer par leur conduite patriotique. Les Prussiens, indépendamment des deux cent cinquante hommes faits prisonniers, perdirent à cette attaque vingt-quatre officiers et trois cents tués ou blessés.

[1] Aujourd'hui maréchal-de-camp et membre de la Chambre des députés.

Combat de Bliescastel[1]. — Plusieurs semaines s'étaient écoulées sans que les deux armées françaises du Rhin et de la Moselle eussent fait aucun effort pour reprendre l'offensive sur les alliés, et ceux-ci, maîtres des lignes de Weissembourg, ne mettaient point dans leurs opérations ultérieures l'activité nécessaire pour obtenir de grands résultats. Fidèles à leur système de lenteur et de méthode, ils s'étaient bornés jusqu'alors à se fortifier, les Prussiens sur la Sarre, les Autrichiens dans une partie des Vosges, à Nider-Brunn, Fresweiller et Reichshoffen. Dans cet état de choses, le comité de salut public nomma le général Hoche au commandement en chef de l'armée de la Moselle.

1793—an II. 17 novembre. (27 brumaire) Allemagne.

Lazare Hoche, alors âgé de vingt-cinq ans, était un de ces hommes extraordinaires dont les premiers pas dans la carrière militaire sont des pas de géant. Soldat aux gardes françaises à l'époque de la révolution, il obtint, en 1792, une lieutenance dans le régiment de Rouergue. Aide-de-camp du général Leveneur dans la campagne de Belgique, en moins d'un an il était parvenu au grade de général. Nous avons déjà cité honorablement son nom dans le récit du siége de Dunkerque par le duc d'Yorck. Un mémoire remis par le nouveau général au député Carnot, et transmis par ce dernier au comité de salut public, avait été le motif du choix de Hoche pour commander l'armée de la Moselle. Le même jour le vit général de division et général en chef.

Le système d'inertie avait été entretenu dans l'armée de la Moselle par des généraux presque aussitôt destitués que nommés. Le premier soin de Hoche, à son arrivée, fut de rétablir la discipline parmi les troupes. Dans ces temps de trouble et d'anarchie, les crimes n'étaient pas même châtiés comme

[1] Journaux du temps, —Tableau historique, —Dictionn. des siéges et batailles, — Jomini, —Vie de Hoche, par Rousselin, — Notes communiquées par le général ***.

1793—an II. Allemagne. des fautes. Le nouveau commandant en chef, par les mesures qu'il sut prendre, parvint en peu de temps à rendre ses soldats aussi obéissans que valeureux, et il inspira aux habitans des pays occupés par l'armée une confiance telle, qu'ils s'empressèrent de fournir les vivres et les objets d'équipement qui leur furent demandés. Hoche dut s'empresser de justifier promptement, par des succès, l'espérance qu'on avait eue de lui. Le 17 novembre, il fait partir de Sarguemines une division de l'armée, et la dirige sur Bliescastel, occupé par les Prussiens qui s'y étaient retranchés. L'attaque commença par une canonnade qui se prolongea long-temps sans succès. Les Prussiens avaient vingt-cinq pièces en batterie. Hoche se détermine à faire enlever les retranchemens ennemis à la baïonnette. Les soldats français, quoique très-fatigués d'une marche pénible dans les montagnes et dans un terrain fangeux, se portent à l'attaque avec la plus grande résolution. Les retranchemens sont emportés, et les Prussiens fuient en désordres. Hoche fait marcher à leur poursuite le deuxième régiment de carabiniers, commandé par le brave d'Anglard. Quelques bataillons ennemis veulent envain, en se formant en carré, s'opposer aux charges vigoureuses des carabiniers; ils sont enfoncés et sabrés. Les Prussiens firent leur retraite sur Hombourg et sur Deux-Ponts, après avoir éprouvé une perte de sept cents hommes. Le colonel d'Anglard fut blessé grièvement dans cette affaire glorieuse pour son régiment.

Le combat de Bliescastel amena l'occupation de la ville de Deux-Ponts par les troupes françaises, après quelque résistance de la part des Prussiens, sur les hauteurs de Minnbach.

18 novembre. (28 brumaire) France. *Bataille d'Antrain* [1]. — L'armée républicaine s'était mise en mouvement pour suivre les Vendéens dans leur mar-

[1] Moniteur, — Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux.

che rapide. Le général en chef Rossignol ayant réuni les di- 1793 - an II. France.
visions des généraux Marceau, Boucret, Chambertin, Kléber et Muller, rencontra à Dol, où elle s'était arrêtée pour prendre quelque repos, l'armée des royalistes.

Rossignol avait disposé ses troupes sur trois colonnes, arrivant par les chemins de Pontorson, d'Autrain et de Saint-Malo. L'attaque commença le 18 novembre, à neuf heures du soir. Laroche-Jacquelein, presque surpris, fait à la hâte quelques dispositions pour soutenir le premier choc des républicains. Le fougueux Westermann, sans attendre la division Muller qui devait appuyer son mouvement, engage le combat contre un corps de six mille Vendéens sorti de la ville, et commandé par les chefs Beauvollier, Fleuriot, Rostaing, Bernard de Marigny et quelques autres. Les Vendéens opposent une telle résistance, que Westermann allait se replier, lorsque les divisions Muller et Marceau arrivèrent à son secours. D'un autre côté, Laroche-Jacquelein faisait marcher successivement d'autres divisions pour appuyer celle qui était engagée. La nuit se passa ainsi à tirailler sans résultat de part et d'autre. Au jour, l'engagement devient général; mais un brouillard, qui s'élève à huit heures, suspend le combat. Pendant ce temps, une terreur panique s'empare de quelques corps vendéens, et Stofflet lui-même, entraîné par le mouvement de sa troupe, s'enfuit dans Dol en répandant l'alarme, et annonçant que l'armée royaliste est écrasée. Les vieillards, les femmes et les enfans que les Vendéens traînaient à leur suite, frappés de terreur, sortent en foule de la ville en jetant des cris lamentables, et croyant déjà voir arriver les colonnes républicaines. Cependant le brouillard se dissipe. Stofflet, revenu de sa frayeur, chercha à réparer sa faiblesse en ralliant les fuyards. Les prêtres, profitant de leur ascendant sur cette multitude religieuse, menacent de l'enfer les lâches, et promettent le paradis aux braves. Les femmes elles-mêmes sont

1793—an II. Vendée. électrisées par ces exhortations; ayant à leur tête les intéressantes veuves des braves Lescure et Bonchamp, elles se jettent au milieu de Vendéens, et les excitent à combattre pour la religion et pour la monarchie. L'enthousiasme remplace la terreur; les royalistes se reforment, et s'ébranlent de nouveau aux cris de *vive le roi! mort aux républicains!*

Sur ces entrefaites, Laroche Jacquelein et Talmont, restés sur le champ de bataille avec une partie de leurs troupes, et surtout avec les Bretons qui combattaient sur leur sol, avaient soutenu avec avantage l'attaque des républicains. Une partie de ces derniers avait même reculé jusqu'à Antrain, où les généraux étaient parvenus à les rallier. Laroche-Jacquelein s'avance vers ce bourg, et le combat recommence avec une nouvelle fureur. Quelques cavaliers, détachés pour faire arriver les renforts dont le généralissime avait besoin pour assurer ses succès, partent au galop en se dirigeant vers Dol. Ce mouvement jette de nouveau la terreur parmi les dernières files vendéennes; elles se rompent et se mettent à fuir. Ce désordre se communique aux troupes qui sont en avant, et Laroche-Jacquelein, partageant l'erreur commune, allait se précipiter sur une batterie ennemie pour s'y faire tuer, lorsque le chef Alard lui fait apercevoir le prince de Talmont combattant à la tête des Bretons, et soutenant encore le feu des troupes républicaines. Dans le même moment, Stofflet revenait avec les premiers fuyards, qu'il avait réussi à rallier, comme nous venons de le voir. Les royalistes s'arrêtent, leurs rang se reforment, et ils reprennent l'offensive. Les généraux républicains font de nouveaux efforts pour rejeter les royalistes sur Dol, mais ceux-ci ont repris toute leur énergie; ils repoussent leurs ennemis jusque dans Antrain, où ils entrent pêle-même avec ces derniers. Le bourg reste au pouvoir de l'armée vendéenne. On a beaucoup exagéré, de part et d'autre, la perte éprouvée dans cette journée, qui fut cependant une

des plus meurtrières de la campagne. Une partie de l'artillerie et des bagages de l'armée républicaine resta au pouvoir des Vendéens. 1793 - an II. Vendée.

Combat de Castel-Gineste [1]. — En partant pour le siége de Toulon, le général Dugommier avait remis le commandement de l'armée du comté de Nice au général Dumerbion. Parmi les généraux employés sous les ordres de ce dernier, était le général de brigade Masséna, dont le nom figurera bientôt, dans les fastes de la gloire nationale, au rang le plus illustre. 14 novembre. (4 frimaire.) Nice.

Les Austro-Sardes, attaqués par les Français, venaient d'évacuer le poste de *la Torre*, et s'étaient retirés à Castel-Gineste, d'où ils menaçaient encore le quartier-général d'Utelle. Masséna est envoyé pour chasser l'ennemi de cette nouvelle position. Il se met en marche le 14 novembre, à la pointe du jour, à la tête d'une colonne de cinq cents hommes, composée de compagnies d'élite. Il longe le chemin de la Torre, afin de tourner Castel-Gineste par sa droite, seul point par lequel ce poste fût attaquable. Ce n'est qu'après avoir vaincu toutes les difficultés que lui présentait le terrain, que le général parvient aux postes avancés de l'ennemi, qu'il surprend par sa présence inattendue, et qu'il met en fuite. Arrivé, après avoir surmonté de nouveaux obstacles, jusqu'au pied des hauteurs de Gineste, il y trouve les Austro-Sardes retranchés et préparés à le recevoir avec vigueur. Après deux heures de combat, les retranchemens sont forcés par les Français qui y pénètrent la baïonnette en avant. L'ennemi est contraint de se replier sur une montagne voisine, en laissant sur le champ de bataille un grand nombre de tués et de blessés.

Masséna ne regarde cet avantage que comme un demi-

[1] Journaux du temps, — Galerie militaire, — Tableau historique, — Mémoires manuscrits, etc.

1793-an II. Nice.

succès, s'il ne parvient point à débusquer les Austro-Sard[es] du point où ils viennent de se retirer. La montagne de Br[ec] est une des plus difficiles des Alpes maritimes. On ne peut [y] arriver que par un sentier de chèvres, bordé de rocs et de pré-cipices, et où il paraissait impossible de conduire du canon. Masséna entreprend cependant d'y faire passer une pièce de [4], qui fut portée à bras l'espace de deux milles. Officiers, sol-dats, le général lui-même, tout le monde coopère à ce trans-port. Après six heures d'une marche pénible, le canon est mi[s] en batterie. Les Piémontais, stupéfaits de la hardiesse de[s] Français, et épouvantés par le bruit et les effets de cette ar-tillerie, dont la détonation est grossie et mille fois répété[e] par les échos des rochers, n'oppose qu'une faible résistance. La colonne de Masséna gravit au pas de charge le platea[u] du Brec, en chasse l'ennemi, le poursuit encore long-temp[s] de rochers en rochers, et ne lui donne point le temps de s[e] rallier.

Pendant ce temps, une autre colonne également parti[e] d'Utelle, et commandée par l'adjudant-général Despinois s'emparait de Figaretto.

Le résultat de cette expédition fut l'abandon de troi[s] camps occupés par l'ennemi, la prise de plusieurs pièces d'ar-tillerie, des bagages et des munitions du petit corps d'ar-mée qui menaçait les Français de les repousser au-delà d[u] Var.

26 novembre. (6 frimaire.) Espagne.

Combat de Ceret [1]. — La malheureuse issue de l'attaqu[e] du camp de Boulun, força le général Turreau à revenir a[u] plan de Dagobert, qui était d'affaiblir l'ennemi en le harce-lant sans cesse, et en cherchant à isoler ses postes. Vainqueu[r] dans plusieurs petits combats, Turreau avait resserré les Es-pagnols dans leurs positions, et Ricardos, cerné presque d[e]

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — de Marcillac, — Mémoires de B***, — Mémoires manuscrits, etc.

ns côtés par l'armée des Pyrénées-Orientales, ne communiquait plus avec l'Espagne que par la seule ville de Ceret, qu'occupait le comte de la Union. La possession de ce poste devenait très-importante pour les Français, et depuis longtemps le général français en méditait la conquête. Déjà même il avait poussé ses avant-postes jusqu'aux portes de cette ville, et ses batteries, placées sur les hauteurs qui l'entourent, en tenaient les chemins interceptés. De son côté, le général espagnol, inquiet des dangers de sa position, et impatient de s'ouvrir un passage, faisait ses préparatifs pour une action générale, et paraissait décidé à rétablir ses communications les armes à la main. Il était donc urgent de le prévenir, et le général Turreau, qui sentait combien la prise de Ceret lui offrirait d'avantages, résolut de ne point retarder plus longtemps l'exécution de ses projets à cet égard.

Donnant le change à une forte reconnaissance que le comte de la Union en personne poussait en ce moment sur les avant-postes français, Turreau se présente tout-à-coup, à la tête d'une division devant Ceret, et commence l'attaque à sept heures du matin. La ville n'avait alors pour défenseurs que des Portugais peu aguerris, qui n'opposèrent qu'une faible résistance. Foudroyés par l'artillerie républicaine, ceux qui gardaient la redoute de Ceret lâchèrent pied, et furent bientôt suivis par ceux qui occupaient les retranchemens du pont. Les Portugais fuyaient lâchement sans avoir combattu, et les Français allaient s'emparer de la ville, lorsque le comte de la Union, qui revenait de son expédition, rencontre une partie des fuyards, et apprend d'eux le succès de l'attaque des Français. Il s'empresse d'accourir au secours de la place. Enhardis par son exemple, les Portugais eux-mêmes rebroussent chemin, et veulent réparer leur honte en reprenant la redoute qu'ils ont laissé enlever. Mais la Union ne crut pas devoir remettre le sort de l'armée dans les mains de soldats qui venaient

1793—an II. Espagne. de la compromettre. Il ordonna à don Philippe Viana d'attaquer les Français avec les gardes espagnoles qu'il commandait. Quoique gelés par l'eau qu'ils avaient reçue toute la nuit, ces intrépides soldats se précipitèrent dans la redoute à travers un feu de mitraille qui rendait presque inaccessible la montagne escarpée qu'il fallait gravir pour y arriver. En vain les Français opposent une résistance proportionnée à la vigueur de l'attaque, ils sont pressés si vivement, qu'ils se voyent forcés de céder à leur tour, et d'abandonner la redoute pour se retirer dans leurs propres retranchemens. Fier de ce premier avantage, la Union s'élance sur leurs traces à la tête de ses soldats et des Portugais. Trois batteries françaises sont enlevées à la baïonnette; leurs avant-postes sont obligés de se replier; Ceret est délivré, et l'armée espagnole recouvre ses communications.

29 novembre. (9 frimaire.) Allemagne. *Combat de Kayserslautern* [1]. — Hoche, en prenant le commandement de l'armée de la Moselle, avait promis au comité de salut public de repousser l'ennemi qui, depuis si long-temps, bordait ses frontières, et menaçait d'envahir toute l'Alsace. Pour remplir cet engagement solennel, le général français forma le plan de repasser, en présence des Prussiens, sur la rive droite de la Sarre, de suivre la crête des montagnes des Voges pour aller joindre l'ennemi, l'attaquer avec quelque avantage sur les hauteurs de Kayserslautern, et descendre ensuite directement sur Landau, que les coalisés tenaient étroitement serré. Hoche avait calculé d'avance toutes les chances de succès ou de revers. Dans le cas où l'attaque de Kayserslautern échouerait, son dessein était de replier son centre sur la droite, de traverser, au nord-est de Bitche, la chaîne prolongée de montagnes qui n'aurait pu être prise à revers à Kayserslautern, pendant que son aile gauche, partie

[1] Moniteur. — Vie du général Hoche. — Dictionnaire des siéges et batailles. — Jomini, etc., etc.

de Sar-Louis, tiendrait quelque temps en échec la masse principale des forces ennemies qui y aurait été attirée. 1793 — an II. Allemagne.

Hoche, après avoir divisé son armée en trois grandes colonnes, les met de suite en mouvement. Celle de droite débouche sur Saralbe, celle de gauche par Sar-Louis, et celle du centre par Freudenberg. On a vu comment les Prussiens avaient été repoussés à Bliescastel et à Deux-Ponts.

L'armée saxo-prussienne s'était portée sur Kayserslautern; elle campait dans la position du Kayserberg, la gauche appuyée à la ville, la ligne suivant les rives de la Lauter, qui couvrait le front : elle gardait en outre tous les défilés qui conduisent à Turckheim, et couvrait, par ses positions, le blocus de Landau.

Une des colonnes françaises fit replier l'avant-garde prussienne qui observait, à Woglewehe, la grande route de Landstulh. Deux autres colonnes tournèrent la droite de la position ennemie, et vinrent, par Hirschhorn, presque sur les derrières du duc de Brunswick. Elles se mirent en bataille entre Otterberg et Sambach. Le duc de Brunswick n'attendit pas les Français pour quitter sa position; il fit traverser le ruisseau de Kultbach à son armée, qui, faisant face en arrière, se forma devant les Français, la gauche à la Lauter, le centre à Morlautern, la droite sur les hauteurs, vers Erlebach. Le camp de Kayserberg fut gardé par une division. La cavalerie saxonne, aux ordres du duc de Weimar, couvrit la route en avant de Kayserslautern.

Le gros de l'armée française s'avança le lendemain, 28 novembre, par Otterbach, contre la position occupée par le général Kalkreuth, et força ce dernier à se retirer sur le corps d'armée du duc de Brunswick Le général Hoche, maître de Otterberg, abandonné par le général Kalkreuth, y plaça sa nombreuse artillerie pour canonner le centre des Prussiens vers Morlautern, en même temps qu'il faisait avancer des

1793—an II. Allemagne.

troupes pour attaquer l'aile gauche. L'infanterie prusienne fut d'abord repoussée; mais deux régimens de cavalerie saxonne étant venus à son secours, le combat se rétablit en leur faveur, malgré tous les efforts de la cavalerie française, qui avait cependant débordé le flanc droit des escadrons saxons, mais qui dut céder à une résistance opiniâtre.

Pendant cet engagement, la droite des Prussiens était menacée par les démonstrations d'une colonne française qui avait traversé Erlebach.

Une troisième colonne attaqua la redoute de Galgen et les troupes qui couvraient Kayserslautern. Cette attaque fut rendue nulle par la cavalerie du duc de Weimar, et par le renfort que dirigea le duc de Brunswick sur ce point. Après un combat très-vif, les troupes françaises furent obligées de se replier dans les bois.

Le 29, le général Hoche fit recommencer l'attaque contre la gauche des Prussiens; mais nos troupes furent encore repoussées. Un corps de réserve prussien menaçant de prendre le centre de l'armée française à dos, et les Saxons ayant débordé sa gauche par Erlebach, le général en chef jugea convenable de se retirer, d'autant plus que ses attaques sur la redoute de Galgen et vers Kayserslautern, qu'il venait de faire renouveler, avaient eu le même résultat que la veille.

La perte des Saxo-Prussiens, dans ces deux affaires successives, fut d'à peu près quatorze cents hommes. Les Français eurent trois mille hommes hors de combat.

L'intention du général Hoche était de hasarder un troisième combat le jour suivant; mais ayant appris que les Prussiens avaient reçu pendant la nuit un convoi considérable de munitions dont il manquait lui même, il se détermina à continuer sa retraite, qui s'effectua avec un ordre qu'on ne pouvait guère attendre de troupes harassées de fatigues, et presque rebutées par deux attaques meurtrières et infructueuses.

L'ennemi, quoique supérieur en nombre et en moyens, ne songea point à inquiéter la marche de l'armée française. Dans cette circonstance, les commissaires de la Convention témoignèrent au général leur mécontentement de l'issue de l'entreprise sur l'armée prussienne, se répandirent en reproches et en menaces. Hoche leur répondit avec calme et en souriant : « Eh ! citoyens, que ne preniez-vous un arrêté pour fixer la victoire ? Au surplus, ajouta-t-il, elle a tenu à peu de choses. Cessez de vous inquiéter ; je puis prendre d'autres mesures ; mais il faut me laisser agir. » 1793—an II. Allemagne.

Combat de Berchem[1]. — Le prince de Condé, à la tête des émigrés français, était, en novembre 1793, campé sur les rives de la Lauter, avec les Prussiens, dont ils formaient l'extrême aile gauche. Vis-à-vis lui était Pichegru, général en chef de l'armée du Rhin, et qui, dans ce moment, manœuvrait de concert avec Hoche pour débloquer Landau et chasser les coalisés des positions qu'ils occupaient sur cette partie de l'Alsace. Condé avait son quartier-général à Berchem, et Pichegru, voulant tâter la colonne ennemie, fit attaquer cette position, en refusant toutefois son centre, et ayant soin d'éviter un engagement général. Repoussé d'abord le premier décembre, Pichegru renouvelle le lendemain son attaque, en envoyant contre le prince de Condé un corps de tirailleurs, divisé en petits pelotons épars. Ces tirailleurs, après avoir long-temps inquiété les émigrés, se réunissent tout-à-coup à un signal convenu, tombent sur le village de Berchem, et s'en emparent ; mais ils ne s'y maintiennent point long-temps. Le prince de Condé était en arrière de ce village, à la tête des bataillons nobles qui composaient l'infanterie de son corps d'armée. Il s'élance aussitôt à leur tête, attaque les républicains dans Berchem, et se rend maître de ce village. Pichegru 4 décembr. (14 frimaire.) France.

[1] Moniteur, — Mémoires particuliers du général ***.

1793—an II. France. avait envoyé de la cavalerie pour soutenir ses tirailleurs. Le prince fait avancer la sienne. Les deux corps s'abordent avec une égale impétuosité, mais l'avantage reste à la cavalerie des émigrés. Les républicains se replient en désordre, abandonnant sept canons et un grand nombre de morts. De leur côté, les émigrés perdirent trois cents cavaliers et neuf cents soldats. Le duc de Bourbon, fils du prince de Condé, fut blessé en attaquant Berchem à la tête de la cavalerie, et ses aides-de-camp furent presque tous tués ou dangereusement blessés. Deux jours après, Pichegru fit encore attaquer les troupes du général Klenau, qui occupaient des postes voisins de Berchem. Au premier choc des républicains les ennemis plièrent; mais Condé ayant envoyé des secours de cavalerie et d'infanterie, le combat se rétablit, et se tint pendant quelque temps égal. Cependant les troupes républicaines l'emportèrent à la fin, et leurs ennemis se retirèrent derrière Hagueneau. Ce mouvement laissait à découvert le corps des émigrés français, et le prince de Condé crut devoir abandonner sa position de Berchem, et fit sa retraite en bon ordre. Dans ces deux circonstances les Français de l'extérieur prouvèrent qu'ils ne cédaient point en valeur à ceux qui défendaient le sol de la patrie.

5 décembre. (15 frimaire.) Vendée. *Attaque d'Angers* [1]. — Le parti des Bretons, à la tête duquel se trouvait, comme nous l'avons déjà dit, le prince de Talmont, ne voyait qu'avec peine la résolution prise par l'armée royaliste, de se rapprocher de la Loire pour reporter la guerre civile sur son premier théâtre. La proposition de se jeter en Bretagne fut renouvelée après la bataille d'Antrain; mais la majorité des chefs, qui connaissait à cet égard les dispositions des soldats vendéens, persista dans la détermination arrêtée, et l'armée se dirigea sur Angers, à l'effet de

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux.

s'en emparer, et d'assurer ainsi le passage du fleuve qui la séparait du sol témoin de ses premiers exploits. 1793 - an II. Vendée.

La garnison d'Angers consistait en quatre mille hommes de troupes réglées, sous les ordres des généraux Boucret et Danican [1]. A l'approche de l'armée vendéenne, toute la garde nationale de la ville prit les armes, déterminée à s'ensevelir sous les ruines plutôt que de se rendre.

L'attaque commença le 5 décembre, à onze heures du matin. Les royalistes s'emparèrent d'abord des faubourgs abandonnés par les habitans. On avait relevé, au moyen de sacs à terre, une partie des remparts de la ville, garnis d'ailleurs de vingt pièces d'artillerie, depuis la porte Saint-Aubin jusqu'à la Haute-Chaîne. Ces canons répondirent avec succès à l'artillerie vendéenne, braquée contre la ville. L'infanterie occupait tous les retranchemens, et les Angevins combattaient aux postes les plus périlleux. Les femmes elles-mêmes partageaient le danger commun. Elles portaient les munitions et prodiguaient leurs secours aux blessés. Les assaillans font partout les plus vigoureux efforts. Le brave général Beaupuy, que ses blessures avaient retenu à Angers, s'était transporté sur les remparts ; il est blessé de nouveau. Plusieurs officiers supérieurs et un municipal, nommé Lebreton, sont tués sur la muraille.

Cependant la longue résistance des Angevins rebute les soldats royalistes. L'arrivée d'une troupe de cavalerie légère sur les derrières de leur armée, et la nouvelle d'un rassemblement de forces à Châteaubriand pour venir au secours de la ville assiégée, achèvent de les décourager. Laroche-Jacquelein emploie vainement toutes les instances, toutes les menaces pour engager ses troupes à tenter un dernier effort.

[1] Ce dernier général abandonna, par la suite, le parti qu'il avait embrassé. Proscrit au 13 vendémiaire an IV, il se réfugia en Angleterre, où il resta jusqu'à la restauration.

1793—en n. Vendée. Il leur représente que l'artillerie vient d'ouvrir une brèche par laquelle il leur sera facile de pénétrer dans la ville; et pour leur donner l'exemple de l'intrépidité, il y marche lui-même, suivi des chefs Forestier, Desessarts, Boispréau, et de quelques autres. Boispréau est tué, Desessarts dangereusement blessé. Mais les Vendéens découragés ne font aucun mouvement pour seconder le dévouement de leurs chefs. La retraite est demandée de toutes parts, et Laroche-Jacquelein, au désespoir, est forcé d'en donner le signal. L'armée royaliste se retire enfin après une attaque qui avait duré trente heures.

6 décembr. (16 frimaire.) *Attaque et reprise de l'île de Bouin*[1]. — Malgré tout le zèle que quelques historiens ont mis à célébrer les exploits et la conduite militaire de Charette, nous trouvons moins d'occasion de citer dans notre ouvrage les actions de ce chef vendéen que celles des autres chefs royalistes. « Le genre de guerre qu'il avait adopté, inconnu jusqu'alors, dit son historien[2], dans la tactique militaire, l'art des déroutes qu'il sut accommoder aux dispositions habituelles de ses soldats, et aux avantages des localités, » nous paraît avoir trop de rapports avec la tactique employée depuis par les guérillas d'Espagne, pour que nous puissions présenter un grand nombre de faits sous leur véritable aspect. Les guerres civiles renferment presque toujours des détails qui ne peuvent être du domaine de l'histoire militaire; et, comme nous l'avons déjà dit dans le premier volume de ces annales, nous nous estimons heureux que notre cadre nous permette d'exclure souvent de la narration, des circonstances trop affligeantes pour être retracées dans un ouvrage plus particulièrement consacré à la gloire nationale. Nous aurons encore l'occasion de suivre cette marche sage dans le cours de nos récits, et nous aimons à croire qu'on nous en saura gré.

[1] Journaux du temps, — Beauchamp, — Le Bouvier-Desmortiers, — Mém. man.
[2] M. Le Bouvier-Desmortiers.

Charette s'était vu forcé, par suite de la tactique dont nous venons de parler, de chercher un refuge dans l'île de Bouin, dont il s'était emparé à peu près à la même époque où il se rendit maître de l'île de Noirmoutier. Le général Haxo, qui s'était attaché à la poursuite des troupes de ce chef, après les avoir défaites ou dissipées en plusieurs occasions, résolut d'attaquer Charette dans son nouvel asile. 1793 — an II. Vendée.

L'île de Bouin n'est séparée de la côte vendéenne que par un canal assez étroit, guéable à marée basse, et sur lequel plusieurs chaussées sont établies pour les communications entre l'île et la terre-ferme. Le général Haxo fit marcher ses troupes sur trois colonnes. La première, partie de Machecoul, s'avança par le passage du sud; la seconde, venant de Bois-de-Cené, par La Claie; la troisième par Beauvoir. Ces colonnes formaient un total de six mille hommes. Charette n'en avait guère que trois mille à leur opposer; mais il avait pour lui l'avantage de la position. Il partagea aussi sa troupe en trois divisions. Guérin l'aîné défendait le passage du sud avec deux cent cinquante hommes; Couëtus fut placé avec quatre cents hommes sur la route du bois de Cené; Charette, avec le surplus de son monde, se porta sur la route de Beauvoir, se réservant de soutenir au besoin l'un ou l'autre des deux premiers détachemens.

La colonne républicaine partie de Machecoul attaqua la première. Elle éprouva une grande résistance de la part des soldats de Guérin; et voyant qu'elle ne pouvait forcer le passage du sud, elle manœuvra pour mettre la troupe de Couëtus entre deux feux. Cependant une partie de cette même colonne, ayant réussi à tourner le marais, Guérin se vit forcé d'abandonner son poste, et de se retirer sur la terre-ferme. Couëtus, pris entre deux feux, se retira, non sans peine, sur la troupe de Charette, et la colonne pénétra sans obstacle dans le bourg de Bouin, où elle s'empara d'une partie de l'artillerie vendéenne

1793—an II. Vendée. qu'elle fit servir à attaquer Charette. Celui-ci, cerné de toutes parts, se voyait dans une position désespérée. Il trouva cependant le moyen d'échapper, à l'aide de quelques habitans de Bouin qui lui servirent de guides dans des chemins détournés. Les soldats d'Haxo, plus occupés au pillage du village qu'à poursuivre leurs ennemis, facilitèrent, par leur négligence, l'évasion de ces derniers. Charette perdit dans cette affaire, outre son artillerie, consistant en six pièces de canon, ses bagages et tous ses chevaux. Sa perte, en tués ou blessés, fut de sept cents et quelques hommes. La troupe vendéenne se retira à Châteauneuf et de là à Tourvois.

Le lendemain, 7 décembre, Charette, réuni au chef Joly, voulut attaquer Legé, petite ville à cinq lieues de Machecoul, et défendue par trois mille hommes, aux ordres de l'adjudant-général Guillaume; mais après cinq heures de combat, craignant d'être coupé par une colonne venant de Palluau, les Vendéens se retirèrent.

6 décembre. (16 frimaire.) Espagne. *Combat et prise de Villelongue*[1]. — Vainqueur à Ceret, Ricardos voulant dégager de plus en plus son armée, se détermina à attaquer Villelongue où les Français s'étaient retranchés dans une position qui leur offrait encore la facilité de tenir en échec la droite des Espagnols. Villelongue est placée sur une colline entourée par deux petits bras d'une rivière qui va se jeter dans le Tech. Le village de la Roque, qui la domine sur la gauche, est situé sur une hauteur détachée de la chaîne des Pyrénées. Deux camps, entre lesquels se trouvait le parc d'artillerie, et cinq batteries défendaient ces deux positions.

Ricardos chargea le général Courten d'effectuer cette attaque. Celui-ci jugeant avec raison que, vu les forces et la position des Français, elle ne pouvait réussir que par un

[1] Dictionn. des siéges et batailles,—De Marcillac,—Mémoires de B***.

coup hardi, divisa les troupes sous ses ordres en quatre colonnes, recommanda la plus grande précision dans leur marche, et leur ordonna d'enlever les batteries à la baïonnette, avec défense de tirer un coup de fusil. Ses ordres furent ponctuellement exécutés. Le 6 décembre, à six heures du matin, les colonnes étant toutes arrivées à leur rendez-vous, une décharge générale des batteries de Montesquiou fut le signal d'attaque. Villelongue et la Roque, surpris en même temps, sont presque aussitôt emportés. Les Français, d'abord mis en déroute par cette agression imprévue, avaient réussi à se reformer dans le vallon qui était au bas de leur position; mais une colonne de cavalerie espagnole, embusquée entre la rivière du Tech et les camps, paraît tout-à-coup, charge avec vigueur les troupes républicaines, harcelées par l'infanterie, et les oblige de se retirer précipitamment entre Elne et Argelès. Les Espagnols établirent leur camp en arrière des villages de la Roque et de Saint-Genis. 1793—an II. Espagne.

Combat de la Flèche [1]. — Poursuivis par l'armée républicaine, les royalistes, après leur vaine tentative sur Angers, avaient marché sur la Flèche. Leur position devenait de plus en plus critique. La Flèche, couverte par la rivière de Loir, avait en outre quatre mille hommes de troupes réglées pour sa défense. Tous les ponts étaient coupés. L'infatigable Westermann, à la tête de l'avant-garde des républicains, avait joint la queue de l'immense colonne vendéenne, et l'attaquait avec vigueur. Pressés ainsi entre une rivière et une armée, les malheureux Vendéens n'avaient d'autre perspective qu'une mort certaine, lorsque l'intrépide Laroche-Jacquelein, dans cette situation désespérée, se met à la tête de quinze cents hommes d'élite, remonte en toute hâte le cours du Loir dans l'espace de deux lieues, trouve un gué, le 8 décembre. (18 frimaire.) Vendée.

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Berthre de Bourniseaux.

1793—an II. Vendée. passe, revient sur la Flèche, qu'il attaque avec impétuosité, et en chasse la garnison. Le pont est réparé en peu d'instans, et offre un passage à l'armée vendéenne restée sur la rive gauche. Dans cette nouvelle position, Laroche-Jacquelein met son artillerie en batterie sur le pont, garnit la rive droite de ses meilleurs tireurs, et résiste avec le plus grand succès aux attaques réitérées de l'armée républicaine. Par cette manœuvre aussi hardie qu'habilement exécutée, et qui ferait honneur aux guerriers les plus expérimentés, le jeune héros vendéen sauva son armée d'une destruction presque inévitable.

10 décembre. (20 frimaire.) France. *Combat de Dawendorf*[1]. — Le général Hoche, voyant que ses projets pour sauver Landau, sur le point de Kayserslautern, avaient été infructueux, et devenaient encore plus difficiles, conçut sur-le-champ un plan mieux calculé, et peut-être plus hardi que celui qu'il venait de tenter. Il pensa avec raison, que l'armée de Wurmser isolée, et occupant une ligne trop étendue, ne pourrait pas résister, si l'armée du Rhin l'attaquait de front, tandis que l'armée de la Moselle déboucherait rapidement sur l'extrême droite de sa ligne. En conséquence, ayant sollicité des commissaires conventionnels un renfort tiré de l'armée de Ardennes, ce général laisse une division sur la Sarre, pour observer les mouvemens de l'armée prussienne, marche en toute hâte par les gorges des Vosges, et se réunit, après quelques combats peu importans, à l'armée du Rhin commandée par le général Pichegru. Ce dernier avait essayé de reprendre l'offensive pendant les dernières opérations de l'armée de la Moselle; mais il n'avait obtenu aucun résultat décisif des entreprises partielles qu'il avait faites. Nous avons fait connaître celle de Berchem où le corps de Condé fut repoussé sur Haguenau. Le 10 décembre, Pichegru fit attaquer le village de Dawen-

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini.

dorff, occupé par les Autrichiens qui se replièrent sur les retranchemens élevés en avant d'Haguenau. Nous aurions passé sous silence cette action, d'ailleurs peu importante, si elle ne nous fournissait l'occasion de faire connaître un trait qui honore l'armée française, et qui par conséquent rentre dans notre sujet. Le premier bataillon de l'Indre s'étant distingué dans l'attaque de Dawendorff, le général Pichegru ordonna qu'il serait distribué aux soldats une gratification de 1200 francs; mais ces généreux défenseurs de la patrie, convaincus qu'ils n'avaient fait que leur devoir, et se trouvant suffisamment récompensés par la gloire dont ils venaient de se couvrir, renvoyèrent la gratification, en y ajoutant une somme de 642 francs, pour laquelle ils se cotisèrent; ils priaient en même temps le général Pichegru de faire distribuer cet argent aux veuves et aux enfans de leurs braves compagnons d'armes morts au champ d'honneur, en combattant pour la patrie. Dans la même journée, un chasseur du huitième régiment, nommé Fatou, donna aussi la preuve d'un grand désintéressement. Il venait de prendre le cheval d'un Autrichien qu'il avait sabré. Un officier du même régiment, démonté, demande à Fatou de lui céder ce cheval, et lui en offre le prix. « Non, dit le brave chasseur, il ne m'a rien coûté; c'est en chargeant l'ennemi que vous m'en paierez la valeur. » Il fut impossible à l'officier d'engager Fatou à recevoir son argent. Le général Pichegru ne fut pas plus heureux, lorsque, informé de cet acte désintéressé, il fit venir le chasseur en sa présence, et voulut le récompenser au nom de la nation et de l'armée. Fatou persista dans son refus d'accepter aucune espèce d'indemnité.

On ne peut se refuser à voir dans ces deux faits authentiques, l'esprit de loyauté et de générosité qui animait, à cette époque, le plus grand nombre des soldats français.

1793—an II.
12 décembre.
(22 frimaire.)
Vendée.

Déroute du Mans [1]. — Il est facile de concevoir qu'en occupant la ville de la Flèche, Laroche-Jacquelein n'avait eu d'autre intention que d'arrêter assez long-temps l'armée républicaine, pour donner au gros de ses troupes la facilité de filer sur un autre point. Le choix de la route à tenir était très-borné dans la situation où se trouvaient les Vendéens errans dans un pays où les partisans de leur cause étaient ou peu nombreux ou trop timides. La résolution fut prise de marcher sur le Mans. Cette ville n'avait qu'une faible garnison qui n'avait pas même pris la précaution de couper le pont établi sur la Sarthe. On s'était contenté d'y faire un épaulement, et de l'embarrasser avec des chevaux de frise et des chausses-trapes pour en interdire le passage à la cavalerie. Ces obstacles furent surmontés par les Vendéens après un combat assez vif où le prince de Talmont se distingua, en tuant de sa main un hussard qui s'était particulièrement acharné après lui, à cause de l'écharpe blanche que portait ce chef. Les Vendéens s'emparèrent du Mans le 10 décembre.

Cependant l'armée républicaine s'avançait, sur plusieurs points, à la poursuite des royalistes. Les généraux Muller et Westermann arrivèrent les premiers aux environs de la ville par les routes de Tours et d'Angers. Laroche-Jacquelein tint ces deux colonnes en échec, en les attaquant successivement avec quelque avantage. Une troisième colonne, commandée par le général Tilly, arriva par la route de Mayenne; elle venait de Cherbourg. La division mayençaise, très-affaiblie par tant de combats meurtriers, vint se joindre également à l'armée réunie sous les ordres du général Marceau. Menacé par des forces si imposantes, Laroche-Jacquelein, après avoir combattu quelque temps au-dehors de la ville, prit le parti de s'y renfermer, espérant pouvoir s'y défendre avec plus d'avan-

[1] Beauchamp, — Mad. de Laroche-Jacquelein, — Mémoires manuscrits, — Bourniseaux, — Le Bouvier, etc.

tage ; il disposa ses soldats de la manière qu'il crut la plus convenable pour résister avec succès. 1793—an II. Vendée.

Westermann sollicita et obtint du général Marceau l'ordre d'attaquer le premier, contre l'avis du conventionnel Bourbotte qui, probablement, voulait une attaque générale. Il fallait traverser le même pont que Laroche-Jacquelein avait franchi le 10. Westermann force ce passage à la tête des grenadiers du ci-devant régiment d'Armagnac. Quelques canons, mis en batterie par les royalistes, arrêtent un moment la marche de la colonne du général républicain. Laroche-Jacquelein profite de cette hésitation pour placer d'autres canons dans chacune des rues qui aboutissent à la grande place de la ville, et pour garnir les maisons de tirailleurs. Pendant ce temps, Marceau achève l'investissement de la ville, afin de ne laisser aucune issue aux Vendéens. A dix heures du soir, l'impatient Westermann renouvelle son attaque, et pénètre dant l'intérieur de la ville où s'engage le combat le plus terrible. Les canons, placés dans les rues par les royalistes, tiraient à mitraille sur les troupes républicaines, et emportaient des rangs entiers. Laroche-Jacquelein se portait de tous les côtés, et faisait des prodiges de valeur. Deux chevaux sont tués sous lui. Il s'éloigne un moment pour en chercher un troisième ; mais son absence est fatale à ses soldats. Pressés par les républicains que n'arrêtaient point les décharges multipliées de l'artillerie et des tirailleurs postés dans les maisons, les Vendéens commencèrent à céder. Laroche-Jacquelein, perdant l'espoir de les rallier, veut au moins leur ménager une issue par la route de Laval, déjà inondée par la foule des vieillards, des femmes et des enfans qui suivaient la malheureuse armée des royalistes.

Mais les républicains ne s'étaient point encore entièrement rendus maîtres de la ville. Plusieurs quartiers étaient défendus avec la plus opiniâtre vigueur par les Vendéens

1793—an II. Vendée. embusqués dans les maisons, et par des batteries que ser vaient avec une grande activité quelques officiers dévoués.

Les troupes qui formaient l'investissement, animées pa une résistance aussi prolongée, s'efforçaient de pénétrer pa le côté qui était ouvert devant elles. Le général Carpentie fait pointer des canons sur les maisons les plus avancées Les chasseurs francs et ceux de Cassel, les soldats d'Arma gnac, chargent à la baïonnette, et renversent tout ce qui se trouve sur leur passage. Cette attaque est la dernière. Le Vendéens fuient de tous côtés, et cherchent à gagner le chemin de Laval. Le massacre le plus horrible a lieu dans l'intérieur de la ville.... Jetons encore une fois le voile sur ces détails épouvantables.

Telle fut l'issue de l'occupation du Mans par les royalistes. Cet événement mémorable, connu sous le nom de *déroute du Mans*, porta un coup bien funeste à la cause des royalistes; ils y perdirent dix à douze mille de leurs plus valeureux soldats. Un grand nombre de chefs y périrent. L'armée républicaine éprouva aussi une perte considérable; mais les résultats de la triste victoire qu'elle venait de remporter, furent pour elle aussi importans qu'ils devinrent préjudiciables pour les Vendéens, auxquels il ne resta presque plus d'espoir de revoir le sol natal.

13 décembr. (23 frimaire.) *Combat des Quatre-Chemins* [1]. — Les Vendéens, réunis sous les ordres de Charette, étaient dans une position plus heureuse que l'armée d'outre-Loire. Tandis que les débris de cette dernière cherchaient à gagner Laval après la désastreuse déroute du Mans, Charette attaquait, dans la Basse-Vendée, les républicains campés aux Quatre-Chemins, sur la route de La Rochelle à Nantes.

Joly commandait l'avant-garde de la troupe de Charette;

[1] Beauchamp, — Le Bouvier-Desmortiers, — Berthre de Bourniseaux.

d'abord repoussée, cette avant-garde se replie sur Charette, qui s'avance malgré cet échec, et parvient à forcer le camp après avoir fait éprouver une très-grande perte à la troupe républicaine, qui se retire dans le plus grand désordre, à Montaigu. Une pièce de canon, deux caissons, des munitions, les vivres, des effets de campement, d'habillement et d'équipement, tombèrent au pouvoir des Vendéens. [illegible] Vendée.

Les cavaliers de Charette massacrèrent une grande partie des fuyards, depuis le camp jusqu'au-delà de Saint-Fulgent : la grande route et les champs voisins furent jonchés de morts. Charette n'était point dans l'habitude de faire des prisonniers. Tous les soldats qui tombaient entre ses mains étaient fusillés, ainsi que les paysans qui trahissaient la cause royale par peur ou par attachement aux principes révolutionnaires. « Les républicains tuent mes soldats, lui fait dire son historien, égorgent les vieillards, les femmes et les enfans : je ne veux faire grâce qu'à ceux qui se rangeront de mon côté, et encore ce ne sera que quand je me serai assuré de leur fidélité. » Un pareil système était bien contraire aux intérêts de la cause dont Charette s'était fait le défenseur, et ne pouvait amener aucuns résultats favorables à son triomphe. Ceux qui ont voulu faire un héros de ce chef vendéen, auraient dû le représenter sous des traits moins odieux, et avec des couleurs moins prononcées.

Siége de Toulon[1]. — Nous avons vu, dans le premier volume, comment Toulon avait été livré entre les mains des Anglais. Maître de cette ville, l'amiral Hood s'empressa de la faire mettre dans un état de défense respectable. Il craignait avec raison une attaque [illegible] de la part du général Carteaux, vainqueur des [illegible] [illegible]

[1] Tableau historique. — [illegible] Gauthier de Brécy. — [illegible] de France, — [illegible]

1793—an II. France.

ralistes de la Provence. De nombreux détachemens de troupes anglaises, espagnoles, sardes et napolitaines, débarquèrent pour former la garnison de la place. Les gorges d'Ollioules furent occupées par les Anglais. Placées sur la grande route de Marseille à Toulon, à deux lieues de cette dernière ville, ces gorges forment un défilé très-resserré entre des rochers d'un accès fort difficile, seul passage praticable pour une armée qui marche avec de l'artillerie.

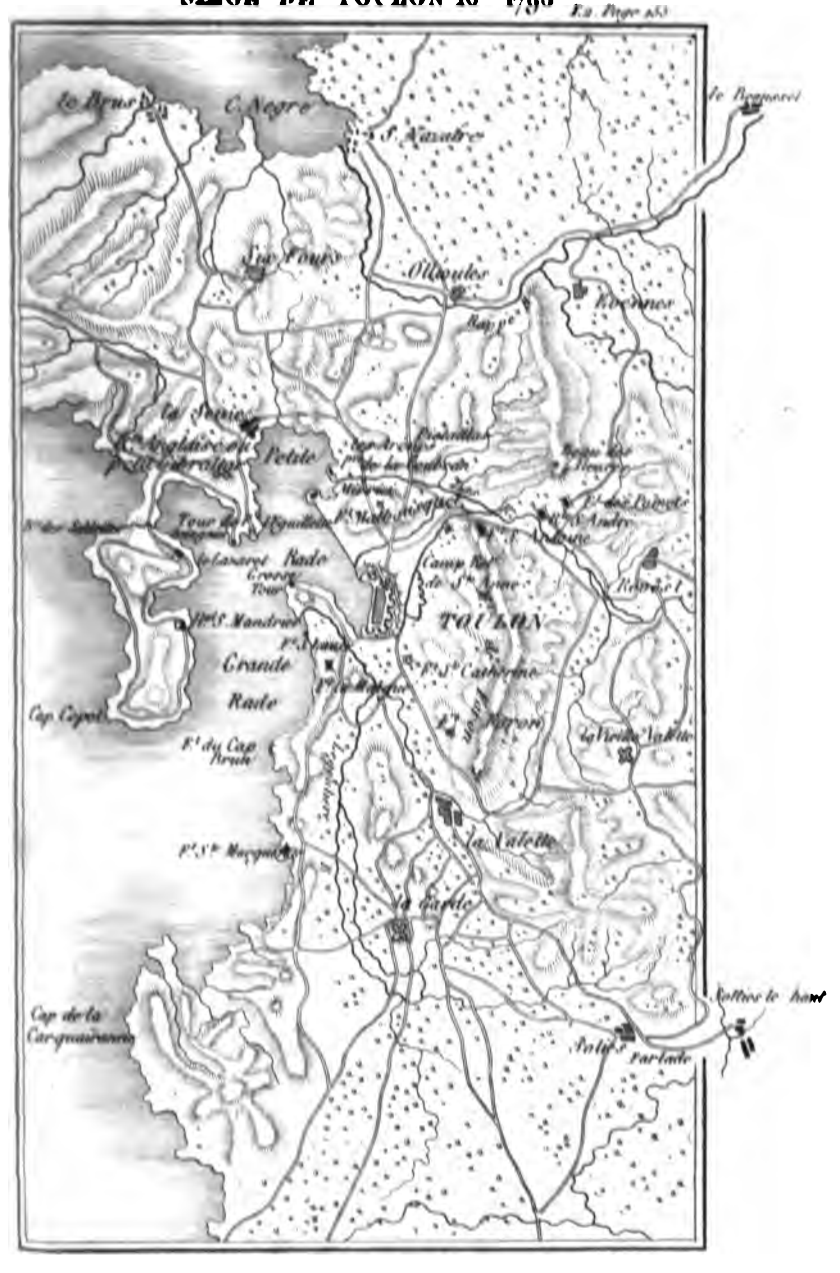
Les fortifications de la ville furent réparées et augmentées. Les positions environnantes furent retranchées et garnies de bouches à feu. Enfin tous les moyens d'une longue résistance furent organisés. Le comité royaliste envoya une députation à son altesse royale Monsieur, comte de Provence[1], pour engager ce prince à venir dans Toulon, encourager par sa présence les efforts de ceux qui voulaient le rétablissement de l'antique monarchie, et qui commençaient à s'alarmer des vues peu rassurantes des généraux alliés. Ces derniers, en effet, ne paraissaient plus prendre à la cause des Bourbons le vif intérêt qu'on leur avait d'abord supposé.

Cependant le général Carteaux, après avoir été retenu quelque temps à Marseille par les commissaires conventionnels, à l'effet d'appuyer, par la présence de ses troupes, les mesures terribles développées contre tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection, ou qui s'étaient montrés les ennemis du système révolutionnaire; le général Carteaux s'avançait vers Toulon à la tête de trois mille trois cents et quelques hommes. Ces forces étaient bien insuffisantes pour réduire une place qui, indépendamment de ses habitans, renfermait plus de dix mille hommes de troupes étrangères;

[1] Un auteur (M. de Fonvielle) qui a publié beaucoup de particularités historiques sur le siége de Toulon, prétend que l'amiral Hood s'opposa au départ des députés, sous le prétexte qu'*il n'était pas encore temps*.

SIEGE DE TOULON 10bre 1793

En. Page 253



0 . . . 2 Lieues.

néanmoins Carteaux, à l'instigation des députés de la Convention en mission auprès de lui, commença ses opérations d'attaque. Il força, le 7 septembre, les gorges d'Ollioules, défendues par quelques bataillons anglais qui s'y étaient fortifiés, et fit replier successivement plusieurs détachemens postés pour défendre les approches de la ville ; mais, trop faible pour entreprendre une attaque sérieuse, il se contenta de harceler et de tenir en échec les forces ennemies, en attendant l'arrivée des renforts qu'on lui promettait incessamment. Dugommier, nommé commandant de l'armée devant Toulon, arriva avec quelques mille hommes tirés de l'armée des Alpes et de l'intérieur, et Carteaux, remplacé successivement par les généraux Lapoype et Doppet, auxquels venait succéder Dugommier, fut prendre le commandement des troupes qui se trouvaient dans le comté de Nice. 1793—an II. France.

Deux mois s'étaient écoulés depuis la remise de Toulon au pouvoir des forces combinées de l'Angleterre et de l'Espagne, et, comme nous venons de le dire, rien n'avait été négligé pour augmenter les moyens de défense. Cette ville est adossée, du côté de la terre, à des montagnes où, par des travaux successifs entrepris depuis un siècle, s'élève une chaîne de petits forts qui s'appuient réciproquement. Tous ces forts furent occupés par les alliés.

Après avoir forcé le défilé d'Ollioules, les républicains avaient emporté les montagnes de Faron et la hauteur du cap Brun ; mais leur petit nombre ne leur permit pas de garder ces postes importans que les ennemis revinrent attaquer en force.

Vers la fin de novembre, les assiégés occupaient les hauteurs du cap Brun et de Malbousquet, celles qui sont à l'ouest des forts l'Éguillette et Balagnier, et s'y étaient fortifiés de manière à ne pas être inquiétés.

Dugommier partagea son armée en deux corps, pour atta-

1793-an II. France.

quer sur deux points différens. Le premier, dont il se réserv le commandement, embrassait le front des défenses exté rieures du côté de l'ouest, depuis le fort Malbousquet jusqu sur le promontoire qui ferme la petite rade. Le second corps aux ordres du général Lapoype, s'étendait depuis la mon tagne de Faron, qui commande la ville au nord, jusqu'au ca Brun et au fort Lamalgue, qui défend l'entrée de la grand rade.

Ce grand développement, la faiblesse de l'armée et la forc de l'ennemi, décidèrent le général Dugommier, sur la propo sition que lui fit le chef de bataillon Marescot, commandant d génie, à faire fermer, par une partie de ligne de contrevallation les vallées qui s'étendent entre les hauteurs de Pietaillas, de Arènes, des Gaux et de la Goubran, par lesquelles la garni son pouvait le plus facilement déployer des sorties. Jusqu'a lors les dispositifs d'attaque n'étaient autre chose que des bat teries provisoires placées avantageusement par le chef de ba taillon Bonaparte, commandant en second de l'artillerie ré publicaine, destinées à combattre les batteries avancées de ennemis, et à en préparer les attaques.

Le 28 novembre au matin, les républicains démasquèren une batterie forte de six pièces de 24, placée sur la hauteu des Arènes, et dirigée sur Malbousquet. Cette batterie fi pendant plusieurs jours un feu très-vif, auquel l'ennemi ré pondit avec vigueur.

L'occupation des Arènes par les Français était trop préju diciable aux assiégés pour qu'ils ne tentassent point un gran effort contre une position qui, d'ailleurs, privait la ville d'un partie de ses eaux, détournées ou coupées en cet endroit par le troupes républicaines. Le 30 novembre, à la pointe du jour la garnison de Toulon fait une grande sortie, au nombre d cinq à six mille hommes, dans le dessein de repousser l'ar mée ennemie, et de détruire ses ouvrages. Cette colonne

composée en presque totalité de troupes anglaises, traverse 1793—an II.
la rivière du Las sous les forts de Saint-Antoine, et se sé- France.
pare en deux pour attaquer, d'un côté, la montagne des Arènes, et, de l'autre, les différens postes qui occupaient le vallon de Pictaillas, où commandait le général Garnier. La colonne de droite arrive sur la hauteur des Arènes avant que le général Dugommier ait pu achever ses dispositions de défense, et fait reculer précipitamment les républicains. Les Anglais s'emparent de la batterie nouvellement construite, et enclouent les pièces qu'elle renferme. Un détachement se porte au poste du centre, que commandait le général Mouret, et menace de s'emparer de la grande route d'Ollioules.

Cependant le général Dugommier et les commissaires de la Convention, accourus aux premiers coups de fusil, cherchent à rallier les bataillons épars et rompus. Le général en chef harangue quelques pelotons avec énergie, et, se mettant à leur tête, il les précipite sur l'ennemi. Bientôt les troupes se remettent de leur premier effroi, et se réunissent; quelques renforts, envoyés des postes voisins, se joignent à elles, et le combat change de face. En peu d'instans les alliés, pressés, assaillis de toutes parts, sont obligés d'abandonner le terrain qu'ils viennent d'envahir. Les batteries sont reprises, l'ennemi repasse la rivière en désordre, en laissant sur le champ de bataille beaucoup de tués et de blessés. Les républicains firent en cette occasion un bon nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvait le général en chef O'Hara, que le gouvernement anglais venait d'envoyer en grande hâte pour prendre le commandement des troupes dans Toulon. Le général Dugommier reçut deux coups de feu au genou et au bras. Les républicains poursuivaient les Anglais avec une telle ardeur, que déjà ils pénétraient avec ceux-ci dans le

1793—an II. France. chemin couvert du fort Malbousquet, lorsqu'ils furent arri
tés par le feu qui partit à l'instant de cet ouvrage.

Ces succès répandirent à la fois la joie et l'espérance dai
l'armée, et la consternation dans Toulon; cependant ils n'en
traînaient encore aucun résultat décisif. L'ennemi continua
de se fortifier d'une manière inquiétante à Malbousquet,
Missici, au cap Brun et sur les hauteurs en avant de l'Egui
lette. D'un autre côté, le général Dugommier attendait de l'ai
mée du Var quelques bataillons aguerris avec lesquels il espé
rait porter des coups plus certains.

Le 14 décembre, le général en chef, accompagné des com
mandans Marescot et Bonaparte, et de quelques autres offi
ciers, fit la reconnaissance de la grande redoute anglaise. C
poste formidable était placé sur une hauteur vis-à-vis le vi
lage de la Seine. Son escarpement, et plusieurs rangs de for
tifications disposées autour de cette hauteur, lui avaient fa
donner le nom de *petit Gibraltar*. Entourée de palissade
multipliées, de fossés profonds, d'abattis d'arbres; défendu
par quinze cents hommes et trente-six bouches à feu, la re
doute anglaise était pour ainsi dire inaccessible. L'inspectio
du terrain fit prendre au général Dugommier les dispositio
suivantes: une colonne devait menacer la redoute en fac
une autre, filant le long de la mer, devait escalader la som
mité retranchée qui domine le fort de l'Eguillette. L'artiller
reçut l'ordre de redoubler le feu de ses batteries, afin de port
le désordre dans celles de l'ennemi. Les généraux Garnier
Mouret devaient tenir leurs divisions sous les armes, afin d
contenir les forts de Saint-Antoine et de Malbousquet, et d'a
rêter toute sortie ou diversion que l'ennemi pourrait faire s
ces points.

Le 16 décembre, les troupes républicaines se rassembl
rent pour cette attaque générale. Le corps d'armée placé da

la partie de l'ouest se réunit dans le village de la Seyne ; malgré le mauvais temps et la pluie qui tombait en abondance, les soldats témoignaient une ardeur et un enthousiasme extrêmes, présage certain de la victoire. 1793—an II. France.

Le 17, à une heure du matin, l'attaque commence. Soit erreur, soit excès de zèle, les deux colonnes commandées par les généraux Labarre et Victor [1], au lieu de marcher sur des points différens, d'après leurs instructions, se portent ensemble sur la redoute anglaise, et gravissent à l'envi l'une de l'autre la hauteur escarpée sur laquelle elle est assise. Un orage épouvantable éclatait en ce moment, et ajoutait encore aux difficultés du terrain et à l'effet du canon et de la mousqueterie de l'ennemi ; cependant les troupes républicaines parviennent au pied de la redoute. Là, un épaulement de dix-huit pieds d'élévation, défendu par des feux croisés et continus, semblait présenter un obstacle insurmontable. Des pièces plongeantes dans les embrasures foudroyaient les premiers rangs, tandis que d'autres, plus élevées, atteignaient l'extrémité des colonnes d'attaque. Des pierriers lançaient incessamment une pluie de grenades qui venaient éclater dans les rangs républicains. Les commissaires conventionnels Salicetti, Ricord, Robespierre jeune et Fréron, parcouraient ces mêmes rangs, et animaient les soldats. Une vive et dernière impulsion est donnée. Les soldats, montés les uns sur les autres, sont élevés à la hauteur des embrasures de la redoute, et pénètrent dans l'intérieur au moment où les pièces, par leur mouvement ordinaire, reculent après avoir vomi leur charge. Le combat s'engage corps à corps dans la redoute. Les Anglais qui la défendent se battent avec la plus grande intrépidité ; ils sont d'ailleurs favorisés par des traverses disposées dans l'intérieur. Le feu qui part de cette seconde enceinte

[1] Aujourd'hui maréchal de France, duc de Bellune, major-général de la garde royale, etc., etc.

1793—an II. France. inattendue, oblige les assaillans à se retirer par les embrasures qui leur ont servi d'entrée. Les républicains remontent une seconde fois dans la redoute, et une seconde fois ils sont repoussés par les mêmes moyens. Enfin, par un troisième et dernier élan, les intrépides Français s'établissent dans l'épaulement. Cependant les cris de victoire et de désespoir, les hurlemens des blessés, l'éclat du tonnerre qui gronde sur le théâtre de carnage, et qui domine le bruit des armes, la pluie qui tombe par torrens, la résistance opiniâtre des Anglais dévoués à la mort, tout contribue, dans le premier instant, à mettre dans les rangs républicains un désordre dont l'ennemi allait peut-être profiter pour se dégager une quatrième fois, lorsque de nouveaux assaillans succèdent aux premiers, épuisés de fatigues, et maintiennent l'occupation de la redoute. Toutes les traverses sont forcées. Les canonniers anglais sont égorgés sur leurs pièces, les soldats sont tués ou dispersés. Tout ceci se passait dans l'obscurité de la nuit. Au jour, l'ennemi, retiré sur les hauteurs qui dominent les forts de l'Eguillette et de Balagnier, simula une attaque soutenue par le feu de ses vaisseaux et de ses pontons; mais les troupes françaises restèrent inébranlables dans la redoute conquise avec tant de gloire. L'intention du général Dugommier, en faisant reposer une partie de ses soldats, était d'attendre la nuit pour attaquer de nouveau, et chasser tout à fait les troupes alliées du promontoire. Mais la démonstration de ces derniers n'avait d'autre but que de couvrir leur retraite, qui s'effectua vers le soir. Alors le général Dugommier fit avancer ses bataillons, et s'empara, après quelque résistance, de la totalité du promontoire, et des deux forts de l'Eguillette et de Balagnier. Le général Victor fut grièvement blessé à cette attaque.

Pendant le même temps, le corps d'armée du général Lapoype combattait à l'est avec non moins de bonheur et de

toire. Il avait divisé son corps d'armée en deux colonnes : une d'elles avait d'abord gravi la pointe de la Croix-Faron ; mais l'ennemi, par son feu, et au moyen de chevaux de frise et de quartiers de rochers qu'il fit rouler sur les assaillans, se maintint quelques instans dans ce poste. L'autre colonne, dirigée sur le pas de Leidet, poste faiblement gardé, l'avait emporté presque sans coup férir. Alors, les soldats étant parvenus à hisser, à travers les rochers et les précipices, quatre pièces de canon, une batterie fut établie, et quelques coups suffirent pour débusquer les Anglais de la sommité retranchée de la Croix-Faron. Ils furent bientôt forcés de quitter le fort et les casernes retranchées du même nom. 1793—an II. France.

Les démonstrations des généraux Garnier et Mouret suffirent pour faire abandonner, par les alliés, la redoute Saint-André, les forts des Pomets et des deux Saint-Antoine, le formidable poste de Malbousquet et le camp de Saint-Elme.

Toutes ces différentes attaques coûtèrent aux Français environ douze cents hommes tués ou blessés ; la perte des alliés fut évaluée à deux mille hommes tués, blessés ou prisonniers.

On a cité ce trait de Bonaparte, à l'occasion de l'attaque du fort Faron. Un commissaire de la Convention voulut blâmer la position d'une batterie que venait d'établir le jeune commandant d'artillerie. « Citoyen, répond fièremen Bonaparte, faites votre métier de député, laissez-moi faire le mien d'artilleur. La batterie restera là, et je réponds du succès. » Bonaparte fut nommé général de brigade sur le champ de bataille, à la suite de ces différentes affaires [1].

[1] On trouve dans un ouvrage anglais, imprimé à Londres, en 1816, une anecdote fort curieuse, au sujet de cet homme si extraordinaire. Tout le monde sait que l'ex-empereur a été accusé d'avoir eu la maladie de peau si commune parmi les gens de guerre ; mais on ignorait dans quelle circonstance il avait gagné cette maladie. Bonaparte nous l'apprend lui-même dans la brochure précitée. Inter-

1793—an II. France.

Cependant la confusion et la terreur régnaient dans To
lon. Des batteries avaient été dirigées sur la ville, et avai
mis le feu à plusieurs maisons. La mésintelligence comm
çait à éclater parmi les troupes alliées. Décidés à abandonn
Toulon, les Anglais détruisent tout ce qu'ils ne peuve
emporter. Ils mettent le feu à l'arsenal et dans les magasi
de la marine; ils incendient les vaisseaux français qu'ils
peuvent emmener. A la vue des flammes qui éclairaient
ville, un cri s'élève dans l'armée républicaine; tous les so
dats demandent qu'on les conduise à l'assaut, pour empêch
les Anglais de s'embarquer, et leur faire expier les désastr
qu'ils causent; mais il était trop tard; et déjà les canonnie
tiraient sur les dernières barques qui transportaient les enn
nemis, ainsi que les déplorables victimes de leurs promess
fallacieuses, à bord des vaisseaux de la flotte alliée.

Les forçats avaient rompu leurs chaînes, et s'étaient jet
dans l'arsenal. Ces hommes dégradés, moins féroces que l
Anglais, parviennent à éteindre une partie des mèches e
flammées que ces derniers y avaient attachées.

Le 19 décembre au matin, l'armée républicaine entra da
Toulon, pour y être témoin du spectacle le plus douloure
Un grand nombre d'habitans, auxquels on avait fait craind
le ressentiment terrible et malheureusement trop réel de
Convention, étaient entassés sur le port, élevant leurs mai
suppliantes vers leurs protecteurs, désormais sourds à le

rogé par l'auteur, qui l'accompagnait dans sa traversée d'Europe à l'île Sain
Hélène, s'il avait eu effectivement cette affection cutanée : « Oui, répond Na
léon; je vais vous conter l'affaire. Au siége de Toulon, je me trouvais dans
batterie; un de vos bâtimens approcha du rivage et tua deux des canonniers
la servaient. Je saisis le refouloir de la main d'un des mourans qui avait la ga
et, dans peu de jours, je me trouvai infecté de cette maladie. J'eus recours a
bains, pour ma guérison, et ce remède me réussit. Quelques années après,
même maladie reparut avec plus de violence; mais je fus promptement gué
Depuis lors, je n'ai plus rien ressenti. »

cris et à leurs larmes. Une partie de ces infortunés périt en cherchant à se sauver à la nage ; l'autre.... La plume se refuse à tracer ces horribles scènes. 1793—an II. France.

Toutefois de prompts secours prévinrent de grands dégâts, et le dommage matériel fut infiniment moindre qu'il aurait pu l'être. De quarante-un vaisseaux ou frégates qui se trouvaient dans le port et dans la rade lors de l'occupation de Toulon par les alliés, douze seulement furent brûlés, huit emmenés, et vingt-un furent conservés. Le magasin de la mâture et quelques autres devinrent la proie des flammes ; mais le grand hangar, le magasin aux câbles, la corderie, les magasins à poudre, furent préservés.

Telle fut l'issue de ce siége mémorable et de la révolution toulonaise. Le comité de salut public fit décréter, par la Convention, la démolition de la ville, et l'érection d'une commission militaire pour condamner tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection. On aime à voir, dans l'épouvantable tableau de cette catastrophe, le vainqueur de Toulon s'opposant noblement aux mesures sanguinaires qu'ordonnaient les commissaires de la Convention. On l'a déjà proclamé, et nous nous plaisons à le redire encore, dans ces temps de funeste mémoire, l'honneur français semblait s'être réfugié au milieu des armées. Le brave Dugommier se présente devant les commissaires conventionnels au moment où ceux-ci allaient déployer tout l'appareil de la vengeance : « Citoyens, leur dit le général, sans doute il y eut dans cette ville des traîtres qui ont ouvert ses portes aux Anglais ; mais les plus grands coupables ont fui. S'il est des hommes criminels qui aient osé attendre la vengeance nationale, le temps vous les fera connaître ; lui seul peut éclairer votre justice, et calmer les haines qu'enfantent les guerres civiles. Si vous punissez aujourd'hui, toutes les passions choisiront leurs victimes. Contemplez cette ville déserte et désolée. Eh ! qui allez-vous faire

1793—an II. France. périr? Des vieillards, des femmes, des enfans, des individ sans courage et sans énergie, qui n'ont pas même eu l'inte tion de porter les armes contre vous, ou qui n'ont été qu' garés. » Ce discours ne fit aucune impression sur des homm que la crainte, encore plus peut-être qu'une volonté barbar rendait les instrumens de la plus aveugle tyrannie. A cet époque, la terreur, que des furieux insensés avaient mise l'ordre du jour, exerçait aussi son influence sur ceux-là mêm qui s'étaient rendus ses ministres. Si, par hasard, quelque uns d'entre eux conservaient encore quelques principes d'hu manité, trop pusillanimes pour donner l'essor à des sentime généreux, ils s'empressaient de se déclarer les complices d'u horrible pouvoir, pour ne pas en devenir les victimes.

22 décembre. (2 nivose.) Vendée. *Déroute de Savenay, et dispersion totale de l'arm royaliste d'outre-Loire* [1]. — Tandis que les dernières esp rances des royalistes s'évanouissaient ainsi dans le Midi de l France, par la reprise de Toulon sur les Anglais et leurs a liés, les provinces de l'Ouest, par un rapprochement q semble tenir de la fatalité, voyaient en même temps, et pre que le même jour, écraser les débris des Vendéens dans cett partie de la France.

Laroche-Jacquelein était parvenu à conduire à travers d nouveaux périls, sur les bords de la Loire, les restes de l'a mée royale et catholique échappés au funeste combat d Mans. Arrivé aux environs d'Ancenis, le généralissime fa rassembler à la hâte tout ce qui pouvait servir à transporte ses troupes de l'autre côté du fleuve. Toutefois la fragilité de embarcations, et la crainte de trouver les républicains su l'autre rive, retenaient encore les malheureux fugitifs sur l sol témoin de leurs derniers désastres. A la vue de leur pays, le Vendéens hésitaient malgré eux d'y aller courir des dange

[1] Journaux du temps. — Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Dictionn. des siéges et batailles, — Bourniseaux, — Mém. manuscrits, etc.

SAVENAY.



non moins terribles que ceux auxquels ils venaient d'échapper avec tant de fatigues, et qui cependant les menaçaient encore. Laroche-Jacquelein, plus que jamais convaincu de l'impérieuse nécessité du passage, s'élance avec Baugé et Stofflet dans un bateau amené d'un château voisin sur une charrette, tandis que le chef Langerie se jetait avec dix-huit soldats dans la seule embarcation qu'il eût trouvée à Ancenis. Le curé Bernier exhortait, pendant ce temps, les tristes Vendéens à se confier dans la Providence, et à monter sur les frêles radeaux qui venaient d'être construits à la hâte; mais le plus grand nombre s'y refusa. Laroche-Jacquelein, parvenu à l'autre bord, y rencontra quelques cavaliers républicains qui le poursuivirent. Pendant ce temps, une chaloupe canonnière vint se placer en face d'Ancenis, et tirait sur les radeaux que l'on s'efforçait de mettre à flot. Plusieurs furent submergés. Le passage devenait impossible. Privée de son général, l'armée vendéenne a perdu toute son ancienne énergie : il suffit à Westermann de se montrer à la tête de l'avant-garde républicaine pour chasser d'Ancenis les royalistes, et les forcer de se disperser en désordre; les chefs eux-mêmes cherchent leur salut dans la fuite, et de cette multitude qui, deux mois auparavant, avait traversé la Loire à Varades, il restait à peine sept mille individus, dont Lyrot de la Patouillère, Marigny et Donnissan, beau-père de Lescure, prennent le commandement.

1793 - an II.
Vendée.

La petite ville de Savenay était, par sa position, le seul point qui offrît aux trois commandans vendéens les moyens de rallier leurs faibles détachemens, et d'opposer quelque résistance à un ennemi qui ne se lassait point de poursuivre son adversaire avec le plus opiniâtre acharnement. En conséquence, Lyrot de la Patouillère dirige sur cette ville le noyau de sa faible armée. Il y arrive le 21 décembre, et, sans perdre un seul instant, il s'occupe des préparatifs de défense. Des vedettes sont postées sur les points les plus élevés, des déta-

1793—an II. Vendée.

chemens sont placés sur les principaux chemins qui aboutissent à Savenay. Marigny fait élever à la hâte quelques retranchemens derrière lesquels il dispose son artillerie.

Cependant les républicains, commandés par Kléber et Westermann, se présentent, le 22 au matin, devant Savenay. Kléber fait placer de l'artillerie légère sur le côté droit de la route qui conduit à Nantes, embusque de l'infanterie en divers endroits, et Westermann, à la tête d'une troupe de cavalerie légère, attaque les avant-postes. Le combat devient bientôt général. Le désespoir rend aux Vendéens leur courage; ils soutiennent pendant long-temps tout l'effort de l'armée républicaine, dont les colonnes, commandées par le général Marceau, arrivaient successivement. Certains de la destruction de leur parti, ces dignes et derniers appuis du trône et de l'autel firent acheter chèrement la victoire à leurs ennemis. Enfin, foudroyés par l'artillerie, écrasés par des masses sans cesse renouvelées, les royalistes fuient de toutes parts à travers les champs et les bois. L'espérance de trouver peut-être encore l'occasion de se réunir de nouveau leur prête des forces surnaturelles pour échapper à la poursuite, et se dérober au massacre.

Cette dernière action de la campagne dans les provinces de l'Ouest, acheva la destruction de l'armée royale d'outre-Loire. Mais bientôt les mêmes causes vont ramener les mêmes effets, et le sol vendéen va se rougir encore pendant plusieurs années du sang des enfans d'une mère commune.

22 décembre. (2 nivose.) France.

Combats et prises du fort Saint-Elme, de Port-Vendre et de Collioure [1]. — L'armée des Pyrénées-Orientales, qui s'était d'abord distinguée par quelques glorieux avantages remportés sur les Espagnols, avait éprouvé plusieurs revers depuis que le général Dagobert ne la commandait plus. Le gé-

[1] Moniteur, — Tableau historique, — de Marcillac, — Mémoires de R*** Dictionnaire des siéges et batailles, etc.

néral Turreau, d'abord envoyé par la Convention pour lui succéder, avait été lui-même remplacé par le général Doppet; et celui-ci n'avait encore rien tenté d'important. Depuis les deux affaires de Ceret et Villelongue, les Espagnols, fiers de leurs succès, s'étaient étendus de droite et de gauche, et manœuvraient pour se porter sur les frontières de la France. L'intention du général en chef Ricardos était de profiter de ses avantages pour franchir le fort Saint-Elme, le Port-Vendre et Collioure; il résolut en conséquence d'attaquer à la fois ces trois places, et, pour favoriser cette importante opération, il décida aussi l'attaque par son centre sur celui de la position des Français établis et retranchés à Banyuls-les-Aspres. Le général la Cuesta fut chargé de l'attaque des places, et le marquis de Las-Amarillas de celle sur le centre de la ligne française.

Le 19 décembre, la Cuesta fit une reconnaissance, et trouva les Français retranchés sur la cordillière de montagnes qui prend à la tour du Diable, et se termine à la mer. Cette cordillière se compose de quatre mamelons, formant trois passages intermédiaires, qui étaient fermés et se liaient aux mamelons par un parapet à banquette. Cinq pièces de canon en défendaient les approches et protégeaient un retranchement en avant de cette forte position. Les Français couvraient également le fort Saint-Elme, Port-Vendre et Collioure, qui forment un triangle rectangle dont le fort Saint-Elme est l'angle saillant du côté de l'Espagne.

La Cuesta observa que la droite de cette position était la moins accessible, et paraissait la moins fortifiée. Il jugea que s'il pouvait s'en emparer, il dominerait et prendrait en flanc les troupes françaises. Il se détermina donc à former sa principale attaque sur ce point, en faisant toutefois une grande démonstration sur le front des retranchemens de Banyuls. Le 20 décembre, à quatre heures du matin, le général espagnol

1793—AN II. France. fit prendre les armes à ses soldats, et laissant des piquets pour occuper les hauteurs, afin de protéger sa retraite en cas d'échec, il divisa sa troupe en trois colonnes, et se mit en marche. A huit heures, les colonnes débouchèrent par les trois défilés, et aperçurent les Français rangés en bataille derrière les retranchemens, ayant deux bataillons jetés en avant de leur gauche, et un en avant de leur droite. Ces bataillons commencèrent le feu dès que les Espagnols furent à portée.

Le bataillon placé en avant de la droite fut forcé de plier d'abord devant la gauche des Espagnols; mais il fit sa retraite en bon ordre, et vint prendre une position oblique qui inquiétait le centre des Espagnols, ce qui obligea la Cuesta à faire attaquer de nouveau ce bataillon. Ce mouvement réussit, et, malgré leur résistance, les Français, près d'être cernés, furent contraints de se retirer une seconde fois, et de se replier sur le gros de leur armée.

Pendant cette attaque, les Français avaient pris une position centrale. Un combat furieux s'engagea entre les deux partis. Chacun disputait la victoire avec un acharnement qui laissait indécis le succès de cette grande attaque, lorsque la Cuesta, voyant que les Espagnols, fatigués, commençaient à combattre avec moins de courage, fait avancer sa réserve, et vient par sa présence ranimer leur ardeur. Les troupes fraîches qu'il commandait se précipitent la baïonnette en avant contre les retranchemens, et les attaquent avec la plus grande vigueur. Les Français se défendent courageusement; le centre de leur armée fait surtout des prodiges de valeur. Jusque là la cavalerie espagnole n'avait pas encore donné. La Cuesta la dirige, par Ortaffa, le long de la rive gauche du Tech, sur les hauteurs de la petite rivière de Réart. Reçue vigoureusement par l'infanterie française, elle est, après un combat meurtrier, repoussée et obligée de se replier sur le

gros de l'armée des Espagnols. Mais après s'être battue vaillamment, la droite des Français est tout-à-coup rompue; elle se jette en désordre sur le centre, qui tenait toujours. Ce mouvement y répand la confusion; les soldats se débandent, et cherchent leur salut dans la fuite. Bientôt entraînée par ce fatal exemple, la gauche, qui n'avait pour ainsi dire point combattu, se mit à fuir. La déroute alors devint générale. Quelque effort que pût faire le commissaire de la Convention Fabre, pour ramener ces fuyards au combat, il ne put y parvenir, et, désespéré d'assister à une défaite, il chercha et trouva, en combattant avec un petit nombre de braves, une mort glorieuse dans les rangs de l'ennemi. Son corps resta longtemps enseveli sous un monceau de morts, et ce ne fut que trois jours après l'événement qu'on sut quel avait été son sort.

Les Français, en fuyant, avaient abandonné leurs retranchemens, leur artillerie et leurs munitions. Ils se retiraient précipitamment sur Port-Vendre et Saint-Elme, où ils espéraient se rallier sous la protection du canon des remparts; mais la Cuesta, profitant de l'ardeur que la victoire inspirait à ses troupes, fait poursuivre les fuyards avec activité. Pendant que sa droite marchait sur Port-Vendre, il dirigeait le centre de sa division et sa réserve sur Saint-Elme. Les Français comptaient sur l'assistance des forts pour les protéger; la trahison allait causer leur perte. Au moment où ils arrivaient en désordre devant le fort Saint-Elme, un Français indigne de ce nom, Dufour, qui commandait dans la place, a l'infamie de diriger sur eux les décharges de son artillerie. Prises entre deux feux, les troupes vaincues se hâtent d'échapper à ce double danger par une prompte fuite, et se retirent sur Collioure. Aussitôt le traître Dufour ouvre les portes de la place, et y reçoit les Espagnols. La Convention, pour s'en venger, le mit hors la loi; mais il était alors en sûreté chez les Espagnols.

1793—an II. France.

Au moment où la réserve de la Cuesta, soutenue par une partie de sa division, s'emparait ainsi du fort Saint-Elme, la droite se rendait plus glorieusement maîtresse de Port-Vendre. Arrivés devant cette place, les Français s'y étaient ralliés rapidement; et mieux servis par les canons des forts, ils étaient en mesure d'opposer une résistance proportionnée aux attaques des Espagnols. En effet, ceux-ci, en se présentant, sont reçus par une double décharge de l'artillerie de Port-Vendre et de la mousqueterie des bataillons français. Le général espagnol, s'apercevant qu'il était impossible de forcer ses adversaires, en les pressant de front, détache aussitôt un corps d'élite, pour tourner la montagne de Vigie, et attaquer les Français sur le mole de Port-Vendre. Ce mouvement, exécuté avec la plus grande précision, réussit au gré de ses désirs. Les Français, attaqués en flanc, en front, et tournés sur leur gauche, sont obligés de céder le terrain; ils mettent eux-mêmes le feu à leurs caissons, enclouent les deux seuls canons qui leur restaient, et se retirent sur Collioure. Port-Vendre pouvait se défendre avec sa garnison. Mais, par l'effet d'une pusillanimité qui fut encore considérée comme trahison, le gouverneur, se voyant abandonné par l'armée, se crut obligé de se rendre, et ouvrit ses portes aux Espagnols.

Des trois places menacées, les Espagnols n'avaient plus à prendre que Collioure, sous les murs de laquelle s'étaient réfugiés les Français échappés aux désastres de Saint-Elme et de Port-Vendre. La Cuesta, après avoir placé des garnisons dans ses deux conquêtes, venait de faire marcher ses troupes victorieuses contre cette place; et déjà la consternation était parmi les habitans épouvantés des succès rapides des Espagnols dans cette attaque générale. La Cuesta comptait s'emparer de Collioure le soir même; mais au moment où il arriva en vue de la ville, la nuit était trop avancée pour per-

mettre d'attaquer sur-le-champ les Français. Il fit camper ses troupes à peu de distance, et remit au lendemain la prise de la place. La terreur était à son comble dans cette ville peu rassurée par la présence de troupes vaincues dans trois combats. La Cuesta chercha à l'augmenter encore par l'appareil de ses moyens militaires. Désespérant de pouvoir se maintenir dans une place si mal disposée, les Français avaient pendant la nuit changé de position, et Collioure se trouvait d'un côté entièrement découvert. La Cuesta les fait tenir en observation par un fort détachement, et fait avancer son artillerie contre la place. Après avoir lancé quelques boulets et obus, il envoie un parlementaire, avec ordre à la garnison de mettre bas les armes, si elle ne veut être passée au fil de l'épée, et voir la ville entière réduite en cendres. En même temps, pour soutenir sa menace, il fait descendre du fort Saint-Elme trois bataillons avec des torches enflammées. Cet appareil augmente la terreur et la confusion des habitans; ils s'assemblent en tumulte, et forcent le commandant à capituler pour la place et la citadelle, la garnison restant prisonnière de guerre. Les forts extérieurs, ainsi que le retranchement redoutable de Puïg-Oriol, garni de sept pièces de canon, furent abandonnés par les troupes qui les gardaient; et au point du jour du 23, après dix-neuf heures d'action, les Espagnols se trouvèrent maîtres de la place, de ses forts garnis de quatre-vingt-huit pièces de tout calibre, d'un arsenal bien fourni, de magasins considérables en vivres et vêtemens, de deux hôpitaux bien pourvus, et du meilleur port de la côte, dans lequel se trouvèrent un grand nombre de bâtimens chargés de farines et de fourrages. Cette conquête était pour l'ennemi d'un avantage inappréciable; elle rendait désormais les efforts des Français nuls dans cette partie, et compromettait éminemment le salut de leur armée. N'ayant pu empêcher la

1793—an II. France.

1793—an II. France.

prise de Collioure, ceux qui étaient restés sous ses murs, se hâtèrent de se soustraire, par une prompte fuite, à une destruction certaine.

Le général Doppet avait bien pressenti ce grand mouvement de l'armée des Espagnols, et avait essayé d'opérer une diversion puissante, en pénétrant par l'intervalle du centre à la droite de leur ligne, pour les forcer, par cette manœuvre hardie, à en suspendre l'exécution. Il pensait avec raison que, pour fournir aux attaques combinées des trois places, l'ennemi avait été dans la nécessité de dégarnir les postes de Montesquiou et de la Trompette, ainsi que le camp de Villelongue. Comptant sur une résistance plus opiniâtre de la part des places attaquées, le général français avait formé un fort détachement pour se porter sur le camp de Villelongue. Ce camp fut attaqué le 19 décembre par plusieurs colonnes. S'avançant avec intrépidité et bravant le feu de mousqueterie et de mitraille, les Français se jetèrent en force sur le centre défendu par le premier bataillon portugais du régiment d'Oporto, et forcèrent ce dernier de prendre une position en arrière. Ayant ainsi percé ce centre, ils tournent les batteries et les attaquent avec tant de vigueur, que les soldats qui les gardaient sont obligés de les abandonner. Le camp était presque envahi, et les préparatifs de retraite commençaient à se faire, lorsque des renforts, envoyés par le général en chef Ricardos, mirent le général qui commandait à Villelongue, dans le cas de reprendre l'offensive, et de réoccuper le terrain et les batteries emportés par les Français. Ceux-ci, voyant leur entreprise manquée, se retirèrent en bon ordre au-delà de Saint-Genis, dans le camp établi près des villages de Tressères et de Banyuls-les-Aspres.

Nous avons dit que le marquis de Las-Amarillas, à la tête

de cinq mille hommes et de cinq cents chevaux, avait été dirigé sur ce point par le général Ricardos. Après une attaque qui se borna à l'enlèvement de quelques postes, le général espagnol se contenta de tenir en échec le camp français, que le général Doppet fit lever quand il eut appris les succès du général la Cuesta et la perte inattendue du fort St.-Elme, de Port-Vendre et de la place de Collioure. 1793—an II. France.

Cette action générale des Espagnols termina la campagne, et les deux armées prirent leurs quartiers d'hiver.

Combats de Freschweiller et de Werdt [1]. — Nous avons vu quel avait été le plan conçu et exécuté par le général Hoche pour essayer de réparer l'échec de Kayserslautern, en se rapprochant de l'armée du Rhin pour opérer, de concert avec elle, le déblocus de Landau. 23 décembre. (3 nivose.)

La saison était devenue plus rigoureuse, et en attendant que ses nouvelles mesures fussent prises, Hoche voulut faire baraquer les troupes, et donna ses ordres à cet effet. Le soldat, déjà très-fatigué de la campagne, espérait entrer en quartiers d'hiver, et se refusa à la construction des baraques. Le parti que le général prit en cette circonstance pour arrêter les progrès de la mutinerie, ne pouvait manquer de réussir avec des Français. Il fit mettre à l'ordre « *que le régiment qui avait exprimé le premier son mécontentement n'aurait pas l'honneur de marcher au premier combat.* » Les soldats, sensibles à une punition qu'ils regardaient comme infamante, viennent les larmes aux yeux supplier leur général de révoquer son ordre, et de leur accorder comme grâce de marcher à l'avant-garde. Hoche y consent, et bientôt ces braves justifient l'indulgence de leur général par des prodiges de valeur.

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Toulongeon, — Jomini, — Vie de Hoche, par Rousselin, — Mémoires manuscrits, etc.

1793—an II. France.

Le corps d'armée du général prussien Hotze était retranché sur les auteurs de Freschweiller et de Werdt. Ces positions couvraient les lignes autrichiennes, établies en devant de la Moter. Hoche, malgré l'infériorité de ses forces, résolut d'attaquer les Prussiens. Il arrive le 21 décembre au soir en présence des premiers retranchemens de l'ennemi : toute la valeur française était nécessaire pour les emporter. Les redoutes étaient disposées en échelons et garnies d'une nombreuse et formidable artillerie. Le général français fait marcher en colonnes séparées les trois divisions qui composent son armée. Deux devaient attaquer de front, la troisième, filant à travers les bois, était destinée à prendre les Prussiens en flanc. Le 22, l'attaque commence sur le front des retranchemens. A la vue des obstacles qu'il faut franchir, et surtout du triple rang de batteries qu'il faut emporter, les bataillons républicains témoignent quelque hésitation. Le général en chef les ranime par une de ces saillies heureuses qui lui étaient familières, et qui sont presque toujours d'un grand effet sur un champ de bataille, surtout avec des Français qui portent l'enjouement de leur caractère jusqu'au milieu de la mêlée la plus sanglante. « Camarades, s'écrie Hoche en parcourant les rangs, à six cents livres pièce les canons prussiens. » *Adjugé*, répondent avec gaieté les soldats français, en se précipitant la baïonnette en avant sur l'ennemi. Celui-ci oppose la plus vigoureuse résistance. Son artillerie fait un feu terrible qui emporte des rangs entiers. Mais les assaillans n'en sont point ébranlés; la première ligne des redoutes est forcée. Le général Dubois, qui combattait à la tête de l'avant-garde, est dangereusement blessé. Cet accident ne ralentit point l'ardeur de ses soldats, et bientôt ils s'emparent des seconds retranchemens à travers les boulets, les obus et les balles des Prussiens, qui résistent dans les redoutes, en opposant la baïonnette à la baïonnette. Sur ces entrefaites, la co-

lonne qui devait passer par les bois pour attaquer un des flancs de l'ennemi, venait d'achever son mouvement; elle paraît tout-à-coup sur la gauche de l'armée et gravit les hauteurs. A sa vue les deux autres colonnes poussent des cris de victoire. Les Prussiens effrayés sont obligés de dégarnir leur front de bataille afin de s'opposer au mouvement de la nouvelle attaque. Hoche profite de cette circonstance pour imprimer un nouvel élan à ses troupes, et pour les conduire aux derniers retranchemens sur le sommet des hauteurs. En un moment ces obstacles sont attaqués, franchis et emportés. Obligés de céder à l'impétuosité française, les Prussiens abandonnent dix-huit canons, vingt-quatre caissons et un champ de bataille couvert de leurs morts et de leurs blessés. Les canons, traînés devant le général Hoche par les soldats qui s'en étaient emparés, furent payés au prix de l'estimation fixée au commencement de l'action.

Le deuxième régiment des carabiniers et le troisième de hussards furent envoyés à la poursuite des Prussiens. Ceux-ci, parvenus au-delà de Werdts, se rallient sous la protection de quelques corps qui n'avaient point donné, et opposèrent une résistance qui aurait pu devenir fatale à la cavalerie française, si le quatorzième régiment de dragons ne fût arrivé au secours des carabiniers et des hussards. Les trois régimens réunis chargèrent l'infanterie prussienne qui s'était postée sur une hauteur. Cette charge, bien menée, culbuta les Prussiens, qui se rompirent en laissant au pouvoir des Français douze cents prisonniers et six pièces d'artillerie. Ce dernier mouvement de cavalerie fut d'autant plus heureux qu'il dégagea un bataillon, qui, s'étant imprudemment fourvoyé au milieu des Prussiens, allait être fait prisonnier par eux. Le colonel des carabiniers, Danglard, que nous avons déjà eu l'occasion de citer honorablement, se distingua encore dans cette occasion.

1793—an II. France. Le principal avantage que les Français retirèrent de ces combats fut de prendre à revers les lignes autrichiennes établies sur la Moder, et de forcer les troupes alliées à se retirer en arrière de la Lauter. L'armée du Rhin, qui commençait à agir de concert avec celle de la Moselle, s'empara de Lembach, Druzenheim, Guntershoffen, Bischweiller et Haguenau.

26 décembre. (6 nivose.) *Siége de Landau; bataille de Geisberg; reprise des lignes de Weissembourg, etc., etc.* [1]. — Depuis l'occupation des lignes de Weissembourg par les alliés, la place de Landau se trouvait complétement investie par ces derniers, et l'on a vu que les efforts des Français pour la dégager avaient été jusqu'à présent infructueux. Avant de retracer les événemens auxquels Landau dut sa délivrance, il convient de relater successivement ce qui se passa devant et dans l'intérieur de cette forteresse depuis le commencement du blocus, c'est-à-dire, à l'époque où l'armée française, forcée d'abandonner Mayence à sa propre défense, se retira derrière la Lauter, occupant les lignes de Weissembourg, et quittant celles de la Queich.

Dès le mois d'avril, le général Wurmser, qui s'était approché de Landau pour en former l'investissement, avait fait proposer une entrevue au général Gilot, commandant dans cette place, et ce dernier avait accepté la proposition, en fixant lui-même le lieu du rendez-vous. Wurmser, après avoir fait l'énumération des forces qui bloquaient Landau, et qui allaient en entreprendre le siége, rappela au général français ce qu'il devait à son nouveau roi Louis XVII, et la tyrannie exercée par les factieux qui gouvernaient la France; il promit sa propre intervention pour faire obtenir au commandant de Landau les plus grandes récompenses, et à la garnison

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Relations allemandes, — Vie de Hoche, par Rousselin, — Mémoires manuscrits, etc.

les meilleurs traitemens, si ce premier voulait ouvrir les portes de la forteresse aux alliés. Gilot répondit qu'investi de la confiance nationale, il saurait mourir pour la justifier. La conférence fut rompue, et un officier qui accompagnait le général Gilot, dit au général Wurmser, en se retirant : « Monsieur le feld-maréchal, notre général n'est point un Dumouriez. » A son retour dans Landau, Gilot assembla la garnison pour l'instruire des propositions du général autrichien, et renouvela avec les troupes le serment de s'ensevelir sous les ruines de la place plutôt que de la rendre.

Une seconde sommation fut faite au mois de mai, et provoqua une réponse semblable. Quelque temps après, un bataillon de volontaires, faisant partie de la garnison, demanda à rentrer dans l'intérieur. Gilot, irrité de cette proposition honteuse, menace ces lâches de les signaler à toute l'armée. Ceux-ci reviennent bientôt à des sentimens plus français, témoignent un profond repentir de leur démarche, et renouvellent le serment de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité. Le 17 mai, pendant que Custine attaquait les Prussiens à Rixhem, Gilot avait fait une sortie pour contenir les troupes de Guermersheim, et les empêcher de secourir le poste attaqué. Au mois d'août, le général Beauharnais fit entrer dans Landau un convoi considérable, et la garnison facilita cette entrée en secondant l'attaque de diversion que faisait l'armée du Rhin pour occuper les Prussiens. A cette époque, le général Gilot fut appelé à un commandement supérieur dans l'armée active, et fut remplacé par le général Laubadère, qui ne mit pas moins de bravoure et d'activité dans la défense.

Vers la fin d'octobre et pendant que Wurmser faisait le siége du fort Vauban, le prince royal de Prusse, qui commandait les Prussiens aux environs de Landau, voulant intimider la garnison de cette ville par un bombardement, fit

1793—AN II. France.

les soldats, nous saurons bien parvenir jusqu'à Landau. » L'armée se met en marche en poussant des cris de joie et d'espérance. Le château de Geisberg est placé sur une éminence en avant de la plaine de Weissembourg. Trois bataillons autrichiens occupaient ce poste, auprès duquel était campé le centre de leur armée. Hoche fait attaquer le château par quelques bataillons, qui s'en emparent après une assez vive résistance, et après avoir essuyé la charge du régiment des dragons de Toscane. Un bataillon de réquisition de la ville de Chaumont, arrivé la veille à l'armée, se distingua tellement dans cette occasion, que la Convention, par un décret spécial, l'exempta de toute incorporation dans d'autres corps.

L'attaque devint bientôt générale, et les Autrichiens, retranchés dans le camp de Geisberg, situé sur des hauteurs en arrière du château, se disposèrent à recevoir les Français avec vigueur. Les approches du camp étaient défendues par des abattis d'arbres, des fossés palissadés, au-dessus desquels on avait élevé des batteries formidables. Hoche fait marcher ses troupes au pas de charge, à travers le feu le plus meurtrier. Les obstacles sont bientôt surmontés, les retranchemens abordés et forcés. Les Autrichiens, étonnés de la marche audacieuse et rapide de leurs ennemis, n'opposent plus qu'une faible résistance. Ils cherchent à prendre une position en arrière, mais le désordre s'est introduit dans leurs rangs, et le combat n'est bientôt plus qu'une déroute. Les bataillons rompus prennent la fuite; les canons et les équipages sont abandonnés.

Le duc de Brunswick, à la tête d'une division prussienne et d'une réserve de huit bataillons autrichiens, arrêta les progrès des Français assez de temps pour les empêcher d'arriver à Weissembourg en même temps que les alliés. Le corps de Condé, après une résistance honorable, se repli-

France. Toutes ses actions, toutes ses manœuvres, depuis que le comité de salut public l'avait mis à la tête de l'armée de la Moselle, avaient été dirigées vers ce résultat. Mais jusqu'alors il avait agi seul. Gêné dans ses opérations par le général Pichegru, à qui on a prêté des motifs de jalousie, sur lesquels nous ne sommes point à même de prononcer faute de documens, il avait vu échouer plusieurs de ses tentatives par le défaut d'ensemble entre les armées du Rhin et de la Moselle. Les conventionnels La Coste et Baudot, envoyés sur le théâtre de la guerre par le comité de salut public, reconnurent enfin que la rivalité qui régnait entre les deux généraux pouvait devenir fatale au salut de la France, et qu'il importait de réunir dans un seul chef le suprême commandement des deux armées. Hoche, qui joignait à une valeur plus bouillante, un dévouement mieux connu, fut préféré à Pichegru, et fut investi de ce commandement général; et bientôt, le nouveau généralissime allait prouver à la France, à l'Europe entière, qu'il méritait la preuve signalée de confiance qu'il venait d'obtenir.

Ce fut le lendemain du combat de Freschweiller que Hoche reçut sa nomination de général en chef des deux armées réunies du Rhin et de la Moselle, et deux jours après il donne l'ordre d'attaquer, sur toute la ligne, l'ennemi qui se disposait lui-même à une attaque générale. Trente-cinq mille hommes furent réunis au centre, vis-à-vis de Weissembourg et de la position de Geisberg, tandis que trois divisions de l'armée de la Moselle menacèrent la droite des alliés par les gorges des Vosges, et que deux divisions se portèrent sur leur gauche vers Lauterbourg.

Au moment où l'armée française, destinée à l'attaque de Weissembourg, allait commencer son mouvement, les commissaires conventionnels recevaient la nouvelle de la prise de Toulon. Ils s'empressent de faire connaître cet événement aux troupes. « Puisque nos camarades ont été à Toulon, s'écrient

1793—an II. France. les soldats, nous saurons bien parvenir jusqu'à Landau. » L'armée se met en marche en poussant des cris de joie et d'espérance. Le château de Geisberg est placé sur une éminence en avant de la plaine de Weissembourg. Trois bataillons autrichiens occupaient ce poste, auprès duquel était campé le centre de leur armée. Hoche fait attaquer le château par quelques bataillons, qui s'en emparent après une assez vive résistance, et après avoir essuyé la charge du régiment des dragons de Toscane. Un bataillon de réquisition de la ville de Chaumont, arrivé la veille à l'armée, se distingua tellement dans cette occasion, que la Convention, par un décret spécial, l'exempta de toute incorporation dans d'autres corps.

L'attaque devint bientôt générale, et les Autrichiens, retranchés dans le camp de Geisberg, situé sur des hauteurs en arrière du château, se disposèrent à recevoir les Français avec vigueur. Les approches du camp étaient défendues par des abattis d'arbres, des fossés palissadés, au-dessus desquels on avait élevé des batteries formidables. Hoche fait marcher ses troupes au pas de charge, à travers le feu le plus meurtrier. Les obstacles sont bientôt surmontés, les retranchemens abordés et forcés. Les Autrichiens, étonnés de la marche audacieuse et rapide de leurs ennemis, n'opposent plus qu'une faible résistance. Ils cherchent à prendre une position en arrière, mais le désordre s'est introduit dans leurs rangs, et le combat n'est bientôt plus qu'une déroute. Les bataillons rompus prennent la fuite; les canons et les équipages sont abandonnés.

Le duc de Brunswick, à la tête d'une division prussienne et d'une réserve de huit bataillons autrichiens, arrêta les progrès des Français assez de temps pour les empêcher d'arriver à Weissembourg en même temps que les alliés. Le corps de Condé, après une résistance honorable, se replia

« Serrons les rangs, » s'écrient unanimement ces nouveaux soldats, et ils continuent à s'avancer sans désordre. 1793—an II. France.

Un hussard du troisième régiment s'empara d'une pièce de canon en sabrant le canonnier prussien qui allait y mettre le feu, et en faisant fuir les autres.

Dans la même journée, une compagnie d'artillerie légère se forma en carré pour recevoir le choc d'un régiment de cavalerie ennemie, en plaçant ses pièces au milieu. A portée de pistolet les pièces sont démasquées, et pendant qu'elles tirent sur la cavalerie, les canonniers qui ne servent point les pièces, chargent eux-mêmes les cavaliers, et les mettent en déroute. Ce trait de bravoure et de sang-froid ne fut pas le seul qui signala l'artillerie légère; elle se couvrit de gloire dans cette journée, et Hoche lui dut une partie du succès.

La reprise des lignes de Weissembourg répandit dans toute la France un enthousiasme aussi grand que l'alarme causée auparavant par les progrès des alliés en Alsace. La Convention décréta des récompenses nationales pour tous ceux qui s'étaient distingués dans cette circonstances, et des indemnités pour tous les habitans de Landau qui avaient éprouvé des pertes pendant le siége.

Le 27 décembre, une division de l'armée du Rhin s'empara de Lauterbourg, où elle trouva des magasins considérables, et où un soldat français eut le bonheur d'enlever et d'éteindre une mèche disposée pour mettre le feu à une poudrière.

Le même jour, une autre colonne entrait dans Kayserslautern, et prenait également possession de magasins considérables, dont un renfermait trois mille couvertures de laine.

Le 28, les Autrichiens évacuèrent Guermersheim à l'approche de l'avant-garde française, que commandait Hoche en personne. Il y trouva de grands approvisionnemens en vivres et en fourrages.

Enfin cette glorieuse campagne se termina par l'occupation

1793—an II. France. de Spire, le 29 décembre, abandonné par les alliés et par la plus grande partie de ses habitans. Les Français y recueillirent un butin immense, que Hoche fit transporter en grande partie à Landau, et qui fut consacré au soulagement des habitans qui avaient le plus souffert pendant le siége de cette dernière ville.

L'armée française ne prit ses cantonnemens dans le Palatinat qu'après l'évacuation du fort Vauban par les Autrichiens, qui en firent sauter les fortifications le 19 janvier 1794.

CHAPITRE V.

ANNÉE 1794.

Combat de Machecoul. — Prise de Noirmoutier. — Combats de Trementine, Chollet, etc. — Prise d'Oneille. — Combat d'Arlon. — Ouverture de la campagne dans le Nord. — Combats de Bossut, Trois-Villes, etc. — Prise de Ménin, de Landrecies, du Mont-Cénis. — Combat de Boulou. — Bataille de Tourcoing. — Combats sur la Sambre.

1794—an II. Tous les écrivains nationaux et étrangers sont convenus qu'une des époques les plus glorieuses de l'histoire militaire des Français est celle à laquelle nous voici parvenus. Tous se sont entendus pour la célébrer ; la haine même a été forcée de se taire. Les prodiges opérés au nom de la liberté, sous un gouvernement qui ne connaissait que la tyrannie, ont imposé un silence approbateur aux passions mêmes les plus envenimées ; et tous les partis, républicains, royalistes et constitutionnels, n'ont trouvé sous leurs plumes que des éloges et de

l'admiration, lorsqu'il s'est agi de parler des événemens militaires arrivés en 1793 et 1794.

Nous avons déjà plusieurs fois fait remarquer l'étrange et sublime spectacle que donnait au monde la nation française à cette époque. Nous avons vu comment, après les revers les plus grands, elle avait remporté tout-à-coup les plus glorieux avantages. Plusieurs écrivains ont comparé la situation de la France, au commencement de la troisième campagne, à celle de Rome après la bataille de Cannes, et ont trouvé les plus heureux rapprochemens dans l'énergie des deux peuples au milieu de leurs désastres. Mais il nous semble que dans cette comparaison tout est à la gloire de la France. Rome, après la bataille de Cannes, se vit, il est vrai, dans un danger non moins imminent que la France après la prise des trois grands boulevards de ses frontières du Nord. La ville éternelle menacée d'une prochaine destruction, ne désespérait point de son salut. Animés par le sublime amour de la patrie, ses habitans, au lieu de délibérer, coururent aux armes, et jurèrent, sur l'autel de Romulus, de périr tous avant de permettre que l'ennemi abordât l'enceinte de leurs murailles. Ce mouvement généreux a été célébré dignement par les écrivains les plus éloquens. Mais Rome alors avait un gouvernement libre, un gouvernement en qui tous les citoyens mettaient leur plus intime confiance, un gouvernement aussi juste qu'il était grand, et qui croyait de son devoir d'encourager, en l'honorant, la valeur malheureuse. Le sénat de Rome sortit en corps de son palais pour aller au-devant de Varron, ramenant sous ses murs menacés les légions vaincues à Cannes, et le remercia solennellement par un décret de n'avoir pas désespéré du salut de la patrie.

Quels efforts héroïques n'eussent point fait les Français, de quel dévouement n'eussent-ils pas été capables, si lorsqu'environnés des mêmes dangers et soutenus par le même

1793—an II. France. de Spire, le 29 décembre, abandonné par les alliés et par la plus grande partie de ses habitans. Les Français y recueillirent un butin immense, que Hoche fit transporter en grande partie à Landau, et qui fut consacré au soulagement des habitans qui avaient le plus souffert pendant le siége de cette dernière ville.

L'armée française ne prit ses cantonnemens dans le Palatinat qu'après l'évacuation du fort Vauban par les Autrichiens, qui en firent sauter les fortifications le 19 janvier 1794.

CHAPITRE V.

ANNÉE 1794.

Combat de Machecoul. — Prise de Noirmoutier. — Combats de Trementine, Chollet, etc. — Prise d'Oneille. — Combat d'Arlon. — Ouverture de la campagne dans le Nord. — Combats de Bossut, Trois-Villes, etc. — Prise de Ménin, de Landrecies, du Mont-Cénis. — Combat de Boulou. — Bataille de Tourcoing. — Combats sur la Sambre.

1794—an II. Tous les écrivains nationaux et étrangers sont convenus qu'une des époques les plus glorieuses de l'histoire militaire des Français est celle à laquelle nous voici parvenus. Tous se sont entendus pour la célébrer; la haine même a été forcée de se taire. Les prodiges opérés au nom de la liberté, sous un gouvernement qui ne connaissait que la tyrannie, ont imposé un silence approbateur aux passions mêmes les plus envenimées; et tous les partis, républicains, royalistes et constitutionnels, n'ont trouvé sous leurs plumes que des éloges et de

l'admiration, lorsqu'il s'est agi de parler des événemens militaires arrivés en 1793 et 1794. 1791—an II

Nous avons déjà plusieurs fois fait remarquer l'étrange et sublime spectacle que donnait au monde la nation française à cette époque. Nous avons vu comment, après les revers les plus grands, elle avait remporté tout-à-coup les plus glorieux avantages. Plusieurs écrivains ont comparé la situation de la France, au commencement de la troisième campagne, à celle de Rome après la bataille de Cannes, et ont trouvé les plus heureux rapprochemens dans l'énergie des deux peuples au milieu de leurs desastres. Mais il nous semble que dans cette comparaison tout est à la gloire de la France. Rome, après la bataille de Cannes, se vit, il est vrai, dans un danger non moins imminent que la France après la prise des trois grands boulevards de ses frontières du Nord. La ville éternelle menacée d'une prochaine destruction, ne désespérait point de son salut. Animés par le sublime amour de la patrie, ses habitans, au lieu de délibérer, coururent aux armes, et jurèrent, sur l'autel de Romulus, de périr tous avant de permettre que l'ennemi abordât l'enceinte de leurs murailles. Ce mouvement généreux a été célébré dignement par les écrivains les plus éloquens. Mais Rome alors avait un gouvernement libre, un gouvernement en qui tous les citoyens mettaient leur plus intime confiance, un gouvernement aussi juste qu'il était grand, et qui croyait de son devoir d'encourager, en l'honorant, la valeur malheureuse. Le sénat de Rome sortit en corps de son palais pour aller au-devant de Varron, ramenant sous ses murs menacés les légions vaincues à Cannes, et le remercia solennellement par un décret de n'avoir pas désespéré du salut de la patrie.

Quels efforts héroïques n'eussent point fait les Français, de quel dévouement n'eussent-ils pas été capables, si lorsqu'environnés des mêmes dangers et soutenus par le même

1794—an II sentiment de liberté, ils eussent été secondés par un gouvernement semblable ? Mais, agitée au-dehors comme à l'intérieur, la Convention nationale, qui avait fondé sa tyrannie sur les ruines du trône, étendait de toutes parts son sceptre de fer. C'est en couvrant de sang et de deuil leur patrie infortunée, qu'elle prétendait engager les Français à défendre leur territoire. C'est au nom de la mort qu'elle ordonnait la victoire à ses généraux. C'est par les supplices ou la dégradation qu'elle punissait ou récompensait indistinctement les défaites et les triomphes. Custine périt pour n'avoir pu conserver Mayence; Houchard fut mené au supplice après avoir vaincu les Anglais à Hondtschoote; Jourdan fut destitué après avoir délivré Maubeuge. Quelle autre marche auraient pu suivre des hommes soudoyés par les ennemis de la France pour la dissolution de ce pays ? Cependant telle est la force de l'honneur sur les Français, tel était alors l'amour de la patrie qui les enflammait, qu'à l'aspect des étrangers s'avançant sur leur territoire, ils oublièrent d'un commun accord les malheurs causés par un gouvernement qu'ils détestaient, et s'armèrent tous sous une tyrannie, qu'en temps de paix ils eussent cherché à renverser. Aux généraux suppliciés ou destitués succédèrent d'autres généraux, bravant ainsi le même sort, et n'écoutant que cette voix généreuse qui leur disait que la patrie avait besoin de leurs bras et de leurs conseils. Nouveaux Décius, ils se dévouèrent pour le salut de tous, et ce n'est qu'en opérant des miracles qu'ils forcèrent enfin la Convention à les respecter. Ouvrons les annales de Rome, cherchons dans Tacite ou dans Tite-Live un héroïsme aussi pur, aussi désintéressé, nous ne trouverons pas un pareil exemple dans leurs pages éloquentes.

Il faut le dire, l'excès même de la tyrannie contribua puissamment aux succès des armes françaises. Sans l'horrible loi des suspects, ce chef-d'œuvre de cruauté, le décret conven-

tionnel qui ordonnait la levée de tous les jeunes gens depuis dix huit ans jusqu'à vingt cinq, ce décret qui fournit à la France un si grand nombre de braves défenseurs, n'aurait peut-être jamais reçu son exécution. Mais menacés de périr obscurément par le glaive de la tyrannie pour des crimes imaginaires, les jeunes Français saisirent avec transport le moyen de salut qui leur était offert, et s'enrôlèrent tous pour voler dans les combats chercher une mort glorieuse, et au moins utile à leur pays. Le despotisme est si soupçonneux, que ces jeunes guerriers, armés pour le soutenir, furent trompés jusque dans leur dévouement. Pour les engager plus sûrement à se ranger sous les drapeaux républicains, on leur avait permis de se donner des chefs de leur choix. Les bataillons ainsi organisés, et qui portaient le nom de leur département, se rendaient gaiement de l'intérieur sur les frontières, aux cris de *vive la république! vive la liberté!* Mais à leur arrivée dans les camps, ils perdirent l'avantage qu'on leur avait promis, et leurs chefs furent privés de leurs grades. Les bataillons de réquisition entrèrent presque tous dans des corps anciens et servirent à remplir les vides causés par la guerre. Ainsi le gouvernement conventionnel ne savait tenir aucune de ses promesses : tourmenté par la peur, ce juste apanage des tyrans, il craignait que ces jeunes guerriers, animes du même esprit et de la même haine, ne tournassent un jour leurs armes contre lui. 1794--an II.

Mais le plus grand appui qu'eut alors la tyrannie était dans un seul homme. La Convention s'était elle-même donné des maîtres en créant ce qu'elle appelait son comité de salut public; et cinq hommes, fameux dans nos annales du crime, Robespierre, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Saint-Just et Couthon, etaient parvenus à envahir tout le pouvoir dont elle avait investi ce comité. Ces cinq hommes n'avaient d'art que pour les massacres et l'oppression. Les connais-

1793—an II. sances militaires et les vues politiques leur étaient étrangères. Ils eurent du moins l'habileté de s'en apercevoir, et convaincus que la force militaire pouvait seule conserver leur autorité, en conservant les frontières de France, ils cherchèrent autour d'eux un homme capable de donner à cette force une direction convenable. Leur choix tomba sur Carnot, membre de la Convention nationale, capitaine au corps du génie avant la révolution, et qui déjà avait prouvé, par des services rendus, qu'il était propre au rôle qu'on voulait lui faire jouer. Pendant que Robespierre et ses quatre collègues organisaient la terreur dans l'intérieur, Carnot, maître de toute la partie militaire, dirigeait les armées, et, suivant l'expression de Bourdon de l'Oise, organisait la victoire sur les frontières. C'est à son génie vaste et entreprenant que la Convention dut en effet les succès qui consolidèrent sa puissance, et qui auraient fait peut-être supporter son gouvernement temporaire, si elle eût pris soin de ne pas le rendre si odieux par ses mesures administratives dans l'intérieur.

Par les soins de Carnot, le service de la guerre reprit son ancienne activité, et fut régi avec ordre. Une discipline sévère fut introduite dans les camps, et devint un devoir pour les généraux comme pour les soldats. Le luxe et la mollesse furent bannis. La pauvreté, partage de tous, imposait aux commandans des armées la nécessité de se distinguer par leur bravoure et leurs exploits, quand naguère ils le faisaient par leur faste. A voir les troupes françaises dans leurs bivouacs, on eût dit des guerriers lacédémoniens se raillant du luxe asiatique des soldats du roi de Perse. Car afin de rendre les marches et les évolutions plus faciles, et pour diminuer encore les dépenses, on avait aboli l'usage des tentes pour les campemens. Les soldats français n'avaient besoin que de fer pour vaincre, et l'on a vu avec quel courage et quelle intrépidité ils avaient bravé toute la rigueur de la saison, à la reprise des

lignes de Weissembourg. Des guerriers qui savaient ainsi supporter toutes les privations devaient être sûrs de la victoire. 1794--an II.

Une révolution subite se forma ainsi dans l'art militaire. La tactique allemande employait les soldats comme des machines; la nouvelle tactique consista surtout à les employer comme des hommes. Les généraux s'appliquèrent principalement à inspirer à leurs troupes les vertus du citoyen, et leurs efforts furent couronnés d'un prompt succès. On a vu comment les soldats s'intéressaient personnellement à la victoire, et semblaient tous combattre individuellement pour la France. Le même sentiment, l'amour de la patrie et celui non moins énergique de la liberté, les enflammait tous d'une égale ardeur. L'union des Français, rangés en haie sur la frontière, faisait leur force, et formait un rempart plus redoutable que des forteresses.

L'impulsion désormais était donnée à la valeur française : les armées, à la fin de 1793, avaient toutes oublié leurs défaites et n'avaient plus à raconter que des triomphes. Du midi au nord, de l'est à l'ouest, la victoire s'était rangée sous leurs drapeaux. La reprise de Toulon et des lignes de Weissembourg avaient redoublé l'enthousiasme des défenseurs de la France; leur impatience était à son comble, et tous brûlaient de voir commencer une nouvelle campagne. Quels avantages plus éclatans encore que les précédens ne devait-on pas attendre d'un empressement aussi unanime! L'année 1794 va assurer à la France cette supériorité militaire qu'elle conservera pendant vingt années. Des généraux, la gloire éternelle de la patrie, vont agrandir ses limites. Jourdan, Pichegru, Moreau, Kleber, Macdonald, Lefebvre, Marceau, Championnet, Dugommier, Moncey, etc., vont, par leur exploits, inscrire leurs noms au temple de mémoire. Les alliés défaits, repoussés sur tous les points, vont abandonner en toute hâte

1794—an II. le territoire qu'ils avaient envahi. La guerre va être reportée sur leur pays : la Belgique et la Hollande, toute la rive gauche du Rhin seront conquises par les armées de Jourdan et de Pichegru. De toutes parts enfin les acclamations de la victoire se feront entendre, et la France n'aura plus d'ennemis à craindre que ceux qu'elle nourrissait dans son intérieur.

En effet, par une réaction inévitable, à mesure que les armes républicaines poussaient au-dehors les étrangers, la tyrannie conventionnelle (ou plutôt celle de Robespierre, dont la Convention était elle-même esclave) s'affermissait et profitait de la retraite des alliés pour redoubler ses fureurs, et donner au régime de la terreur son dernier degré d'atrocité. La France, si glorieuse au-dehors, était au-dedans une victime dévouée à toutes les horreurs de l'anarchie. Le plus beau pays de l'univers, le peuple le plus civilisé de l'Europe, était devenu la proie de quelques centaines d'intrigans obscurs, acharnés à sa perte.... Ah! détournons nos regards de ce spectacle, heureux de n'être point forcés de retracer de tels faits! Malheur à l'écrivain qui prend à tâche de réciter les épouvantables excès commis dans sa patrie au nom sacré de la liberté. Quant à nous, fiers de notre rôle, nous allons continuer le récit des événemens militaires, et du moins nous n'aurons à raconter, à quelques exceptions près, que ce qui peut honorer la nation.

2 janvier. (13 nivose.) Vendée. *Combats de Machecoul* [1]. — On a vu les débris de l'armée royale et catholique dispersés à Savenay, après le passage du généralissime Laroche-Jacquelein, du major-général Stofflet, de Bernard de Marigny, et de quelques autres chefs, sur la rive gauche de la Loire. Ce dernier échec avait détruit tout espoir d'opérations utiles et fructueuses sur la rive droite, et ce qui restait encore des malheureux Vendéens, épars et ca-

[1] Beauchamp, — Berthre de Bourniseaux, — Bouvier-Desmortiers, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits, etc.

chés dans les bois, n'attendaient qu'une occasion favorable pour regagner isolément le pays où leur courage et leur dévouement à la cause qu'ils avaient embrassée, avaient obtenu des résultats moins funestes. A l'imitation des Vendéens, les Bretons conçurent dès-lors l'espoir d'organiser, sur différens points de leur contrée, des rassemblemens capables de s'opposer avec succès à l'établissement d'une forme de gouvernement si opposée à leurs opinions et à leur fidélité aux anciennes lois de la monarchie.

Cependant Charette avait soutenu seul tout le poids de la guerre dans la Basse-Vendée; moins audacieux que les chefs qui avaient voulu étendre le théâtre de cette guerre désastreuse jusqu'en Bretagne, en Normandie et dans le Maine, constant dans le système de partisan qu'il avait adopté, il avait réussi, malgré de fréquentes défaites, à entretenir dans le pays vendéen un foyer d'insurrection que devait encore ranimer la présence des chefs qui venaient d'abandonner la rive droite de la Loire.

D'un autre côté, le comité de salut public, croyant que Charette était désormais le seul chef royaliste que les républicains eussent à combattre, avait ordonné aux généraux qui commandaient dans l'Ouest, de concentrer rapidement leurs forces sur le pays occupé par le général vendéen, d'attaquer et de poursuivre ce dernier à outrance, afin de terminer promptement une guerre d'autant plus terrible qu'elle se renouvelait sans cesse avec une plus grande énergie.

Charette, ainsi menacé, ne tarda point à se voir en butte à tous les efforts des républicains, et s'il échappa à leurs tentatives multipliées, s'il parvint si long-temps encore à lutter contre ses terribles adversaires, et à se maintenir dans la Basse-Vendée, c'est qu'il eut l'art de rendre, pour ainsi dire, nationale la guerre qu'il faisait au gouvernement républicain, et qu'il était appelé à donner l'exemple de ce que

peut le chef d'une population qui se refuse à subir le joug qu'on veut lui imposer malgré elle, et qui veut rester fidèle à sa croyance et à ses principes politiques.

Dans un état d'hostilités ordinaires, Charette, accablé par l'immense supériorité des forces employées par masses contre lui, eût dû nécessairement succomber; mais entouré de la confiance des Vendéens, et fort de leur dévouement à la cause du trône et de l'autel, il saura profiter de ses défaites pour donner une nouvelle puissance à son parti. Les Vendéens ne seront vraiment vaincus et défaits que lorsqu'écrasés par les masses républicaines, ils rencontreront des généraux habiles et plus adroits que ceux employés jusqu'alors, qui sauront allier la modération à la force de leurs troupes, et amener les Vendéens à la cessation d'une lutte trop inégale.

Les troupes vendéennes s'étaient emparées de Machecoul dans les derniers jours de décembre de l'année précédente, et Charette y avait établi son quartier-général. Ignorant encore les derniers désastres de l'armée d'outre-Loire, ce chef attendait avec sécurité la Cathelinière, l'un de ses lieutenans, qui devait venir le joindre avec de nouvelles levées. Machecoul, situé près d'une forêt qui porte son nom entre Beauvoir et Nantes, ouvre et ferme la communication de ces deux villes sur une étendue de quinze lieues. Afin d'exécuter leur entrée dans la Basse-Vendée, les généraux républicains avaient jugé que la reprise de Machecoul était indispensable, et qu'il convenait de commencer par là leurs opérations. Le général Carpentier fut chargé de cette entreprise. Ce général mit assez de célérité dans sa marche, et assez de discrétion dans ses dispositions, pour que ses troupes fussent en vue de Machecoul le 1er janvier, avant que le chef Charette eût été prévenu de son mouvement. Cependant le général vendéen eut encore le temps de prendre quelques mesures de résistance, et sa troupe était en bataille devant Ma

checoul lorsque Carpentier, à la tête de son avant-garde, se présenta pour engager l'attaque. Les forces de Charette s'élevaient à près de six mille hommes, occupant la plaine de Machecoul, et s'appuyant à la forêt qui avoisine cette ville. Encouragés par leurs derniers succès, les Vendéens montraient les meilleures dispositions, et demandaient à grands cris le combat; mais Charette prit la résolution d'attendre l'ennemi. 1794—an II. Vendée.

Carpentier, à la vue de la troupe de Charette, avait fait faire halte à son avant-garde, pour attendre le reste de sa colonne. Ayant réuni ses troupes, il étend sa première ligne parallèlement au front de bataille de Charette, tandis qu'il fait filer par le flanc sa seconde ligne, pour tourner la gauche des Vendéens, et se jeter dans Machecoul. Il fait établir en même temps, sur un tertre un peu en arrière de sa ligne de bataille, une batterie d'un obusier et d'une pièce de canon, dont le feu devait commencer l'attaque. Le combat s'engage par la cavalerie républicaine, qui charge les troupes de Charette, dans les rangs desquelles la batterie avait commencé à jeter quelque désordre. L'infanterie ne tarde pas à suivre le mouvement de la cavalerie, et l'action devient générale. Les Vendéens combattent long-temps avec leur vigueur accoutumée; mais vivement chargés par la cavalerie, d'un côté; pressés, de l'autre, par l'infanterie; incommodés par le feu de la batterie, et menacés d'être tournés par la seconde ligne des républicains, les royalistes sont ébranlés, et cèdent le champ de bataille. Ils sont poursuivis avec chaleur, et Charette est sur le point d'être fait prisonnier au passage du ruisseau de Beauséjour.

Carpentier venait de voir, dans la retraite des Vendéens, l'intention d'ajourner un combat dont les dispositions n'étaient pas à l'avantage de ces derniers, plutôt que le résultat d'une défaite positive; il se garda bien, en conséquence, de faire occuper Machecoul par ses troupes, pressentant tout le

danger d'une pareille occupation par des soldats peu disposés à se renfermer dans les bornes d'une exacte discipline devant un ennemi préparé à profiter habilement du moindre relâchement dans la surveillance de ses démarches. Le général républicain fit bivouaquer ses troupes autour de la ville, donna ordre de multiplier les feux, pour éviter toute surprise, et fit placer du canon sur les hauteurs.

Ces dispositions étaient aussi prudentes que militaires, et l'événement fit voir que les craintes du général étaient fondées. Les Vendéens s'étaient ralliés pendant la nuit à Philbert-de-Grand-Lieu, et Charette les ramena le lendemain devant Machecoul, dans le dessein d'en disputer la possession aux républicains. Néanmoins il y avait beaucoup de hardiesse dans cette démarche du général vendéen. Une partie de ses soldats, trop vivement poursuivis par les républicains, s'étaient dispersés, et n'avaient pu gagner Saint-Philbert; plusieurs autres avaient profité de l'occasion pour rentrer dans leurs foyers. Quoi qu'il en fût, Charette, se confiant dans les ressources que lui donnait la grande connaissance qu'il avait des localités, marche par des chemins détournés, et parvient, malgré les précautions de Carpentier, à surprendre quelques postes avancés. Le retour des Vendéens répand l'alarme parmi les républicains; les troupes se rassemblent, et le combat est bientôt engagé. Au premier choc, le bataillon des chasseurs de la Haute-Saône culbute les tirailleurs de Charette, qui cherchaient à gagner Machecoul. Le général Carpentier fait faire un mouvement à sa seconde brigade, pour la porter derrière les murs de la ville. Ce mouvement fait croire à quelques lâches que le général ordonne la retraite, et déjà plusieurs, jetant leurs armes, se préparaient à fuir, lorsque la fermeté de quelques officiers réussit à rallier et à ramener au combat ces hommes pusillanimes. Pendant ce temps la première brigade attaquait les Vendéens avec succès, et les mettait en fuite. Un escadron

de hussards s'attache à leur poursuite. Charette, qui, pendant l'action, avait combattu à pied, faillit une seconde fois tomber entre les mains des vainqueurs. Il ne dut son salut qu'à la vitesse du cheval que lui donna le jeune la Roberie, son aide-de-camp. Ce brave officier avait réuni une partie de la faible cavalerie vendéenne, et tint tête aux hussards républicains assez long-temps pour empêcher la destruction de la troupe vendéenne. Tous les traîneurs furent massacrés, et les royalistes firent, dans ces deux combats des 1er et 2 janvier, une perte considérable. Charette opéra sa retraite sur le bourg de la Couchainière, et y rallia pour la seconde fois ses soldats, que les défaites ne décourageaient point. 1795—an III. Vendée.

Reprise de Noirmoutier sur les Vendéens [1]. — Pendant que Charette combattait ainsi avec désavantage les républicains devant Machecoul, l'une des plus importantes conquêtes qu'il eût faites l'année précédente, l'île de Noirmoutier, attaquée par le général Turreau, était enlevée au parti royaliste. Turreau venait de prendre le commandement de l'armée de l'Ouest. Rappelé des Pyrénées-Orientales, ce général avait paru propre à faire la guerre de la Vendée par les connaissances locales qu'il avait acquises de ce dernier terrain, et par les plans qu'il avait soumis au comité de salut public. L'expédition de Noirmoutier faisait partie de ces plans, et l'entreprise du général Carpentier, sur Machecoul, n'avait été qu'une diversion dont le but était d'occuper Charette, et d'empêcher sa jonction avec les renforts que devait lui conduire la Cathelinière. 3 janvier. (13 nivose.)

L'île de Noirmoutier, par sa position géographique, était une possession précieuse pour les royalistes de la Basse-Vendée, en ce qu'elle leur donnait le moyen de communiquer avec l'Angleterre, et d'en recevoir les secours que cette puissance

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Bourniseaux.

1794—an II. Vendée. leur promettait sans cesse. Le chef Pinaud, avec dix-huit cents Vendéens, avait été chargé, par Charette, de la défense de ce poste important. Vingt pièces de canon, de nombreux magasins, des munitions en abondance, et la présence du général d'Elbée, qui s'y était retiré après la défaite de Chollet, donnaient à Pinaud l'espoir de tenir long-temps dans cette île. Charette avait promis en outre des renforts, et l'espérance des secours tant de fois annoncés par l'Angleterre, n'était pas perdue.

Telle était la situation de Noirmoutier, lorsque Turreau forma le dessein de la reprendre sur les Vendéens. Par son ordre, le général Haxo se mit en mouvement avec trois mille et quelques cents hommes, qui furent embarqués en partie sur des frégates et corvettes; quelques bombardes suivaient, chargées d'une nombreuse et formidable artillerie. Cette petite escadre s'approcha de Noirmoutier, tandis qu'Haxo, avec les troupes qui ne s'étaient point embarquées sur les frégates, s'avança par la chaussée de Goa. L'artillerie de l'escadre commença l'attaque par plusieurs bordées tirées au milieu de la nuit, et auxquelles répondirent les batteries de l'île. La frégate *la Nymphe* s'étant approchée trop près d'une des batteries de terre, où se trouvait une pièce de 36, reçut plusieurs boulets qui la désemparèrent, et la forcèrent d'échouer presque aussitôt devant l'île. Cet événement commençait à remplir les Vendéens de joie et d'espérance, lorsque des chaloupes débarquèrent sur trois points différens les troupes républicaines. L'adjudant-général Jordy, impatient de se signaler, se jette à la nage, suivi de quelques soldats non moins intrépides que lui. Il commence l'attaque par la pointe de la Fosse; mais à peine a-t-il touché terre qu'il tombe atteint d'une balle à la cuisse; mais il se relève bientôt malgré cette blessure, exhorte ses soldats, et se précipite sur la batterie. Elle est bientôt enlevée, ainsi que plusieurs autres, par le

détachement de grenadiers que conduisait l'impétueux adjudant-général. 1794—an II. Vendée.

La descente s'exécute sur les divers points avec beaucoup d'ordre et de bonheur, tandis que les généraux Haxo et Dutruy attendaient impatiemment la basse mer pour traverser la chaussée encore inondée, et pour faire leur jonction avec la partie des troupes débarquées. Le passage s'effectue enfin après deux heures d'attente, et la réunion s'opère malgré les feux croisés des royalistes qui faisaient les plus grands efforts pour s'y opposer. Mais la plus grande difficulté n'était pas vaincue; il fallait s'emparer de la ville, défendue par des hommes déterminés à vendre chèrement leur vie. L'impossibilité de se déployer dans un terrain occupé par des marais salans, coupé par de larges fossés, et celle de marcher autrement que par le flanc, fit multiplier les colonnes d'attaque, dont l'inégalité du terrain masquait à la vérité le peu de profondeur. Les troupes républicaines, encouragées par leurs chefs, surmontent tous les obtacles, s'avancent en bon ordre, et bravent le feu de l'artillerie vendéenne. Les batteries non encore prises des côtes sont enlevées à la baïonnette. C'est en vain que les Vendéens cherchent à opposer sur plusieurs points une vive résistance; pressés par les républicains, tout ce qui est à l'extérieur est obligé de se replier, non sans désordre, sur la ville.

La marche rapide des troupes victorieuses, le feu de la flottille, la confusion, et surtout la lâcheté de quelques officiers, jettent les Vendéens dans l'incertitude et dans l'abattement. Turreau s'aperçoit de cette fluctuation, et jugeant inutile de continuer un carnage qui répugne à ses principes, il fait sommer le commandant de Noirmoutier de rendre la place, avec menace de passer la garnison au fil de l'épée si elle refuse de capituler, et promesse d'une bonne composition si elle consent à mettre bas les armes. Pinaud accède à ces

1794—an II. Vendée. dernières propositions. Les Vendéens déposent leurs armes, se rendent prisonniers, et les républicains entrent dans la ville. Le général Turreau fit enfermer les Vendéens dans l'église, et ordonna la recherche de tous ceux qui pouvaient encore se trouver dans l'île. Les bâtimens de la flottille tinrent Noirmoutier étroitement bloqué pendant que les troupes, répandues dans cette île, la fouillèrent avec le plus grand soin. Aucun habitant ne put échapper : Vendéens, prêtres, femmes, enfans, furent amenés au quartier-général. Après la destruction de la grande armée royale, vingt-deux chefs ou officiers vendéens s'étaient retirés à Noirmoutier. A leur tête se trouvait l'infortuné d'Elbée, presque mourant, et accablé par les douleurs aiguës que lui causaient quatorze blessures reçues à la bataille de Chollet, et dont aucune n'était guérie. Ce général vendéen attendait la mort comme un bienfait; le sort réservé à sa femme, à ses amis, le touchait seul. Son arrêt était prononcé par ces cruelles lois que la guerre renferme dans son code, et que la terreur ne permettait pas, même aux juges les plus favorablement disposés, d'éluder ou d'atténuer. D'Elbée, trop faible pour se soutenir, fut placé dans un fauteuil, et fusillé avec ses compagnons d'infortune, pris comme lui dans Noirmoutier.

15 janvier. (26 nivose.) France. *Reprise du fort Vauban*[1]. — Nous avons dit à la fin du chapitre précédent comment, après avoir forcé les coalisés d'évacuer les lignes de Weissembourg, le général Hoche s'était rapidement porté à la poursuite des vaincus. Les Autrichiens avaient passé le Rhin à la hâte; les Prussiens s'étaient retirés sous Mayence; l'armée de la Moselle avait poussé des partis aux portes de Creutznach, et occupait avec deux de ses divisions l'espace compris entre les gorges de Creutznach et Worms; huit mille hommes de l'armée du

[1] Moniteur, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Histoire de Hoche, — Jomini, — Galerie militaire.

Rhin, postés à Guermersheim, s'étendaient par la droite jusqu'à Leimersheim, près de la rive droite du Rhin, entre Rheinzabern et Guermersheim, et par leur gauche, à la hauteur de Worms; trente mille hommes de la même armée étaient répandus entre Lauterbourg et Wantzenau. Ainsi, désormais, le général Hoche était en mesure de changer le théâtre de la guerre, et de faire éprouver, à leur tour, aux coalisés tous les malheurs inséparables d'une invasion.

Cependant le territoire français, de ce côté, n'était pas encore entièrement délivré de la présence de l'ennemi. Les Autrichiens tenaient toujours en leur possession le fort Vauban ou fort Louis. Le général Hoche envoya le général Marchant pour en former le siége. Les trente mille hommes qui occupaient l'espace compris entre Lauterbourg et Wantzenau, eurent ordre de favoriser de tous leurs efforts cette entreprise qui devait achever de chasser l'ennemi au-delà du Rhin.

Les Autrichiens ne se virent pas plutôt entourés, qu'ils tentèrent de paralyser les préparatifs que les Français faisaient contre eux. Ceux-ci avaient commencé leur opération par établir plusieurs batteries destinées à couper le pont qui servait de communication entre le fort et la rive droite du fleuve. Les Autrichiens, dans le dessein de détruire ces batteries, firent plusieurs sorties. Repoussés dans toutes, et taillés en pièces dans la dernière qui eut lieu le 14, ils sentirent, dès ce moment, que leur seul moyen de salut était dans une prompte retraite. Ils en firent les préparatifs dans la nuit même qui suivit leur dernière sortie; et, pour empêcher les Français de s'établir dans le fort Vauban, ils minèrent, et firent sauter les fortifications qui étaient à droite et à gauche du corps principal de la forteresse. Déja, la plus grande partie était détruite de cette manière, lorsque les Français, qui venaient de réussir dans une attaque, pénétrèrent dans la place. Le

1794—an II. France. premier soin du général Marchant fut de donner les ordres nécessaires pour arrêter la destruction du reste des fortifications. Les soldats français, bravant courageusement cette autre espèce de danger, pire que celui des batailles, se précipitent avec intrépidité dans les mines, et éteignent les mèches destinées à allumer la foudre dévastatrice.

Pendant ce temps, les Autrichiens avaient achevé d'évacuer le fort Vauban. A la faveur des batteries qu'ils avaient établies pour protéger leur retraite, ils traversèrent le pont de communication avec la rive droite du Rhin. Après leur passage, ils mirent le feu au pont, et le détruisirent. Mais les républicains, maîtres du fort, s'occupèrent aussitôt d'en relever les remparts, et prirent position dans les îles de Stalmat, d'Halund, et dans celles qui avoisinent ces dernières.

15 janvier. (26 nivose.) Vendée. *Combats de Chauché et de Legé* [1].— Les chefs Sapinaud et Gogué venaient de rassembler quelques-uns des Vendéens échappés aux désastres d'outre-Loire. Charette, qui désirait les réunir à sa petite armée, s'avança, le 15 janvier, jusqu'à Chauché pour recevoir ce détachement qu'il supposait avec raison devoir être inquiété dans sa marche par les colonnes républicaines qui parcouraient la Vendée. En effet, il trouva cette troupe fuyant en désordre devant des forces supérieures qu'elle avait rencontrées, et qui se dirigeaient elles-mêmes sur Chauché pour en chasser les Vendéens. Charette, par des manœuvres adroites, parvient à battre séparément trois des colonnes républicaines. La première, venant de Saint-Fulgent, était commandée par le général Grignon; la seconde, sortie du village des Essars, était aux ordres de l'adjudant-général Lachenaie; la troisième venait du grand Luc. Il paraît que Charette sut profiter habilement du mouvement mal concerté de ces colonnes, pour se porter successivement sur

[1] Beauchamp, — Bouvier-Desmortiers.

chacune d'elles, sans qu'elles pussent se prêter un mutuel appui. On évalua à quinze cents hommes la perte des républicains dans cette journée; et les Vendéens, plus que jamais irrités des mesures terribles prises contre eux, firent très-peu de prisonniers. Le chef Joly contribua puissamment au succès obtenu par Charette. 1794—an II. Vendée.

[1] Le général vendéen voulant mettre à profit l'ardeur de ses soldats, et venger le sang des royalistes qui avait coulé à Legé, depuis l'irruption des douze colonnes républicaines organisées pour ravager la Vendée, se dirigea sur ce bourg, et l'emporta, malgré toute la résistance de la troupe qui l'occupait, et le feu d'une batterie de deux pièces de 12. Les républicains, au nombre de huit cents, se retirant en désordre sur la route de Nantes, se trouvèrent arrêtés dans leur marche par deux ruisseaux que les pluies d'hiver avaient changés en torrent; presque tous furent massacrés. Joly perdit deux fils dans cette dernière action. Le plus âgé, qui servait la république, avait demandé plusieurs fois à son père la permission de revenir vers lui, et de réparer sa faute, en combattant à ses côtés; mais il ne put fléchir ce père irrité. Il était resté, malgré lui, dans les rangs républicains où il reçut peut-être la mort de la main d'un parent!!! Le second fut tué à côté de Joly qui l'affectionnait, et qui fut inconsolable de sa mort. Un historien prétend que les deux frères furent enterrés ensemble dans le cimetière de Legé.

Combat du camp des Sans-Culottes [2]. — Le comité de salut public avait enfin senti la nécessité d'augmenter la force numérique des armées destinées à repousser les efforts des 5 février. (17 pluviose.) France.

[1] Le combat de Legé n'eut pas lieu à la même date que celui de Chauché; mais n'ayant pu trouver dans nos documens la date précise de cette première affaire, nous avons cru devoir les réunir dans la même section, d'autant mieux que les deux actions se sont passées à un intervalle de temps peu éloigné.

[2] Moniteur, — Mémoires de B***, — de Marcillac.

1794—an II. France. Espagnols, et, sur la fin de 1793, il avait donné l'ordre de former un camp sous les murs de Saint-Jean-de-Luz. Il y envoyait successivement de nouvelles recrues qui s'y exerçaient au métier des armes par de légers combats et des escarmouches presque continuels avec les Espagnols. Ce camp, qu'on appelait, suivant le langage du temps, *le camp des Sans-Culottes*, était établi en avant de Saint-Jean-de-Luz, partie dans le vallon, et partie sur la colline de l'ermitage de Sainte-Anne, à seize cents toises de la Bidassoa. Cette position dominait, par sa droite, tout le terrain jusqu'à la mer; sa gauche était défendue par un profond ravin, et ses derrières communiquaient avec Saint-Jean-de-Luz. Au défaut de tentes, on construisit dans ce camp des baraques en bois et en paille, pour mettre le soldat à l'abri de l'intempérie des saisons. Les fortifications furent dirigées par le chef d'artillerie Lespinasse. Elles étaient composées de trois redoutes liées entre elles par des lignes, avec des places d'armes intermédiaires. En avant des redoutes étaient des redans ou de simples épaulemens en retraite les uns des autres, formant une défense par échelons.

Les Espagnols, sentant quelle force allait donner aux Français l'établissement de ce camp où, loin des dangers des garnisons, les soldats s'accoutumaient au dur métier de la guerre, essayèrent plusieurs fois de le détruire; mais toujours repoussés dans leurs tentatives partielles, ils résolurent de faire une attaque générale. Le 5 février, le général Caro rassemble ses divisions, et leur donne l'ordre d'assaillir à la fois le camp des Français. Ces divisions, qui pouvaient former environ quinze mille hommes, partent d'Irun et des environs, et se mettent en marche, à la pointe du jour, sur plusieurs colonnes. L'une d'elles attaque le poste du Rocher et du Calvaire, l'emporte et s'y établit. Une seconde dirige sa marche de manière à déboucher par Urrugne. La troisième, partie de

la montagne de Louis XIV, se dirige sur la croix des Bouquets. La quatrième se porte directement sur le camp républicain, et une cinquième sur un plateau en avant d'Audaye. En attendant le signal de l'attaque générale, la colonne établie sur la croix des Bouquets foudroie avec son artillerie le camp des Sans-Culottes. Cette vive canonnade jette dans le camp le désordre et la confusion. Les Espagnols ne surent point profiter de cette occasion favorable, et, restant dans leurs positions, ils donnèrent aux généraux français le temps de rétablir l'ordre dans leur camp. Enfin Caro donne le signal. Les colonnes ennemies s'ébranlent, et leurs mouvemens sont si bien calculés qu'elles arrivent toutes en même temps sur le camp. Attaqué par des forces bien supérieures, le colonel Lespinasse, qui commandait en l'absence du général Frégeville, au lieu de renforcer ses premières lignes, les abandonne à elles-mêmes, les laissant se replier successivement, par la raison que de faibles détachemens qu'il aurait pu envoyer à leur secours, auraient été culbutés par la masse attaquante. Ce qu'il avait prévu arriva. Toutes ses troupes se replièrent successivement en abandonnant les postes avancés, mais d'un retranchement dans l'autre, avec tout l'ordre, le sang-froid et la bravoure de soldats habitués depuis long-temps à ce genre de guerre. Fiers d'avoir obligé les avant-postes français de reculer devant eux, les Espagnols marchaient à l'attaque de la redoute dite de la Liberté, comme on vole à la victoire. Cette redoute, fortifiée avec le plus grand soin, était défendue par du canon et par les braves troupes qui s'y étaient retirées en quittant les premiers retranchemens. Aussi dans cette position la résistance devient opiniâtre, et la marche des Espagnols est arrêtée par le feu du canon et de la mousqueterie. Quatre régimens de marine, qui arrivaient de Toulon, sont presque détruits; le régiment irlandais d'Ultonia est entièrement écrasé. Le général Caro, du haut de la croix des

1794—an II. France.

Bouquets, voyait fuir ses bataillons sans pouvoir y porter remède; toutes ses forces étaient engagées. En ce moment le général Frégeville arrive, et Lespinasse veut remettre le commandement entre ses mains : « Non, dit Frégeville, tu en as trop bien usé; achève ton ouvrage, et que la France te doive cette belle journée toute entière. » Le combat continue. Tout-à-coup les Français, impatiens, sautent de leurs retranchemens, se précipitent sur l'ennemi qui combattait encore, le chargent avec impétuosité, achèvent de le rompre, et le poursuivent l'épée dans les reins. Un boulet emporte, dans la chaleur du combat, un jeune soldat d'un détachement de cavalerie placé par Lespinasse, pour fondre sur l'ennemi au moment de sa déroute. Le commandant de ce détachement fait un mouvement pour changer de position. Lespinasse lui crie : « N'y suis-je pas, moi et ces braves canonniers? » Chacun garde son poste, et le feu de l'artillerie devient plus terrible. Enfin, après un combat de huit heures, où les deux partis avaient montré un acharnement égal, les Espagnols, écrasés, pliaient de toutes parts; les Français avaient repris toutes leurs positions, et s'y maintenaient. Cependant les Espagnols se retirèrent en bon ordre, et Frégeville ne se croyant pas assez fort pour entreprendre de les poursuivre, ils reprirent toutes les positions qu'ils avaient avant le combat. Mais leur perte en hommes tués ou blessés était immense. L'armée française, abritée derrière ses retranchemens, avait beaucoup moins souffert, et elle retira de cette affaire l'avantage d'aguerrir les nouvelles levées, et de ne plus craindre les Espagnols.

Les soldats composant l'armée des Pyrénées-Occidentales n'avaient point montré jusqu'alors autant de valeur et de sang-froid. Généraux, officiers et soldats, tous semblaient disputer de zèle, de bravoure et de dévouement. Nous citerons des traits particuliers qui montreront combien, à cette époque, l'enthousiasme militaire était exalté dans nos armées.

C'est en sachant l'exciter qu'on se met dans le cas de maîtriser la victoire. Moncey, qui devait par ses talens distingués obtenir plus tard une grande illustration; Moncey, alors général de brigade, était malade depuis quinze jours, et devait, le lendemain de la bataille, être transporté à Bayonne. Il ne peut souffrir que le combat se livre sans qu'il y prenne part; il oublie son mal, et se rend au poste d'honneur, où il se fait remarquer par les preuves de la plus rare intrépidité.

Au premier coup de canon qui se fait entendre, tous les prisonniers, détenus pour délits militaires au quartier-général de Chauvin-Dragon, supplièrent le général de leur accorder la permission d'aller combattre. Leurs instances sont si vives qu'ils obtiennent cette permission. L'un d'eux était officier; il se présente à leur tête, il répond de tous, et tous jurent de vaincre. Arrivés au champ de bataille, ils font en effet des prodiges de valeur, et contribuent au succès de la journée, à la fin de laquelle ils reviennent à Chauvin-Dragon, pour y déposer leurs armes, et rentrer dans leur prison. Ce trait de dévouement et de discipline militaire parut si sublime à la Convention, qu'elle rendit par acclamation un décret portant que leurs fautes leur seraient pardonnées, et qu'ils seraient sur-le-champ remis en liberté.

Des recrues, arrivées de la veille, étaient sans armes, et ne devaient point combattre; elles s'indignent de leur inaction; n'écoutant que leur bravoure, elles s'arment de tout ce qui leur tombe sous la main, se rendent au camp, fondent sur l'ennemi, et se battent avec le même acharnement que le reste de l'armée.

Dufour, caporal au premier bataillon de la cinquième demi-brigade d'infanterie légère, avait été fait prisonnier; quatre Espagnols le conduisaient; il saute sur la baïonnette de l'un d'eux, en tue trois, prend le quatrième au collet, et l'amène prisonnier. Dougados, sergent major au deuxième bataillon

1794—AN II. France. du Tarn, tombe d'un coup de fusil qui lui traverse le corps; ses camarades veulent l'emporter : « Allez à votre poste, leur dit-il ; vous vous devez à la patrie avant de penser à moi. »

Bigot, adjudant-major du quatrième bataillon des Landes, marchant au pas de charge à la tête d'un détachement, pour reprendre le poste de la Mazure, reçoit une balle qui lui perce la cuisse ; il marche jusqu'à ce que le détachement se soit emparé du poste; alors, seulement, il songe à sa blessure. Le chef de bataillon veut lui donner deux soldats pour le soutenir; il les refuse en disant : « Gardez-les pour combattre les ennemis ; je me retirerai comme je pourrai. » Les blessés, après la bataille, montrèrent un sang-froid aussi héroïque que leur courage.

Le colonel Lespinasse, qui avait préparé tout le succès de cette glorieuse journée, fut nommé général de brigade sur le champ de bataille. Le général Castelvert, le brave la Tour-d'Auvergne, le commandant Roucher, le chef de bataillon d'artillerie César Vernier, furent cités avec distinction dans la relation de cette importante affaire.

10 février. (22 pluviose.) Vendée. *Combat de Saint-Colombin* [1]. — Désormais la guerre de la Vendée ne sera presque qu'une guerre de postes, et ne sera plus signalée par des événemens bien remarquables. Charette n'avait pas assez de forces pour former de grandes entreprises, et tous ses efforts se bornaient à se maintenir dans le cercle étroit où il se trouvait resserré. Partisan habile, il harcelait sans cesse son ennemi, évitait sa poursuite, surprenait les détachemens ou les postes mal gardés, ne s'arrêtait jamais long-temps dans le même endroit, et ne faisait ses mouvemens que la nuit, pour dérober ses marches. On a vu que l'armée de l'Ouest s'était partagée en douze colonnes, pour parcourir la Basse-Vendée dans tous les sens ; mais cette

[1] Beauchamp, — Bouvier-Desmortiers.

mesure ne réussit pas mieux que les anciennes, et Charette savait adroitement échapper à ces forces ambulantes. 1794—an II. Vendée.

Le 10 février, Turreau ordonna au général Duquesnoi de se mettre à la poursuite des Vendéens, avec sa colonne *infernale* (c'est le nom que les républicains donnaient eux-mêmes à leurs colonnes). Duquesnoi rencontra Charette à Saint-Colombin. Une petite rivière séparait les deux troupes. Les royalistes, après avoir échangé quelques coups de fusil avec les républicains, passent les premiers la rivière, et viennent attaquer la colonne que Duquesnoi disposait en ordre de bataille. Le combat fut très-meurtrier, et les Vendéens se battirent avec leur valeur accoutumée; mais ils ne purent résister à un mouvement que le général Duquesnoi fit faire pour les tourner, et qu'il dirigea lui-même. Les soldats de Charette se débandèrent en laissant sept à huit cents morts sur le champ de bataille. Le jeune La Roberie échappa à la mort par un trait de présence d'esprit et de valeur remarquable. Entouré par cinq ou six cavaliers républicains, il est sommé par eux de se rendre; il s'attache à un seul de ses adversaires, lui porte un coup de sabre sur la tête, lui fend le crâne, et, sautant ensuite un fossé, il va rejoindre Charette sans avoir reçu une seule blessure.

Combat de Trementine [1]. — Henri de Laroche-Jacquelein, de retour dans la Vendée, s'était occupé activement de former un nouveau rassemblement d'hommes, dévoués comme lui à la cause royale. Il est facile de croire que les républicains le surveillaient d'assez près pour l'empêcher de donner à sa nouvelle troupe une consistance assez forte pour oser tenter quelque entreprise considérable. Les troupes de la république, établies dans presque tous les cantonnemens principaux du pays, avaient obligé le général vendéen à chercher un asile 4 mars. (14 ventose.)

[1] Beauchamp, — Madame de Laroche-Jacquelein, — Mémoires manusc., etc.

1794—An II. dans les bois ou dans les lieux écartés pour éviter la rencontre
Vendée. d'un ennemi avec lequel il n'était point encore en état de lutter avec avantage.

Parmi les généraux qui s'étaient plus particulièrement attachés à la poursuite de Laroche-Jacquelein, Cordelier était celui qui mettait le plus d'activité dans ses démarches. Le rôle presque passif que jouait depuis quelque temps le général vendéen, ne pouvait convenir à un guerrier habitué comme lui à braver les plus grands périls. Lassé de fuir ainsi toutes les occasions de signaler son bouillant courage, il s'arrête, le 4 mars, au village de Trementine, près de la forêt de Vezins, et se dispose à recevoir l'attaque des républicains. Ceux-ci se présentent avec la confiance que leur inspire un combat si long-temps refusé : mais cette fois les Vendéens, rendus à leur première énergie, se précipitent sur les rangs républicains, y portent le désordre; et ces derniers sont obligés de céder, non sans perte, le champ de bataille aux royalistes. Laroche-Jacquelein, pour ne pas perdre le fruit de cet avantage, se porte de suite sur Nouaillé. Deux fuyards s'étaient cachés dans des buissons, craignant de ne pouvoir échapper assez vite à la poursuite des Vendéens. Ils sont aperçus par les soldats de Laroche-Jacquelein, qui veulent leur ôter la vie : Laroche-Jacquelein s'y oppose, et s'adressant aux soldats républicains : « Rendez-vous, leur dit il, je vous fais grâce. » L'un des soldats, qui vient d'entendre nommer le général vendéen, lui tire son coup de fusil à bout portant. Le brave Laroche-Jacquelein, qui s'était porté en avant de sa troupe pour exercer l'acte d'humanité dont il allait être victime, tombe mort. Le soldat allait se mettre en devoir de lui arracher sa carabine pour tirer un second coup sur Laville-Baugé, qui accourait auprès de son général, suivi de plusieurs autres officiers et soldats vendéens. Mais il est bientôt entouré et sabré : les Vendéens, désolés de ce funeste

événement, se hâtèrent de rendre les derniers devoirs au corps de leur général, qui fut enterré sans autre pompe que la douleur profonde de ses soldats. Ce fut long-temps après que Stofflet fit faire un service solennel en l'honneur de celui qu'il avait remplacé. 1794 — an II. Vendée.

Ainsi périt, à l'âge de vingt-deux ans, Henri de Laroche-Jacquelein, un des plus valeureux et des plus habiles chefs de la Vendée. Sa perte fut bien vivement sentie par tous les partisans de la cause royale, et ses ennemis eux-mêmes ne purent lui refuser l'estime et l'admiration qu'inspiraient sa valeur et ses nobles qualités.

Stofflet fut, de tous les chefs vendéens, celui qui parut le moins affecté de la perte du jeune héros. Cet homme grossier, dont un grand courage était le seul mérite, enviait depuis long-temps la gloire et le grade de Henri de Laroche-Jacquelein. A peine les Vendéens venaient-ils de relever le corps de ce dernier, que Stofflet s'empara du cheval que montait l'illustre défunt, et dit à ceux qui l'entouraient : « Ce n'était pas grand'chose que votre Laroche-Jacquelein. »

Stofflet se mit en possession du commandement en chef, sans attendre le consentement des autres officiers supérieurs. Ceux-ci ne virent pas sans quelque dépit, à la tête de l'armée royale, un homme dont les titres à cette honorable distinction pouvaient être contestés par un grand nombre d'entre eux.

Combat et occupation de Chollet [1]. — La mort de Laroche-Jacquelein, toute affligeante qu'elle fût pour les Vendéens, n'était point capable d'arrêter leur ardeur, et de refroidir leur zèle pour la cause royale. Bien qu'ils n'eussent plus ni la même confiance ni le même respect pour celui qui, prenant la place du jeune guerrier, en avait parlé avec une sorte de mépris en s'emparant de son cheval, ils se rangèrent 10 mars. (20 ventose.)

[1] Beauchamp, — Mémoires manuscrits, etc.

1794—an II. Vendée. dans les bois ou dans les lieux écartés pour éviter la rencontre d'un ennemi avec lequel il n'était point encore en état de lutter avec avantage.

Parmi les généraux qui s'étaient plus particulièrement attachés à la poursuite de Laroche-Jacquelein, Cordelier était celui qui mettait le plus d'activité dans ses démarches. Le rôle presque passif que jouait depuis quelque temps le général vendéen, ne pouvait convenir à un guerrier habitué comme lui à braver les plus grands périls. Lassé de fuir ainsi toutes les occasions de signaler son bouillant courage, il s'arrête, le 4 mars, au village de Trementine, près de la forêt de Vezins, et se dispose à recevoir l'attaque des républicains. Ceux-ci se présentent avec la confiance que leur inspire un combat si long-temps refusé : mais cette fois les Vendéens, rendus à leur première énergie, se précipitent sur les rangs républicains, y portent le désordre; et ces derniers sont obligés de céder, non sans perte, le champ de bataille aux royalistes. Laroche-Jacquelein, pour ne pas perdre le fruit de cet avantage, se porte de suite sur Nouaillé. Deux fuyards s'étaient cachés dans des buissons, craignant de ne pouvoir échapper assez vite à la poursuite des Vendéens. Ils sont aperçus par les soldats de Laroche-Jacquelein, qui veulent leur ôter la vie : Laroche-Jacquelein s'y oppose, et s'adressant aux soldats républicains : « Rendez-vous, leur dit-il, je vous fais grâce. » L'un des soldats, qui vient d'entendre nommer le général vendéen, lui tire son coup de fusil à bout portant. Le brave Laroche-Jacquelein, qui s'était porté en avant de sa troupe pour exercer l'acte d'humanité dont il allait être victime, tombe mort. Le soldat allait se mettre en devoir de lui arracher sa carabine pour tirer un second coup sur Laville-Baugé, qui accourait auprès de son général, suivi de plusieurs autres officiers et soldats vendéens. Mais il est bientôt entouré et sabré : les Vendéens, désolés de ce funeste

position à Venansault, près la Roche-sur-Yon. Depuis plusieurs jours il évitait de s'engager avec les républicains, n'ayant point rencontré d'occasion assez favorable. Le général Haxo arrive avec sa colonne [1]. Le général vendéen ne veut point, par sa fuite, assurer le triomphe de son adversaire. Il range sa troupe en bataille et s'écrie : « Camarades, c'est assez éviter de combattre un ennemi que notre faiblesse encourage ; il faut aujourd'hui vaincre ou mourir. » Haxo engage le combat; mais Charette, bien servi par les localités, avait disposé ses soldats de manière à envelopper les républicains dans un vallon où il les avait attirés. Leur cavalerie est dispersée par celle des Vendéens qui revient avec vigueur charger sur l'infanterie. Le désordre est bientôt dans les rangs patriotes. Tous les efforts d'Haxo pour rallier les fuyards deviennent inutiles. Lui même est sur le point d'être atteint par quelques cavaliers royalistes. Au moment où il franchissait un fossé, une balle vient le frapper à la cuisse ; il tombe. Charette avait ordonné à ses soldats de ne point frapper le général républicain, et de le lui amener vivant. Trois Vendéens accourent auprès du blessé et le somment de se rendre. Haxo, appuyé contre un arbre, refuse de donner son sabre, et semble encore menacer ses ennemis. Un soldat, qui réitère la sommation, est étendu mort aux pieds du général. Entouré par un plus grand nombre de soldats, Haxo refuse toujours de remettre ses armes, et se défend contre ceux qui entreprennent de les lui arracher. Enfin un officier vendéen, nommé Arnauld, lassé de cette longue résistance, arme sa carabine, et tire presque à bout portant sur le général républicain, qui reçoit trois balles dans la poitrine et expire aussitôt.

1794—an II. Vendée.

La bravoure et les qualités distinguées du général Haxo, l'avaient fait estimer des Vendéens ; Charette lui-même fit

[1] Une relation place l'action au bourg du Clouseau ; nous avons suivi le document de M. Beauchamp.

1794—an II. Vendée. cependant au premier appel sous les bannières de Stofflet, et n'écoutèrent que le sentiment de la haine que leur inspiraient les républicains.

Le nouveau général des royalistes parvint à réunir quatre mille hommes au village de Nouaillé, et les dirigea, le 10 mars, sur Chollet, défendu par un bataillon et de l'artillerie aux ordres du général Moulin.

Le curé Bernier accompagnait la troupe vendéenne. Il exalte par ses prédications le courage des soldats qui se précipitent avec impétuosité sur les retranchemens élevés en avant de Chollet, et s'en emparent après quelque résistance. Le général Caffin est blessé grièvement dans cette attaque. Moulin essaie en vain, à la tête de quelques braves, d'arrêter les efforts des Vendéens, et de rétablir le combat; il reçoit une large blessure, et cet accident décourage les siens. Vivement pressé par les soldats de Stofflet, le général républicain n'a plus la force d'échapper à leur vengeance. Tout son sang ruissèle; il tombe de son cheval. Au moment d'être saisi par les royalistes, il se brûle la cervelle pour n'être pas massacré par eux.

La Convention décréta qu'un tombeau serait érigé à Tiffauges en l'honneur du général Moulin, avec une inscription qui rappelait les circonstances de sa mort.

Le général Cordelier apprit le même soir la défaite et la mort du général Moulin, et se mit de suite en marche pour réparer cet échec. Il recueillit sur la route de Nantes un grand nombre des fuyards de la veille, et surprit les avant-postes de Stofflet, qui se replièrent en désordre sur Chollet, où les Vendéens cherchèrent vainement à se retrancher et à se défendre. Stofflet fut obligé d'abandonner la ville, et ne parvint à rallier sa troupe qu'à Nouaillé. Chollet fut de nouveau occupé par les républicains.

(19 mars. 29 ventose.) *Combat de Venansault*[1]. — Charette venait de prendre

[1] Beauchamp, — Bouvier-Desmortiers, — Mémoires communiqués, etc.

position à Venansault, près la Roche-sur-Yon. Depuis plusieurs jours il évitait de s'engager avec les républicains, n'ayant point rencontré d'occasion assez favorable. Le général Haxo arrive avec sa colonne [1]. Le général vendéen ne veut point, par sa fuite, assurer le triomphe de son adversaire. Il range sa troupe en bataille et s'écrie : « Camarades, c'est assez éviter de combattre un ennemi que notre faiblesse encourage ; il faut aujourd'hui vaincre ou mourir. » Haxo engage le combat; mais Charette, bien servi par les localités, avait disposé ses soldats de manière à envelopper les républicains dans un vallon où il les avait attirés. Leur cavalerie est dispersée par celle des Vendéens qui revient avec vigueur charger sur l'infanterie. Le désordre est bientôt dans les rangs patriotes. Tous les efforts d'Haxo pour rallier les fuyards deviennent inutiles. Lui-même est sur le point d'être atteint par quelques cavaliers royalistes. Au moment où il franchissait un fossé, une balle vient le frapper à la cuisse ; il tombe. Charette avait ordonné à ses soldats de ne point frapper le général républicain, et de le lui amener vivant. Trois Vendéens accourent auprès du blessé et le somment de se rendre. Haxo, appuyé contre un arbre, refuse de donner son sabre, et semble encore menacer ses ennemis. Un soldat, qui réitère la sommation, est étendu mort aux pieds du général. Entouré par un plus grand nombre de soldats, Haxo refuse toujours de remettre ses armes, et se défend contre ceux qui entreprennent de les lui arracher. Enfin un officier vendéen, nommé Arnauld, lassé de cette longue résistance, arme sa carabine, et tire presque à bout portant sur le général républicain, qui reçoit trois balles dans la poitrine et expire aussitôt.

1794—an II. Vendée.

La bravoure et les qualités distinguées du général Haxo, l'avaient fait estimer des Vendéens; Charette lui-même fit

[1] Une relation place l'action au bourg du Clouseau ; nous avons suivi le document de M. Beauchamp.

1794—an II. Vendée. l'éloge de ce guerrier, en regrettant de n'avoir pu l'arracher à la mort.

24 mars. (4 germinal.) *Attaque et occupation de Mortagne*[1]. — Stofflet, que n'avait point rebuté le dernier échec reçu à Chollet, informé que huit cents hommes seulement défendaient Mortagne, prit la résolution de s'emparer de cette ville. Il en fit l'investissement, et empêcha toute communication de l'officier qui y commandait avec les colonnes qui parcouraient le territoire vendéen. Le général royaliste, qui ne se croyait pas assez nombreux pour tenter une attaque de vive force, attendit quelques jours l'arrivée d'un renfort que lui amenait Bernard de Marigny. Au retour de ce dernier, le 24 mars, l'attaque fut résolue et effectuée de suite avec beaucoup d'intrépidité. Le commandant Le Normand avait disposé sa petite troupe de manière à résister avec avantage au nombre des assaillans qui s'élevait à près de six mille hommes. La nuit mit fin à un combat dans lequel l'ardeur des Vendéens ne put leur donner la victoire sur un ennemi qui se défendait avec le courage du désespoir. Le Normand sentit qu'une lutte aussi inégale, renouvelée le lendemain, finirait à son désavantage, et se détermina à évacuer Mortagne à la faveur des ténèbres, emmenant avec lui un grand nombre d'habitans, qui craignaient le ressentiment des royalistes. Les Vendéens entrèrent, le 25 au matin, dans la ville qu'ils trouvèrent presque déserte. Marigny fit brûler le château, couper les arbres de liberté, détruire les retranchemens et évacuer tous les magasins sur le bourg de Cerisay. Les Vendéens, qui ne pouvaient pas tenir dans Mortagne, en sortirent le 26 mars.

Nous allons quitter pour quelque temps le territoire vendéen, et nous reporter sur les frontières de la France, où des triomphes plus glorieux, des tableaux moins affligeans, une

[1] Beauchamp, — Mémoires manuscrits, etc.

guerre moins funeste et moins odieuse, réclament tout l'intérêt de nos lecteurs. 1794—an II. Vendée.

Combat et prise d'Arlon [1]. — Les succès des Français, dans la dernière campagne sur le Rhin, firent prendre aux alliés la résolution de rester sur la défensive dans cette partie des frontières de France, et de porter au nord toute l'activité de leurs opérations militaires. La Prusse et l'Autriche avaient, en conséquence, retiré une grande partie de leurs forces du Palatinat, et les avaient dirigées sur la Flandre dont ils possédaient encore les places de guerre conquises l'année précédente. 18 avril. (29 germinal) Duché de Luxembourg.

Le général Hoche voulait profiter de l'affaiblissement des alliés dans le Palatinat et sur le Rhin, pour porter la guerre sur le territoire ennemi ; mais le comité de salut public, satisfait de voir l'Alsace délivrée de la présence des étrangers, ordonna que l'armée de la Moselle rentrerait dans les lignes comprises depuis le fort de Bitche jusqu'à Longwy inclusivement. Hoche devint bientôt la nouvelle victime d'un gouvernement ombrageux, jaloux de toutes les renommées. La franchise militaire de ce général ne tarda point à le rendre suspect aux yeux de la faction dominante. On le priva du commandement de l'armée qu'il venait de diriger avec tant de gloire. Mandé à Paris, le vainqueur de Weissembourg fut arrêté et plongé dans les cachots de la Conciergerie.

Hoche fut remplacé par Jourdan. Ce dernier général, en butte, comme son prédécesseur, aux odieuses persécutions du gouvernement révolutionnaire, avait failli en devenir aussi la victime. Barrère, organe du comité de salut public, avait déclaré à la Convention, le 4 février, que Jourdan était peu propre aux opérations actives ; et le vainqueur de Wattignies

[1] Journaux du temps. — Tableau historique, — Galerie militaire, — Jomini, — Toulongeon, — Opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse, — Dictionnaire des sièges et batailles, etc.

1794—an II
Luxembourg.

avait été, ainsi que nous l'avons déjà dit, mis à la retraite accordée par les réglemens ordinaires. Cependant Jourdan parvint à dissiper cette injuste prévention; et le comité de salut public le nomma général en chef de l'armée de la Moselle, dont le général Hoche quittait le commandement, comme on vient de le voir.

Les généraux ennemis, privés d'une partie de leurs forces, avaient placé ce qui leur restait de troupes dans les positions les plus avantageuses. Le feld-maréchal Mollendorf avait succédé au duc de Brunswick dans le commandement de l'armée prussienne; et le général Dewins avait remplacé le feld-maréchal Wurmser à l'armée autrichienne. Les deux armées alliées occupaient une ligne qui s'étendait depuis Bâle jusqu'à Bouillon.

La reprise du fort Vauban avait privé les alliés de la dernière place qu'ils possédaient dans cette partie des frontières de la France. Depuis cette époque, les armées respectives étaient entrées en quartiers d'hiver, et les hostilités n'avaient point encore commencé d'une manière sérieuse. Les engagemens qui eurent lieu dans le mois de mars et au commencement d'avril, n'avaient été que de légères escarmouches et de simples affaires de postes.

Le général Beaulieu commandait une forte division de l'armée autrichienne dans le duché de Luxembourg; il occupait la position d'Arlon que les Français avaient abandonnée. Le général Jourdan crut devoir enlever ce poste important aux Autrichiens qui s'y trouvaient réunis au nombre de douze mille hommes; il fit attaquer, le 17 avril, les hauteurs de Mertzig par la division du général Vincent. Ce poste fut enlevé après un léger combat. Ce mouvement avait pour but d'attirer sur ce point une partie des forces autrichiennes qui se trouvaient aux environs de Luxembourg, et d'empêcher ces derniers de secourir Arlon que le général Jourdan allait attaquer en personne.

Parties le 17 de Longwy par un temps affreux, les troupes commandées par Jourdan arrivèrent en présence de l'ennemi à deux heures de l'après-midi. Les Autrichiens occupaient en avant d'Arlon une ligne de retranchemens garnis d'une nombreuse artillerie. 1794—an II. Luxembourg.

L'avant-garde française, soutenue par une batterie d'artillerie légère, attaqua de suite les retranchemens ennemis, mais ne put les emporter, malgré toute l'impétuosité des soldats et le feu bien dirigé de l'artillerie légère, commandée par l'adjudant-général Debelle. Les pièces des batteries autrichiennes, plus nombreuses et d'un calibre plus fort, ripostèrent avec avantage, et la nuit mit fin à un combat trop légèrement engagé.

Le chef de bataillon Chasseloup [1], de l'arme du génie, avait assisté l'année précédente à la première attaque d'Arlon. La connaissance parfaite qu'il avait acquise du terrain, fut d'un grand secours au général Jourdan dans les dispositions que ce dernier fit pour l'attaque du lendemain. Le corps d'armée, composé des divisions Championnet, Morlot, Lefebvre et Hatry, était réuni; et le 18, à la pointe du jour, une attaque générale eut lieu sur toute la ligne autrichienne. Le choc ne fut pas aussi long qu'on pouvait le supposer par la résistance de la veille. Les retranchemens furent emportés avec la plus grande vivacité. Le général Beaulieu se retira derrière Arlon, laissant une partie de son artillerie au pouvoir des Français. La cavalerie poursuivit les Autrichiens jusqu'à deux lieues d'Arlon. Les soldats français donnèrent, dans cette circonstance, de nouvelles preuves de leur valeur et de leur dévouement patriotique. Un canonnier de l'artillerie légère, nommé Claude Revein, qui venait d'avoir la cuisse emportée, refusa les secours de son frère, artilleur comme lui, et le

[1] Aujourd'hui lieutenant-général et pair de France.

1794—an II. Luxembourg. renvoya à son poste, en lui disant : « Laisse-moi, ta présence est plus nécessaire à ta batterie, qu'auprès d'un frère qui se trouve heureux de mourir pour sa patrie. » Les blessés retournaient au combat, après avoir été pansés à l'ambulance.

Le général Hatry fut laissé par le général Jourdan dans Arlon pour y commander. Hatry plaça sa division dans des postes à l'abri de l'insulte, et prit toutes les précautions nécessaires pour empêcher les Autrichiens de communiquer avec le comté de Namur où le général Jourdan se porta bientôt avec son armée.

L'expédition d'Arlon fut le premier résultat du plan de campagne arrêté par le comité de salut public pour attaquer simultanément les alliés en Flandre, sur la Sambre, la Meuse et la Moselle, afin d'envahir de nouveau la Belgique et forcer l'ennemi à repasser le Rhin. Le général Jourdan, en se rendant avec son armée dans le comté de Namur, leva des contributions dans le pays ennemi qu'il parcourut, et notamment dans la principauté de Nassau-Saarbruck.

Avril. (Floréal.) France. *Ouverture de la campagne au Nord; combats de Noirieu, d'Estreux et de Villers-en-Cauchies* [1]. — Le général Pichegru avait été nommé, à la fin de 1793, général en chef de l'armée du Nord, et se disposait à faire l'ouverture d'une campagne, dont la supériorité des troupes alliées, dans cette partie des frontières de France, rendait l'issue très-incertaine. Telle était, au mois d'avril, la position de la grande armée coalisée en Flandre. Elle avait sa droite à l'Escaut, le centre au Cateau et à Valenciennes, et sa gauche au Quesnoy. Sa force était d'à peu près cent mille hommes. Un corps de vingt-cinq mille hommes, aux ordres de Clairfait, était destiné à couvrir Tournay, Courtray, Ypres et la West-Flandre. Les

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Toulongeon, — Jomini, — Opérations militaires de l'armée de Sambre-et-Meuse, — Notes communiquées, etc.

Hessois étaient à Denain, et Menin était occupé par une division hanovrienne. 1794—an II. France.

L'armée française, composée en partie de troupes de nouvelles levées, mal armées et mal habillées, était loin de présenter un aspect aussi imposant que celle des ennemis. Ses principales forces étaient réunies entre Cambray et Guise, pour couvrir ces places qui n'offraient plus qu'un dernier obstacle à la marche des alliés dans l'intérieur de la France.

Le plan adopté par ces derniers, pour l'ouverture de la campagne, avait été conçu par le général Mack, qui passait chez les Autrichiens pour un officier très-instruit dans la tactique. Les coalisés devaient commencer leurs opérations par le siége de Landrecies, afin de pénétrer en Picardie aussitôt après la reddition de cette place, la dernière sur la route de Valenciennes à Laon. Ils marchaient alors sur Paris, tandis qu'un petit corps d'élite autrichien, réuni à vingt mille Anglais et Hessois, aux ordres de lord Moira, devait opérer une diversion, en débarquant sur les côtes de la Vendée.

L'exécution prompte et rapide de ce projet bien conçu aurait placé le gouvernement révolutionnaire dans la position la plus désespérée, mais elle exigeait, dans les mouvemens à faire, un ensemble d'une combinaison presque impossible. Le temps n'était pas encore venu où tous les intérêts particuliers devaient se confondre dans l'intérêt général, et où la nécessité de renoncer aux détours d'une politique tortueuse devait établir une harmonie entre les puissances alliées pour parvenir au même but, en écartant tous les obstacles.

Quoi qu'il en soit, Pichegru, dirigé par le comité de salut public, et devinant, par les mouvemens des troupes ennemies, une partie de leurs desseins, avait pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour en contrarier l'exécution. Dès le mois de mars, il avait fait sortir l'armée de ses cantonnemens, et avait formé plusieurs camps sur la ligne

1794—an II. France. qu'elle occupait, afin d'accoutumer les soldats au mouvement et à l'activité, de les exercer aux armes et aux évolutions, et de se trouver en état de combattre l'ennemi partout où il se présenterait. Nous venons de dire que les forces principales de l'armée française étaient réunies entre Cambray et Guise. Pichegru avait le projet d'attaquer le centre de l'armée coalisée entre Cateau-Cambrésis et le Quesnoy, de dégager Landrecies, dont les Autrichiens avaient déjà commencé l'investissement, et de chasser les alliés de la forêt de Mormal.

Les nouvelles recrues, destinées à remplir les cadres de l'armée, étaient encore peu propres à faire obtenir des succès. Leur seule force était l'enthousiasme qu'elles rapportaient de l'intérieur, et elles manquaient de l'habitude et de l'exercice, sans lesquels des soldats sont dans l'impossibilité d'agir en grandes masses. Aussi Pichegru, dans ses premières opérations, n'éprouva-t-il pour ainsi dire que des échecs. Mais devant un ennemi qui n'agissait qu'avec une extrême lenteur, ces mêmes échecs n'étaient pas sans utilité pour la république. Ils servirent à l'instruction du soldat; ils lui firent sentir la nécessité d'une discipline sévère; l'aguerrirent, l'habituèrent aux fatigues des marches et des campemens, et lui donnèrent surtout cet esprit de corps et cette obéissance passive qui seuls composent la force morale d'une grande armée.

Des pluies continuelles et abondantes avaient rendu, dans les premiers jours d'avril, les chemins impraticables, et forcèrent les deux partis à rester dans leurs cantonnemens respectifs, et retardèrent les opérations jusqu'au 16 avril. Ce jour-là, une grande partie de l'armée coalisée, rassemblée sur les hauteurs de la Selles, près de Montay et de Forêt, derrière le Cateau-Cambresis, fut passée eu revue par l'empereur François, venu de Vienne pour suivre les opérations de cette

campagne, qu'il regardait comme la dernière qui dût être faite contre la France républicaine. 1794—an II. France.

Le lendemain, l'armée alliée se sépara en trois corps. Le premier, composé des troupes autrichiennes, était sous les ordres du prince de Cobourg; le second, commandé par le duc d'Yorck, était formé par les Anglais et la division autrichienne du général Otto. Les Hollandais, sous les ordres du prince héréditaire d'Orange, réunis à un corps autrichien, commandés par le général Latour, composaient le troisième corps. Le but de l'ennemi était d'attaquer l'armée française, rassemblée entre Guise et Landrecies, afin de la repousser au-delà de l'Oise, pour cerner ensuite Landrecies, et en commencer le siége. Le 17, les alliés attaquèrent sur huit colonnes, qui toutes prirent une direction divergente. La première passa la Sambre à Ors et Castillon; la deuxième se dirigea par Mazinguet, Femy et Oisy; la troisième, avec le quartier-général de l'empereur d'Autriche, marcha, par Wassigny, sur les hauteurs de Grand-Pleu; la quatrième, sur Veaux et Bohain; la cinquième, sur Marets et Premont; la sixième, sur Crevecœur; la septième, par Beauvois sur Cambray; et la huitième, sur Naves.

Ces dispositions ne pouvaient point amener un résultat bien décisif. Les Français effectuèrent leur retraite sans grande perte devant ces colonnes partielles. L'armée se retira derrière la rivière de Noirieu, et vint se reformer sur l'Oise. Landrecies fut investi par le corps hollandais; le prince de Cobourg prit une position d'observation à gauche vers Guise, et le duc d'Yorck fut se placer à droite vers Cambray.

Pendant ce dernier mouvement des alliés, le général Clairfait faisait, avec son corps d'armée, une reconnaissance générale sur toutes les positions des Français, en avant de Lille, et s'avançait jusqu'au village d'Annappes.

Le 20 avril, une division, campée aux environs de Guise,

1794—an II. France. repoussa l'ennemi d'Estreux et de Venerolles, et força même les alliés d'évacuer Bohain, Premont et d'autres postes sur la gauche de Guise.

Le 24, les Français se portèrent de Cambray et de Bouchain sur Villers-en-Cauchies. Les Autrichiens y occupaient un camp retranché. Après un combat assez vif, dans lequel l'avantage fut disputé avec une égale ardeur, les troupes républicaines firent plier l'ennemi, et le forcèrent à quitter sa position. Les carabiniers et le sixième de hussards se distinguèrent dans cette occasion, et maltraitèrent les dragons de la Tour et un régiment de hussards hongrois. Le but de cette expédition était de reconnaître et tâter les troupes autrichiennes dans cette partie. Il était rempli, et les colonnes françaises retournaient dans les places d'où elles étaient parties. Déjà même elles approchaient de Bouchain, lorsqu'une terreur panique s'empara tout-à-coup des soldats, et jeta le plus grand désordre dans leurs rangs. Cet événement, attribué à la lâcheté ou à la malveillance de quelques charretiers d'artillerie, pensa avoir les plus funestes résultats. Les Autrichiens, qui avaient fait suivre les colonnes par quelque cavalerie, sabrèrent beaucoup de fuyards; mais la proximité de Bouchain, où le plus grand nombre de ces derniers vint chercher un asile, empêcha l'ennemi de tirer un plus grand parti d'un accident qu'il était bien loin de prévoir, d'après la vigueur avec laquelle il avait été attaqué le matin. Pichegru fit fusiller à Cambray les coupables auteurs de ce désordre extraordinaire.

8 avril. (19 germinal) Piémont. *Prise d'Oneille* [1]. — Maîtres du pied des Alpes depuis le lac de Genève jusqu'à la Méditerranée, les Français menaçaient d'envahir incessamment le Piémont. Les événemens de la guerre civile à Lyon, et dans le midi de la France,

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Notes communiquées, etc.

avaient arrêté les projets d'une invasion ultérieure dans les États du roi de Sardaigne, et réduit les troupes réparties en Savoie et dans le comté de Nice à l'état de défensive, par les détachemens qu'elles avaient été obligées de faire pour l'intérieur. La réduction de Lyon, la prise de Toulon, venaient de rendre aux armées des Alpes et d'Italie les forces qui en avaient été tirées pour ces deux opérations, et déjà ces armées auraient repris l'offensive, si le roi de Sardaigne n'eût appelé à son secours un corps autrichien, qui vint, comme nous l'avons déjà rapporté, renforcer l'armée sarde avant même que le gouvernement conventionnel n'eût pensé sérieusement à faire rentrer Toulon sous sa domination. On a vu que les premières tentatives de l'armée austro-sarde, pour une diversion utile à la cause des alliés et des royalistes du Midi, avaient échoué en Savoie et dans le comté de Nice. L'hiver avait forcé ces troupes de prendre leurs quartiers en Piémont.

Telle était, au mois d'avril 1794, la position de l'armée austro-sarde : sa droite se prolongeait sur les hauteurs en avant et au-delà du petit Saint-Bernard, sa gauche sur le Tanaro, et le centre à Saint-Dalmazro, en avant de Coni.

Du reste, la cour de Turin s'occupait avec activité des mesures nécessaires pour commencer la campagne avec succès. Quinze mille jeunes gens avaient été appelés aux armes; soixante bataillons de milices s'organisaient dans les provinces, et vingt escadrons devaient augmenter la cavalerie sarde, déjà nombreuse. Une escadre anglaise croisait dans les mers de Toscane et de Gênes.

L'armée française dans le comté de Nice, renforcée par une grande partie des troupes employées au siége de Toulon, avait déjà pris, dès l'année précédente, le nom d'armée d'Italie, et le général Dumerbion la commandait en chef.

Depuis long-temps le comité de salut public méditait la

1794—AN II. Piémont.

conquête d'Oneille, seule place qui restât au roi de Sardaigne pour communiquer avec l'île de ce nom et les Anglais, ses protecteurs. Oneille était en outre l'asile de tous les corsaires et petits bâtimens de guerre des alliés, qui interceptaient de ce point la communication entre Marseille et Gênes. Le général Dumerbion reçut l'ordre d'entreprendre cette expédition, que commanda le général Massena.

Pour parvenir par terre jusque sous les murs d'Oneille, il était indispensable de traverser quelques lieues du territoire génois au milieu duquel ce port est enclavé. Les commissaires conventionnels auprès de l'armée d'Italie firent la demande du passage sur les terres de Gênes au gouvernement de cette république; mais ils essuyèrent un refus des Génois qui ne voulaient pas s'attirer l'inimitié des autres puissances belligérantes. Cette difficulté, qui aurait arrêté tout autre gouvernement, et qui serait devenue au moins l'objet d'une longue négociation, fut tranchée par les commissaires conventionnels. Le refus des Génois fut considéré comme un vieux préjugé qui n'était plus en harmonie avec les idées révolutionnaires. Les commissaires de la Convention promirent, dans une proclamation qu'ils adressèrent au peuple génois, que les Français ne commettraient envers lui aucune hostilité, et *respecteraient de la manière la plus absolue sa neutralité.* « La présence des soldats républicains, disaient les commissaires, ne doit point inquiéter les Génois. Les Français, en guerre avec les tyrans qui ont follement conçu l'idée de les asservir, sont les amis du peuple. Les Génois trouveront dans chaque défenseur de la liberté un frère, un ami ardent et sincère, comme chaque Français trouvera en eux des hôtes bienveillans et humains. »

Le général Dumerbion, pour donner le change aux Austro-Sardes, fit emporter le camp de Fougasse, et fit forcer tous les postes aux environs de Breglio, tandis qu'une forte divi

sion, traversant le territoire génois, parut, le 7 avril, devant la ville d'Oneille. Les Piémontais, instruits de la marche des Français, avaient occupé et fortifié le poste de Sainte-Agathe, point très-important pour défendre les approches de la ville. Sainte-Agathe est une hauteur escarpée et de l'accès le plus difficile. Les Français trouvèrent le moyen de conduire de l'artillerie à travers les rochers et les précipices les plus effrayans, et d'établir des batteries pour foudroyer les retranchemens élevés par les Piémontais. Le poste de Sainte-Agathe fut forcé après une assez courte résistance, et les troupes qui l'occupaient prirent la fuite. Les Français entrèrent dans Oneille, qu'ils trouvèrent abandonné par la plus grande partie de ses habitans. Épouvantés par la terreur que leur inspirait le nom français, les citoyens d'Oneille croyaient voir des cannibales dans les soldats républicains ; mais la conduite que ces derniers tinrent dans la ville après leur entrée, dissipa bientôt l'injuste prévention des Oneillais ; et quelques jours suffirent pour faire revenir dans leurs foyers la presque totalité de ceux qui les avaient abandonnés sur des craintes aussi exagérées.

1794—AN II. Piémont.

Combats de Belver et d'Urge [1]. — Le général Dagobert, aux Pyrénées-Orientales, avait réussi à chasser les Espagnols de la Cerdagne française. Ceux-ci, après plusieurs échecs, s'étaient retirés dans la position de Belver, d'où l'actif général entreprit encore de les débusquer. Une colonne française, partie le 7 avril de Puycerda, arriva au pied de Belver à la chute du jour. Une seconde colonne devait marcher pendant la nuit pour s'emparer du pont de Bart ; mais le mauvais temps égara cette troupe, et l'empêcha d'arriver à sa destination. Ce contre-temps rendit encore plus glorieux le succès qu'obtint Dagobert. La position de Belver était formidable,

10 avril. (21 germinal) Espagne.

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — de Marcillac, — Mémoires de B***, etc.

1794—an II. Espagne. et l'ennemi avait ajouté, aux difficultés du terrain, des retranchemens hérissés d'artillerie.

L'attaque des républicains fut si vigoureuse, que les Espagnols ne purent tenir long-temps dans ce poste, et l'abandonnèrent. Le pont de Bart, attaqué bientôt après par le général Charlet, eut le même sort. Les Espagnols, en quittant ce dernier poste, mirent le feu au magasin à poudre qui s'y trouvait. L'explosion eut lieu au moment où quatre canonniers français entraient pour le visiter. On parvint à tirer ces malheureux soldats des décombres sous lesquels ils étaient ensevelis. Aucun d'eux n'était mort, mais tous étaient grièvement blessés et horriblement défigurés.

Dagobert, voulant mettre à profit l'avantage qu'il venait d'obtenir, marcha de suite sur Urge, et parut le 9 au soir sous les murs de cette ville. Depuis quelque temps l'intrépide général était atteint d'une fièvre violente qui n'avait pu lui rien faire perdre de son activité; il ne s'en rapportait qu'à lui-même pour le succès de l'entreprise qu'il avait méditée, et il voulut y assister en personne.

Urge, situé dans un petit vallon, est dominé par un fort qui fait sa principale défense. Dagobert n'avait point de canons d'un assez gros calibre pour essayer de faire brèche aux remparts du fort. Il jugea donc inutile de tenter de s'en emparer, et se borna à attaquer la ville de nuit, pour l'occuper quelques instans, et y lever des contributions. Au signal convenu, les Français marchent sur Urge, surprennent tous les postes extérieurs, et pénètrent en bon ordre dans la ville. Une contribution fut frappée et promptement remplie. Indépendamment de ce résultat, la prise d'Urge valut aux Français sept pièces d'artillerie, des magasins, et quelques centaines de prisonniers. L'invasion d'Urge fut si prompte, que la garnison du fort ne put y mettre obstacle. Les Français évacuèrent de suite une ville dont l'occupation était

incomplète, et même dangereuse, sans celle de la forteresse destinée à la protéger. 1794—an II. Espagne.

Ce succès fut le dernier qu'obtint le général Dagobert. L'expédition qu'il venait de faire avait redoublé sa fièvre, et il regagna Puycerda dans un tel état de faiblesse, qu'il ne quitta plus le lit où il se mit en arrivant. Il mourut dans cette ville le 21 avril, à l'âge de soixante-quinze ans. Le général Dagobert était entré fort jeune au service; il avait fait la guerre de sept ans. Il ne laissa pour héritage que les exemples de sa valeur et du désintéressement le plus rare. Sa pauvreté était telle que les officiers se cotisèrent pour payer les frais de ses funérailles. La Convention décréta que son nom serait inscrit sur une colonne dans le Panthéon.

Prise d'Ormea, Garessio, etc.[1] — L'occupation d'Oneille, par les Français, ne fut que le prélude de nouveaux succès en Piémont. Le général Masséna s'était porté sur Loano, et s'en était emparé. Il marcha ensuite sur Ponte-di-Nave, sur le Tanaro. 17 avril. (28 germinal) Piémont.

Ce point important était défendu par deux mille cinq cents Autrichiens, aux ordres du général Mercy-Argenteau, et par des retranchemens garnis d'artillerie. Il fallait pour y parvenir traverser un terrain difficile, mais qui ne pouvait arrêter l'impétuosité française. Les retranchemens de Ponte-di-Nave furent emportés après quelque résistance, et les Autrichiens culbutés sur Ormea et Garessio. Ces deux villes ne tardèrent pas à être occupées, et le général Masséna fit, à Ormea, quatre cents prisonniers. On trouva dans les deux places des magasins bien approvisionnés en vivres et en munitions, quarante barils de poudre, douze pièces de canon fondues sous le règne de Louis XIV, et trente mille fusils.

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Galerie militaire, etc.

1793—an II. *Prise du Mont-Valaisan et du petit Saint-Bernard*[1]. —

24 avril. (5 floréal.) Piémont. Les dernières opérations des Français dans le Piémont n'étaient qu'un prélude à un plan d'attaque générale sur toute la ligne sarde, depuis le Faussigny jusqu'au comté de Nice. Les Piémontais s'étaient fortifiés sur divers points, de manière à rendre difficile l'agression méditée. Au milieu des neiges éternelles, ils avaient élevé des redoutes formidables, et les avaient hérissées de canons, transportés à grandes peines sur des points presque inaccessibles.

Le général Dumas, qui commandait alors l'armée des Alpes, ordonna au général de brigade Basdelaune, qui occupait la Tarentaise, de se porter sur le Mont-Valaisan, et de s'en emparer, ainsi que du petit Saint-Bernard. Basdelaune, après avoir marché pendant deux jours au milieu des neiges et des précipices les plus effrayans, attaqua, le 24 avril, par leur droite et par leur gauche, les trois fortes redoutes du Mont-Valaisan au-dessus de Seer. Après une défense très-opiniâtre, et malgré le feu d'une artillerie à laquelle ils n'avaient à opposer que leur mousqueterie et leurs baïonnettes, les soldats français emportèrent ces retranchemens, et forcèrent les Piémontais à une retraite précipitée. La position du Mont-Valaisan est à peu près au même niveau de celle du petit Saint-Bernard qui l'avoisine. Basdelaune fit diriger les canons dont il venait de s'emparer dans les redoutes du Valaisan sur celle de la chapelle du petit Saint-Bernard. Les Piémontais qui occupaient ce poste, ainsi foudroyés par leur propre artillerie, ne purent résister à ses effets meurtriers, et n'attendirent point que les troupes françaises, continuant leur marche victorieuse, vinssent les chasser de cette dernière position. Le général Basdelaune fit poursuivre les Piémontais, à travers les rochers, l'espace de trois lieues; le sang des blessés indi-

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Galerie militaire, etc.

quait, sur la neige, la trace des fuyards, dont on ramassa un grand nombre. Un bataillon du régiment de Boulonnais, les cinquièmes bataillons de l'Isère et de Rhône-et-Loire, et deux bataillons de nouvelles levées de la Côte-d'Or, se distinguèrent dans cette expédition, qui fit autant d'honneur à leur courage qu'à leur constance et à leur discipline. Le fruit de ce succès fut la possession de deux des plus importantes positions des Alpes savoyardes. Vingt pièces de canon, plusieurs obusiers, treize pièces d'artillerie de montagne, deux cents fusils et deux cents prisonniers, parmi lesquels se trouva le commandant piémontais, restèrent au pouvoir des Français. La Convention, sur le rapport de son commissaire Gaston, promut le général de brigade Basdelaune au grade de divisionnaire.

1794—an II.
Piémont.

Prise de Saorgio, *Rocabigliera*, *Saint-Martin*, *etc.* [1]. — L'armée d'Italie continuait, dans le comté de Nice, son mouvement offensif. Après la prise de Loano, d'Ormea et de Garessio, la divison du général Masséna, qui formait la droite de l'armée, se rapprocha de la division du centre, aux ordres du général Macquart, afin d'aider cette dernière à s'emparer de Saorgio, point important, situé dans les montagnes, sur la grande route de Nice à Turin, par le col de Tende. Les Piémontais gardaient ce débouché avec beaucoup de précaution, et avaient établi plusieurs camps et retranchemens pour en défendre les approches. Le général en chef Dumerbion, résolu à attaquer Saorgio, fit marcher le général Macquart contre le camp de Raous, tandis que le général Masséna, tournant la position de Saorgio, attaquait le camp des Fourches. Ces deux camps furent forcés après une vigoureuse résistance, et les Piémontais se retirèrent dans les retranchemens de la Briga et de Col-Ardente, qu'ils furent bientôt obligés d'aban-

29 avril.
(10 floréal.)
Comté de Nice.

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Diction. des siéges et batailles, — Mémoires particuliers, etc.

1794—an II. Nice. donner. Pendant ce temps, la division de gauche, aux ordres du général Garnier, s'emparait des postes de Rocabigliera et de Saint-Martin, et cherchait à se mettre en communication avec la droite de l'armée des Alpes, par la vallée de Barcelonette. Ainsi les Piémontais furent battus sur tous les points avec une perte considérable. Soixante pièces de canon, une grande quantité de munitions de guerre, environ deux mille prisonniers, furent le résultat de ces différentes affaires, qui furent assez meurtrières pour les Français. Le général de brigade Bruslé et l'adjudant-général Langlois furent tués, le premier en chargeant à la tête de sa brigade, et Langlois en sautant le premier dans une redoute. La Convention, sur le rapport de ses commissaires à l'armée d'Italie, honora la mémoire de ces deux braves officiers.

26 avril. (7 floréal.) France. (Pyrénées.) *Combats sur la frontière du Béarn* [1]. — Depuis le glorieux combat du camp des Sans-Culottes, l'armée des Pyrénées-Occidentales était restée dans un repos que les Espagnols n'avaient point osé troubler. La succession rapide des généraux envoyés pour la commander, avait peut-être contribué, plus que toute autre cause, à l'inaction de cette armée. Le général Fregeville avait été remplacé par Dubouquet, qui le fut bientôt lui-même par un autre général, auquel succéda presque aussitôt le général Manco, récemment promu au grade de divisionnaire. L'armée ne s'élevait point, à cette époque, au-delà de douze à quinze mille hommes. Une division occupait, aux environs de Saint-Jean-Pied-de-Port, les postes de Blanc-Pignon, d'Arneguy et d'Iramenaca. Les Espagnols, supérieurs en nombre, après avoir, à différentes reprises, harcelé les Français pour les attirer dans la plaine et les engager à un combat décisif, se déterminèrent à les attaquer dans leurs positions. Le poste d'Arneguy, assailli le premier,

[1] Journaux du temps, — de Marcillac, — Mémoires de B***, — Galerie milit., — Mémoires manuscrits, etc.

n'était défendu que par deux compagnies de chasseurs basques. Trop faibles pour résister à un ennemi nombreux, les Basques se replient sur le rocher d'Arola. Favorisés par l'avantage du terrain, ils soutiennent, dans ce nouveau poste, le choc des Espagnols avec leur valeur accoutumée ; cependant la crainte d'être tourné engage le commandant des deux compagnies à se retirer encore sur le poste de Roque-Luche.

Une autre colonne ennemie, forte de quatre mille hommes d'infanterie et de cent cinquante chevaux, avec une pièce de 6 et un obusier, se présente à la descente de Blanc-Pignon, et se met en bataille sur la crête des hauteurs de Roque-Luche. Après une fusillade assez vive, les Français sortent de leurs retranchemens et marchent sur les Espagnols, au pas de charge et la baïonnette en avant. Les Espagnols, étonnés de ce mouvement offensif, se défendent en hésitant. Ils sont bientôt repoussés et mis en déroute. Manco, qui se trouvait au poste de Blanc-Pignon, fait poursuivre l'ennemi avec vigueur, et lui tue beaucoup de traîneurs.

Une troisième colonne espagnole, dans les rangs de laquelle on comptait un grand nombre d'émigrés basques et autres, descendue des Aldudes, vint attaquer le poste d'Iramenaca, où les Français se défendent avec courage; mais bientôt ils sont forcés d'évacuer ce poste pour se replier sur ce même rocher d'Arola, où les Basques venaient de donner des preuves de leur valeur. Cette position eût peut-être encore été forcée par les Espagnols, si l'adjudant-général Harispe [1] ne fût accouru à la tête de quatre cents hommes. Prenant les Espagnols à dos, Harispe les obligea à une retraite précipitée, et à laisser sur le terrain un grand nombre de morts et de blessés. On compta quatre-vingts émigrés tués dans cette der-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, et l'un des officiers distingués de l'armée.

1794—an II. France. nière affaire ; dix-sept furent faits prisonniers ; et, d'après les ordres sévères de la Convention, ces malheureux Français portèrent, le lendemain, leur tête sur l'échafaud. Les républicains restèrent ainsi maîtres de leurs positions, après avoir donné, dans ces différentes affaires, de nouvelles preuves de leur intrépidité. Huit tirailleurs basques osèrent affronter, sur une hauteur, une colonne ennemie de six à sept cents hommes, sans examiner s'ils étaient eux-mêmes soutenus, et l'empêchèrent de déboucher sur le point qu'elle voulait attaquer. Un vieillard basque, qui avait perdu ses armes dans le combat, aperçoit un Espagnol qui allait s'élancer sur lui ; il le terrasse d'un coup de pierre, s'empare de son fusil et de son sabre, et le tue. Le même soldat avait fait, dans une action précédente, deux prisonniers de sa main.

26 avril. (7 floréal.) *Diversion en Flandre ; combats de Bossut, de Trois-Villes, etc.*[1] — Depuis l'ouverture de la campagne, Pichegru avait suivi le plan tracé par le comité de salut public. Jusqu'alors il n'avait opéré qu'au centre, et l'on a pu voir quels résultats avaient eus ses tentatives. Repoussé dans presque toutes ses attaques, il n'avait pu contrarier l'investissement de Landrecies. Après le combat de Villers-en-Cauchies, le général français s'était porté du côté de cette ville, pour protéger une sortie de la garnison de cette place ; mais ses efforts avaient été sans succès, et il avait eu la douleur de voir commencer sous ses yeux le bombardement de cette forteresse. Convaincu désormais de l'inutilité de ses tentatives sur ce point, Pichegru proposa, dit-on, au comité de salut public de changer son plan d'opérations, et de porter toute l'activité de la guerre sur un autre terrain. Cette proposition ayant été agréée par ce comité dirigeant, Pichegru se mit en

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Toulongeon, — Galerie militaire, — Mémoires manuscrits, etc.

devoir d'opérer l'importante diversion dont on veut qu'il soit l'inventeur. Voici, à cet égard, le jugement porté par un de nos écrivains militaires les plus judicieux et les plus recommandables, le général Jomini : 1794—an II. France.

« Il serait difficile de dire si c'est à Pichegru qu'il faut attribuer l'idée de l'invasion de la Flandre, ou si c'est au comité de salut public. On ne peut pas même affirmer l'époque à laquelle elle fut résolue. On a assuré que Pichegru, après les premières tentatives infructueuses de son centre, l'avait ordonnée lui-même, comme le seul moyen de réussir..... Il me paraît qu'on ne doit pas trop se disputer cette combinaison. Il s'agissait de faire, avec cinquante mille hommes, une diversion de Lille sur Courtray, pour attirer l'attention des alliés sur ce point, et dégager Landrecies. C'était, dans tous les cas, hasarder beaucoup pour un résultat très-mince; car cette colonne devait filer entre la mer et une armée qui pouvait rassembler cent vingt mille combattans, qui aurait pu lui faire payer cher une entreprise conçue contre tous les principes des lignes d'opération. On a fait beaucoup trop de bruit de cette diversion qui réussit par les fautes inouïes de ceux qui avaient tous les moyens de la déjouer..... »

Quoi qu'il en soit, Pichegru, en ordonnant sa diversion, avait en même temps, et pour la protéger, proposé d'attaquer les alliés sur toute la ligne, depuis Dunkerque jusqu'à la Meuse.

Nous avons déjà dit que les attaques par le centre de l'armée du Nord, du 19 au 24 avril, furent repoussées sur tous les points.

L'armée des Ardennes, commandée par le général Charbonnier, et postée sur la gauche de Philippeville, devait opérer sa jonction avec l'armée du Nord, vers Beaumont. Mais il était nécessaire de s'emparer auparavant des hauteurs de Bossut, occupées par un corps autrichien aux ordres du géné-

1793—AN II. France. ral comte de Kaunitz. Les hauteurs de Bossut étaient célèbres pour avoir été cent ans auparavant le théâtre d'une défaite éprouvée par les Français en voulant forcer cette même position. Charbonnier fit attaquer les hauteurs en même temps qu'il s'avançait lui-même dans la plaine pour combattre une division ennemie venue à sa rencontre. La cavalerie autrichienne obtint d'abord quelques succès; mais bientôt chargée à la baïonnette par l'infanterie française, composée en grande partie de grenadiers, elle abandonne enfin le champ de bataille, couvert de ses morts et de ses blessés. Charbonnier arrive pour soutenir les troupes qui attaquaient les hauteurs. Ces dernières sont emportées après un combat très-meurtrier : pendant ce temps, le général Desjardins attaquait Beaumont, que les Autrichiens évacuèrent pendant la nuit. Le 27, l'armée des Ardennes fit à Beaumont même, sa jonction avec l'armée du Nord.

Tandis que le général Charbonnier réussissait ainsi dans l'opération qui lui avait été ordonnée, le centre de l'armée du Nord éprouvait encore un nouvel échec, qui devait confirmer le général Pichegru dans la résolution de porter sur un autre point le théâtre de ses opérations. Le général Chapuis, commandant ce centre, avait rassemblé environ trente mille hommes, tirés du camp de César et des environs, et les avait postés auprès de Cambray pour attaquer le duc d'Yorck à Trois-Villes. Ce mouvement était combiné avec un autre ordonné contre le prince de Cobourg vers Priches et Fay-la-Ville, et avec la diversion que le général en chef opérait à trente lieues de là sur le corps morcelé du général Clairfait.

Le combat de Trois-Villes ou de Castillon, car on lui donna ces deux noms, fut vif et sanglant. Le duc d'Yorck s'était retranché dans une position masquée et protégée par des batteries. Les troupes de Chapuis furent reçues vigoureusement par l'infanterie anglaise, tandis que le prince Schwar-

zemberg, à la tête des cuirassiers de Zeschwitz, et soutenu par les gardes anglaises et un régiment de chevau-légers, les tournait par derrière. Le corps du général Otto les déborda en même temps sur leur flanc, et acheva de les mettre en déroute. Les Français perdirent en cette affaire trente-cinq pièces de canon, le général Chapuis et quatre mille hommes. Ils furent poursuivis jusqu'à Cambray et Ligny. 1794—an II. France.

L'attaque sur le prince de Cobourg n'eut pas une issue plus heureuse. Le corps autrichien, composé de quatre divisions, repoussa les Français avec une perte considérable. L'archiduc Charles donna encore, dans cette occasion, de nouvelles preuves de son courage et de sa science militaire. Chargé de la défense du village de Priches, non-seulement il résista avec un grand avantage, mais il fit tourner, par sa cavalerie, une colonne française qui s'avançait entre la petite Elpe et le village.

Les généraux alliés trouvèrent sur le général Chapuis des dépêches du général Pichegru, qui leur apprirent tout le projet de diversion en Flandre Cette circonstance donnait aux coalisés les moyens de faire échouer l'entreprise du général français, en les mettant à même de porter, encore en temps utile, des forces suffisantes sur le point menacé. Mais craignant sans doute d'affaiblir trop leur armée devant Landrecies qui était sur le point de capituler, ils se bornèrent à envoyer, le soir même du combat de Trois-Villes, le général Erskine, avec sept bataillons et six escadrons, pour courir à marches forcées au secours du général Clairfait. Ce faible renfort n'était pas capable d'empêcher la défaite du général autrichien, et encore le général Erskine arriva-t-il trop tard.

Combats en avant de Menin, et prise de cette ville [1]. — Pendant que l'armée des Ardennes et le centre de l'armée 30 avril. (11 floréal.) Belgique.

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et

1794—an II. Belgique. du Nord combattaient avec des chances si différentes, le corps d'armée destiné par Pichegru à faire, dans la Flandre autrichienne, l'invasion projetée, avait commencé son mouvement. Ce corps, composé de deux fortes divisions aux ordres des généraux Souham et Moreau, comptait près de cinquante mille hommes. Souham s'était avancé, avec trente mille hommes, de Lille sur Courtray, avait forcé tous les postes placés sur son passage; et, après avoir battu les Autrichiens campés aux environs de cette dernière ville, leur avoir fait des prisonniers et enlevé des pièces de canon, il était entré dans la place le soir même.

De son côté, le général Moreau, à la tête de vingt mille hommes, avait marché sur les deux rives de la Lys, s'était présenté devant Menin, et en avait formé de suite l'investissement.

Le général Clairfait, qui avait pris le change par des démonstrations faites, dès le 23 avril, sur Denain, et qui s'y était porté avec une grande partie de son corps, s'aperçut trop tard de son erreur, et se hâta de revenir sur Tournay, où il rassembla en grande hâte toutes ses troupes, pour s'opposer à la marche du corps d'armée d'invasion.

Il vint camper, le 28 avril, à Moëscroën et aux moulins de Castel. Cette position menaçait les communications de la division Souham avec Lille; mais le général Clairfait ne pouvait pas espérer que ses dix-huit mille hommes en imposassent aux cinquante mille qui se trouvaient réunis contre lui.

Le 29, Souham commença l'attaque par les moulins de Castel. Après avoir replié tous les avant-postes autrichiens, les Français attaquèrent avec beaucoup de vigueur les retranchemens de Castel, garnis d'une nombreuse artillerie. Après une résistance qui dura plus de quatre heures, les hauteurs

batailles, — Toulongeon, — Galerie historique, — Jomini, — Mémoires particuliers, etc.

furent emportées à la baïonnette, et les Autrichiens furent mis en déroute. Clairfait, blessé dans l'action, se retira sur Tournay, laissant entre les mains du vainqueur douze cents prisonniers, trente canons et quatre drapeaux. Un régiment français avait perdu ses deux pièces de campagne dans une affaire précédente, et Pichegru avait fait mettre à cette occasion, à l'ordre de l'armée, que les corps qui perdraient leurs canons n'en obtiendraient plus, à moins qu'ils ne les reprissent sur l'ennemi; le régiment dont nous parlons en prit quatre au combat de Castel. 1793—an II Belgique.

Pendant ce temps, Moreau était aux prises, sur les hauteurs de Moëscroën, avec la division hanovrienne que commandait le général Walmoden, et forçait ce dernier, après un combat opiniâtre, à se retirer à Leynse, avec une perte considérable.

Les faux calculs des coalisés avaient ainsi fait tourner contre eux une manœuvre hasardée. Le 29 au soir, Moreau somma Menin, dont il avait déjà fait commencer le bombardement. Le général hanovrien Hammerstein, qui se trouvait renfermé dans la place avec sa division, répondit convenablement à cette sommation. Les soldats français, électrisés par les succès de la journée, demandèrent à grands cris qu'on les conduisît à l'assaut; mais le général Moreau, tout en appréciant l'enthousiasme de ces braves, leur fit observer, par l'organe du général Vandamme, que la profondeur des fossés et la hauteur des remparts, qui n'étaient point encore battus en brèche, ne lui permettaient point de céder à leur ardeur. Quelques compagnies de grenadiers insistèrent : « Laissez-nous commencer l'attaque, disaient-ils à leur général; nos corps serviront de fascines pour combler les fossés, et nos camarades escaladeront les remparts. » On conçoit que le sage Moreau persista dans son refus; mais que ne devait-il pas espérer avec de tels soldats!!!

1793—an II. Belgique. Cependant le général Hammerstein venait de prendre une détermination hardie, digne d'un brave tel que lui, et du courage des soldats qu'il commandait. Désespérant d'être secouru, et ne voulant point exposer au ressentiment des assiégeans un grand nombre de Français émigrés qu'il avait dans sa division, il sort, dans la nuit du 30 avril, avec trois mille et quelques cents hommes qui faisaient toutes ses forces, culbute le cordon qui l'entourait, tue et prend beaucoup de monde, enlève même quelques pièces de canon, et se retire, presque sans perte, sur Bruges. Menin ouvrit ses portes dans la matinée; les Français y trouvèrent une artillerie nombreuse, des munitions de guerre et des vivres.

30 avril. (11 floréal.) France. *Prise de Landrecies par les coalisés* [1]. — Le mouvement offensif de la gauche de l'armée du Nord avait pour but, comme nous l'avons déjà dit, d'attirer de ce côté une partie des forces des alliés, et de faire une diversion qui pût mettre le général Pichegru à même de faire lever le siége de Landrecies; mais on a vu que l'ennemi, se contentant d'envoyer un faible secours au général Clairfait, n'avait point voulu diminuer les moyens qu'il employait pour réduire la place assiégée. Le moment où cette dernière allait succomber était arrivé.

Menacée dès le mois de janvier, investie ensuite partiellement, Landrecies avait été entièrement entourée le 17 avril, après le combat de Noirlieu. Une partie des habitans du district d'Avesnes s'étaient levés en masse pour secourir la ville assiégée, et s'y étaient renfermés, se dévouant ainsi à toutes les horreurs d'un siége pour faire preuve de zèle et de dévouement à la patrie. La garnison, forte de quatre mille et quelques cents hommes, essaya de faire une sortie le 25 avril;

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits, etc.

mais elle fut repoussée dans la place, malgré toute la valeur du détachement, qui enleva plusieurs postes, et tua beaucoup de monde aux assiégeans. Le bombardement commença le 26; plus de cent bouches à feu portèrent à la fois le ravage et l'incendie dans la ville. Au bout de vingt-quatre heures, la plupart des édifices étaient en feu, et le magasin à poudre sauta avec une explosion épouvantable. Une compagnie de canonniers, composée d'habitans de Landrecies, chargée de la défense du bastion du Moulin, périt presque toute entière par cette explosion. Les femmes de la ville montrèrent un grand dévouement. Elles relevaient les blessés, et les transportaient sous les blindages, pour en prendre soin. Plusieurs d'entre elles, victimes de ces actes d'humanité, furent tuées ou blessées en les exerçant. 1794—an II. France.

La garnison ayant perdu toute espérance d'être secourue, et l'intérieur de Landrecies n'offrant plus, pour ainsi dire, qu'un amas de ruines, capitula le 30 avril, et resta prisonnière de guerre. Soit délire, soit confiance dans la diversion que Pichegru opérait en ce moment dans la Flandre autrichienne, le comité de salut public, par l'organe de Barrère, annonça avec une sorte d'emphase la prise de Landrecies à la tribune de la Convention. Le fougueux déclamateur s'écria dans son style démagogique : « Que les rois seuls taisaient la vérité; mais que les républicains avaient intérêt à la divulguer toute entière, et que la nouvelle de la prise de Landrecies allait susciter aux coalisés plus d'ennemis qu'ils n'avaient fait de prisonniers dans cette place. »

Combat de Challans [1]. — Le bruit que les coalisés devaient opérer un débarquement de troupes sur les côtes vendéennes, pour appuyer la marche de leur armée sur Paris, 30 avril. (11 floréal.) Vendée.

[1] Beauchamp, — Le Bouvier-Desmortiers, — Berthre de Bourniseaux, — Mémoires particuliers, etc.

1794—an II. Vendée. avait pénétré dans le pays insurgé. Cette nouvelle avait augmenté le zèle et l'ardeur des chefs royalistes, et avait recruté leurs forces. Charette et Stofflet, long-temps désunis par une rivalité mal entendue, avaient enfin senti le besoin de se réunir et d'agir de concert. Le fameux curé de Saint-Laud d'Angers, l'abbé Bernier, fut le principal moteur de cette réunion. Voici le portrait qu'a tracé de ce prêtre un historien [1] qui paraît l'avoir connu et étudié plus particulièrement; ce témoignage sera d'autant moins suspect, que l'écrivain apologiste de Charette se montre toujours un des plus zélés partisans de la cause royale :

« Avec un génie ardent, une ambition démesurée, de l'intrigue, et fort du sentiment qu'il était propre à de grandes choses, l'abbé Bernier passa, en 1793, dans la Vendée, et s'attacha de préférence à l'armée d'Anjou, qui lui offrait plus de ressources par le crédit dont il jouissait auprès des principaux chefs. Il y exerça sous certains rapports, et ensuite en tout, l'influence que lui donnaient ses talens. Écrivain, administrateur, magistrat suprême dans l'ordre civil, opinant dans les conseils militaires, agioteur, tantôt royaliste, tantôt républicain, ou plutôt n'étant ni l'un ni l'autre, servant et trompant les deux partis au gré des circonstances, de ses ressentimens, de son ambition et des moyens de fortune qui semblaient s'offrir à lui; ministre de paix dans la chaire de vérité, ministre de sang aux jours de combat; faisant périr les uns, sauvant la vie aux autres.... »

Bernier, après la destruction de l'armée royale d'outre-Loire, était venu offrir ses services à Charette; mais ce dernier, soit scrupule religieux occasioné par la réputation de mauvaises mœurs qui précédait le curé de Saint-Laud, soit jalousie de ses talens et de son ambition, reçut l'aumônier de l'armée ca-

[1] M. Le Bouvier-Desmortiers.

tholique avec beaucoup de froideur, et ne fit pas grand effort pour le retenir auprès de lui. « Il faut, disait le général vendéen, qu'un prêtre soit à l'autel, comme un général à la tête de son armée et dans son conseil. » L'abbé Bernier, mécontent de cette réception, eut cependant l'adresse de persuader à Charette qu'il devenait indispensable de réunir les deux corps d'armée agissant pour la cause royale, dans un moment où l'annonce d'un puissant secours étranger allait encore doubler le courage et le dévouement des fidèles royalistes. Le but caché du curé de Saint-Laud était d'amener Charette sous le commandement de Stofflet, sur lequel il exerçait une grande influence, et qui le regardait comme un bon génie envoyé du ciel pour protéger ses armes, et le diriger dans le chemin de la gloire.

1794—an II. Vendée.

L'entrevue, entre les deux généraux vendéens, eut lieu au bourg de Cerisay. Le plan de campagne arrêté pour la défense des pays insurgés, fut que l'on commencerait par attaquer les colonnes républicaines qui ravageaient le territoire de l'armée de Stofflet, territoire le plus abondant en subsistances; qu'on tenterait ensuite de chasser toutes les garnisons qui se trouvaient sur la rive gauche de la Loire, et que la séparation n'aurait lieu qu'après ces opérations. Cette conférence fut terminée par un acte que signèrent les deux généraux et Bernard de Marigny, qui y avait assisté. Cet acte portait, que tout ce qui serait décidé dans le conseil des armées réunies ferait loi pour tous les chefs; qu'il ne serait rien entrepris pour la cause commune sans leur concours, et que tout contrevenant serait puni de mort.

Dans cette première conférence, qui fut suivie de plusieurs autres, Charette proposa de réunir sous le commandement d'un généralissime, comme ils avaient été sous Cathelineau, d'Elbée et Laroche-Jacquelein, les différens corps vendéens; mais le curé Bernier, craignant que le choix, en tombant sur

1794—an II. Vendée. Charette, contre lequel il nourrissait un secret ressentiment, ne lui fît perdre à lui-même toute l'influence qu'il exerçait sur les actions de Stofflet, mit tout en œuvre pour dissuader ce dernier de se prêter à cette disposition. Les raisonnemens qu'il employa à cet effet l'emportèrent, dans l'esprit de Stofflet, qu'une ambition rivale mettait sans cesse en opposition avec Charette, sur toute autre considération d'intérêt général; et la proposition, peut-être intéressée du dernier, fut abandonnée.

Après la réunion des deux troupes de Charette et de Stofflet, il n'y eut, jusqu'à la fin d'avril, aucun engagement remarquable avec les républicains. Les versions contradictoires qui existent sur un prétendu combat très-sanglant qui eut lieu aux environs du bourg Chaudron, et le manque de documens qui puissent nous permettre de comparer ces mêmes versions, nous forcent de passer cet événement sous silence pour arriver au combat de Challans, qui se livra, le 30 avril, sous les murs de cette petite ville.

Charette avait fait inviter Stofflet à joindre ses forces aux siennes et à celles de Sapineau, pour attaquer Challans, que défendait le général Dutruy, avec une garnison assez considérable. Guérin, qui commandait l'avant-garde de Charette, culbute les avant-postes républicains, et les pousse jusque dans la place. En même temps, Stofflet disposait son attaque sur la gauche, et Charette s'avançait par la route de Machecoul, pour couper la retraite aux patriotes. Un fort détachement de cavalerie, sorti de Challans, fond sur Guérin, qui s'était trop engagé, et qui résiste d'abord avec beaucoup d'intrépidité; mais bientôt, secondés par une colonne d'infanterie, les cavaliers républicains renouvellent leur charge, mettent le désordre dans les rangs vendéens, et dispersent bientôt la troupe de Guérin. Le mouvement rétrograde de ce chef entraîna la colonne que commandait Charette, et obligea

ce dernier à opérer sa retraite. Stofflet, ne se sentant plus assez fort pour continuer l'attaque, prit également le parti de se retirer ; mais, poursuivi par les républicains, il perdit, avant de gagner le village de la Béailière, un convoi de vivres, perte bien sensible dans un pays ravagé et dénué de ressources. Charette se vit dans l'obligation de partager le pain de ses soldats avec ceux de Stofflet. 1794—an II. Vendée.

Combat du camp de Boulou[1]. — Le général Dugommier, déjà célèbre par ses succès dans les Alpes, et plus encore par la reprise de Toulon sur les Anglais, avait succédé au général Dagobert, mort après la prise d'Urgel. Maîtres de Collioure, de Port-Vendre et du fort Saint-Elme, les Espagnols occupaient, au nombre de plus de trente mille hommes, toute la partie des Pyrénées qu'arrose le Tech ; et s'étendant par une longue chaîne de postes successifs sur la rive gauche de cette rivière, ils couvraient ainsi les places dont ils s'étaient emparés, et garantissaient la frontière maritime de toute invasion. Le marquis de Las Amarillas commanda d'abord l'armée espagnole pendant les premières opérations de Dugommier contre cette dernière. Le marquis, que les relations espagnoles peignent comme un officier plus propre à briller à la cour qu'à diriger habilement une armée, au lieu de réunir une masse de troupes pour opposer un point central de résistance aux Français, avait disséminé ses forces dans tous les lieux que Dugommier paraissait vouloir menacer, et manœuvrait comme si, inférieur en nombre à son ennemi, il eût été réduit au simple rôle de partisan. Le général français se disposait à tirer avantage de l'impéritie de son adversaire ; et déjà, par quelques légers succès, il avait préludé à de plus grands, lorsque la cour de Madrid, mieux éclairée sur ses 1er mai. (12 floréal.) France. (Pyrénées.)

[1] Journaux du temps. — Dictionnaire des sièges et batailles. — Tableau historique. — De Marcillac, etc.

1794—an II. France. propres intérêts, remplaça le marquis de Las Amarillas par le comte de la Union.

Ce nouveau général en chef avait déjà fait preuve de talens comme divisionnaire, et jouissait dans l'armée espagnole d'une réputation méritée. Sans être effrayé lui-même de la renommée de son antagoniste, apportée en Espagne par les troupes vaincues par Dugommier sous les murs de Toulon, le comte de la Union commença l'exercice de son commandement par faire une reconnaissance générale sur toute la ligne française. Cette opération suffit pour lui démontrer combien celles de son prédécesseur avaient été vicieuses, et il s'appliqua à réparer le mal déjà fait. Il resserra davantage ses forces, et s'efforça de les concentrer avec autant de soin que Las Amarillas avait mis à les éparpiller. Il réunit le gros de l'armée espagnole dans la plaine de Boulou, et s'enferma dans des lignes fortifiées et garnies d'artillerie. Deux redoutes, celles de Montesquiou et de la Trompette, construites avec le plus grand soin, couvrirent le flanc droit du camp le plus exposé aux attaques des Français. La gauche des Espagnols s'étendait depuis Ceret jusqu'à Oms, et leur droite s'appuyait sur Collioure et Port-Vendre.

Cependant le comité de salut public envoyait courriers sur courriers au général Dugommier pour lui faire attaquer les deux places que nous venons de nommer. Le général, qui connaissait tout l'inconvénient du plan tracé par le comité, se détermina à n'agir que d'après ses propres vues, en attaquant les Espagnols dans leur position de Boulou. Il chercha d'abord à donner le change à ces derniers, en ébranlant sa droite, et en y attirant une partie des forces de son ennemi. Ce mouvement occasiona le combat d'Oms, où la gauche du comte de la Union fut défaite, le 28 avril.

Le 30, l'attaque fut générale sur toute la ligne. La division du général Pérignon, forte de six mille hommes d'infanterie

et de mille chevaux, passa le Tech à Saint-Jean-de-Pages et Bayuyuls-les-Aspres. Le but de ce mouvement était de s'emparer des redoutes de la Trompette et de Montesquiou, afin de couper la droite des Espagnols par le centre de la ligne, et d'empêcher ainsi la retraite des troupes du camp sur Bellegarde. Une colonne se portait en même temps sur Baynouls, pour menacer les Espagnols, postés sur les deux rives du Tech. La brigade du général Martin, dépassant le centre de l'armée par une marche brusque et forcée, devait gagner le sommet des Albères, pour s'emparer de cette position. Tous ces mouvemens s'exécutèrent avec une grande précision. Le général Pérignon attaqua la redoute de la Trompette avec la plus grande résolution. En vain le commandant espagnol opposa-t-il une vive résistance, la redoute fut emportée malgré le secours qu'amenait le prince de Montfortes. Une autre partie de la même division Pérignon effectuait en même temps l'attaque de la redoute de Montesquiou, où les Espagnols se défendirent avec encore plus d'opiniâtreté qu'à la Trompette. Après plusieurs heures de combat, les Français n'avaient pu parvenir à forcer les premiers retranchemens, lorsque le général Pérignon fit marcher à leur secours une partie des troupes qui venaient de s'emparer de la première redoute. Ce renfort décida la prise de la seconde redoute, qui fut bientôt assaillie et enlevée par les grenadiers français. Le commandant espagnol don Francisco Vénégas fut blessé de deux coups de feu dans cette action.

1794—an II. France.

Il était nuit, et les feux allumés par le général Martin sur la hauteur des Albères annonçaient la réussite de cette troisième attaque. Baynyuls avait été également forcé, et la division de gauche avait pris position près de ce village, attendant le jour avec une grande impatience.

Le premier mai, à cinq heures du matin, les Français marchent sur les deux rives du Tech, et attaquent simultané-

1794—AN II. France. ment le camp de Boulou. L'alarme était répandue parmi les troupes qui le défendaient. La prise des deux redoutes, l'occupation des Albères, avaient paralysé leur courage. La terreur augmenta lorsqu'on apprit que le chemin de Bellegarde était occupé par une colonne française. Ce chemin était le seul qui pût encore offrir une retraite facile. La nouvelle qu'il était coupé ôtait toute espérance de salut : aussi la déroute qui s'en suivit fut-elle une des plus complètes que l'histoire militaire nous retrace, et quelques écrivains n'ont pas craint de la mettre en parallèle avec celle de Rosbach. Le comte de la Union ne parvint à rallier ses troupes que plusieurs jours après, sous les murs de Figuières. Cependant ce général avait eu la précaution de faire porter au général Navarro l'ordre d'abandonner Bagnols-de-Marende et Argelès, de se mettre en mesure de conserver Collioure et Port-Vendre, et de lui envoyer de suite cinq cents chevaux, avant que le col de Bagnols fût occupé par les Français. Si le général Navarro n'eût pas exécuté ce dernier ordre avec ponctualité, la Union se serait trouvé dans la nécessité d'abandonner Figuières.

C'est ainsi que Dugommier n'avait pas craint d'écarter le plan du comité de salut public, auquel il était si dangereux de désobéir; mais le succès fit excuser la témérité du général, et la Convention, dans son enthousiasme, décréta que Dugommier et l'armée sous ses ordres avaient bien mérité de la patrie. Les Français venaient en effet de combattre, dans ces deux journées, avec une intrépidité et un dévouement dignes des plus grands éloges. Entre autres traits particuliers, on a cité celui-ci, qui mérite de trouver place dans nos annales :

Au moment où les Espagnols, obligés de fuir, passaient le Tech pour se dérober à la poursuite du vainqueur, Baudrier, fusilier au vingt-huitième régiment, s'élance dans la rivière, la passe à la nage, et perd son fusil dans la traversée. Par-

venu sur le bord opposé, il s'attache à la poursuite de trois 1794—an II. France.
Espagnols qui continuaient à fuir. Il atteint le dernier, s'empare de sa baïonnette, et le poignarde. Il prend ensuite le fusil du mort, tire sur le second Espagnol, le tue; et, sans se donner le temps de recharger son arme, il assomme le troisième à coups de crosse.

La perte des Espagnols fut très-considérable; ils laissèrent sur le champ de bataille, et dans les montagnes, un grand nombre de morts, et près de deux mille hommes dans les mains de leurs ennemis.

Dugommier ne perdit point de temps, et sut mettre à profit la victoire de Boulou. Il donna l'ordre au général Augereau de remonter la vallée du Tech vers Prats de Mollo, de traverser les montagnes de Saint-Laurent, de Cerda, et d'attaquer les Espagnols sur la Mouga.

Augereau arriva, le 6 mai, devant le bourg de Saint-Laurent, situé sur cette rivière, à la tête de quatre mille hommes. Saint-Laurent de la Mouga est ceint de murs, et renfermait alors une fonderie considérable et plusieurs fabriques de drap. Augereau s'en empara après quelque résistance de la part d'un détachement qu'y avait jeté le comte de la Union.

La prise de ce bourg fut très-avantageuse aux Français. Le drap servit à habiller les troupes, qui avaient un grand besoin de vêtemens, et la fonderie approvisionna l'artillerie d'une grande quantité de projectiles. Cet établissement, qui avait coûté, dit-on, plus de six millions à l'Espagne, servait à l'approvisionnement de la plupart des places fortes de la Catalogne. On y trouva quatre pièces de canon, deux obusiers, deux pièces françaises, quarante mille boulets de tout calibre, et cinq cents bombes ou obus.

Après cette expédition, le général Dugommier redoubla ses préparatifs pour assiéger Bellegarde, Collioure et les autres places françaises que tenaient encore les Espagnols.

1794—an II. 8 mai. (19 floréal.) Comté de Nice.

Combat de la Briga [1]. — L'armée d'Italie continuait avec succès son mouvement offensif. Après la prise de Saorgio, les Piémontais s'étaient retranchés sur les hauteurs qui dominent l'embranchement des chemins du col de Tende. Cette position pouvait empêcher la communication du centre et de la droite des Français entre eux. Les généraux Masséna et Macquart, qui commandaient ces deux divisions, reçurent l'ordre d'attaquer les Piémontais. Le premier attaqua les retranchemens qui défendaient la Briga sur la route principale du col de Tende. Le défaut d'artillerie, dans la colonne française, rendit ces efforts inutiles. Le général Masséna, formant un détachement de grenadiers et de chasseurs, essaya de les renouveler; mais convaincu bientôt de l'inutilité de cette attaque de front, il fait tourner la redoute, par les montagnes, à l'entrée de la nuit. Sa manœuvre, aperçue des Piémontais, les détermina à la retraite.

Pendant ce temps, le général Macquart attaquait les hauteurs en avant du village de Tende, et parvenait à s'en emparer. Les Piémontais, au nombre de plus de huit mille combattans, furent ainsi obligés de se retirer jusqu'au col de Tende, et s'y fortifièrent pour couvrir cette entrée du Piémont.

8 mai. (19 floréal.) Piémont.

Combats dans les Alpes, et prise du Mont-Cénis [2]. — Après la prise du Mont-Valaisan et du petit Saint-Bernard, il restait encore à l'armée des Alpes à s'emparer du Mont-Cénis, pour compléter la libre et entière occupation de la Savoie, en enlevant aux Piémontais tous les moyens de déboucher dans ce duché à leur volonté, et en les forçant à

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Mémoires manuscrits, etc.

[2] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Galerie historique, — Mémoires manuscrits, etc.

cantonner dans les plaines du Piémont. Le poste important de la Tuile, au-dessus du Mont-Valaisan, fut attaqué le 17 avril, et pris sans beaucoup de résistance. Les troupes qui le défendaient se retirèrent dans la ville d'Aoste, sur la Duria-Battea, en Piémont. 1793—an II. Piémont.

L'intention du comité de salut public avait été que le général Alexandre Dumas, commandant l'armée des Alpes, fît l'ouverture de la campagne par l'attaque du Mont-Cénis, le passage le plus fréquenté pour se rendre de France en Italie. Jusqu'alors la saison n'avait pas permis de commencer cette opération avec succès. Plusieurs tentatives trop précipitées avaient échoué, et le général Sarret avait perdu la vie dans une première entreprise pendant le mois de février; son corps s'était perdu dans les neiges. Le retour du printemps permit au général Dumas d'essayer cette expédition, que la fonte d'une grande partie des neiges rendait plus facile. Il fit attaquer et replier tous les postes occupés par les Piémontais, [illegible]ndre l'a[illegible]he du Mont-Cénis. Les retranchemens [illegible] cette montagne furent assaillis et [illegible] impétuosité. Pour faciliter cette [illegible] fit réunir à Briançon un corps [illegible]rès s'être emparé de Pras, du [illegible] vallées de Bardonèche et de [illegible]trelles, et s'avança presque [illegible]

[illegible]evé au centre, une autre [illegible] par le col d'Argentière [illegible]it du poste des Barri-[illegible], et mettait presque [illegible]n avec l'armée d'Ita-[illegible]us du petit village

1794—an II. 10 mai. (21 floréal.) Belgique.

Prise de Thuin [1]. — Le général Pichegru, plus que jamais convaincu de l'inutilité, du danger même d'opérer sur le centre de la ligne ennemie, et de l'avantage qu'il retirerait en agissant à la fois sur ses deux ailes, ne laissa que les garnisons nécessaires dans les places de Saint-Quentin, Péronne, Guise et autres villes du centre, fit venir vingt mille hommes des troupes qui avaient été battues à Cambray, et envoya une division, commandée par le général Desjardins, sur la Sambre, à l'effet d'appuyer les mouvemens de l'armée des Ardennes.

Le général Charbonnier, après s'être emparé de Bossut, où il avait fait camper ses troupes, ordonna au général Marceau de marcher sur la petite ville de Thuin, sur la Sambre. Les Autrichiens postés en avant de cette place, qu'ils avaient retranchée et fortifiée pour défendre le passage de la Sambre, n'opposèrent qu'une faible résistance à l'avant-garde, et se hâtèrent de se renfermer dans la ville. Marceau ne tarda pas à faire attaquer cette dernière, et malgré qu'il n'eût point assez d'artillerie pour faire taire celle de l'ennemi, plein de confiance dans l'intrépidité de ses soldats, il leur ordonne de s'emparer des retranchemens. Il est obéi. Tous les ouvrages qui défendaient Thuin sont emportés, et les Autrichiens, après une perte assez considérable en morts et en blessés, évacuent cette ville le 10 mai.

Le lendemain, le général Charbonnier fit passer la Sambre à son armée, et continua son invasion dans le comté de Namur.

11 mai. (22 floréal.)

Combat de Courtray [2]. — Les alliés ne tardèrent point à

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Galerie militaire, — Jomini, — Mémoires particuliers, etc.

[2] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Tableau historique, — Jomini, — Mémoires communiqués, etc.

s'apercevoir des intentions du général Pichegru. Maîtres de Landrecies, ils se décidèrent enfin à mettre leur armée en mouvement. Le prince d'Orange, avec les Hollandais, la division autrichienne de la Tour et quelques troupes de la réserve, marcha pour renforcer, sur la Sambre, le corps du prince de Kaunitz. L'archiduc Charles, avec un corps assez nombreux, se porta sur Saint-Amand, tandis que Denain fut occupé par quelques bataillons et escadrons autrichiens; et le corps hessois du général Kinsky se dirigea de ce dernier point sur Tournay, avec cinq à six mille hommes. 1794—an II. Belgique.

Pendant ces mouvemens, trop décousus pour amener de grands résultats, le général Clairfait, que les combats de Castel et de Mouëscroën n'avaient point découragé, faisait de nouveaux efforts pour s'emparer de Courtray, profitant d'un mouvement du général Souham sur Dottingies. Maître du village de Wevelghem, il occupait déjà le faubourg de Courtray, situé à la porte de Bruges.

Mais Souham revint le 11, appelé par le danger qui menaçait la ville; et le général Pichegru ayant ordonné d'attaquer le général autrichien par un mouvement combiné, le général Macdonald[1] passa la Lys vers Menin, pour prendre les Autrichiens à revers, tandis que la division Souham se disposa à les attaquer de front.

Le combat commença à trois heures de l'après-midi. Clairfait avait fait les meilleures dispositions possibles pour soutenir le choc des Français. Ses deux ailes s'appuyaient aux chaussées de Bruges et de Menin, et, pour arriver à la position qu'il avait prise, il fallait passer sous le feu d'une artillerie formidable. Deux fois les troupes françaises débouchèrent avec intrépidité, et parvinrent à se former; mais elles

[1] Aujourd'hui maréchal, pair de France, duc de Tarente, major-général de la garde royale, grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, etc., etc.

1794—an II. Belgique. furent autant de fois repoussées et culbutées. Enfin, vers les six heures du soir, une nouvelle attaque établit les Français contre la gauche des Autrichiens; mais ce mouvement ne décida point le succès. Le combat se prolongea jusqu'à dix heures du soir, avec le plus grand acharnement de part et d'autre. Pendant la nuit, le général Clairfait jugea que la lutte finirait à son désavantage s'il la continuait plus long-temps, et profita de l'obscurité, augmentée par un brouillard épais, pour se replier sur Thielt. Le général Vanekeim avait été tué pendant l'action. Si le général Macdonald eût pu achever à temps le mouvement qui lui avait été prescrit, le succès eût été décisif. Au surplus, cette action, qui fit honneur aux deux partis, coûta à peu près sept cents hommes aux Français ; la perte des Autrichiens fut au moins égale.

18 mai. (22 floréal.) France. *Bataille de Tourcoing* [1]. — Nous venons de voir le général Clairfait échouer devant Courtray, et se retirer à Thielt; pendant ce temps la grande armée des alliés était en mouvement pour se porter sur le terrain où Pichegru avait voulu l'attirer. L'empereur d'Autriche arriva, le 15, à Tournay, avec le prince de Cobourg, à la tête d'un corps de vingt mille hommes d'élite de l'armée autrichienne. Les Anglais et les Hanovriens, sous les ordres du duc d'Yorck, étaient déjà campés à Lamain. Ce fut à Tournay que les alliés arrêtèrent ce fameux plan d'attaque qu'ils nommèrent emphatiquement *plan de destruction*, parce qu'il ne tendait à rien moins qu'à l'anéantissement de l'armée française. Il est vrai de dire que si le prince de Cobourg eût voulu renoncer à son système favori de morcellement et de colonnes multipliées, il plaçait le général Pichegru dans une position très-critique. Les cinquante mille hommes de l'armée du Nord étaient disposés de

[1] Journaux du temps, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, — Tableau historique, — Relations des siéges, — Mémoires communiqués, etc.

T. 2d Page 232.

Tourney

Lieues

manière à avoir la mer du Nord à dos, et il n'était point difficile de les couper de la place de Lille, base des opérations du général en chef, et des frontières de la France; mais les généraux alliés, toujours fidèles aux principes de tactique du feld-maréchal autrichien Lascy, leur maître et leur modèle, n'avaient point encore assez d'expérience de la guerre active pour opérer les grands mouvemens indispensables pour obtenir ce résultat.

1794—an II. France.

Au lieu donc de réunir une forte masse pour opérer sur Roubaix, Mouvaux et Bondues, à l'effet d'isoler Lille des troupes françaises campées entre Menin et Courtray, le prince de Cobourg forma l'armée alliée en six colonnes, dirigées concentriquement sur Tourcoing, supposant, assez maladroitement, que l'armée française ne chercherait point à s'opposer à ce mouvement, et resterait tranquille dans son camp de Moorseele.

La première de ces colonnes, forte de quinze à seize mille hommes, dont treize mille de cavalerie, et commandée par le général Clairfait, partit de Thielt, passa la Lys à Werwick, et n'arriva que le 18 au matin à Linselle, au lieu d'arriver le 17, comme on l'avait pensé.

La deuxième colonne, commandée par le général de Busch, forte de dix bataillons et dix escadrons, se porta sur Moescroen, où les Français étaient retranchés, et arriva devant ce poste le 17.

Le général Otto, à la tête de la troisième colonne, composée de treize bataillons et de onze escadrons, marcha, le 17, sur Tourcoing, qu'il occupa.

Le duc d'Yorck marcha avec la quatrième colonne, forte de quinze bataillons et de deux mille quatre cents chevaux, sur Roubaix, Mouvaux, et autres villages environnans.

La cinquième colonne, partie de Tournay, devait, après

avoir passé la rivière de Marque, lier son mouvement avec celui de la sixième colonne.

Enfin l'archiduc Charles, à la tête de vingt bataillons et trente-deux escadrons, composant cette sixième colonne, devait quitter Saint-Amand le 17, se réunir à Pont-à-Marque avec la cinquième colonne, commandée par le général Kinsky, forcer la division Bonneau, campée à Sanghien, de se replier sur Lille, et continuer sa marche sur Tourcoing pour rejoindre l'armée.

Nous allons raconter maintenant l'issue de ces différens mouvemens, et nous essaierons de mettre nos lecteurs à même d'apercevoir leur mauvaise combinaison.

Les généraux Souham et Moreau avaient remarqué le mouvement extraordinaire des troupes alliées à Tournay. Informés des renforts considérables arrivés dans cette ville et dans les environs, ils avaient prévu avec raison que l'ennemi allait les inquiéter, et que la sûreté de leurs troupes était compromise dans la position où elles se trouvaient. Malgré l'absence du général en chef, parti depuis quelques jours pour visiter l'aile droite de l'armée vers la Sambre, et pour ordonner des dispositions qu'il avait jugées nécessaires, les deux généraux venaient de prendre une résolution qui fait honneur à leur sagacité, et qui renversa tout le plan de leur ennemi; ils s'étaient mis en marche sur Tourcoing, pour maintenir leur communication avec Lille.

Nous avons dit que Clairfait perdit vingt-quatre heures dans sa marche sur Linselles. Il rencontra dans le passage de la Lys à Werwick, plus de résistance qu'il n'attendait sur ce point, défendu courageusement par quelques bataillons. Il lui fallut faire établir, pendant la nuit du 17 au 18, un pont sur lequel sa colonne ne passa que le matin. On verra bientôt la conséquence de ce retard.

Le général de Busch attaqua, le 17, les troupes retran-

chées à Moescroen. Elles se défendirent avec une telle opiniâtreté, qu'elles donnèrent à plusieurs colonnes de la division Souham qui se portaient sur Tourcoing, le temps d'arriver à leur secours. Les Hanovriens, dont se composait la colonne ennemie, furent attaqués à leur tour, et forcés de se retirer avec perte au-delà de la chaussée de Tournay à Courtray, près du village de Lespierre.

La troisième colonne, dans sa marche sur Tourcoing, rencontra aux villages de Leers et Watrelos, quelques bataillons français qui se retirèrent à son approche. Tourcoing fut occupé. Mais bientôt le général Otto vit arriver quelques fuyards de la deuxième colonne, qui l'instruisirent de la retraite que venait d'effectuer le général de Busch. Ce rapport, grossi par l'exagération naturelle en pareil cas, fit craindre au général Otto d'être bientôt attaqué lui-même par des forces considérables, et au lieu de se masser pour attendre son ennemi, et se retirer au besoin en bon ordre, s'il jugeait ne pouvoir résister avec avantage, il prit des dispositions propres à rendre encore sa position plus critique. Il laissa son avant-garde dans Tourcoing, occupa Watrelos avec le gros de sa colonne, et plaça quelques bataillons et escadrons en réserve à Léers, tenant ainsi une ligne de près de deux mille cinq cents toises.

Le duc d'Yorck commandait, indépendamment de la quatrième colonne, placée sous ses ordres immédiats, les deuxième et troisième dont nous venons de parler. On a vu plus haut que cette quatrième colonne, partant du village de Templeuve, où l'empereur d'Autriche vint établir son quartier-général, avait marché sur Lannoy, Roubaix, Mouvaux et Croix; elle occupa ces quatre villages, restant ainsi morcelée, sans que le prince songeât à la réunir en masse, ce qui eût été plus avantageux pour le résultat qu'on attendait, indépendamment même du danger de cette dissémination devant

un ennemi que le duc d'Yorck devait supposer en mesure.

Les troupes de la cinquième colonne, aux ordres du général Kinsky, forte de douze bataillons et de seize escadrons, se portèrent sur trois points à la fois, Tressin, Bovine et Louvil. La division française du général Bonneau, renforcée d'une partie de la garnison de Lille, était campée à Sanghien, pour couvrir la route de Tournay à Lille, et, dans cette position, le général Bonneau prit des mesures pour repousser l'attaque du général Kinsky.

Le général Wurmb, qui commandait une des brigades autrichiennes, trouva le village de Tressin fortement occupé, et tous ses efforts échouèrent contre ce poste; il y reçut même un coup de feu. Les troupes qui cherchèrent à s'emparer des villages de Bouvines et de Gruson, ne furent pas mieux accueillies par les Français qui défendaient ces deux points, et ces échecs simultanés allaient déterminer le général Bonneau à prendre sur l'ennemi une vigoureuse offensive, si un heureux hasard n'eût mis le général Kinsky à même de résister, à son tour, avec quelque avantage.

Le général Erskine, qui commandait seize escadrons anglais de la colonne du duc d'Yorck, au lieu de suivre la marche de ce prince sur Lannoy, s'était mis, par erreur sans doute, à la suite de la colonne de Kinsky. Ce renfort inattendu fut d'un grand secours à ce dernier.

Le corps de l'archiduc Charles, formant la sixième colonne, avait, par l'éloignement de son point de départ, plus de chemin à parcourir que les autres colonnes pour arriver à sa destination; il ne déboucha vers Pont-à-Marque qu'à deux heures de l'après-midi. Le général Bonneau crut alors prudent de se retirer sur le village de Flers, derrière lequel il prit position. L'archiduc s'arrêta vers le village de Lesquin, sa droite se prolongeant au-dessus de Sanghien.

Nous avons dit que l'armée française avait quitté son camp

de Moorseele. Souham, réunissant à sa division une partie de celle de Moreau, vint se placer en arrière de Tourcoing. Le général Moreau, avec huit mille hommes seulement, appuyant sa gauche à la route de Lille à Menin, devait contenir la colonne de Clairfait, arrivant sur Linselles. 1794—an II. France.

Telle était la position respective des deux armées le 17 mai au soir. Si l'on veut se rappeler le retard éprouvé par le général Clairfait, dans la marche de ses troupes, on concevra comment la route de Lille à Courtray n'était point encore interceptée dans la journée du 17, et comment il fut facile au général Souham d'envoyer à Lille des officiers d'état-major pour prévenir le général Bonneau, et combiner avec lui l'attaque générale qui devait avoir lieu dans la matinée du 18, sur Tourcoing et Roubaix, par le gros de l'armée française, aux ordres de Souham. Nous ne sommes entrés dans tous les détails de la marche des colonnes ennemies que pour mieux mettre nos lecteurs dans le cas de juger sainement du résultat, presque déterminé d'avance, de la bataille que nous décrivons.

Le 18, au point du jour, le général Souham se mit en marche avec quarante-cinq mille hommes, dirigeant sa droite sur Tourcoing, sa gauche sur Watrelos. Six bataillons du général Otto occupaient, comme nous l'avons déjà dit, Tourcoing. Cette avant-garde ne put résister long-temps aux efforts des troupes qui l'attaquaient en nombre bien supérieur. Le désordre se mit bientôt dans les rangs; la déroute fut complète; à peine parvint-on à rassembler sept cents hommes des fuyards qui avaient cherché à gagner le village de Leers. Watrelos fut emporté avec la même facilité.

Le général Bonneau, laissant quelques bataillons pour amuser les deux colonnes de l'archiduc et du général Kinsky, s'était avancé, dans la nuit du 17 au 18, entre les villages de Wasquehal et Hem. Au point du jour, et pendant le mou-

1794—an II. France. vement des troupes de Souham sur Tourcoing et Watrelos, Bonneau, avec seize mille hommes, attaque le corps du duc d'Yorck, dont on connaît déjà la position, dans les quatre villages de Croix, Mouvaux, Roubaix et Lannoy, et qui se trouvait encore privé des seize escadrons du général Erskine, restés, comme on l'a vu, avec le général Kinsky.

L'attaque du général Bonneau jeta d'abord les Anglais dans un grand étonnement. Ils devaient en effet se croire suffisamment couverts, du côté de Lille, par les cinquième et sixième colonnes, et ne pouvaient s'attendre à voir arriver les Français que par Tourcoing, si toutefois on devait supposer la marche de ces derniers de ce côté. Mais cette surprise n'empêcha point une partie de cette quatrième colonne de se défendre avec beaucoup de résolution dans les villages de Mouvaux et de Roubaix. Cependant, les colonnes de Souham s'avançant par Tourcoing et Watrelos, la même confusion qui avait amené la dispersion des troupes du général Otto, opéra celle des Anglais. Tous prirent la fuite en jetant leurs armes, et cherchant à gagner la route de Tournay par le chemin du village de Nechin. Ce désordre fut peut-être fort heureux; car si la résistance se fût prolongée, il ne restait plus aucun moyen de retraite à ces troupes, qui se seraient trouvées enveloppées par les colonnes de Souham et de Bonneau, et forcées de se rendre à discrétion. Ainsi la faute commise par le duc d'Yorck, en se disséminant, le sauva d'un échec plus funeste. La déroute de sa colonne fut si complète, que le duc se sauva, avec quelques officiers seulement, sur Watrelos, occupé déjà par les troupes de Souham. Ce prince allait être pris, lorsque, fort heureusement, une compagnie hessoise, qui tiraillait encore en arrière-garde, lui donna le temps d'échapper au grand galop, et en forçant son cheval. Le duc d'Yorck avoua lui-même le danger qu'il courut en cette circonstance. Ce ne fut pas le seul service que rendirent

les troupes hessoises dans cette journée. Le régiment des gardes du landgrave, placé dans Launoy, défendit ce village avec opiniâtreté, et résista assez long-temps aux efforts des colonnes françaises pour donner la facilité de réunir la multitude des fuyards au village de Néchin, d'où les alliés se retirèrent pour se rendre à Tournay et à Marquain. 1794—an II. France.

Moins malheureux que le duc d'Yorck, le général Otto sauva les troupes qu'il avait à Watrelos. Une grande partie de sa division se rassembla entre Leers et Nechin, y résista jusqu'à la nuit, et parvint à se retirer sur Tournay.

Nous avons laissé les cinquième et sixième divisions des alliés maîtresses du camp de Sainghin. Il est difficile de concevoir pour quels motifs elles restèrent inactives devant le faible rideau que leur avait opposé le général Bonneau, en se portant à l'attaque de la division anglaise. La raison la plus probable est que le prince Charles attendit vraisemblablement des ordres ultérieurs qui ne purent lui parvenir, ou peut-être que le prince de Cobourg ne lui donna point, au milieu de tout le désordre qu'entraînaient les dispositions vicieuses prises par ce dernier. Quoi qu'il en soit, l'archiduc eut au moins l'avantage de conserver ses troupes réunies, et de pouvoir recueillir à Marquain, où il rétrograda, les débris des autres divisions.

Quant au général Clairfait, nous savons déjà les motifs du retard de son arrivée sur Linselles en temps utile. Le général Moreau marcha, le 18, sur ce point, et y rencontra les Autrichiens, qui, se trouvant en nombre supérieur, forcèrent le général français de prendre une position en arrière, adossée à la Lys, au village de Bousbeck. Ses troupes s'y défendirent avec l'ardeur la plus courageuse. Pendant ce temps, le grand parc et les équipages de l'armée française, qui se trouvaient à Halluin, ayant quelque crainte, filèrent par la route de Menin sur Lille, et ne furent point inquiétés.

1794—an II. France. Cependant Clairfait, n'entendant point le canon autour de lui, et sachant que les Français occupaient Tourcoing, pensa qu'il était arrivé trop tard. Il dut regarder dès-lors sa position vers Linselles comme très-hasardée, et ne balança point à reprendre le chemin qu'il venait de tenir, pour regagner sa position de Thielt. Ce ne fut pas sans emmener un faible trophée du stérile avantage qu'il venait d'obtenir : les neuf canons et les quatre cents prisonniers, tombés en son pouvoir, ne compensaient point la défaite du centre et de la droite de l'armée alliée, qui venait de perdre, dans les différens engagemens dont nous venons de rendre compte, plus de trois mille hommes et soixante pièces de canon.

Le succès obtenu par l'armée française devait avoir des résultats bien plus grands au moral. Le premier fut de donner aux troupes une confiance presque sans bornes. En effet, en récapitulant la force de chacune des divisions de l'armée alliée, on trouvera un effectif de quatre-vingt-dix mille combattans, tandis que l'armée française n'en présentait qu'un de soixante et quelques mille hommes.

Le second prouva aux alliés que l'armée républicaine possédait dans son sein une école de généraux qui pouvaient se mesurer avec avantage contre les élèves des Daun, des Lascy, des Laudon, etc., etc., et que la présence d'un général en chef n'était pas toujours indispensable, chez les Français, pour, dans un moment critique, prendre des mesures efficaces à l'effet de repousser une grande attaque, et d'obtenir même de brillans succès.

Ainsi s'évanouit le fameux *plan de destruction*, si ambitieusement imaginé par le conseil des généraux alliés. La présence d'esprit, la sage audace de deux généraux français, la valeur de leurs troupes, opposèrent une digue au torrent dévastateur qui menaçait d'engloutir l'armée française, et de se répandre dans la France par ses frontières du Nord.

Les généraux Moreau, Souham et Bonneau, acquirent une grande gloire dans cette journée, où se distingua le général Macdonald. Les défenseurs de la patrie s'y montrèrent dignes de ce noble titre. Le premier des généraux que nous venons de nommer, auquel, malgré son rôle secondaire dans l'action, on attribue une partie des dispositions prises, Moreau, déjà connu par des actions d'éclat, fonda dès-lors cette haute réputation militaire qui va l'appeler bientôt au commandement en chef d'une des armées de la république, et qui le placera par la suite au rang des plus illustres capitaines. 1794—an II. France.

Avant de continuer le récit des opérations ultérieures de l'armée de Flandre, nous allons rendre compte de ce qui se passait à la même époque sur les rives de la Sambre.

Combats sur la Sambre [1]. — On a vu qu'après avoir chassé les Autrichiens de Thuin, l'armée des Ardennes avait passé la Sambre. Elle prit position à Fontaine-l'Évêque. Mais le prince de Kaunitz ayant été renforcé par le corps du prince d'Orange, contraignit les Français à se retirer sur l'autre rive. 23 mai *. (4 prairial.) Belgique.

Le comité de salut public, tout en acceptant le plan d'une diversion en Flandre, n'avait point renoncé au projet de prendre Charleroi, opération qui, dans le principe, devait ouvrir la campagne au Nord. Les conventionnels Lebas et Saint-Just s'étaient rendus à l'armée des Ardennes dans ce dessein; et le dernier de ces proconsuls, jeune homme ardent, qui croyait que le fanatisme républicain devait suppléer à toutes les connaissances militaires, dont il n'avait pas l'idée,

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, etc.

* Nous avons réuni sous la date du 23 mai, qui est celle du combat le plus important, les différentes actions qui eurent lieu du 20 au 29.

1794—an II. Belgique. était le plus grand instigateur de tous les mouvemens qu'opérait l'armée des Ardennes.

Le général Charbonnier, qui commandait cette armée, était loin de posséder les moyens militaires qui distinguaient alors un grand nombre de nos généraux. Il serait difficile de justifier le choix qu'avait fait de lui le comité de salut public pour commander en chef. Brave comme un grenadier, mais incapable de diriger une armée, ce général était l'agent aveugle et passif du déclamateur Saint-Just, véritable général en chef.

Contre l'avis des généraux les plus éclairés, le fougueux conventionnel, s'obstinant à l'exécution intempestive du plan du comité de salut public, ordonna un second passage de la Sambre, et l'armée l'effectua le 20 mai. Les bois de Bonne-Espérance furent emportés après un combat assez vif, qui se renouvela le lendemain, sans succès pour l'ennemi.

L'armée française prit ensuite une position vers Merbes-le-Château, et elle se disposait à se porter en avant, lorsqu'elle fut attaquée de nouveau par le prince de Kaunitz, réuni avec le prince d'Orange. Les Français presque surpris n'opposèrent qu'une faible résistance. Les efforts de l'ennemi s'étant portés principalement sur la gauche, celle-ci fut culbutée en un instant, et le désordre fut tel qu'un grand nombre de soldats jetèrent leurs armes, et repassèrent la Sambre presque sans tirer un coup de fusil. Le centre et la droite de l'armée française, après un combat plus prolongé, cédèrent également, et leur retraite sur la Sambre serait devenue presque impossible, sans l'arrivée inattendue de la division du général Kléber. En marche avec douze mille hommes pour faire une pointe sur Mons, à l'effet de faciliter un mouvement de l'armée du Nord sur le camp de Grivelle, Kléber apprend par des fuyards de l'aile gauche de l'armée des Ardennes, le danger que court cette armée au-delà de la Sam-

bre. Il vole aussitôt à son secours, passe la rivière sur le pont de Solre, dont l'ennemi, qui s'en était déjà emparé, est chassé. Le prince de Kaunitz se voit attaqué à son tour, et cette diversion donne aux troupes déjà vaincues le temps de se rallier, et de passer sur l'autre rive de la Sambre. 1794—an II. Belgique.

L'armée des Ardennes éprouva, dans cette dernière affaire, qui eut lieu le 23 mai, une perte de près de trois mille hommes.

L'opiniâtre Saint-Just, prodigue du sang des soldats, fit renouveler le passage de la Sambre à cinq reprises différentes, jusqu'au 29 mai, et toujours avec les mêmes résultats. Au dernier effort, Charleroi fut investi en partie et bombardé; mais comme cette opération se fit sans avoir préalablement battu l'armée ennemie, celle-ci vint attaquer les assiégeans, qui furent encore obligés de renoncer à leur entreprise, avec une perte de douze cents prisonniers et de vingt-cinq pièces de canon.

Nous aurions pu nous étendre davantage dans le récit de ces différens événemens, mais nous avons voulu épargner à nos lecteurs des détails trop fastidieux et trop pénibles pour exciter leur curiosité. Il nous suffira de dire que dans presque tous ces combats infructueux, les généraux et les soldats firent leur devoir, et se battirent avec autant de zèle que de courage, notamment le 26 au combat de Montigny-lès-Teigneux, près de Charleroi, où les généraux Hatry et Lorge [1] se distinguèrent. Mais il est douloureux de penser que toutes ces actions ne servirent qu'à augmenter le nombre des victimes de la désastreuse impéritie de Saint-Just.

Combat de Pont-Achin [2]. — Pichegru, de retour à l'aile gauche de l'armée du Nord, voulut mettre à profit le succès 23 mai. (4 prairial.)

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

[2] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, etc.

1794—an II. Belgique.

obtenu à Tourcoing, le 18, et le désordre qu'il supposait devoir régner dans l'armée alliée, sous les murs de Tournay. Il ordonna en conséquence aux trois divisions Souham, Moreau et Bonneau de se porter sur Tournay par Templeuve, Blaudin et Pont-Achin.

L'armée des alliés couvrait Tournay, ayant sa droite sur l'Escaut, vers Obigies et Pecq, et sa gauche vers Lamain sur les collines qui se trouvent entre ce dernier village et celui de Froyennes. Cette position était à peu près la même que celle que les alliés occupaient le 16, avant la marche de deux colonnes sur Tourcoing.

Le 23 au matin, les deux armées étaient en présence. Les Français attaquèrent avec une ardeur et une impétuosité extraordinaires; l'ennemi opposa sur tous les points une noble résistance. Le combat qui dura près de quinze heures avec un acharnement sans exemple, surtout à Templeuve et à Pont-Achin, n'amena d'autre résultat qu'un nombre considérable de morts et de blessés. Les Français qui d'abord avaient pénétré par Pont-Achin jusques auprès de Tournay, furent repoussés bientôt par une partie de la réserve autrichienne.

Les officiers qui ont été témoins ou acteurs dans cette journée meurtrière, s'accordent à dire que le général Pichegru ne paraissait pas avoir conçu un plan bien déterminé pour cette attaque, où les soldats opérèrent plus que les généraux : circonstance qui eut également lieu dans l'armée ennemie.

Cette opinion justifierait celle répandue généralement dans le temps, que le général français n'avait voulu faire qu'une grande reconnaissance, et que ses troupes furent emportées plus loin qu'il ne le voulait. Mais alors il était inutile de mettre tant de troupes en mouvement pour une simple reconnaissance. Quoi qu'il en soit la perte fut très-considérable de part et d'autre. Les alliés estimèrent la leur à trois mille hommes. Celle des Français fut au moins égale. L'armée

française, après cette action que la nuit seule termina, se retira vers Courtray, et celle de l'ennemi se concentra sur Tournay et au mont de la Trinité. 1794.—an II. Belgique.

Combats de Schifferstadt et de Kayserslautern [1]. — Pendant que ces événemens militaires se passaient au Nord de la France, les armées françaises et alliées sur le Rhin sortaient enfin de l'inaction où elles étaient restées depuis l'ouverture de la campagne. 23 mai. (4 prairial.) Allemagne.

Voici leurs positions respectives au 21 mai :

L'armée saxo-prussienne était répartie depuis Alzey, vers la rive gauche du Rhin, jusque vers la Sarre, à Mertzig, où elle se liait avec le corps autrichien du général Blankenstein, destiné à couvrir sur la Moselle les villes de Trèves et de Luxembourg. L'armée autrichienne gardait la rive droite du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Bâle. Elle avait des garnisons dans Mayence, Manheim, Philipsbourg et Kehl. Le corps du prince de Condé était au centre, vers Rastadt.

Ces deux armées réunies formaient un total de plus de cent vingt mille hommes, mais les Prussiens et la division autrichienne du prince de Hohenlohe-Kirchberg paraissaient seuls destinés à agir activement.

L'armée française du Rhin occupait la ligne de la Speyerbach depuis Neustadt jusqu'à Rehut ; la droite, sous les ordres du général Desaix, appuyait au Rhin, vers Schifferstadt ; la gauche était à Musbach, en avant de Neustadt, vers les Vosges. Un corps, posté dans la vallée de Weidenthal, était destiné à assurer la communication avec l'armée de la Moselle. Une division occupait Kayserslautern ; une autre s'étendait jusque vers Tholey.

Le maréchal Moellendorf, qui commandait l'armée prus-

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — Jomini, etc.

1794—an II. Allemagne. sienne, se concerta avec le prince de Hohenlohe-Kirchberg, pour un mouvement général sur l'armée française, à l'effet de forcer cette dernière à abandonner le territoire qu'elle occupait dans le Palatinat et le duché de Deux-Ponts.

Le 23 mai, le corps autrichien attaqua le général Desaix dans ses positions près de Schifferstadt, tandis qu'un corps prussien faisait une démonstration sur Musbach et Neustadt, qui se réduisit à un échange de nombreux coups de canon.

L'attaque sur la division Desaix fut vigoureuse. Après trois heures d'un combat opiniâtre, les Français commençaient à plier, et déjà le désordre se mettait dans leurs rangs, lorsque Desaix fit marcher quelques troupes qu'il tenait en réserve, rétablit le combat, et rendit inutile la tentative de l'ennemi sur ce point. On rapporte qu'au moment où Desaix s'avançait pour réparer l'échec que venait d'éprouver une partie de ses troupes, un officier, en lui rendant compte du succès des Autrichiens, demanda au général ce qu'il ordonnait : « La retraite de l'ennemi, répond brusquement Desaix, en continuant sa marche. » Guidés par lui, les Français forcèrent en effet le prince de Hohenlohe à se retirer, et gardèrent toutes les positions qu'ils occupaient avant le combat.

Pendant que ceci se passait à la droite de l'armée française du Rhin, le maréchal Moellendorf se dirigeait, avec une partie de l'armée prussienne, sur Kayserslautern, tandis que la division du général Ruchel cherchait à tourner les Français par leur droite, et que le général Kalkreuth, parti de Cassel, s'avançait vers la route de Landstuhl. Le général Ambert qui commandait à Kayserslautern, fit replier, à l'approche de l'ennemi, les postes de Hochspeyer et de Fisbach. Bientôt quatre colonnes ennemies, débouchant par Morlautern, et sur les chemins de Turckheim, Neustadt et Ramstein, vinrent attaquer Kayserslautern. Les Français, quoique très-inférieurs en nombre, soutinrent pendant quatre heures tous les

efforts de leurs nombreux ennemis, mais il leur fallut céder à cette attaque disproportionnée, et le général Ambert fit sa retraite en bon ordre par les gorges et les chemins de Tripstadt et de Pirmasens. Une terreur panique s'empara cependant de l'arrière-garde qui s'était arrêtée au Galgenberg, le temps nécessaire pour protéger la retraite. Les troupes se mirent à fuir, infanterie et cavalerie, et abandonnèrent une compagnie d'artillerie à cheval, qui se trouvait à cette arrière-garde, et dont les canonniers se firent hacher plutôt que d'abandonner leurs pièces. Un escadron du deuxième régiment de cavalerie, qui n'avait point partagé la terreur générale, contint seul pendant quelques instans la cavalerie ennemie, et lui en imposa assez pour donner au reste de la colonne le temps de se rallier. Ambert croyait pouvoir continuer sa retraite avec quelque sûreté; mais de nouveaux obstacles se rencontrèrent encore. La brigade du général Siscé qui se trouva coupée dans sa marche par une brigade prussienne, commandée par le général Blucher, parvint à se faire jour par Weidenthal. Ce fut après avoir perdu quinze cents hommes, que la division Ambert parvint à gagner partie Pirmasens et partie Tripstadt. 1794—an II. Allemagne.

L'occupation de Lautern par les Prussiens, ne permettant plus à l'armée du Rhin de tenir les rives de la Speyerbach, elle se retira derrière la Queich, sur Guermersheim et Landau.

Reprise des forts Saint-Elme, de Port-Vendre et de Collioure [1]. — Le résultat des succès obtenus par le général Dugommier à Boulou avait été de chasser les Espagnols de cette partie du Roussillon, et de leur faire laisser à découvert les places dont ils s'étaient emparés dans la dernière campagne. Le moment était venu d'en tenter la reprise. 26 mai. (7 prairial.) France.

[1] Journaux du temps, — Tableau historique, — Dictionnaire des siéges et batailles, — de Marcillac, — Mémoires manuscrits, etc.

1794—an II. France. Le général Chabert eut ordre de s'emparer du col de Banyuls, afin d'empêcher les Espagnols de chercher à secourir ces mêmes places. Le général en chef passa lui-même le Tech avec une division, entre Elne et Ortaffa, chassa les Espagnols d'Argelez, et vint s'établir sur les hauteurs de Saint-Elme. La position de ce fort, qui commande Port-Vendre et Collioure, exige qu'on s'en empare avant de songer à l'attaque des deux autres places. Le général Dugommier se vit dans l'obligation de faire faire un chemin de plus de deux lieues pour conduire l'artillerie nécessaire pour en former le siége, et encore fallut-il traîner presque à bras les pièces de gros calibre et les mortiers pour les placer dans les positions convenables. Ces travaux furent achevés en très-peu de temps avec un zèle et une gaîté extraordinaire de la part des soldats. Les batteries furent établies et commencèrent à battre le fort, après que tous les postes que l'ennemi tenait à l'extérieur, eurent été enlevés ou forcés de se replier dans l'intérieur. Le général Dugommier plaça de forts détachemens sur tous les points par où les Espagnols pouvaient déboucher; et ces postes étaient pour la plupart sur des montagnes très-élevées, où les soldats bivouaquaient par un temps pluvieux et une température glaciale. Le général Dugommier donnait lui-même l'exemple. Il avait établi son quartier-général dans une misérable cabane, que ses soldats lui avaient construite sur l'un de ces pics.

Les Espagnols avaient à peu près huit mille hommes tant à Collioure qu'à Port-Vendre et au fort Saint-Elme. Le 16 mai, une sortie combinée des garnisons des trois places eut lieu pendant la nuit; et cette colonne vint attaquer le Puy-de-Las-Daynas, où commandait le général en chef en personne, et pénétra jusque dans la tranchée ouverte devant Saint-Elme. Cette attaque fut si vive et si bien dirigée que Dugommier faillit en être la victime. Il y fut blessé, et sans l'intrépidité

et le dévouement des grenadiers d'un bataillon du vingt-huitième régiment, qui se firent tuer en grande partie à ses côtés, les Espagnols le faisaient prisonnier. Cependant les troupes parvinrent bientôt à se rallier, et forcèrent l'ennemi à rentrer avec quelque perte derrière ses murailles.

Le 23 mai, la brèche étant presque praticable au fort Saint-Elme, le commandant envoya au général Dugommier un parlementaire chargé de demander les conditions d'une capitulation. Mais ces conditions ayant paru trop dures au commandant espagnol, il les refusa, et Dugommier fit continuer le feu avec une telle vivacité, que les Espagnols, ne pouvant plus tenir dans le fort, se hâtèrent de l'évacuer ainsi que Port-Vendre, et furent se renfermer dans Collioure. Les Français occupèrent les deux postes évacués.

Les batteries du fort Saint-Elme servirent à canonner et à bombarder Collioure, qui s'en trouve dominé, comme nous l'avons déjà dit. D'un autre côté, une flottille, aux ordres du capitaine de vaisseau Castagnier, ayant échappé aux croisières anglaises et espagnoles, était venue bloquer par mer Port-Vendre et Collioure, et avait même déjà canonné ces deux villes. La nouvelle attaque par les batteries du fort Saint-Elme, et l'impossibilité d'être secouru, ou de se retirer par la mer, déterminèrent le général Navarro, commandant les troupes espagnoles, à capituler. Collioure fut rendu aux Français, le 29 mai, et la garnison eut la permission de se retirer en Espagne, sous la condition qu'un pareil nombre de prisonniers français seraient rendus en échange. Cette garnison, forte de sept mille hommes, sortit de la ville avec tous les honneurs de la guerre, déposa ses armes au village de Banyuls-la-Maizo, et prêta le serment de ne plus servir contre la France pendant toute la durée de la guerre.

Une circonstance particulière avait fait choisir le village de Banyuls pour être le théâtre de cette reddition des armes,

1793—an II. France. et de cette prestation de serment des troupes espagnoles ; elle mérite d'être rapportée.

Lorsque les Espagnols pénétrèrent pour la première fois sur le territoire français, en 1793, les habitans de Banyuls-la-Maizo, attaqués par l'ennemi, et livrés à leur propre défense, combattirent avec une résolution digne des Spartiates pour défendre les défilés qui mènent à leur village. Le maire était à la tête de ces braves. Sommé de mettre bas les armes, et de livrer passage aux troupes espagnoles, il répondit : « Les Français savent mourir, mais ne rendent point leurs armes. » Ces paroles, toutes nationales, seront prononcées encore une fois dans cette longue guerre; elles termineront, comme elles l'avaient commencée, la mémorable lutte de la France contre les puissances de l'Europe.

La résistance des habitans de Banyuls fut telle qu'on devait l'attendre d'hommes animés d'un pareil patriotisme. Les femmes mêmes y prirent une part glorieuse, en portant, au milieu d'une grêle de balles, des vivres et des munitions à leurs pères, à leurs maris, à leurs frères, à leurs enfans. Mais enfin le plus grand nombre succomba sous les efforts des Espagnols, et ce qui resta de ces généreux citoyens se dispersa dans l'intérieur; ils servirent, depuis, de guides et d'éclaireurs à l'armée française, et rendirent encore d'importans services par la connaissance qu'ils avaient des localités. Les Espagnols se saisirent de tous les vieillards qui étaient restés dans le village, au nombre d'à peu près une centaine, et les envoyèrent, prisonniers, dans les cachots de Figuières et de Barcelonne.

Au moment où Dugommier se rendit maître de Collioure, et fit déposer les armes à la garnison sur la place de Banyuls, il exigea des Espagnols qu'on remît sur-le-champ en liberté les malheureux vieillards de cette commune, et leur fit accorder des secours et des indemnités. La Convention, ins-

truite de ces détails, rendit un décret portant, que les citoyens de Banyuls avaient bien mérité de la patrie, ainsi que l'armée des Pyrénées-Orientales, et que, sur la place de ce village, il serait élevé un obélisque de granit avec cette inscription : *Ici sept mille Espagnols déposèrent les armes devant les républicains, et rendirent à la valeur ce qu'ils tenaient de la trahison* [1].

Le général Despinois avait été chargé de conclure les articles de la capitulation de Collioure, conjointement avec le marquis de Castrillo, gouverneur de la place, et muni des pleins-pouvoirs du général Navarro. Un des articles de cette capitulation portait, comme on l'a vu, que la garnison espagnole serait échangée contre un pareil nombre de Français prisonniers de guerre, mais le général en chef comte de la Union ne voulut jamais consentir à rendre ces prisonniers, sous le prétexte que le général Navarro n'était pas autorisé à promettre ce qu'il n'était pas en son pouvoir de tenir.

Cet article ne fut donc pas exécuté. Les Espagnols éludèrent plus honorablement pour eux une autre condition qu'on voulait leur imposer, et que la générosité de cette nation leur fit un devoir d'éviter.

Un corps d'émigrés français, sous la dénomination de *Légion de la Reine*, faisait partie des troupes de la garnison de Collioure. Les commissaires conventionnels exigeaient que ces émigrés fussent remis entre les mains des républicains.

Cette demande, rejetée avec indignation par le général espagnol, contribua à prolonger de quelques jours la résistance de Collioure; mais il serait devenu presque impossible aux Espagnols de s'y refuser, dans l'extrémité où ils se voyaient réduits, sans la généreuse prévoyance du lieutenant-colonel

[1] On se rappelle la facilité avec laquelle les Espagnols s'étaient emparés des trois places qu'ils surent défendre avec un courage égal à celui des assiégeans.

1794—an II. France. espagnol Amoros [1]. Cet officier supérieur fit préparer, dans la journée du 24 mai, des bateaux dans le port de Collioure, sur lesquels s'embarqua tout ce qui restait de la légion de la Reine; et les malheureux Français qui la composaient échappèrent ainsi au sort qui leur était réservé.

[1] M. Amoros, depuis réfugié espagnol, aujourd'hui naturalisé français, en vertu de lettres-patentes de sa majesté Louis XVIII, a reçu, par cette faveur, le digne prix de sa noble conduite, dans la circonstance que nous rapportons.

FIN DU SECOND VOLUME.

